



NEWTactics
in Human Rights

NOUVELLES TACTIQUES EN DROITS DE L'HOMME

Une ressource pour les acteurs

Un livre écrit par

Le Projet de Nouvelles Tactiques en Droits de l'Homme

Un projet du

Centre des Victimes de la Torture

Référence: *New Tactics in Human Rights: A Resource for Practitioners*

Version anglaise complète disponible au site web du Center for Victims of Torture—New Tactics in Human Rights avec d'autres références: <http://www.newtactics.org>

IMPORTANT : Le Centre pour les Victimes de Torture (CVT) ne garantit pas l'exactitude de ce texte et n'est responsable d'aucuns dommages directs ou indirects due à une négligence ou à une erreur dans la dactylo ou la traduction.

TABLE DES MATIERES

3	Introduction par Justice Richard J. Goldstone
5	Remerciements
7	La nécessité de nouvelles tactiques par Douglas A. Johnson
17	Utiliser le levrettant que ressource
25	Les tactiques de prévention
27	La protection physique
33	Le partage des informations clés
44	Eliminer les opportunités d'abus
51	Les tactiques d'intervention
52	La résistance
66	La perturbation
74	La persuasion
83	La motivation
89	Les tactiques de restauration
91	Se souvenir des abus
102	Renforcer les individus et les communautés
113	Demander réparation
125	Bâtir les cultures et institutions des droits de l'homme
127	Bâtir des circonscriptions
139	La collaboration
150	Le renforcement des capacités
167	Bâtir la conscience
178	Outils et ressources
179	Développer des stratégies et tactiques créatives
184	Faire l'adaptation des tactiques
185	Partager votre tactique avec les autres : un exemple de présentation d'une tactique
187	Prendre soin de soi-même : protéger la ressource la plus précieuse

INTRODUCTION

Une nouvelle ère des droits de l'homme a vu le jour dans le monde au cours des deux dernières décennies. Celui-ci préoccupe de plus en plus l'opinion publique internationale ainsi que le droit international. Sur le plan du droit international, de nouveaux mécanismes ont transformé notre façon de réfléchir sur la justice et sur son obtention. Au même moment, la pensée créative et l'esprit d'initiative des individus et des organismes ont changé notre manière de réfléchir sur ce qui est possible en matière des droits de l'homme – et par conséquent sur ce que nous pouvons faire.

A tous les niveaux du monde, jusque dans de petits villages, les gouvernements nationaux ainsi *qu'aux niveaux élevés de la justice internationale*, les gens créent et utilisent des tactiques innovatrices pour rendre leur travail plus efficace. Le Projet de Nouvelles Tactiques en Droits de l'Homme récupère ces techniques innovatrices et les partagent avec ceux qui essaient de faire avancer les droits de l'homme. Je vous invite à vous joindre à moi pour célébrer ce projet et pour faire usage de la ressource précieuse que vous tenez actuellement entre les mains. En réfléchissant sur mon domaine de travail, j'ai découvert que de nouvelles opportunités pour obtenir la justice sont ouvertes aux victimes des plus graves abus des droits de l'homme. L'institution des tribunaux criminels internationaux pour la Yougoslavie et le Rwanda qui furent les premiers tribunaux des crimes de guerre à être créés avec le soutien total de l'opinion internationale, a ouvert de nouvelles voies pour la justice. Les équipes internationales qui travaillent pour le compte de ces tribunaux et qui viennent de plusieurs pays, traitent différemment qu'auparavant – ils votent de nouvelles lois, créent des précédents, prononcent des inculpations qui ne ressemblent pas aux inculpations prononcées dans d'autres pays. Une nouvelle tactique a été mise en place, plus puissante, à savoir, la cour internationale de justice qui pourrait désormais permettre à toute victime de crimes, d'obtenir justice partout où elle se trouve. Nous avons utilisé une autre stratégie dans le cadre de la cour internationale de justice pour l'ex Yougoslavie : le viol est maintenant considéré comme un crime de guerre qui peut être poursuivi indépendamment, plutôt qu'un délit secondaire qui faisait partie d'autres délits. Lorsque la cour a inculpé huit officiers militaires Bosniaques et Serbes pour le viol systématique des femmes musulmanes, la manière universelle de penser aux crimes liés au genre et aux droits de l'homme a changé. Depuis lors, cette tactique a permis d'obtenir justice dans plusieurs autres cas.

Il y a dix ans, les experts judiciaires se seraient moqués d'une perspective d'inculper et d'extrader un puissant dictateur comme Augusto Pinochet. Ceci ne constituait pas une politique ouverte. A ce niveau, les auteurs de crimes barbares, se promenaient dans le monde en toute impunité. L'arrestation et l'extradition de Pinochet a changé notre manière de penser sur ce qui est possible en justice internationale. Ceci a constitué une tactique supplémentaire pour l'arsenal des droits de l'homme et on est sûr d'utiliser régulièrement dans l'avenir.

Je loue les efforts déployés par les défenseurs des droits de l'homme dans l'utilisation des tribunaux internationaux et autres forums pour attirer l'attention sur les crimes contre l'humanité partout où ils sont commis et pour réclamer à haute voix que justice soit faite. Ceci ne présente que quelques unes des nombreuses tactiques innovatrices qui sont utilisées à travers le monde pour promouvoir et protéger la dignité fondamentale de l'homme dans les sphères et contextes aussi divers que l'expérience elle-même. Je suis fier de faire partie du Projet de nouvelles

tactiques en Droits de l'Homme. Bien que ce document n'ait pas la prétention d'être un catalogue exhaustif, il constitue un recueil de cette nouvelle pensée innovatrice que nous espérons, vous sera précieux dans votre travail.

-Justice Richard J. Goldstone

Justice de la Court Constitutionnel de L'Afrique Du Sud. Retraite

REMERCIEMENTS

La rédaction de ce livre a été possible grâce à l'assistance, aux conseils et à l'appui de nombreux individus et organismes à travers le monde. Nous sommes reconnaissants envers les personnes et organismes mentionnés dans ce livre pour leurs initiatives et leur précieux temps qu'ils nous ont accordé en répondant à nos questions et en nous fournissant des informations concernant leur travail. Nous tenons à remercier ceux qui nous ont recommandé d'autres organismes pour nos interviews. Kate Kelsch, Maître d'Œuvre du Projet de Nouvelles Tactiques en Droits de l'Homme a rédigé et coordonné les premières éditions de ce livre, elle a dirigé la rédaction de la présente édition et nous a inculqué son dévouement avide pour la qualité et la précision. Tricla Cornell a rédigé et édité certaines parties du livre. Nicole Palasz a écrit les résumés tactiques, a coordonné les recherches sur les tactiques et s'est occupée de leurs sélections et organisations. Nancy Pearson a développé les ressources de formation. Rachel Tschida nous a fourni l'orientation et l'expertise. Susan Everson a édité le document. Pam Arnold, Matthew Rezac et le personnel du Minneapolis « College of Art and Design Works » ont patiemment et habilement assuré la programmation et ont dirigé avec enthousiasme la rédaction de ce livre, du document préliminaire jusqu'au produit final. Douglas A. Johnson a conçu la vision et le cadre original du Projet de Nouvelles Tactiques sans lesquels ce livre n'aurait pas vu le jour.

Plusieurs donateurs généreux ont apporté l'assistance financière pour la conception de la vision et du contenu du livre, parmi lesquels la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation, la Paul & Phyllis Fireman Charitable Foundation, le Sigrid Rausing Trust (jadis connu sous l'appellation de Ruben and Elisabeth Rausing Trust), le United States Institute for Peace et d'autres donateurs qui ont souhaité l'anonymat. Certains donateurs ont posé les bases solides pour ce livre à travers l'appui qu'ils ont apporté à l'implication du CVT dans d'autres éléments du Projet de Nouvelles Tactiques, à savoir, le Centre International sur les conflits non violents, le National Philanthropic Trust, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, le Rockefeller Foundation et le Foundation's Bellaglo Conference Centre en Italie, ainsi que le United States Department of State. Les partenaires du CVT dans le projet ont également reçu une assistance financière de quelques organismes.

Nous tenons à remercier également le Comité Consultatif du Projet de Nouvelles Tactiques, les membres du Groupe de Travail (une liste complète des membres du groupe se trouve à la page 24), ainsi que d'autres supporteurs qui ont relu et fait des commentaires sur ce livre. Leurs expériences des réalités de la lutte pour faire avancer les droits de l'homme et leurs connaissances de ce qui serait utile à des collègues à travers le monde ont guidé le développement de ce livre et continuent à guider le Projet de Nouvelles Tactiques.

Justice Richard A. Goldstone, Murat Belge, Morten Kjaerum, Sofia Macher, Kallash Satyarthi ont tous contribué à enrichir ce livre.

D'autres personnes ont aussi contribué par leurs connaissances éditoriales et analytiques dans la révision des chapitres, parmi lesquelles Susan Atwood, Tanya Cromey, Phil Deering, Basil Fernando, Barbara Freyn Deanna Gallagher, Paul Haupt, Carine Kaneza, Salma Khan, Mark Ritchle, Liz Sevchenko et Bruce van Voorhis, ensemble avec ses collègues de la Commission asiatique de Droits de l'Homme. Paul Dalton, Clarence Dias, Liam Mahony, Paul Milne,

Suzanne Miric, Boris Pustintsev, Sir Nigel Rodley, Edson Spencer et Rajesh Tandon nous ont aidé à développer la pensée qui sous-tend le présent format.

Cette édition a été bâtie sur la base solide des deux précédentes éditions. Parmi les plus de 50 volontaires qui ont aidé dans les recherches, la rédaction, la révision et la relecture de ces volumes, nous aimerions exprimer notre gratitude à Aron Cramer, Bennett Freeman, Barbara Frey, Edward Halpin, Elleen Kaufman, Morten Kjaerum, John Salzberg, Robert Shoemake, et David Welssbrodt. Phil Deering a édité la deuxième édition et Deanna Gallagher, Kenl Sato, Kathryn Weber et Wendy Weber ont rédigé les chapitres.

Tout en exprimant notre reconnaissance à toutes ces personnes et à plusieurs autres pour leur talent, leur temps, leur vision et leur générosité, nous endossons la responsabilité des omissions et erreurs contenues dans ce livre. En outre, les opinions, résultats et conclusions ou recommandations exprimés dans ce livre sont ceux du Projet de Nouvelles Tactiques et ne reflètent pas nécessairement les vues de nos sponsors.

LA NECESSITE DE NOUVELLES TACTIQUES

By Douglas Johnson

Le mouvement moderne des droits de l'homme a fait un très grand pas au cours de ces dernières décennies dans l'avancée de l'idéal des droits de l'homme et a mis en place des protections spécifiques. Le mouvement a créé de nouvelles conventions qui condamnent la torture et qui protègent les droits de la femme et de l'enfant et a développé un consensus international par rapport à la définition des activités politiques légitimes qui doivent être protégées et soutenues. Des prisonniers politiques ont été protégés des tortures et plusieurs ont été libérés. Des institutions sophistiquées ont été fondées dans plusieurs pays pour susciter l'adhésion – sur le plan de la politique locale et internationale – aux normes internationales des droits de l'homme. Il ne s'agit pas une exagération de dire que ces réalisations sont importantes et qu'elles ont été obtenues de haute lutte.

L'exploitation de trois tactiques majeures nous a permis l'obtention de ces résultats :

1. la mise en place des normes internationales qui ont abouti à un certain nombre de conventions, de traités et de standards ;
2. le suivi de la conformité à ces normes ;
3. la dénonciation des actions ou de manque d'actions des gouvernements suite à la violation de ces normes. Au fil des années, ces approches nécessitent de plus en plus de structures et de connaissances.

Ces tactiques ont apporté des progrès importants et devraient être soutenues et poursuivies. Il est également évident qu'il y a des limites par rapport à ce que nous pouvons accomplir de cette manière et que ces approches ne sont pas en elles-mêmes suffisantes pour résoudre les problèmes des droits de l'homme.

Il existe par exemple plus de normes et de conventions internationales, plus de protections constitutionnelles et de législations nationales contre la torture que contre tout autre abus des droits de l'homme. La torture est suivie de très près non seulement par les organes des traités, mais également par les organisations non gouvernementales nationales et internationales. En plus de cette capacité, plus de 250 centres de prise en charge des survivants de la torture ont été créés à travers le monde, dont chaque centre fournit des preuves médicales qui démontrent la torture exercée sur des milliers de victimes et accroît la capacité légale d'établir la torture. La torture constitue l'abus le plus documenté et le plus dénoncé.

Cependant, lorsqu'en 2000 Amnesty International a lancé sa troisième campagne contre la torture, elle a conclu que la torture était aussi répandue à cette période que lorsque cette organisation a lancé sa première campagne globale en 1974.

Rien qu'au cours de la dernière décennie, nous avons connu de choquantes violations des droits de l'homme en Bosnie, au Rwanda, au Sierra Leone ainsi que dans plus de 150 pays qui continuent à perpétrer et à tolérer des actes de la torture. Permettez-moi de dire que quelque chose ne va pas.

Ce livre est axé sur la promotion des droits de l'homme, lesquels nécessitent la création d'un champ plus élargi qui rassemble beaucoup plus de personnes et de secteurs de la société que pour le moment. Ceci nécessite également le développement des approches stratégiques plus détaillées et plus étendues qu'on ne peut obtenir qu'à travers un déploiement plus élargi des tactiques.

Les défenseurs dévoués des droits de l'homme à travers le monde entier ont commencé ce travail en concevant des approches innovatrices, en formant des alliances stratégiques inattendues. L'objectif du Projet de Nouvelles Tactiques des droits de l'homme est de rassembler ces innovateurs et d'apporter à d'autres l'inspiration à travers leurs travaux. Ce livre de travail compte plus de 75 histoires de l'innovation tactique racontées par des étudiants, des villageois, des délégués du gouvernement et bien d'autres personnes qui utilisent une technologie sophistiquée ou des outils dont ils disposent déjà et qui travaillent pour atteindre des objectifs variés tels que les élections transparentes, de l'eau potable et la libération des prisonniers politiques. Individuellement, ces histoires sont vivifiantes et ensemble elles représentent une vision de ce que nous pouvons accomplir dans le domaine des droits de l'homme.

Les limites des stratégies actuelles

La persistance des actes de la torture constitue un défi majeur pour la communauté tout entière. Étant donné que les trois tactiques des droits de l'homme les plus utilisées actuellement n'ont pas réduit de manière significative l'incidence de la torture, il est temps de porter un regard sur les faiblesses de cette stratégie en vigueur. La signification de ces faiblesses est le résultat de ce que j'appelle «Le Planning tactique».

En commençant par les rapports entre le tortionnaire et la victime, un groupe de dix experts dans le domaine de la torture ont schématisé d'autres rapports où cette perversion fondamentale est pratiquée et qui facilite la torture. En exemple : généralement, les tortionnaires font partie d'une équipe à la tête de laquelle se trouve une hiérarchie dirigeante puissante. Ils peuvent aussi appartenir à un commissariat de police ou à une unité militaire spéciale. Nous avons suivi le mouvement vertical de ces rapports pour essayer de comprendre la chaîne de commande qui met au point, organise et finance l'usage de la torture. Nous avons également analysé le mouvement horizontal de chaque maillon de la chaîne pour comprendre d'autres influences et rapports possibles. Les commissariats de police, par exemple, utilisent également des civils et des médecins. Ces civils et médecins ont à leur tour des rapports dans le monde qui exercent un certain degré de contrôle ou d'influence sur eux-mêmes. Le scénario initial qui a été conçu à l'aide de ce processus a recensé plus de 4000 rapports aussi bien dans les communautés locales qu'au niveau international.

Nous avons posé le principe selon lequel tout rapport figurant sur ce schéma constitue un endroit possible où on peut commencer à intervenir pour interrompre ou contrôler ce rapport entre le tortionnaire et la victime. Grâce à ce schéma, nous avons localisé les rapports cibles des différentes tactiques et identifié la chaîne logique des rapports qui doivent intervenir dans l'interruption de cette chaîne (d'où l'appellation de «Planning tactique»). De cette manière, nous sommes arrivés à plusieurs conclusions importantes, à savoir :

1. Plusieurs tactiques ont été initiées aux extrêmes bouts du schéma comme au niveau international, ce qui veut dire que ces tactiques ont traversé plusieurs autres couches de rapports avant de toucher indirectement le rapport entre le tortionnaire et la victime. Nous avons supposé que cette situation a affaibli ou a dissipé la force de l'action.
2. Plutôt que d'être fragiles et facilement déstabilisés, les systèmes qui utilisent la torture sont très complexes et permettent ainsi aux différentes institutions qui profitent de son usage pour se soutenir. Lorsqu'un secteur du système est attaqué, les autres secteurs (tels que la structure policière, le ministère public, l'indifférence de l'ordre judiciaire etc.) aident à protéger la cible et lui permettent de s'auto réorganiser. Ceci veut dire que le système ne cèdera jamais aux tactiques individuelles. On doit attaquer le système à plusieurs niveaux au même moment pour le déséquilibrer et empêcher son auto reconstitution. Ceci nécessite l'utilisation de plusieurs tactiques œuvrant ensemble comme un maillon d'une stratégie plus vaste.

3. Sur le terrain, plusieurs organisations énoncent un nombre réduit de tactiques dans leur répertoire. Elles ont tendance à se focaliser sur un ensemble de tactiques sur lesquelles elles coopèrent ou collaborent rarement. Cette situation non seulement limite l'influence aux secteurs très réduits d'un système complexe qui se renforce entre eux, mais chaque organisation conçoit sa propre stratégie en se basant sur cette capacité isolée plutôt que sur ce qui doit être fait pour changer la situation. Nous faisons ce que nous pouvons et non ce que nous devons faire. Nous pensons qu'une grande coordination entre les tactiques les rendrait plus efficaces.
4. Plusieurs rapports du schéma n'ont été influencés dans aucune forme d'action. Leurs forces et leurs portées n'ont pas été considérées dans l'action. Notre spéculation est qu'un déploiement élargi et concerté des tactiques serait utile pour engager ces acteurs potentiels. *«Je ne soutiens pas que la pensée ou la formation tactique annule et remplace la pensée stratégique, au contraire, je dis que le développement tactique enrichit la pensée stratégique»*. Je pense que ces mêmes conclusions valent pour d'autres problèmes des droits sociaux et humains. Nous devons concevoir de nouvelles manières de travailler ensemble – et de nouvelles méthodes de travail – permettant de développer des stratégies efficaces pour le changement. Certaines stratégies actuelles nécessitent un cadre global dans lequel les ressources modestes de plusieurs acteurs sont effectivement associées dans une campagne solidaire. Ceci pourrait nécessiter ce que j'appelle un «rassembleur stratégique», qui serait une institution ou une personne dotée de crédibilité morale pour nous réunir au sein d'un nouveau rapport de travail. D'autres stratégies peuvent être initiées par les organisations qui commencent à expérimenter de nouvelles méthodes de pression sur des systèmes complexes et à susciter une action de la part de nouveaux acteurs du tissu social. Ce livre fait partie d'un très grand projet, à savoir, le Projet de Nouvelles Tactiques en Droits de l'Homme dont l'objectif est de créer un cadre de dialogue au sein de la communauté des défenseurs des droits de l'homme. Ce dialogue nous permettra de réfléchir ensemble sur comment nous pouvons jouir de ces droits et présenter les outils dont nous disposons pour une action plus efficace.

Une idée Emergente

Centre des Victimes de la Torture (CVT)

Le Centre des Victimes de la Torture (CVT) a été créé en 1985 comme première structure intégrée de prise en charge des survivants de la torture aux Etats-Unis. Initialement, les dirigeants du CTV avaient envisagé la mise en place d'une nouvelle tactique que la communauté des droits de l'homme devait utiliser. Lorsque nous avons commencé à comprendre les tactiques qui pouvaient se dégager de notre travail, nous avons alors encouragé le développement d'autres programmes de prise en charge des survivants de la torture. Ces nouvelles institutions ont créé de nouvelles opportunités stratégiques pour le mouvement des droits de l'homme : par exemple restituer le leadership confisqué par la répression, aider les communautés à s'accorder sur l'héritage de la peur, et organiser la communauté chargée des soins médicaux en tant qu'une nouvelle circonscription des droits de l'homme. Nous avons également collecté au cours de notre travail, les histoires des autres groupes et des personnes qui innovaient en marge du centre de préoccupation.

Le Projet de Nouvelles Tactiques a été conçu en 1995. Peu après, le CVT a invité les groupes constitutifs en Turquie afin d'explorer l'idée d'un symposium sur l'analyse de meilleures pratiques à travers le monde en vue de résoudre – ou plus précisément de lutter contre – les abus universels des droits de l'homme. Notre intention était de nous focaliser sur les solutions plutôt que sur les problèmes et de poursuivre l'idée selon laquelle les abus persistent parce que la société civile et le gouvernement sont bloqués par le manque d'exemples spécifiques de ce qu'il faut faire. Nous avons pensé que l'attention accordée aux

solutions efficaces n'était pas suffisante et qu'une orientation vers le problème serait utile, mais le mouvement central le faisait déjà très bien : beaucoup d'attention était déjà porté sur le «quoi» et très peu d'attention sur le «comment».

Cette idée a été accueillie favorablement et avec respect en Turquie par la majorité des leaders du secteur. En 1997, le CVT a formé un partenariat avec deux organisations turques– l'Assemblée des Citoyens de Helsinki et le Centre des Droits de l'Homme de l'Institut de l'Administration Publique de la Turquie et du Moyen Orient – en vue de développer le Projet de Nouvelles Tactiques des Droits de l'Homme. C'est en 1999 que des recherches constantes sur les tactiques innovatrices ont commencées sérieusement avec l'appui de la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur. Nous avons également créé un comité consultatif international composé de 9 leaders mondiaux pour permettre une visibilité et un soutien politique. Nous avons également mis sur pied dans presque toutes les régions du monde, un Groupe de Travail en Droits de l'Homme composé de 21 défenseurs des droits de l'homme pour aider à identifier les tactiques prometteuses et pour contribuer à l'action globale du projet.

Le Groupe de Travail et le groupe Consultatif turque se sont réunis à Istanbul en 2000. L'ancien Premier Ministre canadien, l'Honorable Kim Campbell représentait le Comité Consultatif International et avait présidé la rencontre. Les discussions des deux groupes ont porté sur les approches innovatrices en vue de l'amélioration des droits de l'homme, les approches transversales de formation modèles et la formulation d'un plan d'action pour les travaux ultérieurs du projet.

Des individus qui ont eu à travailler dans le domaine des droits de l'homme durant une grande partie de leur vie ont commenté comment les idées et les informations partagées au cours de la rencontre leur ont permis d'avoir une autre vision de l'opportunité d'utiliser de nouvelles personnes pour aborder les problèmes différemment. Nous avons continué à améliorer cette vision initiale en fournissant des outils – y compris ce livre et une page web, www.newtactics.org – et en formant les défenseurs des droits de l'homme dans le domaine des innovations tactiques et de la pensée stratégique à travers une série d'ateliers transversaux régionaux.

Cadre de notre pensée

Mon travail au CTV pendant plus de 16 années m'a permis de comprendre qu'il y a des implications sociales et politiques importantes dans les soins apportés aux survivants de la torture. Cela a changé ma vision concernant les distinctions présumées entre la prévention de la torture et la prise en charge des survivants de cette torture. Le personnel du CTV a découvert que la prise en charge des survivants concerne la reprise en main du leadership et l'assistance apportée aux communautés pour surpasser la peur. Nous avons compris que l'image de la guérison crée un espace politique plus sécurisant qui permet aux communautés de se regrouper, de travailler et de s'habituer à la prise des risques. Les centres de soins comme le CTV font intervenir dans les travaux des droits de l'homme, d'autres groupes tels que les éducateurs, les professionnels en soins médicaux et les décideurs. A partir de notre position en tant que centre de soins, nous recommandons la fin de la torture et nous encourageons les politiques et lois qui aident à améliorer la vie des victimes de la torture. Bien qu'au début, nous ne l'ayons pas intitulé ainsi, nous avons élargi la définition de la tâche des droits de l'homme et nous avons appliqué de nouvelles tactiques.

J'ai également développé ma pensée pendant la campagne internationale sur l'alimentation de l'enfant organisée dans les années 70 et 80. Vers la fin de 1970, j'ai dirigé un groupe d'activistes communautaires travaillant sur des questions de la famine; nous avions un budget annuel de 500 dollars en plus de mon salaire de subsistance.

Certains d'entre nous ont commencé à travailler à travers le pays et ont fondé la Coalition d'Action pour la Formule de l'Enfant (INFACT). Avec nos maigres ressources, nous avons lancé le boycott contre

Nestlé, la plus grande société alimentaire mondiale, pour l'amener à modifier sa commercialisation des produits de substitution du lait maternel. Nous avons créé un réseau de 300 comités en Amérique, nous avons créé une coalition de plus de 120 organisations nationales de ratification avec plus de 40 millions de membres, nous avons organisé le premier boycott communautaire international en activité dans 10 pays, nous avons mis en place le premier réseau des sujets transnationaux (IBFAN) qui fonctionnent dans 67 pays. Nous étions parmi les premières ONG à être invitées à une réunion des NU en tant que participants au même titre que des nations et des sociétés. De plus, nous avons négocié la publication par les NU, du premier et unique code commercial de société et après avoir fait chuté les revenus de Nestlé de près de 5 milliards de dollars, nous avons signé une convention conjointe avec cette société dans laquelle elle s'est engagé à conformer ses pratiques commerciales au code international – une convention qui a été accueillie comme la plus importante victoire dans l'histoire du mouvement international des consommateurs.

Je suis fier de cette campagne et fier de près d'une décennie de travail que nous avons accompli. Nous avons cependant commis des erreurs comme tout débutant dont la plupart peuvent être attribuées à ma connaissance limitée des pratiques. Par exemple, au début, j'ai confondu les tactiques avec les stratégies. La pensée stratégique consiste à exploiter au maximum ce dont on dispose, et comme dans mon esprit je ne connaissais qu'une seule tactique, il était peut-être inévitable de commettre des erreurs. Tout comme la plupart des leaders qui ont émergé au niveau de la communauté et qui ont cherché à réparer un tort, j'ai commencé par une activité, puis je suis passé au niveau des tactiques et enfin, j'ai essayé de comprendre comment développer la stratégie à l'aide des notions et des outils limités dont je disposais.

Comme j'ai acquis beaucoup d'expérience dans le développement de la stratégie d'une organisation, il m'est devenu évident que plus on maîtrise les tactiques, plus on est souple à donner de nouvelles directions à notre stratégie. Je ne soutiens pas que la pensée ou la formation tactique annule et remplace la pensée stratégique, au contraire, je dis que le développement tactique enrichit la pensée stratégique.

Objectifs, stratégies et tactiques

Bien qu'il soit important de porter l'attention vers les tactiques, cela ne devrait pas être la première priorité d'une organisation qui doit se fixer de grands objectifs qui reflètent les valeurs et croyances de ses fondateurs, ses dirigeants ou ses membres qui défendent ses missions et ses intentions. Pour orienter le planning, ces objectifs doivent être clairs. Une organisation devrait aussi se fixer des objectifs intermédiaires qui définissent ce quelle veut accomplir dans le temps et qui tiennent compte de la vision stratégique de ce qui est faisable.

La stratégie n'a rien de mystérieux, même s'il est souvent difficile de penser de façon stratégique. La stratégie n'est pas une simple décision, mais plutôt une confluence des décisions ; le choix des objectifs clés et des cibles appropriées, la connaissance des composantes, des ressources et des décisions dont on a besoin pour le choix des tactiques à utiliser et à quel moment. Il y a plus de 2000 ans, Sun Tzu a enseigné que la stratégie est le résultat de la connaissance de l'adversaire (ses objectifs, sa stratégie, ses forces et ses faiblesses), la connaissance de nous-mêmes (nos alliés, nos forces et nos faiblesses) ainsi que la connaissance du terrain (l'endroit où la bataille aura lieu). Les tactiques de l'adversaire constituent un élément clé de sa stratégie et la connaissance de telles tactiques nous aide à les contrecarrer. Ce que nous pouvons accomplir, y compris les tactiques que nous connaissons et celles que nous pouvons appliquer avec succès, va influencer notre dispositif stratégique. La pensée tactique est alors une composante importante de la pensée stratégique.

La tactique est une action spécifique que l'on pose au cours d'une stratégie et constitue une façon d'organiser nos ressources en vue d'apporter un changement dans le monde. Une tactique peut être une activité, un système ou même une institution dans une situation et une technique dans une autre. Les tactiques sont différentes selon la taille, la capacité et les ressources de l'organisation. Les tactiques

incluent comment on veut effectuer un changement alors qu'une stratégie concerne la décision sur quelles cibles on doit porter l'attention et sur quelles ressources utiliser. Notre connaissance des tactiques influence également notre choix de la stratégie.

La pensée tactique est une arme importante dans la lutte pour les droits de l'homme. Permettez-moi de développer ce raisonnement.

1. La connaissance de ce que nous voulons faire, influence ce que nous pensons être faisables ; les tactiques déterminent la stratégie

Je ne voudrais pas être catégorique ici, mais il y a généralement des innovations dans l'histoire des hommes à chaque fois que quelqu'un trouve une nouvelle solution à un problème. Cependant, l'histoire des hommes est pleine d'exemples de problèmes que nous n'arrivons pas à résoudre avec une même solution ou pour lesquelles nous utilisons une nouvelle tactique à la place d'une autre plus ancienne. Deux bons exemples sont tirés de l'histoire des militaires : 1) l'institution du «phalanx» grec, qui a créé un système de combat ayant surpassé la confiance classique accordée aux nombreux, mais désorganisés cavaliers de guerre et 2) l'introduction par le Roi Henri V, du long arc dans l'armée anglaise, qui a déclassé les chevaliers hautement blindés. L'innovation de la tactique a ouvert la voie aux nouvelles opportunités stratégiques.

De même, lorsque notre pensée se limite sur la façon dont nous devons agir, nous réduisons notre champ de vision sur ce que nous pouvons accomplir. J'ai eu à ignorer plusieurs conseils qu'on me donnait pendant la campagne sur l'alimentation de l'enfant parce que je ne connaissais pas comment réaliser les activités qui m'étaient proposées – et j'étais incapable de payer ceux qui les réalisaient.

2. Différentes tactiques sont efficaces contre différentes cibles

Toutes les tactiques n'affectent pas toutes les cibles de la même manière. Les campagnes en faveur de la lettre écrite contre les gouvernements démocratiques connaîtront une réaction différente que les mêmes nombre de lettres adressées à des gouvernements autocratiques. Le boycott économique doit être dirigé vers une cible dont la préoccupation et la vulnérabilité résident dans sa condition économique, qui peut être affectée par les participants.

Nous devons apprendre à concevoir nos tactiques en fonction de nos cibles, en recherchant celles qui auront le plus grand impact possible. Si nos tactiques n'affectent pas nos cibles, nous devons essayer de nouvelles tactiques qui sont plus efficaces.

3. Différentes tactiques sont adaptées à différentes collectivités.

Chacun de nous a sa propre manière d'apprendre ce que les bons professeurs détectent. Ils nous aident alors à apprendre en modifiant leur façon d'enseigner. Pour engager beaucoup de personnes dans les travaux des droits de l'homme, nous devons adopter la même attitude envers les tactiques de changements sociaux.

Certaines personnes trouvent que l'organisation d'une manifestation devant la maison d'un tortionnaire est une tactique effrayante : d'autres considèrent que la tactique de rédaction des lettres est très éloignée de la cible. La question de savoir qui a raison, peut être discutable et nous pouvons reconnaître que face à une tactique, les gens réagissent différemment selon leur notion de causalité, leur tolérance du risque, le temps qu'ils disposent ou leur manière de traiter les informations.

Si la communauté de défense des droits de l'homme réagit en offrant seulement une ou deux tactiques en vue d'engager le public, nous n'attirerons que la minorité de la collectivité pour qui ses tactiques ont un sens. Les tactiques juridiques par exemple ont la triste notoriété d'être difficile à utiliser avec plusieurs secteurs de la population : elles sont réputées être des efforts à long termes ou exotériques et leur utilisation est réservée uniquement à un groupe restreint de professionnels. Nous devons utiliser d'autres tactiques qui offrent à plusieurs personnes l'occasion d'être des participants plutôt que des observateurs.

Les populations ne s'intéressent plus à la vie publique dans les cultures qui ont connu la répression. Pour engager les collectivités de ces cultures, nous devons offrir des tactiques qui s'identifient avec les tolérances du risque et avec différentes visions du changement social.

4. La souplesse de la tactique est une source de surprise

En utilisant les mêmes tactiques, nos adversaires apprennent à les contrecarrer et à contenir l'impact.

Lorsque nous avons initié le boycott contre la société Nestlé, elle a réagi si vivement qu'elle a commis beaucoup d'erreurs qui ont fini par renforcer le boycott. Cependant, au fur et à mesure que le boycott se poursuivait, la société Nestlé a développé une stratégie pour détruire les critiques et a utilisé une contre-attaque efficace. Nous étions obligés de changer régulièrement nos tactiques pour déstabiliser la société afin que ses contre-attaques ne soient pas efficaces.

Le fait que les droits de l'homme continuent à être violés justifie l'existence des adversaires habiles et puissants qui disposent des ressources considérables. On peut alors imaginer la force de la première campagne de la lettre écrite lancée par Amnesty International, parce que la tactique était une grande surprise. Nous pouvons également imaginer comment après 30 ans, la plupart des pays ont appris à bureaucratiser une réponse et à se protéger contre cette tactique.

L'effet de surprise déstabilise l'adversaire. Cette situation entraîne des erreurs qui fragilisent sa position. Elle peut également servir de leçon puisque la cible de la tactique peut la percevoir différemment et comprendre la nécessité d'un changement positif. La rigidité aboutit à la répétition dans notre pensée ainsi que dans la pensée de l'adversaire. La souplesse favorise l'éducation des deux parties.

5. Les tactiques enseignent aux participants et aux observateurs comment s'engager dans le monde

La première campagne sur l'alimentation de l'enfant (1975-1985) a apporté une nouvelle façon de conduire les politiques mondiales. Ce fut un défi parce que chaque étape de la campagne a créé de nouveaux précédents ; personne ne nous avait conseillé sur ce qu'il fallait faire après. Depuis lors, d'autres campagnes internationales ont eu lieu, ont fonctionné dans le même cadre et se sont poursuivies rapidement. Prenez le cas de la campagne internationale lancée contre les mines terrestres qui a pris juste 18 mois pour atteindre ses objectifs alors que l'INFACT a pris presque 10 ans pour atteindre les siens.

Nous pouvons comparer ce phénomène à un musicien qui est en train d'apprendre une nouvelle chanson. Pendant qu'il s'entraîne, les muscles s'habituent aux mouvements, permettant à son cerveau de programmer des variations subtiles et des perfectionnements. L'habitude rend la tâche plus facile.

Un autre exemple nous vient de l'Uruguay. Une disposition de la constitution uruguayenne qui prévoyait un référendum public pour modifier la législation parlementaire n'avait jamais été utilisée pendant 70 ans. La communauté uruguayenne de défense des droits de l'homme a dépoussiéré cette disposition et a collecté des pétitions à plus de 25% des électeurs potentiels pour essayer de revenir sur l'impunité de ceux qui ont torturé et tué des citoyens pendant la dictature. Bien que le référendum ait échoué de

justesse, la population uruguayenne a appris une nouvelle manière d'exercer la politique. Après cela, le peuple uruguayen a encore utilisé le référendum 8 fois en 12 ans.

6. Les tactiques sont des systèmes qui engagent les participants et les alliés dans le travail de l'organisation.

Certaines tactiques peuvent s'appliquer à court terme (exemple une démonstration) et d'autres à long terme (exemple un boycott). Mais en tant que systèmes d'action, elles nécessitent le planning, la coordination et la gestion. Elles offrent des opportunités à plusieurs citoyens de s'impliquer, d'apprendre et de s'engager d'avantage dans le travail de l'organisation ou dans la campagne. L'implication au niveau tactique est le cadre le plus approprié pour la formation de jeunes et de nouveaux membres du personnel ainsi que des volontaires.

La première fois que le CVT s'est proposé d'introduire le «Torture Victims Act» au Congrès américain (une tactique législative), nous avons saisi l'occasion pour impliquer d'autres organisations de défense des droits de l'homme, la communauté religieuse et d'autres alliés potentiels. Grâce à leur implication, ils ont eu connaissance du travail des programmes de prise en charge des victimes de la torture ainsi que les expériences des survivants et ils ont commencé à incorporer notre vision de la torture dans leur langage.

L'innovation tactique est importante pour l'application des droits de l'homme dans le monde. En élargissant sa pensée sur le plan tactique et stratégique, les actions de la communauté de défense des droits de l'homme seront plus efficaces. En guise de résumé.

- 1) Un arsenal réduit de tactiques suppose un nombre limité de circonstances dans lesquelles ces tactiques peuvent être utilisées, alors qu'un arsenal plus élargi entraîne une implication élargie des collectivités.
- 2) Lorsqu'on utilise régulièrement une seule tactique, on risque de l'appliquer dans des circonstances inappropriées ou pour des occasions inadaptées. La souplesse de la pensée tactique crée l'opportunité d'atteindre des cibles stratégiques précises.
- 3) L'utilisation excessive d'une tactique amènera les adversaires à systématiser leur réponse, facilitant ainsi la défense de leur position. La souplesse de la tactique crée la surprise et favorise l'éducation.

Notre intention n'est pas de faire de ce livre un «livre de cuisine» pour la création des stratégies ou bien pour la promotion d'une série de tactiques. Les capacités d'un groupe doivent influencer son choix tactique. Les choix tactiques d'un groupe doivent dépendre de sa capacité, sa tolérance du risque, sa connaissance de l'adversaire ou le contexte dans lequel ces tactiques sont utilisées.

Nous voulons par contre amener les spécialistes en matière des droits de l'homme à penser de manière stratégique et à accroître leur vocabulaire des tactiques à travers la présentation d'un aperçu de l'ampleur du travail d'innovation qui est actuellement fait dans le monde. Ceci constitue pour nous, membres des gouvernements et des institutions de la défense des droits de l'homme, un défi d'investir dans le développement de nouveaux outils stratégiques qui nous permettront de travailler véritablement ensemble.

NOUVELLES TACTIQUES EN DROITS DE L'HOMME

Une ressource pour les spécialistes en droits de l'homme

Tactiques et pensée tactique

Le planning stratégique est devenu au cours des 25 dernières années, la norme au sein des organisations non gouvernementales. Curieusement, la notion de tactique n'a pas suivi le développement du planning stratégique et continu à être un terme péjoratif pour plusieurs personnes. Nous avons l'habitude de dire que quelqu'un ou quelque chose est «tactique» plutôt que «stratégique», ce qui veut dire que cette personne ou cette chose est sujet à une pensée limitée à court terme plutôt qu'à une pensée essentielle à long terme. La «tactique» implique une manipulation en vue d'obtenir un avantage ou une position à court terme, en utilisant une manière qui manque de probité, et parce que ce mot n'est pas souvent utilisé dans le domaine des droits de l'homme, il suscite certaines questions : «ce terme n'est-il pas un terme militaire ?» «C'est un terme qui embrouille». «Qu'entendez-vous par tactique ?». «Les gens de ma région n'utilisent pas ce mot». Vous serez alors tenter de demander pourquoi nous utilisons le mot «tactique» plutôt qu'un autre mot tel qu'approche, méthodologie ou technique.

Nous utilisons le mot «tactique» dans le Projet de Nouvelles Tactiques en Droits de l'homme parce qu'il s'intègre dans le concept de la «stratégie». La stratégie définit ce qui est important à faire, alors que la tactique incorpore comment cette chose doit être faite. Le rapport «quoi»/«comment» est important pour la compréhension – et la démystification – les concepts de la stratégie et de la tactique. La tactique, qui peut se composer d'activités, de systèmes, de techniques ou même d'institutions, constitue l'un des blocs moteurs de la stratégie.

Une autre source de confusion est que la stratégie d'un groupe peut être la tactique d'un autre groupe. Un gouvernement par exemple peut développer une stratégie pour la création de nouvelles institutions de protection des droits de l'homme. L'une des tactiques de cette stratégie peut être la mise en place d'une commission des droits de l'homme. Cependant, la commission doit, en tant qu'entité, définir sa propre stratégie et la tactique qu'elle entend utiliser pour son application effective.

Le bon déroulement des tactiques dépend également de la souplesse tactique et de l'accès à une gamme élargie de tactiques. Comme je l'ai expliqué au chapitre sur la «Nécessité d'une nouvelle tactique» (p. 7), des individus, des organisations et des mouvements qui comptent largement sur une gamme réduite de tactiques peuvent finir par les utiliser dans une mauvaise circonstance ou peuvent rater l'occasion d'utiliser d'autres tactiques plus appropriées dans une situation donnée. Il est possible que ces tactiques n'attirent pas un aussi grand nombre de supporteurs que si on avait utilisé des tactiques diverses. En plus, l'utilisation répétée des mêmes tactiques permet à l'adversaire ou au système ciblé de s'adapter et de changer, rendant ainsi ces tactiques moins efficaces.

Ce livre, qui est loin d'être exhaustif, est une illustration de l'étendue des tactiques que la communauté internationale en matière des droits de l'homme utilise. C'est un testament aussi

bien pour la créativité – souvent issue de la nécessité – des spécialistes en droits de l’homme que pour la puissance de la pensée tactique et stratégique.

Douglas A. Johnson
Directeur Exécutif
Centre des Victimes de la Torture

UTILISER LE LIVRE EN TANT QUE RESSOURCE

Quelque soit votre rôle dans la lutte pour la promotion de la dignité de base auquel a droit tout être humain, que ce soit en tant qu' animateur communautaire, agent du gouvernement ou chef d'une société multinationale, nous espérons que ce livre va changer la façon dont vous appréhendez les possibilités dans votre domaine de travail.

Dans les articles qui vont suivre, nous vous proposons de nouvelles opportunités, de nouveaux partenariats et de nouvelles approches tactiques pour vous aider dans l'avancement des droits de l'homme.

Nous voulons aussi vous mettre au défi d'examiner votre propre travail en termes de tactiques et de stratégies.

En effet, avec un travail très important mais peu de ressources, les défenseurs des droits de l'homme peuvent voir dans ce genre d'examen un luxe. Mais quand nous pensons tactiquement et stratégiquement, nous pouvons souvent faire vite et mieux notre travail.

Les carnets de notes au bas du livre (voir page 179-183) peuvent vous aider à dresser un objectif, à choisir une cible, à développer votre stratégie et à choisir des tactiques pour mettre en œuvre votre stratégie.

L'article « le besoin en tactique » (p.12) explique la place de la pensée tactique dans le domaine générale des mouvements pour les droits humains

Nous espérons que ces carnets de notes ainsi que le livre dans son entièreté peuvent être un point de départ dans votre façon de penser ou dans les discussions de votre organisation ou groupe de travail alors que vous travailliez à l'amélioration des droits de l'homme.

Rassemblez-vous pour trouver l'inspiration dans les histoires qui suivent et échanger vos propres idées. Utilisez les questions tout au long de ce livre pour vous aider à regarder plus attentivement les tactiques individuelles et les aspects que vous aimeriez utiliser dans votre propre travail.

Pendant que vous feuilletez ce livre, les tactiques qui attireront vos yeux au premier abord peuvent être celles que vous aimeriez utiliser dans votre région ou dans le domaine de travail similaire au votre. Mais ces tactiques ne seront pas nécessaires utiles pour vous. Au lieu d'organiser le livre géographiquement ou par catégorie des droits humains, nous avons regroupés les tactiques en quatre catégories :

1. celles qui ont pour but de prévenir l'imminence d'un abus (les tactiques de prévention, (page 25-44)
2. les tactiques qui interviennent pour arrêter la poursuite d'un abus (les tactiques d'intervention, page 51-88)
3. celles qui aide à restaurer et reconstruire les gens et les communautés après qu'un abus ait eu lieu (les tactiques restauratrices page 89-124)

4. celles qui font la promotion des droits de l'homme par la construction des communautés et de cultures où les droits sont comprises et acceptées (dans la construction des cultures et institutions respectant les droits humains page 125-177)

Vous pourriez penser au premier défi que vous avez - intervention ou prévention, par exemple- et commencer à parcourir le chapitre en question.

Au même moment, vous comprendrez rapidement que les tactiques peuvent souvent être utilisées pour plusieurs raisons et peuvent répondre à beaucoup plus qu'un seul but.

Pourtant, lors de votre approche, nous proposons de lire avec un esprit ouvert, prêt à considérer ce que vous apprenez de chaque tactique et apprendre ou adapter chaque tactique à votre besoin.

Quelques unes des tactiques que vous lirez seront prêtes à être utilisées dans votre situation ; les autres demanderont une plus grande analyse et des ajustements.

Les carnets de notes au dos du livre incluent une liste de questions à considérer quand vous adapter les tactiques à votre situation. (Page 184).

Si vous voulez parcourir une version plus large et continuellement grandissante de liste de tactiques, merci de regarder notre base de données en ligne accessible à www.newtactics.org

Le livre et le projet "nouvelles tactiques" non point pour but de promouvoir une tactique en particulier ou à vous dire ce que vous pourrez trouver appropriée dans votre situation. C'est à vous de considérer les tactiques selon le contexte de :

- votre stratégie globale
- vos ressources financières
- vos ressources humaines
- vos ouvertures politiques
- vos considérations politiques

Nous espérons que vous trouverez dans ce livre une ressource de première ordre, qui vous inspirera à réexaminer votre propre travail et à voir de nouvelles possibilités dans l'avancement des droits de l'homme. Etant donné la nature du contenu, ce livre sera toujours un travail en cours, jamais une catalogue achevée des tactiques.

Le projet « nouvelles tactiques » continuera la recherche des tactiques innovantes qui sont utilisé à travers le monde et les promouvra à travers cet outil que nous avons créé, ce qui inclut une base de données en ligne facile à utiliser et accessible sur www.newtactics.org, les ateliers de formation, les cahiers de tactiques et autres.

Vos commentaires, additions et suggestions seront toujours les bienvenues. Merci d'utiliser ce formulaire au dos de ce livre ou nous contacter en utilisant l'adresse newtactics@cvt.org.

Termes clés : ceci sont des termes importants que nous utilisons tout au long du livre. Ces mots sont utilisés avec différentes significations dans les autres contextes.

Voici de quelle façon nous les définissons dans le cadre de nos objectifs :

But : objectif ou finalité vers lequel un effort est dirigé

Stratégie : un aperçu des différentes étapes-clés ou approches dans l'accomplissement d'un but

Tactiques : une action spécifique prise dans la mise en œuvre d'une stratégie. Les tactiques sont les leviers ou les mécanismes pour mener à bien une stratégie. Elles sont les moyens par lesquels le changement est fait, lorsque la stratégie définit ce qui est important à faire.

Les tactiques parlent de « comment », alors que les stratégies répondent à la question « quoi »

Cibles : la personne, l'endroit ou la chose que la tactique aimerait toucher

Alliés actifs : les personnes ou organisations qui activement et ouvertement soutiennent et s'engagent dans votre travail.

Les alliés passives : les personnes ou les organisations qui soutiennent vos objectifs mais qui ne se sont pas encore engagés dans l'avancement de votre travail.

Le processus de la recherche

Les tactiques incluent dans ce livre, dans la base des données sur les nouvelles tactiques accessibles sur le site web (www.newtactics.org) et dans les ateliers de « nouvelles tactiques » sont dessinées d'après un large éventail de travaux.

Certaines ont été utilisées par des personnes qui s'identifient et identifient leur travail comme faisant parti de la lutte pour les droits de l'homme par d'autres par des individus qui travaillent dans le monde des affaires, le gouvernement, l'application de la loi, la résolution de conflits, l'environnement, le monde du travail, les droits des femmes et d'autres mouvements pour le changement social et la justice.

Tous ces gens travaillent à la promotion de la dignité fondamentale des êtres humains, tels que définis dans les documents de base pour les droits de l'homme.

Ces documents sont collectivement connus en tant que Charte internationale des droits de l'homme : la déclaration universelle des droits de l'homme (1948), la convention internationale pour les droits civils et politiques (1966), ses protocoles optionnels et la convention internationale des droits économiques sociaux et culturels (1966). Ces documents ont été suivis par plus de vingt conventions des droits humains- traités qui deviennent des lois contraignantes dans les pays qui les ont ratifiés.

Nous avons inclus dans ce livre seulement les tactiques non-violentes parce que nous croyons qu'elles sont les plus appropriées pour protéger et avancer les droits de l'homme.

Quand les gens qui frustrés par l'injustice sociale, utilisent la violence, cela a souvent amené des mesures de répressions sociales qui, en retour ont violé les droits humains.

Nous reconnaissons que la poursuite des droits de l'homme ne devrait pas impliqué la violence. Nous espérons qu'en apprenant les tactiques appliquées dans le monde, les gens trouvent des moyens efficaces de travailler pour les droits de l'homme sans utiliser la violence.

En novembre 1999, les équipes de CVT ainsi que les volontaires ont commencé à rechercher les tactiques qui étaient utilisé pour l'avancement des droits de l'homme.

En particulier, nous avons vu les approches tactiques qui pouvaient inspirer les autres à penser de façon créative et à prendre des actions efficaces.

Nous avons fait de nombreuses recherches en enquêtant sur le travail fait par les organisations de la société civile, les agences internationales, les organes du gouvernement, les entreprises privées ainsi que les autres organisations pour découvrir ce que les gens entreprenaient comme activités pour bâtir leurs bases, pour faire pression pour le changement et la promotion des droits de l'homme.

Les volontaires, y compris les étudiants, les professeurs, les professionnels de la santé, les professionnels des relations publiques, les consultants du monde des affaires, des journalistes, des spécialistes de l'informatique et d'autres encore ont contribué en heures innombrables à cet effort.

Le groupe de travail et le comité consultatif du projet « nouvelles tactiques» ont aussi offerts une aide qu'on ne peut évaluer.

Les chercheurs ont contactés des bailleurs de fonds du travail autour des droits de l'homme, ils ont pris part aux conférences, recherché des écrits et ont fait des recherches sur internet, ils ont mené d'innombrables interviews au téléphone et en personne.

Nous avons mis tous nos efforts en jeu pour contacter les organisations impliquées et pour vérifier leur information que nous avons mis dans ce livre. Quand cela n'était pas possible, l'équipe de « nouvelles tactiques» a décidé soit que l'information n'était pas suffisante pour être utile soit qu'il était déjà public. Si l'organisation n'était pas à l'aise avec le fait de faire un résumé de leur tactique ou de voir leur contact inclut dans ce livre, cette information était enlevée.

Le premier projet du livre " nouvelles tactiques pour les droits de l'homme" a été éditées en septembre 2000, suivi par le second en 2001. La troisième édition bâtit sur le travail substantiel mené dans les précédentes éditions.

Comme dans tous les travaux, ce livre reflète les préjugés de ces auteurs, y compris les endroits où nous sommes allés chercher les idées et qui était disponible pour nous dans les limites de la recherche et de la technologie.

Suite aux contraintes de temps, les ressources ainsi que les informations disponibles, quelques sections et exemples ont été plus complètes que d'autres.

Les lecteurs peuvent nous aider à l'améliorer dans les éditions qui vont suivre, en envoyant des informations, en indiquant les préjugés qui tordent les faits et en suggérant des tactiques et matériels additionnels à y inclure.

Vos contributions sont les bienvenues. Pour cela mais aussi pour n'importe qu'elle autre partie du livre.

Au sujet du projet « nouvelles tactiques pour les droits de l'homme »

Diriger par un groupe diversifié d'organisations internationales et des praticiens et coordonné par le centre pour les victimes de la torture (CVT en anglais), le projet "nouvelles tactiques" pour les droits de l'homme promeut l'innovation tactique et la pensée stratégique des droits de l'homme dans la communauté internationale.

Le projet travaille pour accroître l'efficacité des praticiens et des organisations à travers le monde, en développant des outils et des réseaux pour partager les idées créatives et engendrer l'innovation tactique.

Ce livre est un parmi plusieurs outils développés par le projet « nouvelles tactiques » qui illustre le large éventail des possibilités tactiques pour le travail autour des droits de l'homme.

Le site web du projet « nouvelles tactiques » www.newtactics.org, comprend une base de données qui permet de trouver des tactiques ainsi que des forums où les gens peuvent bâtir des réseaux et échanger des idées.

Les cahiers tactiques sont de séries d'études de cas venant des personnes de première ordre, qui creusent en profondeur et donnent un regard détaillé sur comment une tactique peut être mise en œuvre ainsi que les défis auxquels on peut faire face durant le processus.

Les ateliers de formation régionaux, tenus dans chaque région du monde, met ensemble les gens qui ont utilisé ces tactiques innovantes pour se former les uns les autres sur ces différentes tactiques.

Les participants travaillent dur et partent avec un nouvel éventail de tactiques disponibles pour eux, de la confiance dans leur capacité à former les autres ainsi qu'un nouveau réseau de collègues à travers les différents domaines des droits de l'homme.

Au sujet du centre pour les victimes de la torture (CVT)

Le centre pour les victimes de la torture travaille pour guérir les blessures de la torture sur les individus, leurs familles et leurs communautés et pour arrêter la torture à travers le monde.

A sa création en 1985, CVT était, aux Etats-Unis, le premier centre de traitement contre la torture dans son genre et e troisième dans le monde.

Aujourd'hui, CVT donne, aux survivants de la torture, des conseils, des soins médicaux et des services sociaux dans un modèle de traitement holistiques. Le CVT forme les éducateurs, les professionnels de la santé qui travaillent avec les survivants de la torture ou des traumatismes de la guerre et conduit des recherches sur les effets de la torture et l'efficacité des traitements tout en faisant du lobby localement, sur le plan national et international pour mettre fin à la torture.

Le projet " nouvelles tactiques" a émergé de l'expérience du CVT en tant que créateur de nouvelles tactiques lui-même et comme un traitement du centre qui plaide aussi pour la protection des droits de l'homme à partir d'une position unique : celui de guérir et de réclamer le leadership civique.

Pour plus d'information, voir notre site web www.cvt.org

Organisations partenaires

Access to Justice, Nigeria

The Center for Victims of Torture, United States

The Danish Institute for Human Rights, Denmark

The Helsinki Citizens' Assembly, Turkey

The ICAR Foundation, Romania

National Coordinator for Human Rights, Peru

Turkish and Middle Eastern Institute for Public Administration, Turkey

Le comité consultatif international

The Hon. Morton I. Abramowitz, former President of the Carnegie Endowment for International Peace and former United States Ambassador to Turkey and Thailand

J. Brian Atwood, former Administrator of the U. S. Agency for International Development; Dean, Hubert Humphrey Institute for Public Affairs, University of Minnesota

The Rt. Hon. Kim Campbell, former Prime Minister of Canada and former Consul General of Canada in Los Angeles

The Hon. Justice Richard J. Goldstone, former Justice of the Constitutional Court of South Africa and former Prosecutor for the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia and Rwanda

Ioanna Kucuradi, Chair of the National Committee of Supreme Coordination Council of Human Rights in Turkey

The Hon. Walter F. Mondale, former Vice President of the United States and former United States Ambassador to Japan

Orhan Pamuk, Turkish novelist

The Hon. Michel Rocard, President of the Commission of Employment and Social Affairs of the European Parliament and former Prime Minister of France

Edson W. Spencer, former Chief Executive Officer of Honeywell Inc. and former Chair of the Board of the Ford Foundation

Mario Vargas Llosa, Peruvian novelist

Elie Wiesel, Nobel Peace Laureate

Groupe de travail sur les droits humains

Mariclaire Acosta, Mexico, Former Under-Secretary in the area of Human Rights and Democracy, Mexican Government

Miguel Darcy de Oliveira, Brazil, Director, Institute for Cultural Action

Clarence Dias, United States, Director, International Center for Law in Development; Chair of the Board, Human Rights Internet

Camelia Doru, Romania, Director, ICAR Foundation

Basil Fernando, China, Executive Director, Asian Human Rights Commission

Claudine Haenni, Switzerland, Research Fellow, University of Bristol

Bahey El Din Hassan, Egypt, Director, Cairo Institute for Human Rights Studies

Salma Khan, Bangladesh, former Chair and current Member, United Nations Committee on the Elimination of Discrimination Against Women; board member, Women for Women, Bangladesh

Morten Kjaerum, Denmark, Director, The Danish Institute for Human Rights

Norine MacDonald, Canada, Executive Director, The Gabriel Foundation

Sofia Macher, Peru, former member, Truth & Reconciliation Commission; former Executive Director, National Coordinator of Human Rights

Liam Mahony, United States, Board Member, Peace Brigades International and Lecturer in Human Rights, Princeton University

Pat Naidoo, Kenya, Associate Director, Rockefeller Foundation, Africa Regional Office

Joseph Otteh, Nigeria, Director, Access to Justice

Boris Pustintsev, Russia, Chairman, Citizens' Watch

Mark Ritchie, United States, President, Institute for Agriculture and Trade Policy

Sir Nigel Rodley, United Kingdom, former Special Rapporteur on Torture for the United Nations and Member, United Nations Human Rights Committee

Kailash Satyarthi, India, Chairman, South Asian Coalition on Child Servitude

Rajesh Tandon, India, Executive Director, Society for Participatory Research in Asia

Patricia Valdez, Argentina, Executive Director, Memoria Abierta

Glenda Wildschut, South Africa, former Member, Truth and Reconciliation Commission

Michael Windfuhr, Germany, Executive Director, FoodFirst Information and Action Network International

LES TACTIQUES DE PRÉVENTION

Pour prévenir les abus des droits de l'homme, nous devons être à mesure de reconnaître quand le peuple est en danger ; quand la liberté de mouvement, le droit de travailler ou le droit à un logement adéquat est restreint ; quand un groupe risque de ne plus avoir son mot à dire dans la société ; quand une communauté est en voie de sombrer dans la pauvreté ; quand un mode de vie indigène est en voie de disparition.

L'objectif des tactiques énoncées dans ce chapitre est de prévenir les abus imminents.

Souvent, la manière la plus efficace de le faire c'est d'être présent. La présence physique d'autres personnes – un volontaire d'un pays dont le gouvernement est puissant ou une foule de spectateurs qui serviront de témoins – peut décourager les adeptes de l'abus. Il y a souvent abus lorsque les gens n'ont pas les informations dont ils ont besoin pour le prévenir. Fournir des informations aux personnes appropriées – celles que l'abus affectera directement ou bien celles qui peuvent se mobiliser contre cet abus – peut empêcher ce fléau.

Souvent, la meilleure manière de préserver les droits de l'homme c'est d'écartier la possibilité de l'abus. Reconnaître la forme de l'abus peut aider à changer la situation et permettre la prévention de ce vice.

Les tactiques dans cette section sont divisées en trois catégories :

- les tactiques pour la protection physique qui empêchent le mal par la présence physique;
- les tactiques pour fournir des informations importantes aux personnes qui peuvent empêcher l'abus;
- les tactiques pour anticiper l'abus et pour créer les obstacles en vue de l'empêcher.

LA PROTECTION PHYSIQUE

Aucune solidarité ne dépasse le fait d'assister – ou d'être à côté de – ceux qui sont en danger. Les tactiques dans cette section vont au delà du symbolisme, l'utilisation de la présence physique des volontaires pour protéger la sécurité des autres. Il s'agit d'une idée relativement simple et puissante, c'est-à-dire la sécurité en grand nombre. Les personnes ou groupes qui sont prêts à faire du mal aux autres peuvent se décourager en présence d'autres personnes, parce qu'ils ont peur des témoignages, de la presse ou des conséquences d'avoir causé du tort à quelqu'un qui a le soutien d'un groupe ou d'un gouvernement influent. Ceci aboutit à une autre idée puissante, à savoir, montrer que vous avez des amis haut placés ou influents.

Les gardes corps pour les droits de l'homme : La protection et la promotion des activités des droits de l'homme en voie de disparition à travers la présence des volontaires internationaux

La Brigade Internationale pour la Paix (BIP) envoie des observateurs internationaux pour accompagner les activistes des droits de l'homme qui sont menacés par les gouvernements et les organisations paramilitaires. Si ces observateurs découvrent des abus, ils mettent en garde les autorités de ce pays, le gouvernement de leur propre pays ainsi que les autres activistes à travers le monde. Conscients que la communauté internationale va réagir, les auteurs des abus abandonnent leurs actes programmés. En même temps, les activistes accompagnés reçoivent le mandat de continuer à étendre leur travail sur les droits de l'homme. La BIP a été parmi les premières organisations à «institutionnaliser» l'idée d'accompagnement qui a commencé au Guatemala au début des années 80. Actuellement, la BIP utilise plus de 80 volontaires sur le terrain en Colombie, en Indonésie, au Mexique et au Guatemala.

Bien que les volontaires représentent l'aspect visible de cette tactique, sa réussite dépend des actions de plusieurs autres personnes à travers le monde. En cas d'une attaque ou d'une menace, le volontaire doit être capable d'attirer immédiatement l'attention de la communauté internationale. A cet effet, la BIP dispose d'un réseau d'activistes dans les pays d'origine des volontaires. En plus, les volontaires intègrent les réseaux familiaux et d'amis dans leur travail et profitent de la grande expérience des activistes et des contacts antérieurs.

L'accompagnement international peut être difficile aussi bien pour les activistes en droits de l'homme que pour les volontaires qui font régulièrement face au danger, au stress et aux menaces sur leur vie personnelle. La BIP accorde plus d'importance au renforcement et à l'encouragement des activistes locaux de la base, offrant l'accompagnement seulement lorsqu'il est sollicité et ne se mêle jamais des affaires internes de ceux qu'il accompagne.

Pour plus d'information sur ce point, veuillez lire le livre sur les tactiques au www.newtactics.org (sous outils pour l'action), et cf. les Gardes Corps sans Armes : Accompagnement International pour la Protection des Droits de l'Homme écrit par Liam Mahony et Luis Enrique Eguren, Presse kumarienne, 1997.

Cette tactique repose sur la réalité universelle selon laquelle nous sommes tous sujet à la pression morale et politique. Les leaders nationaux ne veulent pas de mauvaise presse. Les tueurs de bas niveau n'aiment pas voir une personne qui est témoin de leurs crimes. En mettant un témoin international devant les auteurs des actes de violence en même temps que la pression externe exercée sur les leaders, on empêche les attaques. Cependant, les activistes qui sont menacés seront renforcés dans leur tâche courageuse s'ils sont convaincus que la solidarité internationale est prête à prendre des risques à leur côté.

On utilise l'accompagnement depuis longtemps comme une tactique dans d'autres situations où les gens sont physiquement en danger, et il est possible que les auteurs des abus changent d'avis devant cette opinion internationale.

On dénombre parmi d'autres groupes qui utilisent cette tactique, le Non Violent Peace Force en Sri Lanka, le Christian Peace Makers Teams en Cisjordanie, l'Organisation Nationale en Solidarité avec le Peuple du Guatemala, le Programme d'Accompagnement Oecuménique en Palestine et en Israël, le Fellowship in Reconciliation en Colombie, le Centro Fray Bartolome de las Casas au Mexique et bien d'autres.

Cette dynamique peut être utilisée dans d'autres contextes. Le plus souvent, le pouvoir symbolique des travailleurs religieux ou des journalistes par exemple a un effet protecteur dans les situations de pression et de violence parce que les auteurs de ces délits n'aiment pas qu'on les remarque lors de leur inconduite. En Haïti, l'organisation Partners in Health utilise les employés communautaires de la santé appelés *accompagneurs* qui rendent visite quotidiennement aux malades du VIH/SIDA et de la tuberculose. En plus du soutien moral et médical qu'elle leur apporte, cette structure montre aux membres de la communauté qu'ils ne doivent pas avoir peur du simple contact avec les personnes souffrant de ces maladies. Là encore, la présence symbolique et physique d'une tierce personne engagée a un poids moral et social qui peut amener le changement de comportement.

Comment pouvez-vous attirer l'attention de la communauté internationale sur votre combat?

Plan B: Protéger des manifestants arrêtés en protestant devant les commissariats de police où ils sont détenus

En Serbie, sous le régime de Milosevic, un groupe de jeunes activistes se sont servi de l'idée de la sécurité du grand nombre en utilisant des manifestations secondaires pour protéger leurs membres arrêtés pendant les manifestations et en rendant inefficaces des menaces d'arrestation. Ils ont également utilisé le théâtre et l'humour pour réduire la peur des populations envers le pouvoir du gouvernement.

Otpor ! («Résistance» en Serbo-Croate) a organisé des manifestations secondaires leur Plan B – devant les commissariats de police pour réagir immédiatement aux arrestations lors des manifestations de protestation. Il était peu probable que les policiers frappent ou arrêtent les activistes parce qu'une foule immense et quelques journalistes les attendaient dehors. Grâce au soutien qu'ils recevaient, les activistes n'ont pas eu peur.

Lorsqu'il y a des arrestations, Otporl met son plan B en marche en mobilisant son réseau élargi de contacts :

1. Un observateur dans les parages a filmé l'arrestation avec un téléphone portable et a repéré le commissariat de police dans lequel les activistes étaient détenus.
2. Les avocats se sont immédiatement rendus dans ledit commissariat pour négocier la libération de ces activistes.
3. En l'espace d'une heure, d'autres activistes du Otporl se sont regroupés devant ce commissariat et au siège de l'organisation. Ils ont engagé des jeux et des chansons pour impliquer la foule, les calmer et leur donner l'espoir. Les activistes sont restés devant le commissariat jusqu'à ce que les détenus soient libérés.
4. Les médias contactés sont descendus au commissariat pour faire des reportages sur ces protestations et pour interviewer les détenus après leur libération.
5. Les partis d'opposition ont condamné l'arrestation et ont envoyé leurs membres au commissariat de police.
6. Les ONGs ont informé les organisations internationales et leur ont demandé de condamner l'arrestation.

Otporl a mis beaucoup de temps et d'effort pour bâtir un réseau puissant, vaste et loyal qui peut être mobilisé rapidement. Un planning élargi définit qui appellera qui, et ce que chacun doit faire après les arrestations pour que la deuxième manifestation entre en jeu presque instantanément. La plupart des informations sur les contacts du réseau sont enregistrés dans les téléphones portables personnels des membres pour que les policiers ne confisquent ou ne détruisent ces informations.

Pour plus d'information sur ce point, veuillez lire le livre sur les tactiques au www.newtactics.org (sous Outils pour l'Action).

Le Plan B de Otporl est un exemple fascinant d'une tactique qui a atteint les objectifs décrits dans chaque section de ce livre. Ceux qui utilisent cette tactique empêchent la torture imminente des activistes dans les commissariats de police. Ils interviennent pour empêcher les abus du régime de Milosevic à travers l'affaiblissement du pouvoir de la police. Ils contribuent à restaurer la confiance parmi les protestataires détenus et aident les volontaires à dominer la peur d'être arrêtés. Ces manifestations appellent à la conscience du régime sur ses abus ainsi que du mouvement démocratique de résistance grandissant. La réussite de Otporl dépendait d'un certain nombre de tactiques importantes. Pendant que le pays souffrait sous le régime autocratique, les avocats de Otporl réussissaient toujours à rencontrer les activistes et à

influencer la police. De même, les policiers et le régime ont continué à avoir peur des rassemblements publics et de l'opinion internationale.

Aucune de ces situations ne serait vraie dans une société complètement fermée.

Quel est votre Plan B ?

Tous nos activistes arrêtés sont devenus des héros. Ils n'avaient plus peur parce qu'ils savaient qu'ils étaient soutenus par des milliers de personnes qui les attendaient devant le commissariat de police. Les activistes ont commencé à rivaliser entre eux sur qui était le plus recherché et qui avait connu le plus d'arrestations. On se moquait du régime et le monde entier a appris ce qui nous arrivait.

Une présence protectrice : Maintenir une présence physique à l'endroit des abus potentiels pour contrôler et prévenir les violations des droits d'homme.

Dans toute la Cisjordanie, Machsom Watch utilise la présence des femmes israéliennes pour protéger les Palestiniens qui traversent les postes de contrôle israéliens et s'assurer que leurs droits soient respectés.

Chaque matin et chaque après-midi aux heures de grand trafic, Machsom Watch surveille plusieurs postes de contrôle israéliens pour dénoncer les postes de contrôle et pour protéger les droits des Palestiniens qui doivent les traverser. Tous les volontaires de Machsom Watch (Machsom signifie poste de contrôle en hébreu) sont des femmes israéliennes. L'organisation a commencé ses activités en janvier 2001 avec trois femmes et compte actuellement 300 volontaires.

Les surveillants considèrent les postes de contrôle comme une violation des droits de l'homme, limitant le droit du libre mouvement des Palestiniens et par conséquent le droit à l'éducation, aux soins médicaux et de travailler.

Les surveillants ont trois missions principales : ils empêchent les abus, enregistrent ceux dont ils sont témoins et font preuve de solidarité envers le peuple palestinien.

D'après les surveillants et les Palestiniens, la seule présence des femmes israéliennes décourage les soldats d'abuser ceux qui traversent les postes de contrôle. Lorsque les soldats essayent d'empêcher les gens de traverser, ou de confisquer les cartes d'identité, les moniteurs interviennent calmement et avec autorité s'ils pensent que cela peut faire la différence. Lorsqu'ils remarquent de violations graves, les surveillants se plaignent aux autorités militaires hautes gradées et encouragent les Palestiniens à faire de même. Les surveillants qui sont témoins des abus rédigent un rapport détaillé qu'ils publient dans leur site web. Ils invitent les journalistes, les politiciens et d'autres personnes à se joindre à eux aux postes de contrôle. Ils arborent des étiquettes qui portent l'inscription en arabe «Non aux postes de contrôle». Cette démonstration de soutien est encourageant pour les Palestiniens qui pourraient ne pas avoir une image positive d'Israël.

Machsom Watch a eu à relever plusieurs défis au cours de son travail. Il existe plusieurs postes de contrôle et il n'y a pas assez de surveillants pour les couvrir tous. Les volontaires déclarent que l'armée ne voit pas l'obligation d'informer les surveillants. Cette situation est aggravée par le fait que très régulièrement, on change les soldats israéliens qui travaillent à ces postes de contrôle, et par conséquent, les surveillants n'ont pas la possibilité de créer des rapports avec eux. Ainsi, on recommence le même travail avec chaque nouvelle garde. Jusqu'à ce moment, Machsom Watch n'a pas encore réussi sa mission principale qui est de mettre fin à l'occupation et de supprimer les postes de contrôle. Cette organisation a cependant aidé le public israélien et le monde entier à être conscient des violences perpétrées à ces postes de contrôle. Le plus souvent, la présence physique d'une personne est plus efficace lorsqu'elle est soutenue par un réseau solide ayant la capacité de transmettre rapidement des informations à beaucoup de personnes ou aux autorités influentes appropriées. Machsom Watch utilise l'Internet pour disséminer ses expériences de surveillance et pour attirer l'attention aussi bien des Israéliens que de la communauté internationale.

Comment pouvez-vous utiliser des personnes respectables pour aider les potentielles victimes de la violence ?

« Lorsque nous sommes arrivés au poste de contrôle, nous avons trouvé des hommes, des femmes, des enfants, des taxis, des camions chargés de denrées, une ambulance et une longue file de voitures en provenance de l'autre côté. Dès que les gens nous ont vu, ils se sont précipités vers nous comme si nous

étions leur dernier espoir, chacun racontant son histoire... Nous avons essayé plusieurs numéros de téléphone et finalement une jeep est venue au bord duquel se trouvait un officier haut gradé. Au début, il a refusé de nous parler, déclarant que nous venons au poste uniquement pour créer des problèmes aux soldats et faire une impression... Sur place, nous avons rencontré un médecin et son épouse qui venaient d'accompagner leur fille à l'hôpital de Ramallah. Bien que la police des frontières était prête à laisser le médecin retourner à Hébron, elle voulait retenir son épouse sous prétexte qu'elle avait traversé la frontière frauduleusement et que ses dossiers de sage femme étaient périmés. Nous avons continué à plaider pour certaines personnes.

Nous ne savons pas pourquoi ou à quel moment l'officier a adouci sa position, mais il a subitement donné des ordres et tout le monde a commencé à traverser. En cinq minutes, le poste de contrôle s'est vidé mais l'épouse du médecin est restée en sanglots. Les soldats lui ont remis sa carte d'identité et elle s'est précipitée pour rejoindre son mari de l'autre côté. Pendant qu'on s'en allait, nous avons aperçu de l'autre côté du poste de contrôle, le médecin ainsi que d'autres personnes qui sautaient et qui nous faisaient signe de la main en criant «Shukran ! Shukran !» (Merci, merci).

-Volunteer, Machson Watch, Abu-Dis checkpoint, Israel

PARTAGER LES INFORMATIONS CLÉS

De bonnes informations entre de bonnes mains peuvent être très importantes dans la prévention de la violence et dans le progrès des droits de l'homme. Mais, même dans la société planétaire et saturée de technologies d'aujourd'hui, ceci peut constituer un vrai défi. Les tactiques qui figurent dans cette section démontrent les méthodes innovatrices pour le partage des informations clés avec des gens qui peuvent aider dans la prévention de la violence, ceux qui pourraient être confrontés à la violence et avec un grand nombre de personnes qui peuvent se lever pour la condamner. Certaines de ces tactiques utilisent de nouvelles technologies sophistiquées et d'autres dépendent du contact entre des individus. Elles justifient toutes l'ancien adage : qui a l'information a le pouvoir.

Le réseau téléphonique antiviolence : l'usage des téléphones mobiles pour créer un réseau de communication qui puisse prévenir la violence avant qu'elle ne s'aggrave

Dans le conflit apparemment intraitable en Irlande du Nord, il est pratiquement impossible de trouver un terrain d'entente entre les factions politisées catholique et protestante, alors que les deux parties en conflit regorgent des individus qui veulent prévenir le déclenchement de la violence. Cette tactique consiste à identifier des leaders dans chaque partie qui souhaitent prévenir la violence afin de leur fournir des informations nécessaires.

Belfast Interaction (jadis appelé Projet de Développement Intercommunal de Springfield) a créé un réseau de téléphone mobile en vue d'empêcher que la violence se déclenche entre les quartiers voisins volatiles de Belfast. On donne des téléphones mobiles aux volontaires des communautés catholique et protestante pour les aider à communiquer avec leurs homologues à l'autre côté de l'interface lorsqu'une foule potentiellement violente se forme ou lorsque les rumeurs circulent sur le déclenchement de la violence.

Une «interface» est un endroit où sont confinés des quartiers voisins catholique (Nationaliste/Républicain) et protestant (Unioniste/Loyaliste). Typiquement séparés par des murailles physiques, les quartiers qui se trouvent le long des interfaces font partie des communautés les plus défavorisées économiquement de l'Irlande du Nord. Le fait d'avoir des doutes sur ce qui se passe de l'autre côté de la muraille peut susciter des incidents violents. Une fois par semaine, les volontaires des deux côtés se réunissent. Lors des cérémonies qui peuvent déclencher la violence telles que les rencontres sportives ou les parades protestantes à travers les quartiers catholiques, le réseau programme à l'avance la surveillance des endroits clés. Les volontaires estiment qu'ils sont capables d'intervenir efficacement en cas de violence relative au jeu – les jeunes qui recherchent des sensations fortes ou qui réagissent aux rumeurs – mais sont incapables de faire quoique ce soit face à une violence organisée ou militaire. Lorsque les volontaires aperçoivent une foule qui se forme le long de l'interface ou bien entendent des rumeurs de violence qui se prépare de l'autre côté, ils téléphonent à leurs homologues qui sont de ce côté-là. Les volontaires calment les foules qui se trouvent de leur côté avant que les incidents ne dégénèrent.

Depuis le lancement du programme, le réseau du téléphone a non seulement prévenu la violence, mais il a également permis de fournir des informations précises aux communautés de part et d'autre de l'interface chaque fois que la violence survient. Les rencontres hebdomadaires entre les volontaires ont également permis de former un noyau de personnes engagées dans un dialogue régulier entre les communautés. Ces rapports ayant porté des fruits, le réseau a aussi commencé à se pencher sur d'autres problèmes communs auxquelles sont confrontées les deux communautés, y compris la revitalisation à long terme de la région.

L'utilisation élargie de la technique du téléphone mobile a permis de contrecarrer aujourd'hui plus que hier, les violences imminentes ou en cours. En Irlande du Nord, le téléphone a rendu la communication possible même lorsque les deux parties en conflit n'entretenaient pas des rapports étroits, mais étaient engagés à mettre fin à la pratique de violence.

« Quand, suite aux rumeurs, des gamins se regroupent d'un côté de l'interface, leurs compères de l'autre côté ont tendance à se regrouper aussi. Mais lorsqu'on peut téléphoner de l'autre côté pour vérifier si effectivement quelque chose se passe ou pas de ce côté-là, on peut alors retourner vers la foule pour dissiper ces rumeurs. Avant la création du réseau, les enfants de notre côté de l'interface prétendaient

souvent qu'il y avait ceci ou cela qui se passait de l'autre côté et nous n'avions pas la possibilité de vérifier si ce qu'ils disaient était vrai ou pas, mais actuellement nous avons les moyens de contenir tout cela. »

-Membre du Projet de Développement intercommunautaire de Springfield : Maintenant appelé interaction Belfast, Ireland du Nord

Les décomptes des votes par des téléphones mobiles pour empêcher les falsifications

Les réseaux du téléphone mobile peuvent aussi être utiles dans d'autres situations où on veut gagner du temps. Par exemple, pendant les élections ou immédiatement après celles-ci, il est important de contrôler les urnes et les pointages du scrutin.

Les réseaux du téléphone mobile ont été utilisés au Kenya pour obtenir des élections justes et transparentes – préservant ainsi le droit de chaque citoyen à s'impliquer dans le gouvernement de son pays – en rapportant les pointages des votes avant qu'on ne les falsifie. Lors des élections organisées au Kenya en 2002, des groupes de superviseurs indépendants ont utilisé les téléphones mobiles pour assurer un processus électoral transparent en rapportant instantanément les pointages des votes à partir de chaque bureau de vote.

Lors des élections précédentes, il fallait transporter les votes physiquement vers des points de dépouillement clés avant la publication de tout résultat. Bien que les observateurs supervisaient ce processus, le délai de route laissait ouvert la possibilité de frauder ou tout au moins, la suspicion de fraude. La communication instantanée faite grâce aux téléphones mobiles, (au Kenya, il n'existe pas de téléphone fixe dans plusieurs bureaux de vote) a rendu difficile la falsification des résultats.

Deux groupes avaient été mandatés par la commission électorale à surveiller le dépouillement du scrutin et à superviser les élections : l'Institut pour l'Education

Démocratique (IED) et le Programme d'Observateur Démocratique du Kenya (K-DOP).

Les volontaires de l'IED étaient présents dans 178 des 210 circonscriptions du pays. Ils ont utilisé leurs propres téléphones et ils ont reçu une prime de 2000 shillings kenyans (à peu près 26 dollars américains). Ils ont appelé un bureau central de l'IED pour rapporter la situation au fur et à mesure qu'on dépouillait le scrutin : les chiffres ont été publiés immédiatement sur l'Internet. Les volontaires ont également téléphoné pour rapporter des actes de violence et de négligence. Les résultats de l'IED étaient disponibles même avant les résultats officiels publiés par la commission électorale kenyane due en grande partie au fait que le protocole de la commission pour la publication des résultats était compliqué.

Le K-DOP avait aussi utilisé un réseau de volontaires mais n'avait pas des moyens standards de remboursement. Les membres de la commission électorale kenyane ont également rapporté les résultats par téléphone satellitaire fourni par le gouvernement ou en utilisant leurs propres téléphones mobiles là où il n'existe pas de lignes terrestres fixes.

La transparence obtenue grâce au rapportage rapide et indépendant de ces réseaux a favorisé la prévention de la violence qui aurait pu se produire si les perdants avaient soupçonné les actes de fraude. Le rapportage rapide a obligé les candidats principaux ainsi que leurs supporters à accepter la légitimité des résultats.

Les téléphones sont de plus en plus utilisés pour assurer que les élections soient transparentes et pour préserver le droit fondamental de l'homme qui est d'exprimer sa volonté lors d'une élection libre et juste. Cependant, même une communication rapide ne peut pas toujours faire accélérer la bureaucratie. Un observateur kenyan a remarqué que pendant que les officiels utilisaient les téléphones mobiles pour rapporter les dysfonctionnements telle que la non inscription des électeurs potentiels, certains électeurs se voyaient refuser la possibilité de voter à cause du protocole compliqué mis en place pour résoudre le problème.

Les téléphones mobiles ont été utilisés lors de plusieurs autres élections à travers le monde. Pendant les élections au Pérou en 2000, des superviseurs non partisans de l'organisation péruvienne Transparencia ont téléphoné à un bureau centralisé chargé de l'analyse des données pour fournir des informations sur le processus et le dépouillement du vote, ainsi que sur les résultats des circonscriptions électorales à partir d'un échantillonnage de bureaux de vote choisis au hasard à travers le pays. Certains rapports sont venus des régions les plus reculées des Andes et de l'Amazone. L'analyse des données faite par Transparencia a amené la communauté nationale et internationale à exercer une pression sur Alberto Fujimori qui l'a contraint à organiser des élections partielles.

Comment pouvez-vous utiliser les téléphones mobiles ou d'autres formes de technologie pour améliorer votre travail et pour promouvoir les droits de l'homme?

Les survivants savent quelles questions poser : Impliquer les survivants de la violence des droits de l'homme dans l'identification et le soutien de potentielles victimes

Les survivants de la violence des droits de l'homme ont la capacité de reconnaître la forme que la violence peut prendre. On peut utiliser cette information pour empêcher que d'autres personnes subissent le même traitement. L'organisation Maiti Nepal fait appel aux femmes déjà victimes de ces violences pour apporter une assistance à d'autres femmes et filles.

La mission de Maiti Nepal est de mettre fin au trafic des femmes et des filles à la frontière entre le Népal et l'Inde, en interviewant celles qui sont vulnérables. Les interviewers peuvent identifier les personnes qui sont en danger parce que la plupart d'entre elles sont des victimes de ce trafic.

La demande croissante des employés sexuels dans des maisons et autres marches de prostitution en Inde favorise ce trafic au Népal. Un moyen de combattre ce fléau est d'empêcher que les trafiquants traversent la frontière, mais la police des frontières est incapable d'identifier les potentielles victimes ou ne s'y intéressent pas du tout.

Maiti Nepal travaille en collaboration étroite avec les gardes des frontières dans 11 points de transit le long des frontières du Népal pour affronter les voyageurs suspects. Ils stoppent tous les véhicules et lorsqu'ils y trouvent des femmes et des filles qui voyagent avec des hommes, ces gardes des frontières interrogent les hommes pendant que les membres de Maiti Nepal interrogent les femmes. Ils posent des questions telles que «pourquoi allez-vous en Inde ?», «depuis quand connaissez-vous cet homme ?», tout en surveillant le langage corporel des femmes, leur maquillage et leur habillement. Au cours de l'interview, ils informent les femmes du commerce sexuel qui se pratique en Inde.

S'ils trouvent que ce que les voyageurs racontent est illogique, les trafiquants suspects sont appréhendés par la police et les femmes et filles sont conduites dans une maison de transit sécurisée que Maiti Nepal a construite près de la frontière. Dans cette maison, on leur donne de la nourriture et leur prodigue des conseils. On leur fait passer un examen médical si elles le souhaitent et on les transporte jusqu'à leur village natal. Au cas où leurs proches ne sont pas disposés à les accueillir ou si on découvre qu'ils ont participé au trafic, Maiti Nepal les prend en charge en les formant à l'emploi.

Des milliers de victimes potentielles ont été délivrées grâce à cette tactique et les trafiquants ont été traduits en justice, ce qui a obligé l'administration locale à sanctionner les criminels.

Dans les situations de trafic, de la violence domestique, de la molestation d'enfant ou de la prostitution forcée, ceux qui ne sont pas initiés ne peuvent pas toujours reconnaître facilement les abus comme le feraient les survivants de ces maux. Les victimes potentielles peuvent également écouter facilement quelqu'un qui a eu une expérience personnelle de ce qu'elles vivent. La participation des survivants est alors primordiale dans l'application de cette tactique. Lorsque les victimes acceptent de prévenir les abus à venir, leur connaissance personnelle de comment ces violations des droits de l'homme sont perpétrées peut être inestimable pour ceux qui s'engagent à mettre fin à ces pratiques. La collaboration réussie du Maiti Nepal avec les gardes des frontières et le soin que cette organisation prend pour ne pas remettre les filles aux familles qui sont complices du trafic constitue également un élément clé de la tactique.

La protection des droits dans un délai : Informer les victimes potentielles de leurs droits quand il existe un délai pour les protéger

Les lois imposent souvent des ouvertures arbitraires aux individus pour agir en vue de la protection de leurs droits. Le «Centre for Equality Rights in Accommodation» (CERA) à Ontario, utilise une tactique de réponse rapide pour informer les gens de leurs droits et du délai qu'ils ont pour agir.

Le CERA qui est à Ontario au Canada, contacte les locataires menacés d'expulsion et leur fournit des informations utiles qui leur permettent d'éviter l'expulsion. La loi canadienne accorde un délai de cinq jours aux locataires pour contester les expulsions, mais plusieurs personnes ignorent cette information ou ne disposent pas les moyens pour réagir aussi rapidement à l'avis d'expulsion.

En 1998, une loi a été votée à Ontario qui autorise les bailleurs à augmenter le loyer des structures inoccupées, les encourageant ainsi à expulser les locataires dans les quartiers à faible taux de vacance. Chaque année, environ 60 000 personnes sont confrontées au problème d'expulsion dans cet état du Canada.

Le CERA a adressé une note au «Rental Housing Tribunal» d'Ontario, demandant la liste des locataires menacés d'expulsion. On lui a transmis la liste à condition de garder l'intimité des locataires. Le CERA a alors envoyé des informations à chaque locataire dont le bailleur a fait une demande d'avis d'expulsion. Des volontaires ont assuré le suivi en téléphonant aux locataires pour les informer de leurs droits avant l'expiration du délai de cinq jours qui est prévu par la loi. Au cours de ces conversations, les volontaires ont fait savoir aux locataires que leurs bailleurs ont adressés des demandes d'avis d'expulsion. Ils ont discuté des options qui leur sont offertes et leur ont recommandé des agences appropriées. Ils ont également demandé aux locataires les raisons pour lesquelles leurs bailleurs veulent les expulser. A partir des réponses fournies, ils ont obtenu des informations importantes sur les causes de l'insécurité du logement que le CERA et d'autres organisations peuvent utiliser pour résoudre ce problème.

Le CERA contacte par téléphone environ 25 000 personnes chaque année et depuis le début de ce programme, le taux d'expulsion a baissé de 20%. Cependant, depuis 2003, le CERA a suspendu le projet de prévention de l'expulsion à cause d'une décision de la Commission pour la protection de la vie privée, interdisant la publication des données relatives à l'expulsion.

Bien que les lois d'Ontario donnent la possibilité à ces citoyens de contester leur expulsion, tous les locataires n'ont pas toujours l'information nécessaire concernant la protection de leurs droits dans le délai prévu. La tactique du CERA permet aux locataires d'avoir ces informations à temps pour pouvoir les utiliser. En plus, tous les locataires ne peuvent pas être contactés par téléphone et tous ceux contactés ne sont pas prêts ou n'ont pas les moyens pour faire respecter leurs droits.

Avez-vous besoin d'un réseau de réponse rapide pour votre combat ? Si oui, quel type de réseau serait-il utile ?

Les aptitudes d'une population à risque : L'utilisation des techniques d'enseignement non formelles pour doter une population à risque des aptitudes en vue de leur survie dans une économie en mutation.

Dans les années 90 en Mongolie comme dans plusieurs autres sociétés en transition, le passage d'une économie étatique à une économie de marché a failli laisser les femmes (donc les enfants) en marge, menacés de pauvreté, de la famine et de l'abus. Le «Gobi Women's Project» a essayé d'apporter aux femmes mongoliennes des zones rurales reculées, les informations nécessaires pour réussir dans le nouveau système économique.

Le gouvernement mongolien a utilisé des outils d'enseignement non formels tels que la radio, la presse et la visite rendue aux enseignants pour atteindre les femmes Gobi marginalisées et vulnérables et pour leur apprendre les nouvelles approches dont elles avaient besoin pour survivre dans une économie de marché.

La chute de l'Union Soviétique en 1991 a mis fin à l'économie étatique et centralisée de la Mongolie. Les gens qui avaient passés toute leur vie dans des fermes collectives sont devenus responsables de leur propre troupeau, produisant et commercialisant leurs propres produits et services. La plupart n'avaient pas les aptitudes ou les ressources pour le faire. Les femmes nomades du Désert de Gobi, une région qui a un climat extrêmement rude et de mauvais systèmes de communication et de transport, étaient particulièrement vulnérables. Ne disposant d'aucune aptitude commerciale, ces femmes et leurs enfants étaient menacés de pauvreté, de malnutrition ainsi que de violence et abus potentiels.

Le gouvernement a créé le Projet des Femmes Gobi et a invité toutes les femmes vivant dans le Désert de Gobi à un forum de planning communautaire en vue de trouver les moyens de résoudre le problème. Le groupe a décidé que les femmes célibataires qui ont au moins trois enfants constituaient la majorité du groupe prioritaire et que le meilleur moyen de les atteindre était à travers des émissions radio et autres techniques d'éducation non formelles. On entend par éducation non formelle les programmes d'éducation qui ne sont pas obligatoires et qui se déroulent en dehors d'un établissement scolaire.

Les émissions radio fournissaient des informations sur les techniques de l'exercice d'un métier (la production de la laine, le raffinage du molleton de chameau ainsi que la fabrication du feutre, de la selle et des habits traditionnels), les techniques commerciales (la négociation des prix et le planning) ainsi que sur les questions de santé (planning familial, l'hygiène, la nutrition et les premiers soins). On diffusait les émissions deux fois par semaine et à des heures où les femmes étaient supposées être à l'écoute, c'est-à-dire le soir. Des cassettes étaient disponibles dans des centres d'éducation locaux pour les femmes qui n'avaient pas pu suivre ces émissions à la radio. On fabriquait des manuels d'enseignement qui étaient utilisés pour produire les émissions et des enseignants rendaient visite aux femmes pour vérifier leur niveau de progrès et pour leur offrir du matériel supplémentaire.

A travers cette technique de l'éducation non formelle, on a réussi à encourager les femmes à prendre en main leur avenir économique. Elles ont créé des marchés locaux, initié des projets de collaboration entre communautés et ont favorisé l'élargissement du projet pour incorporer leurs maris et leurs enfants.

Ainsi, la tactique de renforcement des connaissances a été utilisée pour assurer les droits économiques, mais les programmes de l'éducation non formelle sont également utilisés pour atteindre les populations éloignées concernant d'autres questions. Il est important de souligner que le personnel du Projet des

Femmes Gobi a tenu compte du style de vie et de la culture des femmes qui étaient leur cible dans la conception de leurs émissions et dans le choix du média.

Comment des programmes de l'éducation non formelle peuvent-ils être utilisés pour renforcer les droits de l'homme dans votre communauté ?

Fournir les informations et les techniques nécessaires pour la réclamation des droits : Permettre au gens d'utiliser le système judiciaire pour exercer leurs droits

Les garanties constitutionnelles de certains droits ne sont pas toujours protégées par la loi ou appliquées. L'organisation « Soldiers' Mothers » de St. Petersburg fournit des informations et des techniques nécessaires aux gens pour les aider à réclamer leurs droits constitutionnels à ne pas servir dans l'armée ou à ne pas rentrer dans les unités où ils ont été maltraités.

Soldiers' Mothers de Saint Petersburg forme les conscrits, les recrues de l'armée et les membres de famille des soldats russes sur leurs droits judiciaires afin qu'ils puissent les exercer effectivement.

En Russie, tous les garçons sont appelés à servir dans l'armée. Bien qu'une loi de 1993 dispense les garçons pour des raisons de mauvaises santé ou de difficultés (leurs parents sont retraités ou malades, ou bien ils fréquentent encore), les commissions d'inscription violent systématiquement cette loi. Soldiers' Mothers a enregistré des cas où des jeunes garçons souffrant des problèmes physiques ou psychologiques qui devraient être dispensés du service militaire ont été forcés à se présenter. On connaît des cas où des commissions d'inscription ont eu à organiser, avec la collaboration des policiers, des rafles dans la rue, les écoles, les dortoirs et même de maison en maison pour enrôler les jeunes garçons. Une fois dans l'armée, ces jeunes garçons sont soumis à des conditions déplorables y compris les conditions de vie dégradantes et de qualité inférieure, des bastonnades nocturnes et la torture.

Soldiers' Mothers a ouvert une école des droits de l'homme appelée «Protégeons nos Garçons» où les élèves apprennent comment utiliser les lois qui protègent leurs droits. On les encourage également à avoir confiance en la loi, mais aussi à se soutenir et à s'entraider mutuellement pour surmonter leur peur.

Les cours se tiennent une fois par semaine et durent trois heures. Ces cours portent non seulement sur des instructions spécifiques relatives à la rédaction des plaintes qui sont adressées aux autorités, mais aussi sur des discussions concernant les lois sur les droits de l'homme. Un guide est également publié chaque année.

La plupart des gens peuvent se faire établir des documents par des médecins civils qu'ils présentent aux médecins militaires. Soldiers' Mothers, qui travaille avec un effectif de dix personnes et utilise plusieurs volontaires russes et étrangers, assure le suivi des participants à travers des questionnaires et conserve le fichier de chaque individu et district. On encourage les participants qui obtiennent gain de cause après leur pétition de dispense, à informer leur groupe. Depuis 12 ans, près de 120 000 personnes ont suivi ces cours dont 90 000 ont réussi à protéger leurs droits judiciaires de ne pas servir dans l'armée. Environ 5 000 personnes qui ont subi la torture dans l'armée ont demandé et obtenu le droit de ne pas retourner dans les unités où ils ont été torturés.

Bien qu'il existe en Russie des protections constitutionnelles pour les jeunes garçons qui ont peur des abus ou qui ont été victimes des abus dans l'armée, le manque d'information et la peur de recourir au système judiciaires (un système qui n'est pas utilisé ordinairement par des individus) les empêchent de jouir de leurs droits. Soldiers' Mothers fournit des informations sur ces droits, des techniques de rédaction des lettres et des orientations sur le système judiciaire.

Combattre la corruption par la transparence : Détecter le travail des officiels gouvernementaux sur le net pour lutter contre la corruption

En Corée du Sud, le gouvernement de Séoul encourage ses officiels à se comporter d'une façon plus honnête en partageant les informations importantes avec tous ceux qui sont connectés à l'Internet.

Les autorités communales à Séoul en Corée du Sud ont créé une banque de données sur le net pour faciliter la transparence gouvernementale. Le «Online Procedures Enhancement for Civil Applications» (OPEN) permet aux résidents de la commune de consulter les détails des applications civiles relatives à 70 tâches du gouvernement municipal qui ont été identifiées comme les plus ouvertes à la corruption, y compris les projets d'hébergement et de la construction, la régulation environnementale et le développement urbain.

Avant la création de OPEN, les demandeurs des permis gouvernementaux ne pouvaient pas savoir comment on traite leur demande. La procédure était opaque au lieu d'être transparente, permettant aux officiels de se faire corrompre pour acheminer les demandes.

A présent, lorsque les officiels reçoivent ou mettent à jour les demandes, ils remplissent des fiches de données standard. Ces fiches sont utilisées par chaque département pour mettre à jour les données en ligne. Grâce à cette base de données, les candidats peuvent savoir à quel niveau se trouve leur dossier, quand il aboutira, les raisons du retard, si une demande a été rejetée et les raisons du rejet.

OPEN a été créé en conjonction avec d'autres initiatives de lutte contre la corruption qui prévoient des sanctions plus sévères à l'égard des officiels qui se laissent corrompre, un bulletin de rapport de la corruption est transmis au maire, une ligne téléphonique est ouverte à tout citoyen qui souhaite porter les cas de corruption à l'attention des services municipaux et la rotation des officiels dans les départements pour éviter qu'ils ne s'habituent aux anciennes pratiques.

Chaque jour, le site web d'OPEN reçoit près de 2 500 messages. Un sondage fait par l'administration communale de Séoul sur l'Internet a révélé que 78,7% des citoyens sondés affirment que l'action de OPEN a effectivement fait reculer la corruption gouvernementale. Il n'y a pas longtemps, le gouvernement a également publié des informations sur 35 comités communaux, permettant aux citoyens de contrôler aussi la gestion des comités à travers le système OPEN.

En plus de prévenir la corruption pour les demandes individuelles dans les services de l'état, OPEN intervient également à un niveau plus élargi en essayant de mettre fin aux abus récurrents. L'un des facteurs qui a contribué à la réussite du système OPEN a été l'implication active et le soutien continu des services du Maire. Il serait difficile d'appliquer un système comme celui de OPEN sans le soutien des responsables hauts placés pour la légitimité du public. La réussite de cette tactique contre la corruption est également renforcée par l'utilisation répandue de l'Internet à travers le Pays.

ELIMINER LES POSSIBILITES D'ABUS

Le plus souvent les abus des droits de l'homme suivent un schéma. Ils se perpétuent à des endroits prévisibles et dans des circonstances prévisibles. Identifier ces endroits et les déstabiliser peut être une solution clé pour la protection des droits de l'homme. Si la torture est un problème dans les prisons, alors éviter que les gens aillent en prison pourrait être une solution contre la torture. Si en confisquant des informations personnelles le gouvernement constitue une entrave à la liberté intellectuelle, on peut alors décider de conserver très peu de documents afin de prévenir la perte de cette liberté. Les tactiques de ce chapitre ont été utilisées pour éviter les problèmes et les abus des droits de l'homme en éliminant tout simplement les possibilités d'abus.

Les employés sauvegardant leurs usines et leurs emplois : Utiliser une loi sur l'expropriation pour assurer la protection des droits de l'homme

Lorsque les commerces ferment et que les travailleurs perdent leurs emplois, des individus, des familles et même des communautés courent le risque de sombrer dans la pauvreté. Au cours de la dérive économique qu'a connu l'Argentine, plusieurs commerces ont fermés ou sont tombés en faillite.

Les ouvriers argentins ont essayé d'éviter les pertes d'emploi en continuant à travailler même quand leurs employeurs sont tombés en faillite. Près de 2000 emplois des usines de récupération ont ainsi été sauvegardés par des ouvriers qui exploitent la loi peu connue sur l'expropriation pour éviter la saisie des équipements par les créanciers et pour demander la liquidation judiciaire de ces usines. Ces entreprises varient des usines de crème et de quincaillerie aux hôtels de quatre étoiles et des chantiers navals.

Jadis reconnu comme un «miracle économique», l'Argentine a sombré dans la récession vers la fin des années 90, obligeant plusieurs Argentins à se retrouver dans la pauvreté. Le mouvement de l'occupation des usines a été spontané pour faire face à un ralentissement économique et par conséquent, l'approche a suivi une tendance générale.

Premièrement, l'entreprise tombe en faillite ou est abandonnée. En attendant qu'une décision judiciaire leur concède le droit de continuer à faire fonctionner l'entreprise en compensation des arrières des salaires, les ouvriers la prennent en main et la gèrent comme une coopérative, empêchant que les créanciers ne saisissent les équipements. Cette décision est prise conformément à la loi qui initialement autorisait le gouvernement à saisir les biens au profit des projets de travaux publics. Les employés doivent accepter de rembourser aux créanciers le juste prix de leurs avoirs pendant une période donnée et ne peuvent se payer que lorsqu'ils réalisent des bénéfices.

Grâce à cette tactique, plus de 10 000 emplois ont pu être sauvegardés et les ouvriers de plusieurs usines de récupération sont en voie d'entrer en possession des avoirs des entreprises pour lesquelles ils travaillent.

L'utilisation de la loi sur l'expropriation en vue de justifier cette occupation est née dans le désespoir, mais est capable de faire plus qu'un simple maintien de l'entreprise. Cela constitue un pas vers la prévention de la pauvreté qui pourrait se répandre à travers des communautés vulnérables et contribuer à relever le niveau de vie. C'est une expression du droit à l'emploi pour assurer la survie telle que prévue dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

La médiation de la communauté : Créer des mécanismes alternatifs de résolution des conflits pour éviter l'implication des policiers qui sont des potentiels auteurs d'abus.

Cette tactique est née de l'idée selon laquelle on peut éviter que les gens se retrouvent aux commissariats de police – et par conséquent hors du danger de la torture – en intervenant pour résoudre les conflits en dehors du système judiciaire.

Comme une alternative au système de la justice criminelle, le Centre des Victimes de la Torture (CVT) au Népal a développé un processus de médiation de la communauté. Ce processus empêche que l'on arrête des individus inutilement et qu'on les conduise au commissariat de police où 60% des détenus sont torturés afin qu'ils passent aux aveux.

Le CVT a réalisé une étude sur les types de conflits les plus courants et a conçu une formation à l'intention des leaders de la communauté, y compris les femmes et les Dalits (de la caste intouchable), en vue de la résolution des conflits grâce à une méthode de médiation de la communauté basée sur les droits. La médiation de la communauté serait possible pour les conflits autres que des crimes de violence et au profit de tout individu indépendamment de son âge, sexe, classe sociale ou caste. Pour recruter les formateurs, le CVT a organisé des réunions de masse dans chaque communauté et a sollicité la désignation des candidats. Les candidats sélectionnés ont alors suivi une formation en droits de l'homme, en droits coutumiers et sur les méthodes de résolution des conflits. Ceux qui étaient déjà impliqués dans la médiation des conflits pouvaient utiliser leurs connaissances actuelles. Ces formateurs ont formé à leur tour d'autres personnes au niveau local.

Ces personnes mettent en place des comités qui interviennent dans la médiation des conflits a niveau local. Chaque comité est composé d'au moins 30% de femmes et compte en son sein au moins un représentant des ethnies minoritaires de la communauté. Les par une demande de médiation et impliquant une auto représentation.

Pendant la médiation, cinq à neuf médiateurs formés se placent entre les parties en conflit qui peuvent faire venir d'autres personnes pour les soutenir. Le comité de médiation explique d'abord le processus de médiation et en suite, les parties, ainsi que leurs supporters exposent leur problème. Les médiateurs engagent alors les parties dans une discussion des options possibles en vue d'un consensus. En général, les parties en conflit et les communautés trouvent des solutions à ces problèmes. Les médiateurs sont également autorisés à déterminer si plus d'information ou bien une action judiciaire est nécessaire. Ils peuvent décider d'introduire une plainte au nom de l'une des parties, ce qui amène les plus nantis à accepter de s'engager dans la procédure.

Le système de médiation a amélioré l'accès à la justice ainsi que la dynamique du pouvoir dans les trois districts qui ont mis en oeuvre cette procédure. Au cours de la première année, deux tiers des conflits ont été résolus par la médiation et un tiers a été envoyé au commissariat de police ou au tribunal. Le projet de médiation communautaire du CVT a permis de résoudre plusieurs conflits locaux et de susciter une prise de conscience sur les droits de l'homme et a permis de réduire le nombre de conflits au sein des familles, ainsi que entre voisins. Actuellement, le CVT est en train d'étendre le projet à douze districts où un tiers de la population du pays y aura accès.

Etant donné qu'au Népal la torture est généralement utilisée dans les commissariats de police comme outil d'interrogation, la médiation est une méthode efficace de prévention de ce fléau en évitant que les individus se retrouvent dans ces commissariats. Cette tactique a également d'autres avantages considérables, à savoir, faciliter l'accès à la justice pour ceux qui n'ont pas d'autres moyens qui puissent

les aider à résoudre leurs conflits ou à déposer une plainte contre les plus nantis, ce qui encourage les gens à prendre des responsabilités dans leur communautés.

« Je viens d'un village où la plupart de mes amis travaillent. Les gens se plaignent toujours du temps qu'on prend pour résoudre les différends. S'ils pouvaient résoudre leurs problèmes par la médiation, cela permettrait d'éviter la torture et leur laisserait plus de temps pour s'occuper des activités de développement. »

- *Bhogendra Sharma, Centre de Victimes de Torture, Népal*

La destruction des archives : La prévention de la liberté de pensée et le droit à la vie privée par la destruction des archives que le gouvernement pourrait exiger

Il existe aux Etats-Unis, une organisation professionnelle nationale qui s'efforce de prévenir la violence potentielle des droits à la vie privée et à la liberté intellectuelle en évitant tant bien que mal la conservation des documents.

Traditionnellement, les bibliothécaires à travers les Etats-Unis ont empêché la restriction de la liberté intellectuelle en détruisant aussi rapidement que possible, les documents inutiles de la bibliothèque. L'association des bibliothécaires des Etats Unis (ALA), la plus grande association des bibliothécaires du monde avec plus de 64 000 membres, a utilisé l'influence de ses membres pour refuser la modification de la loi fédérale qui limite la protection des documents des bibliothèques.

En Amérique, quarante huit états ont voté des lois qui rendent confidentiels les archives des bibliothèques du patron. Le code de déontologie de ALA et sa politique sur la confidentialité protège également l'intimité du patron. Le «Patriot Act» de 2001 des Etats-Unis autorise cependant spécialement les agents d'exécution de la loi fédérale à fouiller les archives des bibliothèques et les terminaux des ordinateurs publics pour voir quel type de livre les patrons lisent et quel site web ils utilisent comme moyen de prévention du terrorisme.

En réaction au «Patriot Act», les bibliothèques sont en train de revoir leurs politiques de conservation des documents pour s'assurer que les documents inutiles sont détruits aussi rapidement que possible. Le ALA a conçu et mis en place des directives qui comprennent des recommandations en vue de limiter les documents inutiles des patrons des bibliothèques et de détruire tous les documents dès qu'ils ne sont plus utiles. Lorsque les bibliothécaires à travers le pays décident de détruire les archives des patrons, ils bénéficient du soutien d'une puissante organisation nationale.

L'ALA, une puissante organisation nationale, utilise une action de résistance assez simple pour sécuriser chaque bibliothécaire dans tout le pays. Dans des contextes les plus répressifs, une telle résistance peut aboutir à des représailles quand bien même elle est parfaitement légale.

Publier la technique du pays sur le net : La protection des droits culturels et économiques des citoyens à travers la conservation de la technique écologique traditionnelle

Plusieurs groupes locaux ont vu leur mode de vie altéré lorsque les organisations privées font breveter leur technique traditionnelle. Une organisation scientifique nationale est en train de voir comment prévenir cette situation.

Les indigènes dans le monde entier ont cultivé systématiquement les plantes et ont développé des méthodes d'utilisation qui profitent à toute la communauté. Des entreprises des pays développés ont breveté certaines de ces techniques sans la permission des communautés concernées. Le brevet permet à leurs détenteurs de contrôler l'utilisation de la commercialisation de l'objet breveté pendant une période sans l'obligation de partager les bénéfices avec ces communautés. Dans d'autres cas, le détenteur du brevet peut interdire à ces communautés d'utiliser ou de bénéficier de leurs propres techniques.

La base de données permet d'éviter cette pratique en publiant la technique d'un peuple après l'avoir définie comme un «art préalable». Une invention ne peut être brevetée que lorsqu'elle est nouvelle, utile et pas évidente. Si l'invention ou la technique a été publiée ailleurs – une forme de ce qu'on appelle art préalable – on peut démontrer qu'elle n'est pas nouvelle. Les entreprises étrangères ont rendu vulnérable l'acte de breveter la technique traditionnelle parce que cette technique n'a jamais été publiée ailleurs ou si elle a été publiée, on l'ignore le plus souvent.

Une fois que l'information fait partie de la base de données, le «Patent and Trademark Office» des Etats-Unis (USPTO), ainsi que d'autres autorités de brevet, la découvrent facilement pendant des recherches de l'art préalable. L'AAAS recherche activement la technique traditionnelle non protégée et insère l'information dans la base de données pour mieux la protéger.

La base de données du T.E.K P.A.O ouvre également la possibilité aux individus de proposer des entrées. Ceux qui proposent des entrées doivent apporter la preuve qu'ils ont obtenu le consentement préalable de la communauté. L'AAAS encourage les communautés à explorer les domaines qui présentent plusieurs options, y compris la demande de l'obtention du brevet elle-même, avant d'insérer leur technique dans la base de données. Un guide qui a été conçu pour aider les communautés à évaluer leurs options est disponible au shr.aaas.org/tek/.

Actuellement, la base de données du T.E.K P.A.D protège 30 000 plantes cultivées et gérées par des communautés locales grâce à l'exploitation du brevet.

Lorsqu'on permet aux organismes privés de détenir des brevets sur la technique traditionnelle qui peut être le fondement de l'existence ou de la survie de certaines communautés, ces dernières risquent de perdre leurs droits culturels et économiques. Si on ne leur permet plus d'utiliser leurs techniques ou sont obligées à payer les droits d'auteur, leur survie peut être irréparablement compromise.

Il est surprenant que l'on utilise la technologie pour protéger le droit des populations locales à bénéficier d'une technique qui date d'une centaine ou d'un millier d'années. Des bases de données en ligne ont également été utilisées pour conscientiser les populations sur les abus tels que les niveaux élevés de la population dans les régions pauvres, la corruption généralisée ou pour exiger le changement de politique.

TACTIQUES D'INTERVENTION

J'ai eu la chance de participer à plusieurs campagnes d'intervention en faveur des victimes des abus des droits de l'homme. J'ai observé beaucoup d'autres campagnes à succès à travers le monde. Vers la fin des années 1980, j'ai aidé au lancement de Rugmark, la première initiative à décourager l'utilisation de la main-d'oeuvre des enfants dans la fabrication de petits tapis à travers l'étiquetage volontaire. Mon organisation, Bachpan Bachao Andolan (BBA) / coalition sud asiatique contre l'exploitation des enfants (SACCS), a sauvé et a réhabilité plus de 65,000 enfants du servage et a porté le problème à l'attention du monde entier en 1998 par la marche mondiale contre le travail des enfants.

A travers le monde, d'autres campagnes, y compris celles des Consommateurs de Tapis, celle des Vêtements Propres et celle contre le jeu irrégulier, ont aussi renforcé le pouvoir des consommateurs à mettre fin aux abus. Parallèlement, les campagnes de mobilisation de masse - pour les droits de travail et un environnement propre en Amérique latine, par exemple et pour les droits de la femme en Afrique – se sont opposées aux abus en cours et ont mis fin à la capacité des auteurs à les continuer.

Ces campagnes partagent toutes le fait d'être initiées à la base. Pendant que les nombres et la portée des lois et des règlements augmentent, les gens vivent plus que jamais dans les mêmes, voire pires conditions en ce qui concerne les droits de l'homme. La vérité c'est que nous ne pouvons pas atteindre les droits de l'homme simplement par des lois. Les gens sur le terrain doivent intervenir quand les droits sont menacés ou les abus sont commis.

Dans ce chapitre vous apprendrez des choses sur des personnes et des organisations qui ont oeuvré pour l'arrêt des abus des droits de l'homme en cours, à travers les campagnes comme celles-ci et par d'autres tactiques innovatrices. Comme moi, j'espère que vous serez inspirés à continuer à lutter contre les abus des droits de l'homme.

- Kailash Satyarthi
Président
Marche mondiale contre le travail des enfants.
Coalition Sud asiatique contre l'exploitation des enfants (SACCS)
Campagne mondiale pour l'éducation (GCE)
New Delhi, Inde.

LES TACTIQUES D'INTERVENTION

Les tactiques ont été utilisées, ici, pour intervenir dans des situations impliquant des abus en cours et le refus des droits de l'homme. Pour cette raison, elles sont parmi celles qui stimulent et qui inspirent le plus. Ici, les gens opèrent dans des situations de crise. Ils essayent de briser le statut quo. Ce sont des croyances et des attentes – contre la corruption et l'abus qui sont devenus des normes culturelles. Très souvent elles opèrent à partir de la base de la structure du pouvoir – et s'appuient sur des ressources remarquables pour le faire. Les travailleurs du sexe se sont réunis pour sauver les jeunes filles forcées de rejoindre leur profession. Les enfants travailleurs ont formé des unions pour protéger leurs propres droits. Les paysans sans terre ont commencé à cultiver les terres non exploitées. Les collectivités locales se sont prononcées contre les lois et les politiques défendues au niveau fédéral. Toutefois, vous apprendrez aussi quelques exemples louables et dignes d'éloges d'entreprises – situées au sommet de la structure du pouvoir – qui utilisent leur puissance et influence pour intervenir dans des situations d'abus en cours. Dans la plupart de ces tactiques, les gens prennent les outils des dirigeants et les utilisent dans la lutte contre les abus. Ils étudient les budgets et les lois et publiquement, exigent des gouvernements le respect de leurs promesses. Ils s'appuient sur les forces des cultures traditionnelles et des chefs respectés pour projeter leurs communautés à de plus hautes normes pour la protection de droits de l'homme.

Les tactiques dans ce chapitre sont divisées en quatre sections :

1. les tactiques de résistance s'opposent aux abus.
2. les tactiques de rupture utilisent l'action directe pour influencer l'auteur des abus.
3. les tactiques de persuasion utilisent les leaders respectés ou les mécanismes institutionnels pacifiques pour négocier et mettre un terme aux violations.
4. les tactiques de motivation offrent des alternatives aux abus des droits de l'homme.

LES TACTIQUES DE RESISTANCE

Les tactiques de résistance s'opposent aux abus en cours ou au refus des droits. Celles-ci jouent deux rôles importants : elles rendent l'abus visible – soit sur le plan local, national ou international - à ceux qui sont affectés par cela, à ceux qui ont la possibilité de le changer et même à ceux qui le commettent. Elles préparent aussi l'étape à d'autres tactiques pouvant apporter d'autres changements.

Ces tactiques peuvent être plus compliquées qu'elles ne paraissent. Une tactique en Turquie a exigé juste l'appui sur un bouton - mais, à la fin, des millions de changements! - pendant qu'un autre en Estonie a commencé comme une rencontre de la chorale. Elles peuvent aussi impliquer l'utilisation sophistiquée de mécanismes complexes comme les budgets et les lois, les mécanismes qui n'ont pas été tout à fait exploités dans le passé.

Rien qu'en appuyant sur un bouton: Création d'une simple expression de protestation de masse basée sur une activité simple que les citoyens peuvent mener en toute sécurité dans leurs propres maisons.

En Turquie, la participation d'un grand nombre de personnes dans une campagne a offert non seulement une mesure de sécurité, mais a encouragé de plus en plus de personnes - des millions, finalement - à s'y impliquer.

La Campagne d'Obscurité pour la Lumière a mobilisé 30 millions de personnes en Turquie à allumer et à éteindre leurs lumières en guise de démonstration publique contre la corruption gouvernementale. Ce fléau était devenu un secret de Polichinelle mais jusque-là le public s'est senti apathique et impuissant d'y mettre fin. Avec beaucoup de citoyens ayant peur de participer à l'action politique, les organisations ont eu besoin d'une tactique au risque personnel bas qui aiderait à surmonter le sentiment d'isolement qui vient avec la peur. La Campagne était l'occasion pour tous d'agir simplement et sans risque - éteindre simplement leurs lumières en même temps chaque soir - pour montrer leur mécontentement causé par le manque d'action concertée contre la corruption.

A l'origine, La campagne était conçue comme réponse à un scandale qui a révélé des profondes connexions entre les membres du gouvernement et le crime organisé. Le mois précédant l'événement, les organisateurs ont lancé une vaste campagne publicitaire. Ils ont tissé des alliances avec les organisations de base et les associations, en leur demandant d'envoyer des pétitions par télécopie et des renseignements sur la campagne de protestation à leurs membres, qui expédieront à leur tour le fax à leurs amis et connaissances. Ils ont aussi fait appel aux chroniqueurs, aux personnalités de la radio et aux animateurs de TV pour poster des mementos publics.

Les organisateurs ont au départ proposé que les citoyens éteignent leurs lumières pendant une minute chaque nuit. Les gens ont donc commencé à faire clignoter leurs lumières. À l'entame de la deuxième semaine, les communautés ont commencé à improviser, lançant diverses actions de rue, y compris le martèlement des marmites et des casseroles. Au moment où les organisateurs mettent fin aux manifestations, la campagne avait duré plus d'un mois.

Même si certains membres impliqués dans le scandale siègent encore au parlement, il y a eu beaucoup de changements politiques et juridiques, et également le jugement de plusieurs hommes d'affaires, personnels de la police, de l'armée et les leaders de la mafia, les campagnes anti-corruption au sein du parlement et le remplacement de beaucoup de politiciens qui n'ont pas combattu la corruption publique. Pour plus de détails, voir le carnet de note tactique disponible à www.newtactics.org, sous les outils pour l'Action.

L'action à accomplir par les gens était extraordinairement simple. Elle n'exigeait aucune préparation et très peu d'engagement, encourageant une participation massive. Par conséquent, la tactique est conceptuellement facile à adapter à d'autres situations. En fait, des tactiques semblables ont été utilisées dans beaucoup de situations dans le monde. Les populations en Zambie ont actionné les avertisseurs sonores de leurs véhicules à une heure précise tous les vendredis pour protester contre la décision du président de changer la constitution pour rester au pouvoir. Au Chili, les gens ont protesté contre le régime Pinochet par un tintamarre de klaxon, de tambour de marmites et de casseroles depuis les fenêtres de leurs appartements, des marches dans les rues. L'élément Commun à chaque campagne est la tentative de rendre la nature étendue de l'intérêt publique évidente pour une population qui a été gouvernée par la peur et se sent isolée, seule et vaincue.

Les tactiques de cette nature ont la vertu de rendre le visible invisible. Elles devraient être évaluées par leur capacité à stimuler le sens de la solidarité au sein d'une population et aider à redéfinir un nouvel espace politique où plus de citoyens sont disposés à agir ensemble. Mais, pendant que ces tactiques peuvent paraître conceptuellement simple, leur réussite n'est pas facile à reproduire. Les organisateurs n'étaient pas à mesure de reproduire leur tactique sur la même échelle juste quelques mois plus tard, en dépit de l'existence de plusieurs des mêmes questions et mécanismes. Une fois accompli, le dynamisme d'une telle tactique doit être exploité pour mener le mouvement de l'avant.

Quand pourriez-vous utiliser une telle tactique ? Y a-t-il dans votre pays des abus que les gens connaissent, mais, que par peur ou par apathie, n'osent pas se prononcer contre?

Révolution par le chant : l’Affirmation d’une identité culturelle de masse pour exprimer l’opposition à un régime d’oppression.

En Estonie, au cours des années 1980, ceux qui se sont opposés au régime soviétique ont invité les gens à sortir et chanter publiquement les chansons chantées chez eux et entre amis toutes leurs vies.

En juin de 1988 des centaines de milliers d’Estoniens (des estimations indiquent quelques 300,000, ou un tiers de la population Estonienne) se sont rassemblés pendant cinq nuits consécutives dans la cité capitale de Tallinn pour chanter des chansons folkloriques ou interdites car politiquement à risque. Les festivals semblables ont été organisés cet été en Lettonie et Lituanie. Cette “Révolution par le Chant,” telle qu’elle a été reconnue, était un pas important vers l’indépendance de tous les trois Etats Baltes de l’Union soviétique en août de 1991.

Le système soviétique a activement cherché à détruire l’attachement des peuples à leurs propres identités nationales. Quelques éléments de cette identité avaient été ouvertement préservés de façon jugée inoffensive par le régime (comme certaines chansons folkloriques); d’autres avaient été cachés (comme les références à «l’Estonie» plutôt que “la République Socialiste soviétique Estonienne” et la célébration de fêtes nationales pré soviétiques), mais toujours commémorées par certains. Ceux qui ont préservé ces traditions les ont utilisés pour rappeler à leurs compatriotes Estoniens leur identité, les ont motivés à les préserver, dans le contexte de la glasnost, leurs ont donné un moyen sûr de l’exprimer.

Les festivals de chanson ont galvanisé et vulgarisé le mouvement de résistance naissante en utilisant de puissants symboles culturels. Beaucoup de participants sont venus au stade portant des vêtements traditionnels et ont chanté des chansons qui ont accentuées leur identité Estonienne. Sous un régime qui avait utilisé l’homogénéisation culturelle comme un instrument de répression, les festivals ont donné aux Estoniens une chance de se lever publiquement comme Estoniens plutôt que citoyens soviétiques. La présence de 300,000 compatriotes a diminué les risques d’une telle position.

Les festivals étaient organisés par la Société d’Héritage Estonienne (Eesti Muinsuskaitse Selts), une organisation non officielle, qui tirant profit de la relative ouverture de l’ère de la glasnost, a oeuvré pour la célébration publique d’anniversaires nationaux importants et faire revivre des symboles clés nationaux pré soviétiques, comme le drapeau bleu noir et blanc estonien et l’hymne national. Dans la bataille presque sans effusion de sang pour l’indépendance dans les Baltiques, ces symboles se situaient parmi les armes les plus puissantes.

La Révolution par le chant s’est inspirée des traditions culturelles qui étaient particulièrement profondes dans les pays Baltes, tenant compte des festivals de chants publics ayant une histoire qui officiellement remonte à plus de 100 ans et officieusement à plusieurs siècles. D’autres cultures peuvent avoir de la même façon de solides traditions de chant, de danse, de théâtre ou d’autres formes d’art ou d’expression symbolique. Les familles des disparus, par exemple, ont utilisé une danse traditionnelle apprise par tous les chiliens et exécutée en paires. Quand un époux dansait avec un partenaire manquant dans une danse traditionnelle appariée, d’autres pouvaient visualiser le disparu et sa place au sein de la famille et de la communauté.

Quand vous voulez mobiliser des gens en grand nombre, le défi c’est souvent de leurs donner un sentiment de sécurité suffisant pour s’exprimer, de leurs offrir des garanties d’un mouvement collectif. Les organisateurs des festivals de chants comptaient sur la sécurité dans les nombres : la présence de centaines de milliers de compatriotes chanteurs a constitué une mesure de sécurité pour les participants, même si cette sécurité n’était aucunement garantie.

Dans un contexte de répression, quelles traditions culturelles pourraient rassembler les gens dans votre communauté ?

Comparer le projet à la réalité : la Création des plates-formes populaires (les audiences publiques) où les citoyens peuvent publiquement défier les dirigeants sur la différence entre les promesses et la réalité.

En Inde, un groupe tient le gouvernement pour responsable, en organisant des audiences publiques sur les dépenses de l'Etat. Les organisateurs ont démontré que même le financement des allocations, d'habitude un thème technique, peut attirer la foule.

Mazdoor Kisan Shakti Sangathan (MKSS) organise des audiences publiques en Inde pour exposer des actes de corruption, tel le détournement de fonds alloués aux projets de développement, par une comparaison des registres officiels des faits réels aux rapports du service, faits par les villageois.

En Inde, comme dans beaucoup de pays, les responsables corrompus et les élites rurales peuvent manipuler des projets de développement à leur propre avantage. Ceci empêche des projets de profiter aux pauvres et perpétue la pauvreté et l'inégalité sociale.

Les activistes de MKSS et les résidents riverains enquêtent sur les allégations de corruption dans les villages ou les districts, souvent à l'initiative de résidents locaux qui estiment qu'ils ont été trompés ou abusés. Au conseil du village ou aux niveaux supérieurs du gouvernement ils demandent des copies de dossiers des responsables importants. Le plus souvent, en dépit d'une couverture légale, le processus d'obtention des renseignements voulus est une lutte avec beaucoup d'obstacles. Une fois obtenus, les comptes sont vérifiés par des descentes sur le terrain et des entretiens avec les villageois.

MKSS tient alors des audiences publiques auxquelles assistent des centaines de villageois. Les organisateurs invitent la presse, les responsables gouvernementaux et ceux soupçonnés de corruption. Les activistes de MKSS, pour la plupart originaires du coin, lisent et expliquent les documents officiels déclarant, par exemple, qu'une certaine clinique de santé a été construite dans le village, ou qu'on a payé aux manoeuvres d'un projet de construction un certain montant. Ces documents sont alors mis en contraste avec les faits réels. Les activistes présentent les résultats de leur recherche et les villageois présents fournissent leur propre témoignage. Les audiences durent plusieurs heures, à mesure que les organisateurs examinent un projet de développement ou cas de corruption l'un après l'autre. Très récemment, les audiences publiques ont aussi été organisées autour des opérations d'un hôpital local et du système de santé publique et autour du fonctionnement des projets de sécurité alimentaires et du système de distribution public.

Pendant que l'impact sur la transparence et les problèmes de responsabilité étaient dramatiques, les effets sur le suivi de l'action officielle ont été mitigés- quelques responsables ont été arrêtés et les enquêtes gouvernementales ont commencé à avancer. Dans certains villages, les responsables locaux corrompus prenant part aux audiences ont volontairement accepté, une fois les preuves apportées, de coopérer avec les enquêtes et même de restituer les fonds. Toutefois, il est de coutume que les activistes de MKSS suivent les audiences publiques avec une agitation et pression continues pour garantir l'action officielle.

L'objectif principal du travail de MKSS est l'accès aux archives gouvernementaux et les registres des dépenses publiques. MKSS a utilisé une série de tactiques pour persuader l'Etat de Rajasthan à adopter une loi du droit à l'information. L'organisation a mobilisé des villageois de plusieurs districts, organisé des sit-in et fait de la publicité autour du problème. Par conséquent une loi a été adoptée, contraignant les responsables à fournir, sur demande et à un prix insignifiant, les copies de documents sur n'importe quelle sphère d'activité gouvernementale, y compris des programmes de développement, des ressources et

dépenses publiques. Ceci a aussi suscité un mouvement national du droit à l'information qui a abouti à l'adoption de lois semblables dans plusieurs autres Etats et à un projet de loi sur la liberté d'information au parlement national. Quelles tactiques peut-on utiliser pour s'assurer que les dépenses de la collectivité locale aident à soutenir les droits de la population locale ?

« Nous avons utilisé la demande à l'information comme un moyen d'affirmer le droit démocratique des gens de poser des questions et attendre des réponses. La nécessité d'une information spécifique est utilisée différemment par des gens dans différentes parties de l'Inde pour contrôler la corruption et l'utilisation arbitraire du pouvoir. C'est en définitive une demande non seulement pour les informations, mais aussi une partie de la gouvernance. »

- l'activiste, Mazdoor Kisan Shakti Sangathan, l'Inde

Toute politique est locale : Encourager les collectivités locales, les organisations et les individus à s’opposer, par l’utilisation de l’éducation et des ressources, à la législation fédérale qui menace les droits de l’homme.

Tel que démontré ici, les organisations et les collectivités locales peuvent travailler ensemble pour s’opposer à la législation faite au niveau fédéral.

Aux États-Unis, la Commission de Défense du 5eme Amendement (BORDC) crée des instruments et des ressources pour aider des avocats locaux du 5eme amendement à instruire des membres des collectivités locales et des communautés de quelle manière la législation et les politiques fédérales sur l’anti-terrorisme violent leurs droits. La plupart des groupes locaux travaillent avec leur ville, ou gouvernement de comté pour officiellement enregistrer l’opposition aux violations de libertés individuelles, adopter des résolutions ou ordonnances de défense du 5eme amendement. Ces ordonnances donnent l’ordre à l’application de la loi locale et à d’autres employés gouvernementaux de ne pas coopérer avec les demandes de violer les droits constitutionnels de résidents.

Le Patriot Act des Etats-Unis a été promulgué en loi vers la fin de 2001. Il a créé un nouveau crime, “le terrorisme domestique,” et a donné plus de droits au gouvernement fédéral de mettre sur écoute les téléphones; surveiller les courriers électroniques; enquêter les dossiers médicaux, financiers, des étudiants et des bibliothèques; et perquisitionner domiciles et bureaux sans notification préalable. Sous Le Patriot Act et autre loi, les non citoyens peuvent être déportés et détenus sans appel judiciaire. BORDC croit que ces dispositions violent celles des droits civils et politiques clés de la Constitution américaine.

Ayant reconnu que la grande partie du travail autorisé par le Patriot Act et d’autres politiques sur l’antiterrorisme et la loi est finalement exécutée par l’application de la loi locale, un groupe d’avocats (qui créeraient finalement BORDC) a organisé un forum ouvert à toute la communauté à Northampton, Massachusetts. Ils ont fait circuler une pétition pour gagner le soutien en faveur d’une résolution de conseil de la ville s’opposant aux composantes clés de la législation et en demandant que l’application de la loi locale s’abstienne d’appliquer tout ordre qui violerait les libertés individuelles des membres de la communauté. Ils ont reçu du soutien supplémentaire en invitant des entreprises, des individus et des organisations à participer aux forums publics. Beaucoup ont rejoint les activistes, en fournissant le financement et en aidant à la distribution de la pétition, en rassemblant du soutien en faveur des résolutions des réunions du conseil de la ville et en prêtant sa crédibilité en démontrant son large soutien et appel.

La coalition a persuadé le président du conseil de la ville de sponsoriser une résolution. BORDC a alors commencé à encourager des efforts semblables dans les villes voisines et dans tout le pays. Leur site Internet a été au centre de leurs efforts d’organisation. Il explique en détail les mesures prises pour instruire les citoyens et gagner le soutien public en faveur de l’adoption des résolutions municipales. Il comporte des exemplaires de résolutions, des pétitions, des communiqués de presse, des questions fréquemment posées et des articles de journaux. Il décrit aussi comment leurs forums publics ont été organisés et fournit des approches alternatives de campagne.

Les résolutions ont été adoptées dans 267 cités, villes et comtés et dans trois Etats (au moment on met ce livre sous presse), démontrant une dynamique croissante pour rejeter les dispositions de la loi qui pourrait avoir un impact sur les droits de l’homme. L’ensemble des populations de ces “zones de libertés individuelles sécurisées” a atteint 47 millions. Le site Internet de BORDC offre

aussi des renseignements pour aider des étudiants et la faculté, les groupes religieux, les associations et les groupes professionnels à s'organiser.

Les membres de BORDC ont commencé par se mobiliser en faveur du changement dans leur propre communauté et ont ensuite décidé d'étendre leurs efforts à la nation, en partageant leur expérience avec d'autres communautés. Ils ont aidé des villes et des communautés à reconnaître que les populations peuvent prendre position contre le non respect des droits de l'homme, en envoyant un message fort au gouvernement national. Bien qu'étant une forme particulièrement puissante de résistance, dans un système politique avec une autorité délimitée et séparée, ceci peut être adapté aux systèmes ayant même des structures politiques verticales, même si les risques pour les autorités locales peuvent être très élevés. Dans quelle mesure ceci peut-il fonctionner dans votre pays ?

« C'est la responsabilité de la municipalité de s'assurer que ses résidents se sentent en sécurité et protégés par des lois justes contre l'injustice, l'invasion de vie privée sans cause évidente et détentions sans charges et dans le secret. Quand la plupart des responsables élus locaux prennent le service, ils jurent de défendre aussi bien l'Etat que la constitution fédérale, et aussi le projet de loi des Droits de l'homme dans leur municipalité. »

– *De www.bordc.org*

Pouvoir de Pétition : l'organisation d'une pétition à grande échelle pousse le gouvernement au changement.

Un groupe en Argentine utilise une disposition de la constitution peu connue et sous utilisée dans la constitution pour instruire le public et mobiliser pour le changement, tout en convainquant le parlement d'adopter des réformes législatives.

En 2002, le Poder Ciudadano (Pouvoir Citoyen) a recueilli des signatures au sujet d'une pétition conformément à une disposition constitutionnelle, le congrès Argentine s'est donc vu obligé d'en tenir compte. La disposition constitutionnelle demande au congrès de délibérer sur toute proposition de loi présentée par les membres de la communauté ou organisations, tant que cette loi porte les signatures de 1.5 pour cent de citoyens Argentins dans au moins six de 24 districts.

Poder Ciudadano a été créé en 1989 par un groupe de citoyens préoccupés par la défense des droits civils en Argentine. Ses pétitions, lancées il y a plusieurs années depuis l'effondrement économique du pays, ont porté sur les problèmes clés de la famine et des exorbitantes retraites pour les membres du gouvernement. La pétition portant sur la faim a proposé de nourrir toutes les femmes enceintes ruinées et les enfants Argentins âgés de moins de cinq ans. Plus de la moitié de la population Argentine vit au-dessous du seuil de pauvreté depuis l'effondrement économique. Les enfants représentent la plus grande tranche de la population dans la pauvreté et peu de programmes sociaux abordent le problème de la famine chez les enfants. Le but de la pétition n'était pas seulement de contraindre le congrès à étudier ce problème, mais aussi de proposer des solutions.

Poder Ciudadano a rédigé la pétition, recruté 250 volontaires dans tout le pays et les a formé à l'aide de fiches d'instruction capitales, expliquant qui avait le droit de signer, où envoyer les pétitions complètes et quels renseignements voulait-on des signataires. La plupart des volontaires ont été recrutés par le site Internet de l'organisation et le coordinateur du projet. Les volontaires se rencontraient aux lieux publics dans leurs communautés pour recueillir les signatures : les marchés, les librairies, les pharmacies, les kiosques et cabines téléphoniques. Poder Ciudadano a fait équipe avec plusieurs organisations et mais aussi avec les mass-médias, dont une importante personnalité de la radio qui a offert le local pour la collecte des signatures, des émissions diffusées et un important journal informant les lecteurs quotidiennement sur le nombre de signatures recueillies.

L'initiative a été très bien reçue par les citoyens Argentins et Poder Ciudadano l'a présenté au congrès, qui, à la fin de 2002, a adopté la proposition avec quelques modifications. L'initiative du droit à l'alimentation a recueilli plus d'un million de signatures et a été acceptée par le congrès comme une obligation d'Etat. Le programme pour combattre la faim est actuellement dans les premiers stades d'implémentation et les premiers centres alimentaires ont été récemment ouverts.

Poder Ciudadano a transformé l'apathie étendue en un réel changement. Les personnes n'ayant pas de foi au gouvernement ou sa sensibilité aux citoyens étaient capables de voir leurs propres voix avoir un effet direct sur la loi. Poder Ciudadano a construit un important réseau composé de volontaires, d'organisations partenaires et des mass-médias pour vulgariser la pétition et obtenir le grand nombre de signatures nécessaires.

La chaîne : collecte individuelle de données atmosphériques au niveau communautaire dans l'optique de pousser au changement.

Les communautés peuvent manifester leur opposition aux abus, - en l'occurrence, les violations de l'environnement - en agissant toutes seules pour recueillir des renseignements.

Beaucoup de communautés à travers les États-Unis ont commencé ou se sont joints aux “ chaînes”. Les programmes apprennent aux gens, vivant près des pollueurs industriels, à construire et à utiliser de simples appareils de surveillance atmosphérique, ou « inverseurs », qui ont été approuvés par l'Agence de Protection Environnementale de Etats-Unis. En l'absence de bonnes lois sur l'environnement, les normes ou outils de mise en application, mais également les seaux donnent aux communautés les moyens de contrôler indépendamment la qualité de l'air de leur milieu ambiant et leurs fournissent des éléments pour contraindre au changement.

Le seau en lui-même est un appareil relativement simple et bon marché pour l'échantillonnage de l'air, composé d'un sac d'échantillonnage Tedlar placé à l'intérieur d'un seau en plastique d'une contenance de cinq gallons et un aspirateur ou une pompe de pneu utilisée pour remplir le sac d'air. La brigade de seaux comporte des membres volontaires dans trois spécialités : les renifleurs, les échantillonneurs, et les coordinateurs de seaux communautaires (CBCs). Les renifleurs ont pour responsabilité d'alerter les échantillonneurs des incidents de pollution. Les échantillonneurs gardent l'appareil d'échantillonnage d'air chez eux et prennent un échantillon au moindre soupçon de pollution. Ils relèvent où, quand et pourquoi les échantillons sont effectués et font appel au CBC qui apporte le sac d'échantillonnage et prend les dispositions pour confier ledit échantillon à un laboratoire d'analyse. Les résultats sont enregistrés dans une base de données et mis à la disposition de la communauté par les mass médias locaux, les rassemblements communautaires et d'autres méthodes. Les membres de la communauté utilisent les données à leur propre discrétion pour demander des enquêtes supplémentaires sur la pollution des groupes communautaires, des agences gouvernementales et des structures sanitaires. La brigade fournit aussi aux résidents des bulletins d'informations sur les effets de santé associés aux niveaux de pollution.

Les communautés à revenu faible, minoritaires, aux États-Unis ont été particulièrement réceptifs à l'idée des brigades de seaux et la tactique est de plus en plus acceptée par la majorité. L'attention des mass médias a aidé à créer le changement dans beaucoup de communautés. Le Comté de Contra Costa, Californie, a adopté une «politique de justice de l'environnement,» renforçant les règlements de la pollution industrielle, développant des infrastructures médicales et en impliquant les résidents dans les décisions concernant les industries du voisinage. En Louisiane, les échantillons d'air ont prouvé que le voisinage diamantifère, qui était lentement englouti par l'industrie chimique de Shell, n'était plus protégé; celle-ci a finalement accepté de transférer le voisinage entier.

Cette approche est utile quand les gouvernements ou les entreprises ne fournissent pas de renseignements sur la pollution ou quand les communautés sont préoccupées par les fausses informations officielles. La mise sur pied d'une brigade de seaux est une déclaration publique forte que les industries chimiques et les agences gouvernementales n'ont pas le droit de contrôler des données sur la pollution et que les communautés peuvent rassembler cette évidence elles-mêmes, la rendre publique et faire pression sur l'entreprise pour répondre. La méthode est si simple qu'elle s'est répandue rapidement d'une communauté à une autre et au-delà des Etats-Unis aussi, en rendant possible quelque chose plutôt inhabituelle : les victimes d'abus (au lieu des étrangers) relevant les abus comme ils se produisent. Cette tactique a été adaptée en Afrique du Sud, en Inde et aux Philippines.

Formation des Victimes pour en faire des Moniteurs des Droits de l'homme : la formation des victimes des abus des droits de l'homme pour le contrôle et la défense de leurs droits.

Un groupe au Mexique forme des communautés indigènes à contrôler les abus. Possédant de nouvelles aptitudes en documentation et la défense juridique, les membres de ces communautés sont capables de se plaindre aux plus hauts niveaux.

Le Réseau de Défenseurs de la Communauté Chiapas (Red de Defensores Comunitarios por los Derechos Humanos ou Red) forme de jeunes membres indigènes de la communauté à contrôler et défendre leurs droits humains. L'importante présence militaire aux Chiapas, aussi bien que la nature paramilitaire grandissante du conflit entre les Zapatistes et le gouvernement mexicain, ont débouché sur des abus répandus des droits de l'homme, et aussi la détention illégale, le harcèlement militaire de civils (particulièrement aux postes de contrôle), les assassinats, les abus sexuels des femmes par les groupes militaires et paramilitaires.

En 1999, Red a formé 14 personnes représentant sept régions Chiapas et communautés. En 2001, une deuxième classe de défenseurs a commencé à la formation. Ils étaient désignés par leurs communautés et ont activement impliqué les membres de la communauté dans leur travail.

Les défenseurs sont formés à travers les séminaires mensuels couvrant les théories et les concepts de travail des droits de l'homme et aussi les aptitudes pratiques requises pour s'assurer que les violations des droits de l'homme sont relevées, rapportées et prévenues. Par ce processus, ils apprennent ce qu'est une violation des droits et comment le documenter par l'utilisation de la vidéo, la photographie et l'ordinateur. Ils apprennent aussi des différentes façons de répondre. Ils déposent les plaintes au gouvernement, informent la presse et les groupes d'observation des droits de l'homme et cherchent la libération ou la défense juridique des gens injustement retenus.

Ils sont capables de localiser les détenus et de présenter des demandes d'habeas corpus (le droit d'être présenté devant un juge pour déterminer si un individu a été légalement détenu) quand les droits sont en danger. Ils savent comment déposer une demande pour des mesures préventives quand les violations des droits de l'homme sont imminentes et qui approcher pour dénoncer des violations quand elles se produisent. Pour les cas qui vont devant les tribunaux ou exigent des stratégies juridiques à long terme, les avocats de la défense travaillent en collaboration avec les défenseurs.

À domicile, ils se livrent à une gamme de travail selon le besoin de la communauté. Ils recueillent le témoignage des victimes et des témoins de violations des droits de l'homme, rassemblent les preuves vidéo et photo des abus et déterminent des façons appropriées d'intervention quand une violation s'est produite. Ils forment aussi d'autres membres de la communauté à ce travail.

Cette approche a conduit à de nombreux succès et a aussi augmenté l'autonomie de communautés indigènes en éliminant la dépendance aux acteurs externes comme les ONG.

Le modèle de Red place les communautés et les leaders locaux au centre de la défense des droits de l'homme, avec les étrangers servant seulement comme conseillers. Former un réseau local de gens pour défendre de façon indépendante les droits de l'homme dans leurs communautés peut être fait par les organisations cherchant à renforcer la défense des droits de l'homme dans n'importe quelle région. La tactique de former les victimes des abus pour surveiller et défendre les droits de l'homme peut servir, tant

pour augmenter la sensibilisation sur les droits de l'homme, la défense dans les communautés indigènes, que construire la capacité de ces communautés à fonctionner de façon autonome.

« Les defensores [les défenseurs] font les premiers secours juridiques. » Cela signifie qu'ils sont formés pour être la première ligne de défense de la communauté. Ils savent ce qu'est une violation des droits, le nécessaire pour la documenter et comment s'y prendre. Comme conséquence de cette tactique, un groupe stable d'indigènes représentants de la communauté a été préparé pour assurer la défense juridique de leurs communautés et en retour ils forment d'autres. »

- *Miguel Angel de los Santos,*
Red de Defensores Comunitarios por los Derechos Humanos, Mexique

Perquisition et saisie

L'Opération SalAMI a utilisé ce qu'elle a appelé «Recherche citoyenne et Opération de Saisie » pour faire pression sur le gouvernement canadien afin qu'il dévoile le projet de traité de loi encore tenu en secret dont les membres ont cru pourrait saper les droits de l'homme. Le groupe a été capable de susciter la condamnation publique du secret utilisé pour protéger le gouvernement et le traité, de la critique publique. Philippe Duhamel, organisateur et formateur, décrit l'opération :

Durant des mois, le gouvernement s'est résolument refusé à rendre public les projets d'accord de libre échange des Amériques FAA, un traité de libéralisation du commerce dont les négociations ont été faites entre 34 pays des Amériques. Nous avons fait part de notre désir d'entrer en possession des copies dudit traité au Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce International le 1er avril 2001. Nous organiserons premièrement des manifestations légale à Ottawa où une de deux choses se produira : soit nous récupérerons tout bonnement le cartons de documents qu'on nous remettra, soit le traité soupçonné préjudiciable, sera rendu public. Si les textes ne sont pas publiés, nous utiliserons un blocus non violent pour fermer le bâtiment et feront une tentative d'opération « recherche et saisie », un raid citoyen pour obtenir les documents strictement par une intervention non violente.

Devant le mutisme du gouvernement, un groupe de citoyens a déclaré : « nous vous demandons, vous officiers de police, de faire votre travail et nous aider à retrouver les documents auxquels nous avons droit. Ne soyez pas des complices du secret et de la manipulation de ce gouvernement. Si vous refusez de rechercher et de retrouver les textes en notre nom, nous n'aurons pas d'autre choix que de le faire de notre propre chef ». L'un après l'autre ils ont donné leur nom et ont déclaré : « je suis ici pour exercer mes droits de citoyen. Passage s'il vous plaît. » Ensuite des groupes de deux ont escaladé la barricade. Près d'une centaine de personnes furent arrêtées et détenues toute la nuit. Aucune charge ne fut retenue à travers le pays, les gens se posaient la question suivante : « pourquoi le gouvernement refuse-t-il de nous donner ces documents et choisit plutôt d'arrêter ses propres citoyens ? »

L'action et la large campagne autour d'elle étaient couvertes par la quasi totalité des média du pays. Le gouvernement était obligé d'agir. Une semaine après Recherche Citoyenne et Opération Saisie, le gouvernement canadien après avoir consulté les autre partenaires, a finalement accepté de rendre public le document.

Pour plus d'informations voir le carnet de note tactique disponible à www.newtactics.org. Sous outils pour action

TACTIQUES DE PERTURBATION

Certains abus des droits de l'homme demandent une intervention physique des avocats pour y mettre un terme, tout simplement pour empêcher de continuer les abus. Vous pouvez faire pression, mener une campagne et protester, mais parfois on a besoin de changer la situation par soi-même : donner aux gens la terre dont ils ont besoin pour se développer ou les remèdes dont ils nécessitent pour guérir, sortir les jeunes filles des maisons de passe, sauver les enfants de l'esclavage des entreprises. Les vaillants gens qui utilisent de telles tactiques courent tous un danger physique. Certains comme les travailleurs du sexe organisés au Bangladesh, paraîtront comme des participants incertains, mais ils s'avèrent indispensables à l'effort à fournir.

Résistance à une loi de propriété injuste : Installer des personnes ne possédant par de terre sur des terres non cultivées pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il entreprenne des réformes agraires.

Le Mouvement Brésilien des agriculteurs non propriétaires terriens fait pression sur le gouvernement pour statuer sur les réformes et en même temps apporte son soutien- sous la forme d'occupation pacifique des terres cultivées- aux victimes des abus.

Depuis sa création en 1984, Mouvement Brésilien des agriculteurs non propriétaires (Movimento Dos Trabalhadores Rurais Sem Terra, ou MST) a abordé le problème de la réforme agraire en organisant d'importants groupes de fermiers sans terre à s'installer et à cultiver des terres inexploitées appartenant aux riches propriétaires terriens. Après avoir occupé un espace, MST tente de s'appropriier le terrain par des moyens légaux à travers une demande à la législation, s'appuyant sur un article de la Constitution brésilienne qui stipule qu'un terrain inexploité est disponible à la réforme agraire.

Certes, le gouvernement brésilien a promis des réformes au cours des 20 dernières années, mais très peu de terrain a été redistribué à travers le programme gouvernemental. La moitié des terres brésiennes appartient à un pour cent de la population, pendant que près de cinq million de travailleurs agraires restent sans terre.

MST envoie les organisateurs dans de nouvelles zones pour contacter les familles sans terre et les recrute pour une occupation. Les organisateurs se concertent avec la communauté locale pour choisir un site encore inoccupé et fertile et à qui la propriété est contestée. Très souvent, les organisateurs restent dans la communauté pendant six mois et plus pour préparer les populations locales à l'occupation. La communauté locale repartit le travail de préparation à l'occupation qui leur permet de s'appropriier le processus. Le jour de l'événement, les familles sans terre se rendent sur le site, franchissent pacifiquement toute barrière protégeant la propriété et l'occupent. S'ils sommés de quitter, ils partent pacifiquement mais reviennent une fois que la sommation expire.

Les occupations sont portées à l'attention de l'agence nationale qui traite des problèmes de réformes agraires, où les activistes font pression pour légaliser l'occupation, très souvent par le biais de l'expropriation de terrain. Comme partie de cette pression, MST organise des marches et l'occupation des édifices publics et dénoncent publiquement le gouvernement d'avoir échoué de respecter sa propre Constitution. Le processus de légalisation peut aller jusqu'à cinq ans. Une fois une nouvelle installation établie, des écoles et des cliniques hospitalières sont construites et le terrain est utilisé pour une agriculture durable, permettant aux occupants de jouir de leur droit à la nourriture. Cette tactique a été fructueuse, même si de temps à autres elle a été émaillée de violence. MST a obtenu des terres pour près de 25000 familles vivant sur plus de 1600 installations.

L'histoire de MST est exemplaire : occupation pacifique résultant en un réel changement pour des milliers de personnes qui peuvent se prendre en charge sur le plan agricole. Pendant que l'occupation en elle-même aurait été séparatrice et dangereuse, quand on l'associe à la pression faite sur le gouvernement pour statuer sur les réformes agraires promises, elles forment partie d'une campagne réussie. MST est à mesure d'utiliser cette tactique en s'assurant qu'un nombre suffisant de personnes y participent. Si les propriétaires terriens ou les autorités locales emploient la violence contre les occupants pacifiques, les activistes de MTS font monter la pression à travers l'attention des médias.

Il y a de nombreux exemples d'occupation de terre dans d'autres parties de la planète qui n'ont pas été conduites avec succès ou ont abouti à de graves incidents de violence. L'usage de cette approche

comporte de grands risques dans certains contextes et doit être minutieusement organisée et réalisée» pour éviter la violence.

Dans quel contexte faites-vous usage d'une tactique illégale pour garantir les droits de l'homme et faire durement pression sur le gouvernement pour changer ?

« La loi sur les réformes agraires stipulent que toutes les propriétés doivent jouer soit un rôle social, soit être utilisée de façon productive pour créer des emplois et produire de la nourriture. Notre combat a pour allié la loi, mais si nous laissons la réforme agraire à la charge du gouvernement, elle n'aura pas lieu car les principaux propriétaires terriens ont trop de pouvoir à l'Assemblée Nationale et au Sénat. »

- *Wanusa Santos, Movimento Dos Trabalhadores Rurais Sem Terra, Brésil.*

Le non respect d'une loi Internationale : désobéir aux lois pour forcer leur changement

En Afrique du Sud, la Campagne d'Action pour le Traitement s'est lancée dans la désobéissance civile en contournant lois nationales et a ensuite fait pression sur le gouvernement pour les changer afin de garantir un traitement aux personnes atteintes de VIH/SIDA.

En juin 2000, la Campagne d'Action pour le Traitement (TAC) a commencé à importer des médicaments génériques du VIH/SIDA en marge de la loi en la matière, essayant par ce fait de faire pression sur les fabricants de médicaments à réduire le coût des médicaments et de contraindre le gouvernement Sud-Africain à autoriser l'importation des versions génériques des médicaments ayant une marque déposée. Le but de la tactique consistait en l'augmentation de l'accès aux prescriptions abordables des médicaments du VIH/SIDA pour tous les Sud-africains. Plus de quatre million de Sud-africain sont infectés par le VIH en Afrique du Sud et les coûts élevés des médicaments ayant une marque déposée a rendu le traitement inaccessible à la majorité des populations.

Fluconazole est un médicament essentiel utilisé dans le traitement des maladies liées au VIH. Comme beaucoup d'autres médicaments du VIH/SIDA, Fluconazole est produit par les compagnies multinationales sous licence et importé en Afrique du Sud à des prix trop élevés. Les versions génériques du médicament sont significativement moins chères. Toutefois, la version Pfizer du médicament a empêché le gouvernement Sud africain à importer ces versions génériques. Il est vrai, l'Acte de Licence d'Afrique du Sud autorise le gouvernement à importer ou à produire des versions moins coûteuses des médicaments sous licence, mais celui-ci n'a pas osé faire usage de ce pouvoir.

Avant d'importer les médicaments, TAC a travaillé avec l'Organisation Mondiale de la Santé et Médecins Sans Frontières pour confirmer qu'ils étaient sains et efficaces, et a mis sur pied des systèmes de leur achat et importation. Par exemple, TAC a organisé un voyage pour Thaïlande, où une version générique du Fluconazole appelée Biozole a été mise à la portée du publique à moins de 0.28 dollars américains/comprimé.

Lorsque les comprimés de Biozole sont arrivés aux frontières, le Conseil de Contrôle de Médicaments Sud africain les a confisqué pendant que les membres dudit conseil débattait du problème de leur accorder une exemption. En novembre 2000, sous la pression de TAC et ses supporteurs internationaux et locaux, le Conseil a autorisé la distribution du médicament générique aux malades par un des partenaires de TAC. La société pharmaceutique Pfizer a promis de livrer son traitement au aux patients en mars 2000 ; l'exemption- un exercice du pouvoir discrétionnaire du gouvernement serait réétudiée une fois la distribution effectivement faite.

En attirant l'attention sur 28 l'alternative des coûts moins élevés, cet acte de désobéissance civile a démontré l'urgence d'accéder aux médicaments du VIH/SIDA. Les activistes étaient préparés à supporter les conséquences d'avoir désobéi aux lois afin de sauver des vies, en appliquant ainsi une pression forte pour toucher la politique nationale.

Bien qu'ayant défié la loi Sud africaine et les accords internationaux en important les médicaments génériques, TAC a également supporté le gouvernement Sud africain dans un cas soulevé par un groupe pharmaceutique de 39, appelé Association des Fabricants Pharmaceutiques (PMA). Elle prétend que la Medicine Act qui comporte les dispositions autorisant le gouvernement à importer les médicaments sous

licence d'autres pays s'ils sont vendus à bas prix, a violé les lois de brevet. Finalement, le PMA a retiré sa plainte.

L'Afrique du Sud continue à vivre sous le spectre d'une grave crise des droits de l'homme : des millions de personnes sont infectées par le VIH/SIDA et n'ont pas accès à un traitement efficace. Néanmoins, en août 2003, sous la pression de TAC, le gouvernement Sud africain a accepté de rendre disponibles les médicaments anti-rétroviraux gratuitement à tous les Sud africain et a confirmé cette promesse dans un nouveau plan dévoilé en novembre de la même année.

Sortir les jeunes filles des maisons de passe : Travailler avec des personnes dotées d'une expérience et une connaissance directe pour sauver les victimes des abus.

Au Bangladesh, une association locale intervient dans les activités du secteur privé qui viole les droits de l'homme.

L'Association des Travailleurs du Sexe Ekota au Bangladesh, utilise des équipes de surveillance composées d'anciens prostitués pour sauver les jeunes filles qui sont maintenues contre leur volonté dans les maisons de passe.

Les supérieures du travail de sexe jouent un rôle important dans le commerce du sexe. La plupart sont des tenancières des maisons de passe qui vivent dans des maisons closes. Elles disposent de plus de temps que les jeunes filles et elles ont une connaissance approfondie de l'industrie. Leur position de puissance économique dans le milieu des maisons de passe leur donne une aptitude singulière à influencer qui peut être dans les maisons closes et quand elles louent des quartiers aux jeunes prostituées, elles indiquent clairement les filles mineures n'y sont pas admises.

Cependant, en dépit de cette politique, les jeunes prostituées amènent les filles mineures dans les maisons closes. Quand ceci se produit, les supérieures du travail de sexe localisent où est gardée la mineure et communiquent avec elle par de petites fenêtres ou ouvertures. Elles cherchent à savoir si elle y est arrivée de son gré, de quel village elle vient, quel âge a-t-elle et qui sont ses parents. Elles notifient donc l'Association des travailleurs de sexe, qui envoie une personne de confiance au domicile de la mineure pour informer ses parents ou relations de là où elle se trouve. Dans la plupart des cas, la famille est en mesure d'aller à la maison close pour sauver la fillette. Dans d'autres par contre, la famille elle-même a vendu la cette dernière à la prostitution et ne désire pas ou est incapable de l'aider.

Quand elle a commencé à sauver les jeunes filles des maisons de passe, l'Association des Travailleurs du Sexe a contacté nombre d'Organisations Non Gouvernementales (ONG) pour soutenir leur travail et aider les jeunes filles. Les ONG jouent un rôle capital dans la réhabilitation de ces jeunes filles qui sont incapables de retourner dans leurs familles.

En dépit de leurs efforts à soustraire les filles mineures des maisons closes, l'Association des Travailleurs du Sexe reçoivent très peu de soutien de la communauté locale, qui considère la prostitution comme une menace sociale. Ceci met les supérieures du travail de sexe et l'Association en danger. Les femmes comptent sur l'appui des ONG locales pour influencer les dirigeants municipaux à augmenter la protection pour les travailleurs du sexe et soustraire les prostituées en âge mineur des maisons de passe.

Cette tactique est largement efficace due à la position des travailleurs de sexe les plus âgés qui sont impliqués tant dans la surveillance du phénomène que dans sa reconnaissance. Ils ont aussi construit un puissant réseau qui peut réunir sans danger les informations et les transmettre, à travers leur association. Cette tactique intervient à l'ultime phase des abus, lorsque les filles sont déjà dans les maisons closes, elle permet leur retrait physique de la situation. D'autres groupes exploités soient les rescapés des abus domestiques, du travail ou de l'émigration forcé- seraient également en mesure d'utiliser leur expérience pour éviter à d'autre de connaître le même sort. Mais il est important de souligner qu'eux, tout comme les femmes du Bangladesh, seraient en train de s'exposer à un danger physique.

Ouvrir grandement les portes des usines : sauvetage des enfants travailleurs à travers les descentes dans les usines.

En Inde, la Coalition Sud Asiatique sur l'Exploitation de l'Enfant intervient physiquement pour sauver les enfants travailleurs.

La Coalition Sud Asiatique sur l'Exploitation des Enfants (SACCS) organise des descentes et des opérations de sauvetage pour libérer les enfants travailleurs. Une conglomération de plus de 400 groupes des droits de l'homme à travers l'Asie du Sud, SACCS vise l'éradication du travail non rémunéré des enfants.

L'Organisation International du Travail déclare qu'il existe plus de 60 millions d'enfants travailleurs non rémunérés en Inde. On leur refuse leurs droits fondamentaux à l'enfance, à l'éducation, à une rémunération juste, à des soins de santé et conditions de vie appropriés car ils sont forcés à travailler 12hrs par jour. Beaucoup d'entre eux sont maintenus comme des esclaves dans des usines où ils sont exposés au fouet et aux maladies répandues.

Depuis sa création en 1989, SACCS a abordé ce problème sur par une double stratégie qui nécessite tant l'action directe qu'indirecte. Les Opération de Sauvetage de l'Action Directe de SACCS sont des descentes organisées contre des industries reconnues comme utilisant les enfants travailleurs ou approchées par les parents dont les enfants ont été pris dans le travail forcé, SACCS organise ses propres équipes, familles et enfants volés, supporteurs locaux et quelques policiers armés uniquement de leurs matraques pour libérer de force les enfants. Ils forcent les portes des usines qui enferment les enfants pendant la nuit et les enlèvent avant que le propriétaire ne soit informé. Dans l'optique de s'assurer la protection de la police, l'administration locale est antérieurement tenue informée de l'imminente descente, mais les détails précis ne sont jamais donnés pour éviter une complicité entre l'administration et les industries.

Après la libération des enfants, leurs certificats officiels de libération doivent être obtenus de l'administration locale. Etant donné que celle-ci sympathise avec les industries cette opération peu durer un certain temps. Les enfants sont donc introduits au programme de réhabilitation de SACCS qui leurs offre une éducation gratuite avant leur retour dans leurs familles, quand ceci est possible. A travers ces actions directes de descentes SACCS a libéré plus de 65000 travailleurs de l'exploitation au cours des deux dernières décennies.

SACCS intervient directement dans les sites des abus : les usines où les enfants sont retenus comme esclaves. Non seulement leurs actions sauvent des milliers d'enfants, mais aussi créent une conscience communautaire du problème lorsqu'on parle des enfants libérés et les conditions dans lesquelles ils étaient détenus. Leurs actions rendent également impossible au gouvernement d'être les complices dans le travail des enfants. Une fois que le gouvernement prend conscience du problème et de l'action visée par SACCS, il ne peut plus protéger les industries sans être publiquement exposé. Ceci est également une tactique dangereuse qui peut avoir des répercussions pour les enfants et la communauté, obligeant les usines à occulter davantage le problème ou de se déporter ailleurs. Les membres de l'équipe de SACCS peuvent eux-mêmes être en danger physiquement et doivent prendre des dispositions pour un certain nombre de contingences. Mais quand un problème est aussi important- que ce soit l'esclavage des enfants, le trafic humain ou la détention illégale- il y a des fois où des gens suffisamment courageux prennent sur eux le danger.

Changement de tactiques

Savoir quand changer de méthode peut être aussi important que savoir laquelle utiliser en premier lieu. La Coalition Libre de Birmanie a récemment décidé de mettre un terme à sa campagne de boycott vieille de dix ans contre PepsiCo, Apple Computer, Heineken, Texaco et d'autres compagnies faisant des affaires en Birmanie- pas parce que la campagne s'est avérée inefficace ou parce que la coalition a atteint ses objectifs, mais parce qu'il était temps de changer de stratégie. **Zar Ni**, un des fondateurs, explique.

« Les boycotts ont beaucoup de potentiels pour faire du bien. Ils peuvent être comme l'artillerie lourde d'une campagne militaire : ils épuisent l'ennemi, mais le travail même est fait par les gens sur le terrain, dans le pays en question. Et une fois que vous avez handicapé votre ennemi, vous devez être prêt à assener le coup suivant.

Les boycotts ont suscité la conscience sur la situation en Birmanie et a convaincu plusieurs compagnies internationales à quitter le pays, mais ceci seul ne suffisait pas.

Nous avons officiellement mis un terme au boycott en 2003 car nous nous rendions compte de la nécessité d'une nouvelle série de tactiques pour commencer à recadrer le problème et porter notre campagne à un autre niveau. Nous nous sommes rendus compte que si les gens ne changeaient pas leur façon de raconter l'histoire de la Birmanie, nous ne sortirions pas vainqueurs. Avec le boycott comme pièce maîtresse de la campagne, l'intérêt sera toujours porté sur le régime et non sur les populations de Birmans. Nous devons porter notre attention sur les populations et notre projection vers l'avenir.

Actuellement nous sommes en train d'explorer des partenariats stratégiques avec d'autres impliqués dans des campagnes internationales des droits de l'homme. Redéfinir le problème et intégrer de nouvelles tactiques dans notre campagne ouvriront des horizons nouveaux et une nouvelle option pour nous. »

LES TACTIQUES DE PERSUASION

La tactique de persuasion est utilisée pour mettre fin aux abus des droits de l'homme sans confrontation, sans diaboliser l'agresseur ou ceux facilitant l'abus. Très souvent, les agresseurs ont juste besoin d'un soutien et de l'encouragement pour mettre un terme à leur participation dans les violations des droits de l'homme.

Pendant que les tactiques d'intervention sont souvent associées à la protestation et à la l'opposition, quelques uns des succès les plus retentissants dans la cessation de la violation des droit de l'homme ont été obtenus de la négociation et de la persuasion. A travers les pressions qui sont parfois silencieuses parfois plus visibles, les défenseurs sont à mesure d'accomplir des progrès importants en droits de l'homme très rapidement. Ces tactiques utilisent des relations de coopération avec les gouvernements et les négoce, offrant même de l'assistance pour aider à mettre fin aux abus. Elles placent les leaders respectés de la communauté au devant des négociations ou des efforts d'éducation. Elles se déroulent dans un climat de collaboration.

Les personnes et les relations sont une ressource importante à prendre en considération à l'heure de l'évaluation de la portée des tactiques à votre disposition. Qui est proche de votre objectif ? Qui le respecte ? Qui peut l'influencer ?

Le pouvoir des ondes : l'usage du pouvoir des média pour envoyer des messages destinés aux personnes en position d'arrêter les abus.

Les journalistes peuvent utiliser leur position sociale pour faire prendre conscience des abus des droits de l'homme et influencer ceux au pouvoir pour opérer des changements. Par la radio au Burundi, les journalistes ont été à mesure de persuader les dirigeants clés à arrêter les abus qui avaient cours dans les hôpitaux.

La Radio Publique Africaine a usé de son pouvoir comme entité des média pour influencer les individus et les groupes qui étaient en mesure d'améliorer la situation dans les hôpitaux burundais, où les pauvres étaient détenus contre leur volonté pour n'avoir pas honoré leur facture. Finalement, en partenariat avec les ONG locales, l'APR a fait pression avec succès sur le gouvernement pour ordonner la libération des gens retenus.

Dans un Burundi frappé par la guerre, beaucoup ne sont pas à mesure de se procurer des soins médicaux nécessaires. Sus à ce problème, un effondrement général du système dans les années 1980 a réduit la capacité du gouvernement à supporter le système de santé. Faisant face à une crise budgétaire et une dette croissante, les hôpitaux ont commencé à garder les gens qui ne pouvaient pas payer leur facture. Etant donné que les hôpitaux se voyaient fauchés par ces défaillants, ils n'ont pas considéré cet acte comme un problème d'abus des droits de l'homme.

Après avoir contacté les détenus et gagné leur confiance, l'APR leur a accordé secrètement des entretiens et a diffusé leurs témoignages. Les diffusions comprenaient des messages destinés à des groupes spécifiques et aux individus ayant le pouvoir de réparer la situation. Après la première diffusion, APR a uni ses forces aux ONG nationales et internationales, en accueillant un café presse-une conférence de presse élaborée- sur les soins de santé avec les responsables du gouvernement et d'autres personnes influentes. La discussion finale a porté sur les détentions elles-mêmes et a mis la pression morale sur le gouvernement pour réagir.

En avril 2002, le conseil des ministres a interdit la détention des personnes et ordonné la libération des personnes détenues dans les hôpitaux. Le gouvernement a aussi créé une commission pour examiner le grand problème de l'accès aux soins de santé et les réformes à la politique nationale de la santé.

Un élément clé de cette tactique a consisté en l'identification de la cible de la diffusion : quel groupe ou groupes auront le pouvoir de changer la situation dans les hôpitaux et en même temps être ouverts au message ? Dans ce cas, il s'agissait des membres du gouvernement qui étaient moralement contraints d'agir après que l'histoire soit devenue publique. Cette tactique démontre aussi la puissance des histoires. L'histoire des victimes une fois entre les mains des individus ayant accès à un podium, a changé les politiques nationales. Les tactiques auraient pu échouer, si toutefois, comme d'autres l'ont craint, si les hôpitaux se résignaient à ne plus dispenser les soins aux patients qui ont participé aux programmes radio. Cela aurait pu également abouti à un embarras pour ces patients s'il y avait quelque stigmate entourant leur maladie. Pour être une réussite, cette tactique exige que les journalistes soient engagés et désireux de travailler pour la résolution des problèmes des droits de l'homme. Dans quelle mesure est-ce que la radio peut être utilisée pour informer les populations sur les problèmes des droits de l'homme et faire pression pour un changement ?

Impliquer les leaders locaux dans l'arrêt des pratiques malsaines : Utilisation de l'influence des leaders locaux pour mettre un terme aux abus. Les tactiques des droits de l'homme

Dans la recherche des alliés dans une campagne pour mettre fin aux abus, les chefs de communauté sont un choix naturel. Ils pourraient être des chefs de tribu, des anciens, des chefs religieux, des politiciens locaux ou juste des individus avec le charisme et une influence.

La Commission sur les Droits de l'homme et la Justice Administrative au Ghana sollicite le soutien des leaders communautaires respectés – rois et reines- mères- pour traiter du problème de trokosi, un système dans lequel les femmes et les jeunes filles sont gardées dans des sanctuaires les sans leur consentement. Les familles donnent leurs filles aux sanctuaires pour expier les péchés ou les crimes commis par un membre de famille et ainsi mettre fin ou inverser l'infortune d'une famille.

La Commission a le pouvoir d'appliquer des lois contre trokosi, mais elle a opté pour cette approche tactique parce qu'elle a reconnu que la tradition est fondée sur les convictions profondément entretenues et, si elles ne sont pas transformées volontairement, elles pourraient simplement passer dans la clandestinité. Pour se préparer à la campagne, la Commission a exploré les convictions derrière trokosi et a noué une alliance avec Besoins internationaux Ghana, une ONG qui conseille et réhabilite d'anciennes victimes de trokosi. Ensemble elles ont organisé des réunions avec les victimes et les marabouts, au cours desquelles chacun est encouragé à partager son point de vue.

Les chefs locaux aident alors la Commission à mettre l'emphase sur la nécessité d'abandonner la pratique et utiliser leur position dans la communauté pour persuader les marabouts de libérer les femmes et les filles. Les cérémonies de libération réunissent la communauté pour publiquement reconnaître la décision des marabouts et aider satisfaire les besoins spirituels de la communauté. Ces cérémonies sont couvertes par les mass médias, démontrant ainsi au grand public que les chefs locaux adhèrent à la fin de la pratique. Cette tactique a libéré environ 3,000 femmes et filles. Pour plus d'informations, voir carnet de notes tactiques disponible www.newtactics.org, sous outils pour Action.

Vouloir mettre un terme à une pratique traditionnelle sans examiner les convictions sous-tendantes et les structures qui la font exister, ou sans proposer une alternative qui permet à ces convictions et structures d'être transformées, peut pousser des communautés à la cacher plutôt que d'y mettre fin. Cette tactique dépend du respect d'une communauté pour ses chefs et la volonté de ces derniers pour montrer l'exemple à suivre. Pour mettre fin à la pratique trokosi, il est essentiel que les communautés soient convaincues qu'elles n'ont pas besoin de d'abandonner leurs membres de famille aux marabouts pour expier leurs péchés. Les rites de libération et le réconfort des chefs de communautaires sont essentiels pour soulager les craintes de représailles des dieux et dans le regain de la confiance au sein de la communauté. Cette tactique pourrait être utile dans l'aide à la transformation ou à l'éradication d'autres pratiques traditionnelles ou pratiques sociales profondément encrées qui violent les droits de l'homme, comme la mutilation génitale féminine ou la violence domestique.

Le contrôle de l'argent : Examen des budgets pour révéler les déséquilibres sociaux et économiques et amener le gouvernement à les modifier.

Parfois des leaders individuels ont de l'influence morale et politique sur les gouvernements et souvent les chiffres et les données parlent d'eux-mêmes. Les études de budget peuvent révéler des déséquilibres dans l'accomplissement des droits sociaux et économiques, mais peuvent aussi être un outil pour aider le gouvernement à les rectifier et peuvent enfin tenir ce dernier pour responsable de ses engagements.

L'Unité de Budget des Enfants (CBU) à l'Institut de Démocratie en Afrique du Sud (IDASA) utilise le budget national et provincial pour révéler si le gouvernement est en train de remplir ses engagements en protégeant les droits des enfants et pour apporter les preuves et les suggestions pour rectifier les failles. La Constitution Sud africaine stipule que chaque enfant a droit à la nutrition de base, à un abri, aux soins de santé et aux services sociaux. Cependant, des millions d'enfants restent affamés, n'ont pas les moyens matériels d'aller à l'école ou recevoir des soins de santé et trouvent impossible de mener une vie saine et sécurisée.

Le CBU détermine d'abord les obligations du gouvernement sur la base de la Constitution et des engagements internationaux. Il évalue ensuite la portée de la pauvreté infantile. Ceci est suivi par une étude compréhensive des allocations et dépenses budgétaires, de l'offre des services clés aux enfants, dévoilant ainsi les priorités sociales du gouvernement. Cette analyse et la compilation des réalités budgétaires permettent au CBU d'illustrer clairement où la municipalité, la province ou le gouvernement national ne remplissent pas leurs obligations. Ceci apporte également de solides preuves et données pour faire des recommandations et mener des fortes pressions pour un changement. Dans certains cas les municipalités ne collectent même pas ces données mais acceptent les informations fournies par l'IDASA comme un moyen pour améliorer leur propre travail.

Cette tactique a donné lieu à une nouvelle législation, de meilleures relations avec les institutions clés du gouvernement, certaines qui à présent demandent des renseignements du CBU. La tactique s'est répandue à travers la planète, avec des unités de suivi semblables ouvertes dans certaines régions d'Asie, d'Amérique du Sud et à travers le continent Africain.

Pour plus d'informations, voir carnet de notes tactiques disponible sur www.newtactics.org.

Sous outils pour action. Pour superviser les programmes gouvernementaux, le CBU a rassemblé les informations dont le gouvernement même était incapable ou ne désirait pas obtenir. Cette tactique fusionne deux discours historiquement séparés- de l'analyse budgétaire et des droits de l'homme- pour améliorer la transparence budgétaire, la responsabilité et les pratiques de bonne gouvernance. Au lieu de devenir un adversaire, le CBU amène le gouvernement d'accepter, utiliser et même demander ces données dans l'optique d'améliorer les vies des enfants dans la communauté. Le CBU garde également son rôle de surveillance pour s'assurer que les renseignements rassemblés sont crédibles et peuvent être utilisés par les lobbies des droits de l'homme du pays. Pour y arriver, le CBU a besoin d'accéder aux budgets, qui pourraient ne pas être disponibles dans les sociétés moins ouvertes. La première étape dans l'utilisation d'une telle tactique, est donc de s'assurer que les lois locales donnent accès public aux informations portant sur le budget et ensuite de faire pression pour y accéder s'il n'existe pas de lois.

Cette tactique peut être utilisée pour le suivi des engagements du gouvernement et des municipalités, des donateurs de fonds, de l'aide étrangère et des politiques de stratégie de réduction de la pauvreté, tout comme les conditions auxquelles le gouvernement doit adhérer pour réussir à toucher une catégorie de donateurs de fonds des institutions comme la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International.

L'approche budgétaire peut aussi révéler quel progrès est fait à grande envergure sur les problèmes des droits de l'homme y compris les droits d'incapacité, de l'éducation, du logement et de la santé.

« Le budget constitue le plan d'action du gouvernement pour offrir une vie meilleure à nos populations. Il définit ce que vous payerez comme taxes, comment nous dépenserons l'argent et ce que nous réaliserons. C'est une synthèse de toutes les politiques gouvernementales. Le budget est notre lien à la nation. »

- Trevor Manuel, Ministre des Finances, Afrique du Sud

Rendre plus civilisé les bureaucrates : renforcer des rapports de collaboration avec les membres du gouvernement pour promouvoir le changement de l'intérieur le système.

Une organisation russe a montré que les tactiques de persuasion peuvent promouvoir le changement de l'intérieur. Autrement dit, vous pouvez attraper plus de mouches avec du miel qu'avec du vinaigre.

Surveillance Citoyenne identifie les responsables démocratiques russes qui sont d'un grand soutien aux droits de l'homme et à la réforme et leur fournit des opportunités de renforcer les processus démocratiques en Russie. L'héritage du gouvernement soviétique et du totalitarisme a laissé des conditions extrêmement défiantes pour le développement de démocratie en Russie. Les responsables gouvernementaux n'avaient aucune expérience en l'ouverture envers public, une pratique essentielle dans une démocratie.

Surveillance Citoyenne contrôle soigneusement les actions de principaux membres du gouvernement, y compris des individus au le Ministère de l'Intérieur, à la police et dans le système judiciaire. Ils identifient alors les membres qui démontrent un intérêt pour un gouvernement plus démocratique et un soutien en faveur des droits de l'homme - les gens qu'ils croient aussi seront ouverts au changement - et adaptent leurs approches la taille de chaque individu, étant toujours respectueux et d'un grand soutien.

Dans certains cas, ceci demande la traduction de documents internationaux qui soutiennent la démocratie et le respect des droits de l'homme ou sont autrement utiles pour le travail du bureaucrate. Dans d'autres, Surveillance Citoyenne invite les responsables de l'étranger pour les séminaires ou soutient le voyage des responsables russes pour rencontrer des collègues dans d'autres pays. Pendant le règne soviétique, peu de responsables avaient des opportunités de voyager et apprendre du travail démocratique de collègues à l'étranger. Surveillance Citoyenne utilise donc le voyage et les opportunités d'échange pour former les membres du gouvernement et les attirer pour rechercher activement le changement.

L'espoir du groupe est que l'accès à ces documents internationaux et l'exposition aux collègues internationaux aideront à illustrer les possibilités et même le prestige, dans la collaboration gouvernementale avec les citoyens et dans le travail pour soutenir des droits de l'homme. Il fournit aussi aux membres du gouvernement les renseignements concrets et les exemples de façons d'améliorer le gouvernement et les droits de l'homme dans leur propre pays.

Comme suite à ces efforts, Surveillance Citoyenne a formé de nombreux rapports de collaboration avec les membres du gouvernement et les institutions. Approcher ces derniers dans divers terrains en les soutenant dans leurs efforts de réformer leurs départements, aider à renforcer la société civile et créer un rapport plus démocratique entre les agences gouvernementales et la communauté.

Pour plus d'informations, voir carnet de notes tactiques disponible à www.newtactics.org, sous outils pour Action.

Surveillance Citoyenne essaie de rappeler aux responsables qu'ils sont d'abord des citoyens, avec les droits constitutionnels qui doivent être respectés et c'est seulement après qu'ils sont au service du gouvernement. Ce que nous pouvons apprendre de Surveillance Citoyenne est que, même dans les systèmes gouvernementaux sans tradition de s'engager avec le public ou de travailler dans une démocratie, il y a des ouvertures pour un changement. D'autres organisations espérant profiter de telles ouvertures dans leurs pays auront besoin de tenir en esprit que cette approche exige un haut niveau de talent diplomatique individuel, avec une assez grande réserve de ressources. Ces aptitudes et ressources

diplomatiques sont aussi essentielles à un autre aspect clé de la tactique : offrir un soutien continu à ceux qui veulent vraiment votre aide pour aller de l'avant en matière des droits de l'homme. EN LIGNE Quelle approche tactiques pouvez-vous utiliser pour changer des adversaires (ou les adversaires potentiels) en alliés ?

« D'importantes traditions autoritaires ne meurent pas facilement et quelquefois prennent le dessus pour un temps, nous reléguant au bas de l'échelle. Par exemple, en mars de 2004 Surveillance Citoyenne, avec les juges de paix de plusieurs régions russes, a organisé une conférence de deux jours pour discuter des problèmes de créer des cours de justice dans le nord-ouest russe et d'autres régions. Nous avons invité deux ou trois juges de Cour suprême qui, à notre connaissance, avaient été très actifs dans ce processus, tout comme les administrateurs de Saint-Pétersbourg et d'autres centres démographiques dans la région. Deux semaines avant la conférence, nous avons été informés que les supérieurs de la Cour Suprême avaient défendu aux juges de participer à notre conférence ou à n'importe quels événements organisés par les ONG. Mais les juges locaux se sont montrés méritants du statut indépendant que l'on leur a donné en 1992 : Ils se sont fait remarqués au cours de la conférence, qui s'est tenue dans la Cour de justice de La ville de Saint-Pétersbourg - aussi un supporter de l'initiative. Les juges qui sont venus étaient assez braves pour dénoncer publiquement leurs supérieurs –donnant la preuve que nous n'avions pas travaillé en vain. »

- *Boris Pustintsev, Citizens' Watch, Russia*

Pouvoir de l'actionnaire : Présentation des résolutions d'actionnaire pour faire pression sur les compagnies d'adopter des pratiques commerciales plus socialement responsables, en incluant des politiques et pratiques complètes des droits de l'homme.

Les actionnaires et les investisseurs sont souvent donnés comme les acteurs potentiels qui peuvent améliorer les protections des droits de l'homme dans les entreprises.

Le Centre Interconfessionnel sur la Responsabilité D'entreprise (ICCR), une coalition de 275 investisseurs institutionnels basés sur la foi en Amérique du Nord, promeut des résolutions d'actionnaire pour changer des politiques et pratiques d'entreprise injustes ou dangereuses. Dès 2003, la totalité réelle du portefeuille des organisations membre ICCR a été estimé à environ \$110 milliards.

Les membres d'ICCR examinent la performance sociale et environnementale des compagnies dans lesquelles ils investissent. Au lieu de vendre le stock de compagnies dont les pratiques sont dangereuses, ICCR utilise leurs possessions financières comme un instrument pour forcer les compagnies à changer leurs pratiques.

Comme actionnaires, les membres d'ICCR adoptent les résolutions des problèmes sociaux par vote au sein de la compagnie au cours des réunions annuelles. Dans un exemple, neuf institutions affiliées à ICCR- co-led une résolution d'actionnaire avec la banque issue de la fusion et plusieurs autres institutions. La résolution a poussé Unocal à adopter de nouvelles politiques pour toute la compagnie, basées sur la Déclaration des principes fondamentaux et droits du travail (ILO) de l'Organisation Internationale du Travail et ont été soumises aux actionnaires Unocal en 2002. Les actionnaires ont soutenu que l'image d'Unocal était ternie à cause des pratiques commerciales discutables dans son projet de pipeline birman et que ceci décourageait d'investir dans Unocal. La résolution proposée a reçu le plus grand nombre de voix sur procès-verbal dans le soutien des droits de l'homme et de travail, proposition faite par les actionnaires et qui a attiré l'attention du Conseil d'administration et de la Direction. En 2003, Unocal a adopté des politiques basées sur la déclaration ILO. En 2004, après les membres d'ICCR a mené une résolution, Occidental Petroleum a accepté d'adopter une politique complète des droits de l'homme. ICCR publie un Livre de Résolutions Par procuration annuelle comportant les résolutions des actionnaires cette année pour que les directeurs puissent prendre des décisions raisonnées du scrutin par procuration et les investisseurs peuvent voir des tendances dans la responsabilité d'entreprise.

Chaque année les institutions membres d'ICCR soumettent plus de 100 résolutions d'actionnaire sur les questions sociales et de l'environnement. Dans beaucoup de cas, ces résolutions ouvrent la porte aux négociations entre les investisseurs religieux et les directions des compagnies.

Pendant que les résolutions d'actionnaire ne se lient pas sur les compagnies, ils provoquent vraiment l'action de compagnie quand ils reçoivent le soutien d'un nombre substantiel d'actionnaires. ICCR a été capable de se faire entendre sur des questions importantes depuis 1971. Aussi d'une manière importante, sa tactique donne aux gens plus d'opportunités de participer à l'avancement des droits de l'homme en changeant la façon dont ils investissent.

Procès fictifs : Organisation des simulacres de procès pour faire prendre conscience des abus des droits de l'homme et influencer la politique officielle.

Nous n'avons pas à attendre la cessation d'une forme particulière de violation des droits de l'homme pour en faire une histoire de guérison, de réconciliation et de mobilisation de l'opinion publique. Au Nigéria, un groupe a convoqué un procès fictif centré sur les droits de la femme.

BAOBAB pour les droits de la femme ensemble avec le Centre de Documentation et de Développement de Ressource Civile ont organisé le tout premier procès national sur les violences faites aux femmes. Organisé en mars 2002 à Abuja, la capitale du Nigéria, le procès était non officiel et non soumis à la loi, mais le témoignage était vrai. Trente trois femmes ont témoigné, partageant leur expérience pour aider le public à prendre connaissance des abus dont sont victimes les femmes dans leurs domiciles, leurs communautés et sous le gouvernement, sans oublier le harcèlement sexuel, la violence domestique, les viols et les mutilations génitales.

Les juges au procès, tous des Nigériens, étaient choisis en fonction de leur prééminence et de leur intérêt pour les droits de la femme. Ce sont deux juges, l'un étant juge à la cour Suprême, ancien ambassadeur, membre de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et ancien avocat général. Le procès était public et les organisateurs ont pris le soin d'inviter des journalistes, la police, des commissaires, des législateurs et des observateurs internationaux. Les diverses formes d'abus des droits de l'homme étaient regroupées dans différentes sessions. Le panel de juges a écouté les témoignages et posé des questions et s'est retiré en privé. Ensuite, au lieu de prononcer une sentence, ils ont fait des recommandations de politique officielle.

Le procès et la couverture médiatique tout autour ont suscité une profonde conscience publique, les abus contre les femmes existent et ils sont profonds. Ceci a facilité l'adoption d'une loi sur différents problèmes touchant les femmes a fait avancé un projet de loi national sur les femmes.

Pour plus d'informations voir carnet de notes tactiques disponible à www.newtactics.org. sous outils pour action.

Etant donné que les procès ne peuvent susciter d'attention que lorsque l'information passe au grand public, le succès de BAOBAB avait besoin d'une bonne stratégie médiatique, accompagné d'un leadership solide et une évaluation perspicace de leurs besoins politiques. BAOBAB a choisi par exemple de ne inviter aucun expert international pour servir de juge, dont le gouvernement nigérian ne pourra se prévaloir d'aucune raison pour considérer les conclusions du procès « d'ingérence extérieure. » d'autres qui aimeraient passer par cette tactique auront besoin de proportionner minutieusement la mise en scène et la portée de leur procès afin d'impacter le plus profondément possible l'audience cible. De tels procès ont été utilisés dans beaucoup de communautés dans plusieurs régions du monde pour un certain nombre de buts, à l'exemple de la reconnaissance des abus et la prise de conscience.

« Trouver des personnes pour témoigner était un véritable défi, aussi bien que le processus de conseil et d'encouragement. Certaines personnes ont des croyances religieuses et culturelles qui les ont empêchées de raconter leurs histoires. D'autres ont eu peur de voir leur identité dévoilée. La peur la plus courante était celle de savoir ce que penserait d'eux leur communauté après leur témoignage au public. Ils avaient peur d'être rejeté par leur communauté. Nous avons répondu à toutes ces préoccupations en les déguisant pendant leur témoignage. » - *Mufiliat Fijabi, BAOBAB, Nigéria*

LES TACTIQUES DE MOTIVATION

Les tactiques dans cette section facilitent extrêmement le choix de la bonne action aux gens en leur offrant une motivation. C'est le cas avec les parents, les hommes d'affaires et les consommateurs. Quand les parents ressentent la nécessité d'envoyer leur enfant travailler afin de survivre, un soutien financier peut plutôt les motiver à envoyer l'enfant à l'école. Quand les affaires sont tentées par une main-d'oeuvre bon marché par l'embauche des enfants, elles peuvent être amenées à ne pas agir de la sorte si leurs prêts sont liés aux pratiques du travail ou si un marché bénéfique pour les marchandises produites humainement voit le jour. Quand les commerces cherchent à se faire une marque, ils peuvent trouver une motivation supplémentaire à défendre les droits de l'homme dans une génération de consommateurs qui sont loquaces au sujet de leurs valeurs.

Les tactiques comprises dans cette section requièrent toutes une motivation financière, mais d'autres choses peuvent également être fortement motivateurs- la reconnaissance, le prestige et le fait de se retrouver dans la communauté internationale, peuvent par exemple motiver et les populations et les gouvernements.

De la rue à l'école : donner aux parents les moyens d'envoyer les enfants à l'école et non au travail.

La pauvreté est l'une des principales causes au travail des enfants. Beaucoup de familles aimeraient envoyer leurs enfants à l'école, mais sont incapables de le faire car elles ont besoin des recettes que peut générer le travail de ce dernier. Un programme a été créé au Brésil pour apporter un soutien économique aux familles, ce faisant offre une éducation à leurs enfants.

Le programme Bolsa Escola au Brésil offre aux familles un revenu mensuel régulier fixe pour que les enfants aillent à l'école au lieu de travailler dans les rues. Le programme qui a commencé dans la ville de Brasilia, a été créé à partir du slogan selon lequel les enfants travailleurs d'aujourd'hui seront les pauvres adultes de demain.

Bolsa Escola est devenu un programme fédéral en 2001. Il est géré par le Ministère de l'Education. Les familles choisies reçoivent des salaires mensuels et des cartes ATM (cartes bancaires électroniques) qui leurs permettent d'accéder directement au revenu mensuel régulier fixe. Elles doivent remplir les critères ci-après : les enfants doivent être âgés entre six et 15 ans et ne doivent pas s'absenter de l'école plus de deux jours par mois, chaque adulte chômeur de la famille doit être inscrit au Système National de l'Emploi (SINE) et rechercher activement un emploi, et la famille doit avoir vécu au Brésil pendant au moins cinq ans. La famille reçoit le traitement pendant une durée minimale de deux ans et de huit ans au maximum. Si un enfant ne remplit pas le taux d'assistance obligatoire au cours, le revenu du mois est retenu.

Outre la lutte contre la pauvreté et l'encouragement à une éducation complète pour les enfants, cette tactique a considérablement diminué le nombre d'enfants travailleurs tout comme celui de l'abandon de l'école. A ce jour, Bolsa Escola a aidé les familles de 8.289.930 enfants. A la création du programme fédéral, Bolsa Escola est devenu le programme social le plus répandu dans le monde.

Souvent, les familles sont complices dans l'usage de la main-d'oeuvre des enfants- à cause des besoins et non par choix - cette tactique leurs offre une alternative. L'établissement des cartes qui ressemblent aux ATM et peuvent être utilisées comme telle aide aussi le bénéficiaire à éviter les stigmates associés à la pauvreté et à l'assistance publique. Cette approche exige des ressources financières importantes et nécessite aussi beaucoup d'administration et de coordination parmi les différentes agences et institutions. Quels stimulants, en plus de l'argent, motiveront vos adversaires ou vos alliés potentiels ?

Liens entre prêts et droits de l'homme : l'octroi des prêts aux conditions favorables aux propriétaires de petits commerces, pourvu qu'ils n'emploient pas le travail des enfants.

Un groupe au Bangladesh offre aux communautés une alternative à l'emploi du travail des enfants, en accordant des prêts aux conditions favorables aux commerçants qui acceptent de ne pas embaucher des enfants.

La Commission d'Avancement Rural du Bangladesh (BRAC) gère le Programme d'Octroi et d'Assistance à la Micro Entreprise (MELA) qui accorde des prêts aux conditions favorables aux petits commerces qui normalement ne seraient pas à mesure de faire des économies, pourvu qu'ils acceptent de ne pas employer des enfants.

Le programme d'octroi offre des crédits aux nouveaux ou petits commerces déjà existants qui affichent un avenir plutôt encourageant, c'est l'exemple avec les entreprises du textile, de l'agro alimentaire, des services et du secteur des transports. Les emprunteurs sont souvent avides des prêts qui varient entre 300 et 3500 dollars US avec 15% de charge de service. Le montant du prêt moyen est de 1000 dollars US. Les emprunteurs acceptent ces conditions car les banques classiques n'acceptent pas de faire des prêts aux populations rurales et exigent des remboursements en montants forfaitaires au lieu des versements mensuels égaux. Les emprunteurs remboursent leurs prêts sur une période de un à deux ans.

BRAC suit également les activités de ses débiteurs pour s'assurer qu'ils respectent les termes de leurs emprunts et un personnel du terrain est préparé à prendre des actions immédiates au cas où on constaterait quelque violation des droits de l'homme qui soit, sans tenir compte de l'implication ou non d'un emprunteur BRAC.

Depuis son commencement en 1996, le programme a accordé des prêts à plus de 45000 personnes au Bangladesh, toutes étant des personnes qui n'emploient pas le travail des enfants. Simultanément, le programme crée de l'emploi en injectant des capitaux nouveaux dans le commerce local, suscite la conscience sur le problème du travail des enfants et réduit la pratique en la matière.

La motivation ici est évidente : BRAC a identifié le besoin et le comble tout en faisant connaître ses exigences du respect des droits de l'homme. Cette tactique peut être utilisée dans d'autres situations où il existe une connexion entre l'activité financière et les droits de l'homme, tel que veiller contre la discrimination, garantir des salaires équitables ou créer des conditions de travail sécurisées. Les prêts en soi doivent être suffisamment attrayants pour constituer une motivation, peut-être en présentant un taux d'intérêt bas ou des conditions de remboursement meilleures que ce qu'offrent les banques classiques.

Etiqueter pour mettre fin au travail des enfants : Création d'un marché pour soutenir les biens honnêtement produits.

Quelques fois les consommateurs, les créanciers, les actionnaires et d'autres qui se trouvent loin de la scène des abus même- de l'emploi du travail des enfants, des pratiques malhonnêtes du travail, de la dégradation environnementale dans un autre pays- sont motivés à changer leur comportement ils pourraient également penser qu'ils n'ont pas d'autres solutions ou qu'ils ne disposent pas d'informations pour opérer des choix humains et justes. Une fondation fournit aux gens qui se trouvent loin des sources des leurs produits achetés des informations et des alternatives dont ils ont besoin pour opérer des choix qui défendent les droits de l'homme.

La marque Rugmark qui affiche un visage souriant sur un tapis est devenue la marque déposée pour une initiative pleine de promesse pour identifier et promouvoir les tapis fabriqués manuellement sans le travail des enfants. La Fondation Rugmark accorde des licences aux exportateurs de tapis qui acceptent de ne pas utiliser la main d'oeuvre des enfants et qui volontairement se soumettent à un système de surveillance qui comporte des inspections surprises et une vérification générale des registres d'exportations et les ateliers de tissage. Les enfants découverts en train de travailler illégalement au cours des inspections sont réhabilités et envoyés à l'école par Rugmark.

La Fondation applique un processus d'enquête en trois étapes
1-l'approbation de la licence après une série de vérifications. Les inspecteurs sont recrutés et formés par la Fondation Rugmark et les mesures sont prises pour s'assurer que l'enquête est menée correctement. Soit les inspecteurs approuvent les fabricants ou, à la suite de la découverte de l'emploi du travail des enfants, ils leurs accordent un temps déterminé pour mettre un terme à la pratique.
2-les inspections surprises et au hasard, seulement après quoi, les tapis fabriqués au cours de cette période seront validés,
3-suivre à la trace les tapis, processus par lequel chaque tapis Rugmark peut être suivi à la trace par le fabricant, la localisation et l'exportateur.

Rugmark a relevé certains défis dans ses efforts. De par l'éparpillement des lieux de tissage en Inde, les inspections régulières sont difficiles à conduire. La structure de l'entreprise n'est pas uniforme. Pendant que certains exportateurs sont très proches des ateliers de tissage, beaucoup emploient des intermédiaires, rendant ainsi difficile le renforcement de l'élément du suivi à la trace du processus de certification. Néanmoins, au-delà de 4000 enfants en Inde, Pakistan et Népal ont été réhabilités à travers les programmes Rugmark et à partir des gains de publicité générés par la Fondation, des milliers d'autres enfants ont été sauvés des ateliers de tissage des tapis.

Comprendre qu'il existe une demande croissante pour les produits fabriqués sans la main d'oeuvre des enfants, est essentiel au succès de Rugmark. Étant donné que la Fondation traite avec les importateurs de tapis et non directement avec les consommateurs, Rugmark doit convaincre les importateurs qu'ils existe un marché pour ces tapis. Les importateurs de tapis Rugmark payent, en plus du coût des tapis, 1.75% de redevance sur le total annuel du coût des importations, dont une partie est destinée au programme de réhabilitation et à l'éducation des enfants. En retour, Rugmark fait la publicité des revendeurs de son tapis. Ces revendeurs sont mentionnés dans un manuel d'informations de Rugmark et au cours des événements où Rugmark joue un rôle, telle que la Journée Mondiale contre le Travail de l'Enfant. Les revendeurs sont également dotés du matériel de promotion expliquant l'importance d'acheter les tapis Rugmark.

La Fondation informe les importateurs et les revendeurs que vendre les tapis certifiés non seulement leur permet de satisfaire les clients qui désirent acheter uniquement les tapis non issus du travail des enfants, mais aussi améliore l'image publique de leurs commerces. Le label Rugmark tout comme beaucoup d'autres, créés au cours de la décennie passée, donnent aux consommateurs des informations dont ils ont besoin dans l'optique de ne pas contribuer aux abus des droits de l'homme. En même temps, elle réveille la conscience sur les problèmes liés à un produit particulier, et crée la demande des produits fabriqués et commercialisés en respectant les droits de l'homme. Puisque les producteurs ont envi d'accéder à ce marché, ils sont motivés à participer.

De tels programmes courent le risque de dilution de la signification de leur « marque » s'ils ne sont pas associés à un processus de suivi stricte et convenable- qui peut s'avérer compliqué et dense en ressource. Ils peuvent aussi avoir besoin d'être utilisés en conjugaison avec d'autres tactiques d'éveil de conscience afin d'informer les consommateurs et les producteurs et les convaincre qu'ils ont une raison de se sentir concernés dans le processus de production.

L'exemple des entreprises : concentrer toute les étapes dans le processus de production dans les moyens pour faciliter le suivi et l'élimination du travail des enfants

Reebok est l'une des marques la mieux connues dans le monde des affaires, une marque qui a été partiellement protégée par les efforts de la compagnie à défendre les droits de l'homme à travers un suivi.

En 1996, Reebok International a initié un programme de suivi d'entreprise, étiquetage de produits et d'éducation pour empêcher le travail des enfants dans la production des ballons de foot fabriqués au Pakistan.

On estime que 20% des ouvriers dans la fabrication des ballons à Sialkot, Pakistan, sont des enfants. Les normes des droits de l'homme de Reebok exigent que les travailleurs dans les entreprises soient âgés au moins de 15 ans ou plus, tout dépend des lois locales en application.

Quand il est entré dans le marché du football, Reebok a agi en vue de la lutte contre le travail des enfants en concentrant toute la production et même la couture dans une seule entreprise de fabrication du produit à Sialkot. Tout le travail est fait sur un site et n'emploie pas la main d'œuvre des enfants. Des moniteurs inspectent la structure de production périodiquement, par des entretiens qu'ils accordent aux travailleurs et d'autres inspecteurs de supervision qui contrôlent l'embarquement dans et hors des usines. Ils gardent aussi des rapports avec la communauté locale et les villages voisins pour confirmer qu'aucun ballon Reebok n'est conçu hors de l'usine, les ballons de foot sont donc étiquetés « garanti », fabriqués sans l'apport des enfants. Ceci permet aux consommateurs de choisir en tenant compte de la manière dont le ballon de foot est fabriqué et suscite la conscience sur le travail des enfants dans l'industrie de la fabrication du ballon de foot.

Comme conséquence de concentration de la production à des endroits où on n'assiste pas au travail des enfants, Reebok a été à mesure de produire des dizaines de milliers de ballons de foot sans l'aide des enfants.

En 1997, la Fondation a créé le Programme d'Assistance à l'Education au Pakistan (REAP) et a alloué 1000 000 de dollars US issus de la vente des ballons, au soutien de l'éducation locale dans la région où les ballons sont fabriqués. En 1997, Reebok a rejoint la Société d'Avancement de l'Education en Sialkot pour créer l'Institut Chanaan qui travaille avec les familles locales pour inscrire les enfants dans les écoles et les sortir des pôles de travail.

Reebok a découvert un marché pour les produits fabriqués sans main d'œuvre des enfants et a décidé de l'occuper. Pendant plusieurs années, on a suscité la conscience publique sur le problème. En sa qualité d'entreprise multinationale avec une part de marché importante, Reebok occupait une position unique pour influencer l'entière chaîne de production et de distribution de ses produits. C'est un aspect important de cette tactique. Le nombre croissant des étapes entre la matière première et le consommateur dans une économie mondiale rend difficile le suivi des abus des droits de l'homme. Reebok s'est rendu compte qu'il avait besoin de consolider ces étapes afin d'assurer que les produits étaient fabriqués sans l'apport des enfants. La tactique d'étiquetage peut être utilisée pour combler la demande de marché pour des produits « travail honnête », produits pour lesquels les producteurs sont payés un juste prix, les bien fabriqués dans des usines où les ouvriers reçoivent un salaire juste, ou les produits sont fabriqués ou produits dans un environnement amical. Y a-t-il des commerces qui peuvent de façon inespérée être des alliés pour ton combat ?

LES TACTIQUES DE RESTAURATION

De 1980 à 2000 plus de 70,000 personnes au Pérou ont disparu ou ont été assassinées. La plupart des victimes étaient issues de familles rurales pauvres qui étaient largement exclues de la vie économique et politique. La communauté des droits de l'homme au Pérou a porté ce problème à l'attention des mass médias, du grand public et des organisations internationales, d'où la création de la Commission de Réconciliation et Vérité au sein de laquelle j'ai eu le privilège de travailler.

La Commission, qui a publié son rapport final en août de 2003, a poussé l'Etat à ne plus ignorer les appels pour la justice des familles des disparus. Son travail, bien qu'étant une victoire pour les droits de l'homme, n'était que la première étape d'un plus grand processus de restauration des droits et de justice pour toutes les populations au Pérou.

Dans ce chapitre on parle des personnes et des organisations, à l'instar de la Commission de Réconciliation et Vérité, qui ont pris part au processus de restauration de la justice et reconstruction des communautés après d'horribles abus des droits de l'homme. Certains ont enregistré les abus, rendant impossible à l'Etat ou la société de les ignorer. Certains ont aidé à guérir des communautés et des individus ayant subi des torts causés par les abus. D'autres ont recherché la justice tant pour les victimes que pour les auteurs des abus. Le travail de la Commission a consisté en la punition des auteurs des abus et l'obtention des réparations tant collectives qu'individuelles pour les victimes, et veiller à ce que les crimes commis ne se reproduisent plus. Les réparations sont une partie cruciale de ce mélange au Pérou, tant parce que le gouvernement péruvien doit une dette aux victimes qu'il a manqué de protéger, que parce que les réparations aideront à restituer les droits de tous les membres de la société péruvienne. D'autres groupes ont utilisé d'autres tactiques pour obtenir la justice pour leurs communautés. J'espère que vous trouverez beaucoup d'entre elles utiles pour vous dans votre travail.

- Sofia Macher Ancien Membre, Commission Vérité et Réconciliation, Ancien Directeur exécutif,
Coordinateur national des Droits de l'homme, Pérou.
Réparateur

Même quand les violations des droits de l'homme cessent – à la fin de la guerre ou à la chute de l'ancien régime, à la libération des victimes ou à leur fuite, ou simplement l'écoulement du temps- il y a toujours la nécessité d'un travail créatif en matière des droits de l'homme. L'impact des abus des droits de l'homme s'étend au-delà de la souffrance immédiate : il peut détruire le leadership dans une communauté, causer le déclin économique et éroder la société civile.

Un silence peut diminuer ce qui empêche les victimes, les familles et les communautés de reconstruire le leadership et les structures sociales, empêche des auteurs des abus d'être traduits en justice et empêche les communautés à se réconcilier et progresser. Les tactiques décrites dans ce chapitre ont toutes été utilisées pour rechercher la guérison, la justice et la réconciliation pour les victimes et les communautés, reconstruire le leadership, et promouvoir une vision pour une société libre et juste.

D'habitude, on distingue une justice reconstituante de la punitive, où la reconstituante met l'emphase sur la cicatrisation des blessures des victimes, des auteurs des abus et des communautés et la punitive insistant sur la sanction des auteurs et la réparation pour les victimes. Les deux approches sont utiles et essentielles au travail de reconstruction et de restitution d'une communauté endommagée et toutes les deux sont incluses ici.

En même temps qu'elles sont tournées vers le passé, ces tactiques jouent un rôle important dans la prévention des abus dans l'avenir. Elles ont été utilisées pour renforcer des communautés endommagées; faire tomber l'impunité qui protège les agresseurs; punir ces derniers et faire comprendre qu'à l'avenir les abus ne seront plus tolérés, et tenir une fiche des abus qui reconnaît et valide les peines endurées par les victimes et leurs familles, et enregistrer les types d'abus qui peuvent nous aider à éviter d'autres à l'avenir si nous sommes vigilants.

Les tactiques dans ce chapitre sont divisées en trois sections :

1. Rappel des abus – tactiques qui révèlent la nature et la portée des abus, ou les identités des auteurs ou des victimes.
2. renforcements des individus et des communautés - tactiques qui emploient des interventions de santé mentale, la réhabilitation et d'autres techniques pour guérir des individus et des communautés.
3. Réclamation de réparation - tactiques qui recherchent la justice par un jugement du tribunal, les sanctions, les réparations ou autres moyens.

SOUVENANCE DES ABUS

Il serait très facile d'oublier les abus dont nous entendons parler, témoignons et expérimentons, mais alors nous laissons les blessures ouvertes et une voie libre aux abus futurs. Les tactiques dans cette section consistent en l'établissement d'une fiche permanente et publique des abus et leurs types. Sans une telle fiche publique, la mémoire disparaîtra, car les documents existants peuvent être dispersés ou cachés dans les profondeurs de la bureaucratie. Les dossiers concernant les abus des droits de l'homme ont aussi une tendance «à disparaître» quand ils ne sont pas conservés. Là où il n'existe pas de documentations, les efforts spéciaux peuvent être nécessaires pour les déterrer, les préserver et les rendre publiques. Dans des situations où le meilleur ou seulement les documents reposent avec les corps enterrés dans des endroits inconnus ou des charniers, d'autres tactiques mettent en œuvre des aptitudes médicolégales spécialisées. Dans d'autres cas les faits d'abus sont déjà connus du public - peut-être il s'est produit un peu davantage dans le passé - mais les gens risquent d'oublier ce qui est arrivé. Ces mécanismes gardent non seulement la mémoire fraîche, mais la rendent aussi pertinente. Et dans plusieurs situations ci-dessous, où l'abus a été répandu et envahissant, des commissions publiques et des tribunaux donnent aux victimes, leurs familles et, dans certains cas, les auteurs, la chance de raconter leurs histoires.

L'ouverture des dossiers qui contiennent des renseignements sur les violations des droits de l'homme - surtout les morts, la torture et les disparitions - au grand public peut viser plusieurs objectifs. Elle peut apporter aux familles des victimes un sens «de fermeture», en l'aidant à oublier le passé et repartir sur de nouvelles bases ou exécuter les rites traditionnels dans leur culture. Elle aide aussi des familles à rassembler des renseignements pour constituer un dossier solide pour les procès contre les agresseurs. Les fiches publiques peuvent être un mémorial visible et tangible, constituant un point d'intérêt pour les discussions publiques et devenir en quelque sorte un moyen d'expression pour les sans voix.

Rappel des abus Réponses aux Familles des Victimes : la conservation des registres d'abus pour promouvoir la guérison et la justice.

Un groupe au Cambodge a documenté des abus du génocide de Khmer Rouge et a rendu accessibles au publique les archives des abus, en préservant la mémoire de ceux affectés par le génocide et ceux qui l'ont commis.

Le Centre de Documentation du Cambodge (DC-Cam) recueille des dossiers des victimes et des auteurs des abus du génocide au Cambodge afin que familles et amis apprennent le sort précis des disparus. En même temps, DC-Cam rassemble les évidences juridiques possibles qui peuvent être utilisées contre les anciens chefs Khmer Rouge devant les tribunaux.

Le système de suivi de dossier de la famille DC-Cam, aide les familles des victimes et des auteurs des abus à découvrir le sort de leurs personnes aimées en cherchant les détails gardés par le régime Khmer Rouge (1975-1979). DC-Cam a quatre bases de données qui contiennent des centaines de milliers de pages de documents pertinents, photographies et entretiens. Son projet de cartographie a utilisé la technologie GPS pour identifier 19,466 charniers, 168 prisons et 77 mémoriaux du génocide dans 170 districts du Cambodge et presque toutes les provinces du pays.

Même si assez souvent les familles se rendent à l'évidence que les membres de leur famille ont été exécutés par le Khmer Rouge, elles arrivent toujours à trouver soulagement sachant exactement ce qui s'est passé, et la communauté peut commencer à guérir du traumatisme du génocide. Les archives révèlent de temps à autre la localisation des restes du disparu, en permettant à une famille d'exécuter les rites nécessaires pour l'esprit de la victime. Environ 80 pour cent des familles qui viennent au centre se renseigner sur leurs personnes aimées, repartent avec les réponses quant à ce qui est arrivé.

Le but ultime de DC-Cam est de maintenir vivante la mémoire du génocide, en aidant les populations du Cambodge à rechercher la justice et construire un avenir prometteur et empêcher que de telles atrocités ne se reproduisent plus jamais.

La tactique de DC-Cam a été très efficace au Cambodge, où la population a subi des abus graves, pendant longtemps. D'autres pays sortant de longues périodes d'abus pourraient bénéficier de l'expérience du groupe.

Pour créer un entrepôt central de renseignements, un groupe doit chercher à savoir comment ou si les auteurs ont laissé des documents écrits ou des preuves et peut être, amener à procéder par des exhumations et un travail médico-légal (voir la page 91). Au Cambodge, le génocide a visé la classe instruite et a détruit le système judiciaire, par conséquent, les renseignements ne pourraient être exploités que si le système a été reconstruit. Comment pouvez-vous documenter l'histoire des abus dans votre communauté ? Comment pouvez-vous l'utiliser pour promouvoir la guérison et la justice?

L'ouverture des Archives de Terreur : promotion de la justice en exerçant une influence sur les droits juridiques afin d'accéder aux dossiers de victimes.

Au Paraguay, Centro de Documentación y Archivo (le Centre pour la Documentation et les Archives ou CDyA) profite d'une loi qui donne aux anciens prisonniers le droit habeas data- le droit de contrôler des documents se rapportant à leurs propres cas - pour créer des «archives de terreur.»

Centro de Documentación y Archivo (CDyA) a ouvert les dossiers de la police au public après les 35 années de dictature militaire du pays.

La constitution du Paraguay, comme celle de cinq autres pays latino-américains, inclut le droit habeas data : le droit des anciens prisonniers de contrôler toutes les informations collectées à leur sujet et leurs expériences. Après avoir introduit une demande pour obtenir son propre dossier, Martin Almada, un ancien prisonnier politique, accompagné par un juge local, a trouvé des milliers de dossiers de détention dans un poste de police à Lambare en 1992.

Ces dossiers contiennent les détails de détention des prisonniers, les tortures et autres violations des droits de l'homme et ont été utilisés pour corroborer les histoires personnelles de détention pendant plusieurs dictatures latino-américaines, pour confirmer la disparition de citoyens et comme preuve dans l'accusation d'anciens personnels militaires et de la police dans plusieurs pays latino-américains.

Les cours de justice paraguayennes, et aussi la Cour suprême, ont finalement ordonné que les dossiers soient mis à la disposition du public. Les archives, maintenant sous le contrôle du CDyA, sont ouvertes aux chercheurs, enquêteurs, activistes des droits de l'homme et au grand public. CDyA a utilisé les dossiers comme base pour les cas juridiques, pour organiser des tribunaux, pour poursuivre les principaux auteurs des crimes de torture cautionnée par l'Etat, la détention illégale, pour informer sur le travail de la commission de vérité paraguayenne. Vingt responsables ont été poursuivis avec succès. Les archives ont été aussi utilisées pour monter le dossier d'extradition du général Augusto Pinochet de la Grande-Bretagne vers l'Espagne en 1998.

CDyA a converti 90 pour cent de la matière dans les archives en microfilm et les numérise aussi. Le groupe cherche aussi à inclure les archives dans la Liste du patrimoine Mondiale UNESCO.

La disponibilité de renseignements détaillés sur les abus des droits de l'homme peut avoir des effets importants sur ceux qui les ont subis et sur l'administration de la justice à la fin des crimes. Les efforts d'Almada au Paraguay ont confirmé les expériences de beaucoup de victimes et fait du recours juridique une option.

Pendant que les dossiers au Paraguay étaient découverts par erreur, la tactique d'ouvrir résolument les dossiers concernant les violations de droits de l'homme a été utilisée par plusieurs gouvernements. En Allemagne et plusieurs pays d'Europe de l'Est, par exemple, les gouvernements ont ouvert les dossiers des victimes de la police secrète. En Allemagne, les dossiers sont gardés par une structure indépendante appelée Gauck Authority et ouverte aux victimes, mais pas au grand public. En Tchécoslovaquie et d'autres pays, les dossiers ont été ouverts de manière sélective et n'ont pas été mis à la disposition des victimes et quelques dossiers se sont glissés entre les mailles pour servir les causes politiques.

Il y a eu de nombreuses critiques à propos et des leçons apprises de ces approches tactiques. Tina Rosenberg du programme des Droits de l'homme sur la commission de vérité de la faculté de droit d'Harwad, par exemple, déclare que "le fait que les dossiers allemands aient été ouverts, a permis de

résoudre le problème du manque de fiabilité des dossiers. Les victimes pouvaient aider à confirmer si oui ou non la personne accusée d'informateur était vraiment coupable. C'est un mécanisme d'auto vérification, qui n'existe pas dans la version tchèque. En outre en Allemagne, la victime peut choisir si oui ou non il veut divulguer les renseignements concernant l'informateur. Ce ne sont pas des informations publiques. Quelles lois existant dans votre pays pourraient être utiles pour avoir accès aux documents qui confirment les abus et identifient leurs auteurs ?

Préserver la mémoire : Coordination des efforts de préservation des informations d'archives dans plusieurs organisations et création d'un système pour y accéder.

“Plus Jamais” est un vœu souvent entendu après que les abus des droits de l'homme soient mis à nu, mais ce vœu ne peut pas être gardé à moins que le souvenir des abus, les victimes et ceux-là qui ont lutté contre les abus ne restent vivants. Malheureusement, d'importantes informations conservées dans les archives de nombreuses organisations des droits de l'homme restent souvent inconnues du monde extérieur et inaccessible à ceux qui peuvent plus tard être capables de les utiliser pour s'assurer qu'une telle histoire ne se reproduise. Memoria Abierta est une alliance de huit organisations des droits de l'homme en Argentine qui ont combiné leurs efforts pour créer une base de données publiquement accessible, une qu'elles espèrent, contribuera à l'articulation d'une mémoire collective et durable.

Memoria Abierta a créé un système pour rendre accessibles toutes les archives publiques, photographies et entretiens qui témoignent des horreurs du terrorisme d'Etat en Argentine, ses victimes et des personnes qui en ont été contre. Pendant que toute personne ayant accès à Internet peut consulter en ligne le catalogue du dossier, le matériel même reste dans les bureaux de chaque organisation membre ou dans ceux de Memoria Abierta. La base de données fournit un index simple de tout le matériel, facilement trouvable par n'importe quel utilisateur. Elle renseigne aussi sur l'emplacement des documents originaux, les photos et les vidéos pour que les chercheurs intéressés puissent les contacter. Le projet a créé un logiciel spécial développé dans un format source ouverte pour aider d'autres organisations à créer des bases de données semblables.

Les archives de Patrimonio documental (le Programme d'Héritage Documentaire) comprennent cinq parties : 1) le Programme d'Héritage Documentaire lui-même, qui comprend environ 22,000 documents sur le terrorisme d'Etat; 2) la Topographie du Programme de Mémoire, avec les cartes, les documents et des témoignages oraux sur les sites historiques en rapport avec le terrorisme d'Etat - plus de 340 centres de torture cachés dans des lieux ordinaires à travers tout le pays; 3) le Programme d'Archives Photographiques, qui comprend des images numériques provenant des organisations des droits de l'homme, des collections privées et des mass-médias; 4) le Programme des Archives Orales, avec les résumés de plus de 320 entretiens avec des personnes dont les vies ont d'une certaine façon été affectées par l'expérience du terrorisme d'Etat; et 5) les propres documents de Memoria Abierta.

Memoria Abierta est composé de Abuelas de la Plaza de Mayo, Asamblea Permanente por los Derechos Humanos, Asociación Buena Memoria, Centro de Estudios Legales y Sociales, Familiares de Desaparecidos y Detenidos por Razones Políticas, Fundación Memoria Histórica y social Argentina, Madres de la Plaza de Mayo - Línea Fundadora et Servicio Paz y Justicia. L'alliance a été formée pour développer et soutenir des projets qui encouragent des communautés et des individus à se souvenir des événements qui se sont produits pendant la dictature militaire. Memoria Abierta sponsorise aussi des initiatives de promotion des discussions sur la création de sites de mémoire et des espaces pour la réflexion publique. Un jour, les archives feront partie de la collection principale d'un Musée de souvenir.

La tactique de coordonner les archives de plusieurs organisations pourrait être utilisée dans n'importe quel pays où plus d'un groupe recueillent des données concernant les droits humains. Cela pourrait faire partie d'un projet «de mémoire», mais pourrait aussi être utilisé dans les pays où plusieurs organisations des droits de l'homme suivent à la trace les abus en cours et doivent maximiser l'accès aux informations.

Anthropologie médico-légale: Utilisation de la médecine légale pour identifier les corps des victimes et la cause de leur mort.

Dans les cas où les documents écrits sont insuffisants ou n'existent pas du tout, la médecine légale peut constituer un dossier de procès et fournir aux familles des victimes, des informations dont elles ont besoin pour la fermeture. La médecine légale est une façon objective d'enregistrer les abus. Puisque la preuve est scientifique, elle peut être encore plus forte que le témoignage et la documentation écrite pour démontrer les violations des droits de l'homme. L'exhumation de corps peut aussi permettre aux familles d'exécuter des rites traditionnels, porter le deuil et, même toujours éprouvées, continuer à mener leur vie.

Pendant les deux décennies passées, Equipo Argentino de Antropología Forense (L'équipe Argentine d'Anthropologie médico-légale, ou EAAF) a identifié les restes des victimes de la violence d'Etat. Pendant la dictature militaire d'Argentine (1976-1983), 10,000 à 30,000 personnes ont été tuées ou «portées disparues» par l'Etat. EAAF a un triple objectif : rendre les restes des victimes à leurs familles et contribuer ainsi au processus de guérison; fournir des preuves aux procès contre les auteurs des violences d'Etat; et former et soutenir la formation d'autres équipes médico-légales dans les pays qui ont subi des périodes de violence et doivent enquêter sur le passé.

EAAF a une équipe permanente d'enquêteurs qui recherchent les personnes portées disparues. Le groupe commence d'habitude un cas par une enquête préliminaire pour être sûr du lieu où la personne aurait été enterrée, en interviewant des parents, des amis, d'autres anciens prisonniers, compagnons de cellule et d'anciens activistes politiques sur les caractéristiques physiques de la victime et le temps probable et le lieu de mort. EAAF étudie aussi les dossiers de la police et ceux gardés dans les bureaux, qui contiennent des descriptions physiques, les empreintes digitales, et les dossiers d'autopsie mais doit souvent obtenir des autorisations de justice pour accéder aux archives de la police. Le processus avance quand le groupe a trouvé dix documents écrits ou oraux.

Dès que l'endroit probable de l'ensevelissement a été identifié, l'équipe s'approche de la famille de la victime; EAAF ne continuera pas l'enquête sans le consentement de la famille. Dès qu'elle est d'accord et que le groupe a reçu l'autorisation du plaignant ou de l'autorité juridique, l'équipe commence les exhumations. Les familles sont autorisées à participer dans certaines phases. Le groupe respecte les normes des techniques archéologiques pour rétablir les restes de la victime et le travail continue en laboratoire, où les scientifiques d'EAAF essaient de faire correspondre les restes avec les renseignements rassemblés et établir la cause et le type de mort.

Par ce processus, EAAF a identifié les restes de centaines de victimes, en apportant la fermeture aux familles et en apportant des preuves aux tribunaux nationaux et internationaux, aux commissions de vérité et les cours de justice locales. EAAF a aussi formé beaucoup d'autres groupes dans le monde dans ses techniques. Les membres de l'équipe EAAF disent que ceci a été un processus important pour la coopération croissante parmi les pays au Sud du globe.

Quand EAAF enquête sur les morts, il laisse le contrôle du processus à la famille et à la communauté. Ceci est essentiel au sein des communautés qui n'ont pas seulement été marginalisées sous les gouvernements dictatoriaux, mais ont été exclues du processus de réconciliation. L'approche d'EAAF exige un certain niveau d'ouverture et de liberté politique, mais l'expérience du groupe à transférer la tactique dans plus de 30 autres pays démontre que le soutien total du gouvernement n'est pas nécessaire.

Un autre groupe, au Guatemala, travaille aussi avec la communauté pendant les exhumations, mais se concentre sur les services psychosociaux. Equipo de Estudios Comunitarios y Acción Psicosocial

(Équipe d'Études Communautaires et d'Action Psychosociale, ou ECAP) travaille avec le Fundación de Antropología Forense de Guatemala pour fournir du soutien aux familles et aux communautés avant, pendant et après une exhumation.

ECAP organise des groupes de soutien au sein desquels les familles peuvent bien partager les émotions causées par leur perte, où ils peuvent réfléchir, raconter leurs histoires sans peur, apprendre à faire face aux conséquences de la violence et comprendre la situation courante afin de mieux organiser l'avenir. Les familles reçoivent aussi de l'assistance en enterrant légalement leurs parents et conformément à leur tradition, permettant de garder les liens entre les vivants et les morts. Après avoir proposé de l'assistance préalable à une exhumation, les conseillers accompagnent les familles au site de l'exhumation pour apporter du soutien à mesure que les membres font face à la réalité de la mort de leur parent et ils continuent à travailler avec les familles pour les aider à accepter cette réalité.

Dans les communautés affectées par la violence politique à grande échelle, commune dans beaucoup de régions rurales du Guatemala, les conseillers identifient l'impact de la violence et créent des groupes pour encourager des discussions sur la façon dont la communauté peut guérir en masse.

« Pour contribuer à la guérison, ECAP soutient aussi des communautés dans la création des mémoriaux et d'autres façons de reconnaître les traumatismes du passé. Ces programmes promeuvent tous une conscience critique de l'histoire commune de la communauté, présente et future, avec les émotions et les défis impliqués dans la réclamation de leurs droits. “” C'est un moment très difficile quand nous approchons les familles avec les informations sur le lieu où pourrait se trouver leur personne aimée. Ceci peut mettre un terme à la recherche de ces dernières, ce dont les familles ne sont pas toujours préparées pour. Nous construisons un rapport avec la famille et leur parlons jusqu'à ce qu'elle soit préparée. Nous leur expliquons ce qu'elles verront, à quoi elles peuvent s'attendre et nous les encourageons à poser n'importe quelles questions ou participer au processus. »

- Luis Fondebrider Président EAAF, Argentine

Comment pourriez-vous utiliser la médecine légale ou autre expertise technique pour archiver les violations des droits de l'homme ?

Dire la vérité : Création officielle d'une commission de vérité pour enquêter et reconnaître les violations brutales des droits de l'homme.

Au cours des deux dernières décennies, plusieurs pays sortant de longues périodes d'abus ont créé des forums pour les victimes et quelquefois les auteurs, pour raconter leurs histoires. Le processus de dire la vérité peut sortir les victimes de l'isolement; les régimes dictatoriaux, d'habitude gardent des niveaux de secret qui empêchent des victimes de savoir que leurs voisins souffrent aussi. De manière idéale, ces tactiques de dire la vérité impliquent la population toute entière, tout au moins une grande partie, pour encourager la guérison plutôt que de semer la discorde.

Les commissions de vérité sont une sorte de tactique pour dire la vérité utilisée par les gouvernements pour commencer le processus de réconciliation. Leurs autorités, qui exposent leur but et leur pouvoir, sont typiquement établies par les instances législatives ou exécutives du pays. En Afrique du Sud, une décision stratégique a été prise à la fin de l'apartheid pour créer un processus de commission de vérité plutôt que de tenir de simple procès pour juger les auteurs des violations brutales des droits de l'homme. La Commission Vérité et Réconciliation a été créée par le parlement du pays avec mandat d'établir une peinture aussi complète que possible de la nature, les causes et l'envergure des violations brutales des droits de l'homme commis, par toutes les parties du conflit, entre le 1 mars 1960 et le 10 mai 1994.

La Commission Vérité et Réconciliation sud-africaine (TRC) a été lancée par la législation nationale en 1995, après une période de débat public. Son mandat était de collecter les informations sur les violations brutales des droits de l'homme commises par les organismes d'Etat ou l'opposition armée pendant l'apartheid, et son but était de promouvoir l'unité nationale et la réconciliation. La commission était supposée faire des suggestions sur les réformes politiques pour empêcher des abus futurs. En plus de l'amnistie et des audiences des droits de l'homme, les audiences spéciales se sont concentrées sur les abus subis par les femmes et les enfants et d'autres ont été organisées sur le rôle des communautés de foi, les établissements hospitaliers, le secteur juridique, la communauté des affaires et d'autres institutions qui ont passivement ou activement contribué aux violations des droits. Les audiences se sont tenues partout dans le pays et les mass médias ont diffusé des clips et des reportages en direct. Tous les mass médias ont largement couvert le TRC pendant la durée de la Commission.

Vingt mille victimes ont témoigné. Pour rendre le processus aussi confortable que possible pour les victimes, le TRC a utilisé les porte paroles (aussi une tactique intéressante), qui ont été choisis des professions à vocation sociale - les ministres, les assistants sociaux et les infirmiers, entre autres – et a offert du soutien aux victimes avant, pendant et après le processus. Les porte-paroles ont reçu une formation approfondie sur le processus et la structure de la Commission.

Un aspect unique du mandat de la Commission était une amnistie conditionnelle pour les auteurs de violations de droits de l'homme disposées à admettre publiquement les détails de leurs actions. Les critères pour l'amnistie ont inclus la divulgation complète des crimes aussi bien qu'une détermination que les actes étaient politiquement motivés. Cette amnistie conditionnelle était une politique non essayée dans les commissions de vérité antérieures de cette envergure, et elle a donné lieu aux confessions publiques exposant en détail beaucoup des crimes les plus horribles de l'ère d'apartheid, et aussi le meurtre en 1977 de l'activiste Steven Biko. L'amnistie n'était pas garantie à ceux qui ont témoigné, même si les étapes pour l'accusation de ceux à qui on n'a pas accordé d'amnistie ou ne se sont pas présentés pour témoigner n'ont pas été exécutées.

Le Rapport de la Commission Vérité et Réconciliation a été publié en sept volumes entre 1998 et 2002. Certes son impact à long terme reste à vérifier, certaines de ses réalisations immédiates

comprennent les recommandations sur la manière d'éviter les violations futures, recommandations qui ont influencé le nouveau gouvernement et la collecte de documents incontestables des abus des droits de l'homme pendant l'ère d'apartheid. Il est important de noter que le TRC n'a été à la hauteur de toutes ses attentes. Aucun des auteurs des crimes ayant refusé de témoigner n'a encore été poursuivi, bien que le processus l'autorise et le pays continue à se battre avec le problème des réparations. Pour plus d'informations sur le rôle des portes paroles au sein de la commission, voir : www.newtactics.org, sous outils pour Action.

Les commissions de vérité ont été convoquées dans des douzaines de pays et des situations avec divers mandats et résultats. A certaines on accorde le pouvoir de citation, pendant que d'autres n'ont aucun instrument judiciaire significatif à leur disposition. Certaines tiennent des audiences plein air ou même télévisées, d'autres travaillent presque entièrement à huis clos. Quelques commissions recommandent réparations financières ou autres aux victimes survivantes et, dans un effort de prévenir des violations futures des droits de l'homme, on a demandé que beaucoup fassent des recommandations substantielles pour les changements dans les structures politiques, militaires, de la police ou judiciaires, ou dans les sphères sociales ou éducatives.

Glenda Wildschut, un ancien commissionnaire de la Commission Vérité et Réconciliation sud-africaine, note que la commission a opéré sous quelques insuffisances. Parmi elles :

- Le TRC a examiné uniquement les violations brutes des droits de l'homme. Les victimes d'enlèvements forcés, dépossession de terrain, de mariages mixtes et une foule d'autres législations ne pouvaient pas chercher recours auprès du TRC.
- Le comité de réparations du TRC a reçu mandat seulement de faire des recommandations de politique au parlement, pendant que le comité d'amnistie avait le pouvoir d'accorder l'amnistie immédiate.
- Le TRC devait couvrir une période de 34 ans - de 1960 à 1994 - en juste trois ans de travail.
- Le TRC avait très peu de ressources pour ensuite apporter le soutien émotionnel et psychologique aux victimes.

La tactique est toujours controversée. Certains croient que les commissions de vérité augmentent la souffrance des gens et leurs sentiments d'impuissance parce que les abus sont mis à nus sans que les auteurs soient punis, ou que les commissions peuvent être utilisées comme substitut à l'action judiciaire. D'autres soutiennent que les sociétés profondément divisées ne peuvent pas s'appuyer sur l'accusation juridique sans renforcer les déterminations et le pouvoir d'auteurs à s'opposer au changement démocratique. Mais les commissions de vérité peuvent être utilisées dans le cadre d'une plus grande stratégie qui comprend tant la narration de la vérité que la punition pour les auteurs des abus, ou, comme dans le cas de l'Argentine, peut aider à créer le climat politique nécessaire au commencement des accusations.

Justice Internationale pour les crimes de guerre : Un tribunal international pour sensibiliser et chercher les réparations pour les abus sexuels pendant la guerre.

Un réseau en Asie a organisé un tribunal international pour préserver la mémoire des abus qui se sont produits des décennies avant et exige compensation.

Le Réseau Violence Contre les Femmes pendant la guerre, Japon (VAWW-NET) a créé un tribunal pour reconnaître et rechercher la justice pour les victimes des abus sexuels pendant la guerre. Au cours de la première moitié du vingtième siècle, le gouvernement japonais a créé un système d'esclavage sexuel par un réseau "de stations de confort," maison de passe contrôlée par les militaires. Environ 400,000 femmes et filles ont été forcées dans le système. Pendant près de 50 ans l'atrocité est restée derrière un voile de silence.

En 1998, le VAWW-NET a proposé la création du Tribunal International des Crimes de guerre contre les femmes. Un Comité d'organisation international (l'IOC) a été formé, comprenant des représentants des organisations non gouvernementales dans les pays d'origine de victimes, le Japon et la communauté internationale. L'IOC a créé une charte, a défini les procédures et les règles pour le tribunal et a organisé les audiences à Tokyo en décembre de 2000. Au tribunal, les équipes d'accusation de dix pays ont présenté des accusations, y compris une accusation collective venant de la Corée du Nord et du Sud. Un panneau de quatre juges représentant un spectre géographique et juridique équilibré a présidé les procédures. Le tribunal a entendu le témoignage vivant et enregistré en vidéo des survivantes - par euphémisme appelées " femmes de confort" – et également de deux anciens soldats. Les experts ont aussi témoigné sur la structure militaire japonaise. Les juges ont passé en revue des documents officiels, des mémoires, des journaux et les brèves juridiques. Le hall de tribunal était plein à craquer tout au long des audiences avec jusqu'à 1,000 observateurs et membres des mass médias internationaux. Après trois jours, le tribunal a publié les conclusions préliminaires des faits et a recommandé des réparations.

Le tribunal a créé un record historique et a fait prendre conscience par la communauté internationale des crimes des abus sexuels pendant la de guerre. Le gouvernement Japonais, et ses citoyens, ont monté le Fonds des Femmes asiatiques (AWF) en 1995 pour exprimer leurs excuses et repentir, et accorder des compensations aux victimes. Bien que le fonds ait réuni 483 millions de yens (environ US\$4 million) pour les victimes, beaucoup de survivants et supporters considèrent l'AWF comme un moyen pour le gouvernement japonais d'éviter de payer des compensations directes; certaines des victimes ont décliné la compensation de ce fonds privé.

Ce tribunal a rompu des décennies de silence entourant un tabou asservi au Japon et difficile pour la communauté internationale à faire face. Il a attiré l'attention du monde entier sur la souffrance des «femmes de confort," et a même provoqué des donations privées pour les victimes. Cependant, il n'a pas réussi à amener le gouvernement japonais à assumer ses responsabilités d'octroyer des compensations directes.

Un tribunal comme celui-ci peut être utilisé de façon autonome pour rompre le silence autour d'autres problèmes – soit de cette amplitude ou sur une échelle beaucoup plus petite – ou rassembler la force d'autres efforts internationaux, comme la création d'un fonds pour les victimes ou la mise sur pied d'un mouvement international fort. Les feintes de procédures judiciaires comme celles-ci peuvent aussi être utilisées à l'extérieur du pays où l'abus s'est produit. Aux États-Unis, les Avocats de Minnesota pour les Droits de l'homme ont organisé un tribunal simulé de Khmer Rouge où les membres locaux de la communauté cambodgienne ont témoigné sur le génocide au Cambodge. Cela a donné aux Cambodgiens

une chance de raconter leurs histoires et aux résidents locaux dans l'Etat du Minnesota, celle de découvrir les étrangers qui arrivent dans leurs communautés et ce que ces gens ont vécu. Comme partie du projet une histoire orale enregistrée en vidéo a été créée et fait partie maintenant de la collection permanente du Centre d'Histoire de Minnesota. Comment pourriez-vous organiser des alliés dans différents pays pour accentuer votre lutte ?

RENFORCER LES INDIVIDUS ET LES COMMUNIAUTES

On peut mettre fin à des cycles de violence par les approches traditionnelles des droits de l'homme, mais un environnement de paix n'est jamais restauré sans aborder en premier lieu les effets de la répression sur les individus cibles et la communauté dans l'ensemble. Dans cette section, les tactiques ont pour objectif la guérison des individus et des communautés, initiant ainsi le dur labeur de créer des cycles d'événements positifs qui ouvrent le chemin à de futurs progrès.

L'abus qui cause préjudice à l'individu l'est aussi pour les familles et les communautés. Il peut détruire le sentiment de confiance et de sécurité, porter préjudice aux institutions et relations qui nous permettent d'y compter et nous soutenir les uns les autres. Des modèles répandus et durables d'abus- soit sous des régimes tyranniques ou pendant les périodes de conflits civils- peuvent résulter en l'existence de nombreuses populations déplacées et réfugiées et, même au sein des communautés qui restent physiquement intactes, peuvent aboutir à un traumatisme psychologique.

Les tactiques ci-dessous comprennent les moyens innovateurs de reconstruction des communautés et de renforcement des individus dont les vies ont été affectées par les abus. Elles comprennent les interventions modernes en santé mentale et les techniques de réhabilitation (même si les détails de traitement psychologique ne relèvent pas des compétences de ce guide) assez souvent jumelées aux éléments tirés des cultures traditionnelles. Il est important de souligner que la plupart sinon toutes ces techniques trouvent appui sur la communauté. Une communauté ravagée par un conflit ou une tyrannie peut sembler ne pas avoir beaucoup de ressources sur lesquelles s'appuyer. Mais admettre et consolider les ressources internes existantes- qu'elles soient des traditions culturelles ou des personnes possédant des aptitudes et des potentiels dont elles veulent mettre à profit- est essentiel à la reconstruction de cette communauté.

Les trois tactiques suivantes portent sur la guérison des communautés qui ont été transformées par un conflit civil, la torture et le déplacement. Parfois, surtout après les périodes post guerre civile et les conflits tribaux, les victimes et les auteurs des abus sont condamnés à reconstruire leurs vies ensemble, dans la même communauté. Pendant qu'il paraîtra très naturel de porter l'attention sur les besoins des victimes tout en considérant les agresseurs comme les démons, travailler avec ces derniers peut contribuer à combler d'importants besoins communautaires.

Du statut de réfugié à celui du para professionnel de santé mentale : la constitution des capacités locales des services de santé mentale portant sur les traumatismes à travers un modèle de formation accélérée.

Le Centre des Victimes de Torture (qui coordonne le projet des Nouvelles Tactiques en Droits de l'Homme et qui a publié ce livre) aide à la reconstruction des communautés où de nombreuses personnes ont souffert de la torture ou des traumatismes causés par la guerre et ont été contraintes d'abandonner leurs domiciles.

Le Centre des Victimes de Torture (CVT) forme les réfugiés comme pairs éducateurs en Guinée et en Sierra Leone. Ceux-ci offrent des services de santé mentale à d'autres ayant connu la torture et les traumatismes de guerre, augmentant le nombre de personnes CVT peut servir en créant un cadre de para professionnels de la santé mentale qualifiée au sein des communautés où il n'existait pas avant un centre de santé mentale. Les paras professionnels exécutent la plupart des tâches des professionnels, mais dans un système de supervision.

Les guerres et les conflits civils en Afrique de l'Ouest ont touché une si grande proportion de la population et poussé de nombreuses personnes dans les camps de réfugiés, au point où une organisation internationale comme CVT n'a pas été en mesure de fournir un personnel suffisant afin de répondre aux besoins en services de santé mentale. Au contraire, CVT a décidé de puiser dans les ressources présentes dans les camps, pour finir par recruter plus de 120 réfugiés comme pairs éducateurs ou agents psychosociaux (PSAs), dans les camps en Guinée et en Sierra Leone.

Les camps de réfugiés présentent une zone concentrée de survivants ayant besoin d'assistance, et aussi un endroit idéal pour la supervision proche et prolongée de la formation nécessaire aux survivants. Beaucoup de PSAs reçoivent jusqu'à quatre ans de formation courante et de supervision quotidienne avant que le programme soit implémenté dans les communautés où les atrocités ont été commises. La formation accélérée sur le tas dans le modèle de CVT combine la psychothérapie Occidentale avec les compréhensions locales du traumatisme et de récupération. Le programme commence avec une session de formation de deux semaines, suivie de session quotidienne par mois et de session hebdomadaire par trimestre. Ces sessions portent sur la théorie du traumatisme, la psychologie générale, l'assistance et les aptitudes en communication. Les psychologues de CVT et les assistants sociaux travaillent tous les jours dans les camps, à changer les comportements et aider les PSAs à mettre en pratique leurs aptitudes. Sur le terrain, les PSAs passent dix semaines à observer les professionnels de santé mentale faciliter les thérapies de groupes, dix semaines à co-faciliter et dix semaines à aider un groupe tout seul, avec la supervision périodique. Vers la fin de leur formation, les PSAs sont bien formés aux effets du traumatisme et à l'aide à la récupération d'un traumatisme et au programme d'évaluation. Ils sont également des facilitateurs de groupe qualifiés et des communicateurs efficaces.

Pour plus d'informations, voir le carnet de notes tactiques disponible à www.newtactics.org. Sous outils pour Action.

Essentiellement, CVT utilise cette tactique pour aider une communauté à guérir. Les réfugiés qui se forment comme PSAs sont responsabilisés, car ils apprennent de nouvelles aptitudes et travaillent positivement pour leur communauté. Les gens qu'ils servent voient que quelqu'un de leur propre communauté, plutôt qu'un étranger, est à mesure de leurs apporter de l'aide. Et en même temps, les gens dans les camps reçoivent le soin de santé mentale dont ils ont besoin. Pendant que cette tactique a été appliquée ici pour aider des victimes de torture et du traumatisme de guerre, elle pourrait aussi être utilisée pour servir d'autres populations avec de nombreuses personnes profondément affectées par la

violence. Le développement d'un cadre de para professionnels dans la médecine, la santé mentale ou la santé publique jouera-t-il un rôle important dans votre travail ? Comment pourriez-vous développer cette capacité ?

Accueil des enfants soldats de retour dans leurs communautés : une fusion des techniques de guérison européennes et traditionnelles pour la réintégration des enfants soldats dans leurs anciennes communautés.

Les enfants soldats sont des victimes, mais très souvent des auteurs des abus également. Certains ont été contraints de commettre d'horribles crimes, parfois contre leurs propres communautés et familles. Non seulement c'est un fait qui cause un terrible dommage psychologique, mais il peut rendre extrêmement difficile leur réintégration par leur familles et communautés. Au Mozambique, un groupe a fait usage d'une tactique qui requiert une bonne dose de collaboration et de confiance entre les enfants soldats, la communauté, les guérisseurs traditionnels et les psychologues. Ceci supporte l'ensemble du processus de traitement en aidant les communautés à réintégrer de nouveau leurs enfants dans la vie communautaire.

Au Mozambique, Reconstruindo a Esperança (Redonner Espoir) a associé la guérison traditionnelle à la psychologie européenne pour réintégrer les anciens enfants soldats. Des milliers d'enfants étaient utilisés comme soldats de part et d'autre par les belligérants de la dévastatrice guerre civile mozambicaine. « Les enfants soldats ont traversé d'inimaginables horreurs et ils ont vécu ces expériences à travers le prisme de la culture et les systèmes de conviction de leurs communautés. Leur guérison nécessairement devait suivre le même prisme, afin de réaliser tant la réhabilitation individuelle que la réintégration communautaire. » Déclare Lucrecia Wamba, une psychologue travaillant avec Redonner Espoir. L'organisation admet que ni les méthodes de guérison traditionnelle, ni la psychologie individualisée européenne seules ne suffisent pas pour aborder les besoins des enfants ou ceux de la communauté.

D'abord, Redonner Espoir a réalisé une enquête pour identifier les communautés éprouvant des difficultés avec le retour des enfants soldats et, ensuite pour identifier les ressources communautaires. Reconnaissant que les guérisseurs traditionnels sont souvent les premières personnes les membres de la communauté rencontrent en temps de besoins, les psychologues de l'organisation Redonner Espoir ont obtenu le support des leaders communautaires pour bâtir des relations avec les guérisseurs.

Au sein de la communauté, les psychologues ont examiné le rôle joué par les processus de guérison traditionnelle dans la promotion de la réconciliation et la réintégration et, ont abordé les familles pour comprendre ce dont les enfants nécessitaient. Au début, celles-ci n'avaient pas confiance en l'étranger, craignant de se voir arracher les enfants une fois de plus. Les psychologues se sont également adressés aux leaders locaux, décrivant les effets du traumatisme et demandant s'ils observaient des problèmes particuliers chez les enfants soldats de retour, et à mesure d'aborder ces problèmes. Lorsque les leaders reconnaissaient que ces problèmes continuaient, les psychologues se proposaient de travailler en collaboration avec les guérisseurs traditionnels.

Les leaders locaux ont accompagnés les psychologues en tournée auprès des guérisseurs pour encourager la coopération. Psychologues et guérisseurs se sont donc rendu compte que leurs approches pouvaient être complémentaires. Pour instaurer la confiance au sein de la communauté, Redonner Espoir a également eu besoin de travailler avec les communautés pour identifier les priorités matérielles et obtenir l'aide matérielle, mettant à la disposition des communautés des ressources telles le logement, l'éducation et les outils agricoles.

Le résultat était une approche intégrée à la guérison où guérisseurs et psychologues ont établi une relation de collaboration, envoyant les enfants à chacun, en vue de l'atteinte du meilleur résultat possible. Pour plus d'informations, voir dans carnet de notes tactiques disponible à www.newtactics.org. Sous outils pour action.

Les anciens enfants soldats posent aux communautés des problèmes complexes qui ne sont pas tristement propres au Mozambique. Cette tactique pourrait s'appliquer à d'autres communautés œuvrant à réintégrer les rescapés de la guerre, des communautés au sein desquelles les leaders et les guérisseurs traditionnels peuvent jouer des rôles significatifs et où les victimes des abus et les auteurs de ceux-ci (agresseurs) doivent vivre ensemble.

Pour guérir, une communauté doit transcender l'assomption selon laquelle les auteurs des abus sont des mauvais et ne peuvent pas être réintégrés dans la société de quelle que manière positive ou significative qui soit. La rareté des ressources peut rendre difficile la mise en application de cette tactique, particulièrement si les membres de la communauté estiment que de telles ressources seraient mieux utilisées pour aider les victimes en lieu et place de ceux qui ont perpétré des abus.

« Nous nous sommes rendus chez chaque guérisseur, accompagnés de la première dame de la communauté. Elle était notre passe au domicile du guérisseur. Elle est la première à prendre la parole, détaillant notre vœu d'apporter de l'aide. « Ce sont des médecins » dit elle.
« Ils sont ici pour aider. Je les ai conduit chez vous, car je pense, ils ont quelque chose à nous proposer. »
Les guérisseurs nous dirons à leur tour ce qu'ils faisaient pour les enfants et ensuite nous décrivons les processus éducationnels de notre discipline, focalisant sur les enfants, et la communauté dans l'ensemble. Nous avons ressenti la possibilité de travailler ensemble. Si les guérisseurs peuvent d'abord chasser les mauvais esprits (les exorciser), alors les enfants peuvent donc nous être envoyé et nous pouvons les aider à grandir comme des hommes et des femmes. »

- *Lucrecia Wamba, Redonner Espoir, Mozambique.*

Cercle de conciliation: impliquer la communauté dans la recherche des sanctions contre les agresseurs et aider à leurs réhabilitations.

Rarement victimes et agresseurs ont eu l'opportunité de se mettre ensemble et discuter d'un crime de manière à permettre à la communauté aussi bien de soigner que de prévenir de futures agressions. Dans certaines communautés aux Etats-Unis et au Canada, une tradition qui a existé pendant des siècles est en cours d'adaptation pour traiter des questions de justice contemporaine.

Les cercles de négociation utilisent les rituels et les structures du cercle traditionnel pour créer un espace respectueux au sein duquel tous les membres intéressés de la communauté- victimes et leurs supporteurs, agresseurs et leurs supporteurs, le magistrat, le procureur de la république, l'avocat, la police et les employés de justice- peuvent parler ouvertement dans une tentative commune de comprendre un crime, d'identifier ce dont on a besoin pour soigner toutes les parties touchées et prévenir les occurrences futures. Ces cercles sont faits sur le modèle de la tradition des cercles de discussion, familiers chez les peuples indigènes d'Amérique du Nord, où un objet dénommé pièce de négociation passe d'une personne à l'autre autour d'un cercle en organisant la conversation.

Les cercles de négociation sont des processus guidés par la communauté et travaillent en partenariat avec le système de justice criminelle. Typiquement, ils intègrent une procédure à plusieurs étapes comprenant une demande par l'agresseur au processus du cercle, un cercle de guérison tant pour la victime que l'agresseur, un lieu de sanction pour arriver à un consensus sur les éléments d'un accord de sentence, et un lieu de suivi pour « monitorer check this word » le progrès de l'agresseur. Le plan de sanction peut incorporer les engagements pris par le système, la communauté et les membres de la famille et par l'agresseur. Pendant les rassemblements du cercle, les participants s'asseyent à la ronde sans table ou autres meubles.

Les cercles sont facilités par des « gardiens », assez souvent des membres formés de la communauté, qui sont responsables de créer un ton de respect et d'espoir qui supporte et honore chaque participant. Ceux-ci peuvent seulement prendre la parole qu'en tenant la pièce de négociation ; qui fait le tour en suivant le sens de rotation des aiguilles d'une montre, afin de donner à chaque participant la possibilité de s'exprimer.

Etant donné qu'elle désigne qui a la parole et qui écoutera, la pièce de négociation réduit le rôle du facilitateur et éloigne les interruptions. Elle donne aussi voie aux idées des participants qui trouveront difficile de s'insérer dans le processus habituel de dialogue. Chaque participant est appelé à apporter du sien dans la compréhension du problème et proposer de possibles solutions.

Pour commencer, le processus peut impliquer des cercles distincts pour la victime et l'agresseur, où les participants déterminent un plan d'action pour aborder les problèmes soulevés dans le processus. Par consensus, le cercle peut décider de la sanction de l'agresseur et peut également stipuler les responsabilités des membres de la communauté et des responsables judiciaires. Après le processus du cercle, les communications régulières et les vérifications sont utilisées pour évaluer le progrès et modifier les accords à mesure que changent les conditions.

Les cercles de négociation sont un moyen par lequel les gens d'horizons divers peuvent se mettre ensemble pour tenir de sérieuses conversations au sujet des conflits, des douleurs et des colères tout en ménageant de l'espace pour honorer la présence et la dignité de chaque participant. Outre supporter les victimes et assister les agresseurs à changer leur vie, les cercles de négociation sont également utilisés

pour trouver des plans pour les familles en crise, résoudre des conflits au sein des écoles et aux lieux de travail et servir de pont entre les générations et les cultures.

« Les cercles ne sont pas indiqués pour tous les agresseurs. Le lien de l'agresseur à la Communauté, la sincérité et la nature des efforts de l'agresseur à guérir, l'apport des victimes et la dédicace du groupe de soutien de l'agresseur, déterminent de prime abord si le cas est indiqué au processus du cercle. Etant donné que les communautés changent dans leur santé et leur capacité à gérer constructivement les différends ou les conflits, le système de justice officielle fait partie des cercles de sanctions communautaires afin de protéger en même temps les victimes et les agresseurs des réponses communautaires inappropriées ou déséquilibre du pouvoir. »

- *Kay Pranis, formateur en cercle, Etats-Unis*

Les témoignages en ligne : création d'un espace sur Internet pour permettre aux anciens enfants soldats de partager leurs expériences et développer des nouvelles aptitudes.

Les nouvelles technologies offrent une opportunité prendre conscience au sujet de la violation des droits de l'homme.

Inauguré en 2000, le projet enfants soldats du réseau d'Education Internationale et de ressources au Sierra Léone (iEarn S L) a créé un site web où d'anciens enfants soldats peuvent se raconter leurs histoires. Le site web www.childsoldiers.org porte les récits, poèmes œuvres d'art et les voix d'anciens enfants soldats et propose un forum de discussion en ligne.

iEarn Sierra Léone visite les écoles, les hôpitaux et les camps, diffuse les communiqués radio et publie les articles de journaux pour informer les enfants soldats de l'existence du projet.

Les participants sont formés à la lecture et à l'écriture, l'informatique de base. Des infirmiers volontaires et des psychiatre leurs donnent des conseils sur les traumatismes Une fois que les participants deviennent aptes en informatique, ils utilisent le site web pour partager leurs pensées et expériences. Les galeries des comptes d'anciens enfants soldats, des dessins et des voix ont suscité le soutien et la solidarité des personnes à travers le monde. Un forum interactif permet aux participants de discuter et de débattre avec de pauvres anciens enfants soldats. Ils gagnent en confiance et apprennent des aptitudes qui leur facilitent la création d'un espace pour eux dans la communauté. A ce jour, plus de 200 enfants soldats ont pris part au projet.

Cette tactique utilise Internet pour aider un groupe de victimes éparpillées de partager leurs histoires et établir un contact mutuel, et peut être utilisée dans d'autres cas où les victimes des abus sont dispersées ou dans les où, les minorités cibles (ex : les handicapés ou homosexuels) ne peuvent pas parler de leurs expériences facilement dans leurs communautés. Internet peut créer un espace de sécurité pour ces personnes afin qu'elles se connectent à d'autres qui comprendront. Toutefois, il n'est pas toujours possible de garantir l'anonymat ou la sécurité des informations personnelles sur Internet. Cette tactique requiert une infrastructure technologique appropriée, mais en réussissant en Sierra Léone, un pays détruit par la guerre, classé l'un des plus pauvres du monde, l'iEarn a montré que cet obstacle est surmontable.

Comment pouvez-vous amener les gens à raconter leurs propres histoires ?

« Les enfants, dont certains sont doués dans diverses formes d'art, sont à mesure de découvrir leur talent, ce qui leur fait croire en l'amélioration de leur vie. Leurs chansons oeuvres d'art et musique et les nombreuses réponses qu'ils reçoivent des pairs, deviennent un catalyseur pour la justice sociale et le changement positif. »

- Andrew Benson Greene, childsoldiers.org. Sierra Leone Child soldier

Redonner espoir aux enfants : éloigner les enfants de la violence par l'organisation des colonies de vacances.

En Cisjordanie, un groupe étudie le problème du traumatisme chez les enfants sous occupation en leur offrant une chance de se connecter à d'autres vivant dans un environnement de paix.

Le Centre de Traitement et de Réhabilitation des Victimes de la Torture à Ramallah en Cisjordanie organise une colonie de vacances pour réhabiliter les enfants traumatisés. La colonie propose des activités récréatives, d'art et de réhabilitation dont le but est d'aider les enfants à se supporter mutuellement et examiner leurs traumatismes et angoisses personnels.

L'armée israélienne occupe la Cisjordanie depuis 1967 et la violence en cours dans la région a psychologiquement touché la population palestinienne toute entière, résultant en une culture dominée par la violence. Nés dans des conditions de vie faites d'oppression et de stress, la plupart des enfants de Cisjordanie ont vécu des atrocités.

Le TRC a établi une colonie de vacances pour soulager certaines des difficultés auxquelles font face ces enfants et offrir une structure pour les soins de réhabilitation. Le TRC étend les colonies dans les villages voisins, les camps de réfugiés et chez ses clients. La plupart des enfants choisis (environ 60-70) présentent des symptômes d'angoisse, de dépression ou de solitude pour avoir été exposés au traumatisme, plusieurs ont vécu la mort ou la torture des membres de leurs familles.

La colonie se regroupe quotidiennement 4à5hrs pour une durée de trois à quatre semaines. Il existe un service de transport aller et retour de la colonie, et assez souvent, elle est située tout près de la zone de résidence des enfants y prenant part, ceux-ci sont repartis par groupes en fonction du degré ou du type de traumatisme dont ils ont été victime.

Chaque enfant a un mentor pour l'assister, l'écouter, le conseiller et l'intégrer dans le groupe d'autres enfants. Chaque enfant a aussi droit de consulter un psychiatre, un psychologue et un travailleur du social. Le premier et le dernier jour de la colonie sont habituellement consacrés aux projets tels le dessin, l'œuvre d'art et le sport. Le reste des jours est tourné vers le travail de groupe, tel la dynamique de groupe et le conseil, le jeu et la thérapie par l'art. Les rapports médicaux et de comportement sont gardés, dans l'optique d'évaluer l'impact de la colonie sur chaque enfant.

Sur la base des fiches d'évaluation remplies par les parents et les conseillers, beaucoup d'enfants partent de la colonie avec moins de symptômes d'angoisse, moins de comportement violents et un grand esprit d'ouverture et sont mieux intégrés dans leurs communautés. Au cours des projets de dessin, on demande aux enfants de reproduire des images représentant leurs environnements et leurs espoirs du futur. Assez souvent, les premiers dessins sont de tristes images ou couleurs. Cependant, les derniers montrent un changement en attitude et espoir au sujet du futur.

La colonie offre une chance aux enfants de sortir de leur violence quotidienne et explorer différentes manières de traiter du problème du traumatisme sans user de la violence eux-mêmes, la colonie est aussi un moyen pour les enfants de se libérer, un lieu où ils peuvent venir s'exprimer à travers le jeu et l'art en recevant en même temps des services de réhabilitation

Appropriation locale de l'histoire : documentation du témoignage oral pour laisser une histoire écrite dans les communautés isolées pour aider ses populations à comprendre la portée complète des crimes de guerre endurées dans leur pays.

L'histoire est traditionnellement écrite par ceux au pouvoir. Les victimes des abus – qu'ils soient de pauvres communautés ou des civils attrapés au milieu d'une guerre civile - ont rarement leur mot à dire, même à la fin des abus. Un groupe au Guatemala amène les communautés isolées ravagées par la guerre dans un processus d'écriture d'histoire de la guerre. Le résultat concret du travail était un rapport écrit, mais la création du rapport a commencé un processus de réconciliation au niveau local et a permis aux gens qui seraient autrement restés silencieux de s'exprimer.

Comme partie du projet REMHI en cours (Récupération de la Mémoire Historique), plusieurs diocèses de l'Église catholique au Guatemala ont mobilisé leurs membres pour recueillir des témoignages des victimes de violence d'Etat. Ces témoignages ont été compilés dans un rapport utilisé pour rendre cette histoire aux communautés affectées et aux individus.

Pendant les 36 ans de la guerre civile de du Guatemala, presque 200,000 personnes ont été tuées, ont disparu ou ont subi d'autres abus de droits de l'homme, essentiellement par les forces de sécurité de l'Etat. Le Projet REMHI a commencé en 1994, un an avant les Accords de Paix 1995, comme une initiative du bureau des Droits de l'homme de l'Archevêque du Guatemala, sous la direction de l'Archevêque Juan Gerardi. Pendant qu'une commission de vérité a été définie comme partie d'un premier Accord de Paix, elle n'avait pas été établie et l'église a estimé que la commission serait incapable de satisfaire les attentes en raison des divisions profondes et du degré de violence subie par la société.

REMHI a donc décidé d'utiliser la structure de l'église et de l'énorme réseau des gens associés à cela pour ouvrir un espace pour le dialogue sur la violence et faciliter le travail d'une future commission de vérité. L'église a annoncé le projet par les posters et les spots radio. Chaque paroisse participant a nommé deux paroissiens comme "facilitateurs de réconciliation." L'approche REMHI a différé d'autres efforts de réconciliation dans sa mobilisation des individus à la base, surtout les victimes de violence, qui exerçaient souvent les fonctions des facilitateurs. À travers le pays, près de 800 facilitateurs ont recueilli et analysé des témoignages de 5,000-7,000 personnes qui ont subi la violence, la torture ou la perte d'un membre de famille. Parce que la violence était en cours, la collection des témoignages a été réalisée au grand risque de l'église et de ses membres.

L'analyse des témoignages a démontré que les forces de sécurité d'Etat étaient responsables de la plupart des abus des droits de l'homme pendant la guerre. Le rapport final, Guatemala : plus Jamais, a été publié en quatre volumes et présenté au public le 24 avril 1998. Tragiquement, l'Archevêque Gerardi a été assassiné deux jours après la publication du rapport ; le personnel militaire était plus tard condamné pour sa mort.

En dépit de la mort de l'Archevêque, beaucoup des mêmes facilitateurs ont continué le projet. Ils ont présenté aux communautés participantes des résultats du projet, en aidant à placer l'expérience individuelle et communautaire dans un contexte historique national. Quand les traductions sont devenues disponibles en langues locales, on donnait aux participants des copies d'une version vulgarisée du rapport, à lire à haute voix dans les discussions de groupe. Du rapport, ils apprennent que ce qui leur est arrivé n'était pas leur faute et qu'il est arrivé à beaucoup à travers tout le pays. Les facilitateurs ont aussi aidé des communautés dans leurs efforts de réconciliation, en contribuant à la construction d'une culture de paix en promouvant des méthodes non violentes de résoudre le

conflit. Ce processus s'est produit ensemble avec les exhumations et le ré enterrement en cours des victimes, qui font une partie importante du processus curatif dans la culture maya.

REMHI a aussi contribué au travail de la commission guatémaltèque de Vérité (Commission pour la clarification Historique), en soutenant des témoins et la participation d'organisations communautaires et en fournissant les témoignages. La tactique de REMHI pourrait être utilisée pour faciliter ou contribuer au travail d'une commission de vérité dans d'autres pays, ou pourrait être utilisée dans les situations où aucune commission de vérité n'existe, ou où ceux les plus affectés par les abus des droits de l'homme ne peuvent pas participer aux processus comme les commissions et les litiges.

Au Guatemala cette tactique a été largement efficace grâce à la structure institutionnelle étendue et de la portée de l'Église catholique. Sans la préexistence du réseau de fidèles, il serait difficile pour recueillir des histoires personnelles sur cette échelle. Le financement est aussi nécessaire; au Guatemala, les ressources financières ont été limitées et le travail a été distribué parmi les diocèses individuels.

Cette tactique peut être risquée. Beaucoup de violateurs des droits de l'homme restent dans les positions d'autorité dans l'armée et le gouvernement et l'armée et les paramilitaires ont répondu par des menaces et même des assassinats de ceux associés au projet.

Comment les gens dans les communautés locales peuvent-ils être activement engagés dans votre processus de réconciliation ?

DEMAND DE RÉPARATION

Quand un grand mal a été fait, est-il jamais possible de compenser les victimes à juste titre ou correctement ? Punir les auteurs des abus guérit-il les blessures de victimes ou prévient-il l'abus futur ? Les cours de justice peuvent-elles changer le vrai en faux ? Assez d'argent peut-il être donné pour compenser les abus ?

Voici des questions difficiles dont la communauté internationale essaie constamment de répondre. La tactique dans cette section cherche à apporter une forme de justice après que les abus des droits de l'homme soient commis, soit en cherchant la punition pour les auteurs, ou la compensation pour les victimes, ou en démolissant des structures culturelles et institutionnelles qui protègent des auteurs. Les cas juridiques contre les sérieux abus droits de l'homme - ceux-là qui ont commis des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité - peuvent être des affaires ardues. Ils exigent qu'une constellation de facteurs s'accordent parfaitement. Les structures juridiques nationales ou internationales appropriées doivent exister, aussi bien que les traités ou les lois; il doit y avoir de l'évidence; il doit y avoir une façon de concevoir l'accusé et l'amener physiquement au tribunal; souvent il existe des traités d'extradition et des mécanismes pour cela. Quand ces cas se produisent vraiment ils sont extraordinaires, encore il y a aussi beaucoup à apprendre de ces cas, la valeur des conventions internationales, traités et structures juridiques et rôle de la communauté internationale dans la prévention, l'étude et la réparation des torts.

Souvent ces cas de cour de justice traitent moins de punir des abus particuliers des droits de l'homme que de l'envoi de message que l'abus ne sera plus toléré et que notre société est celle gouvernée selon les lois et la justice. L'action contre les injustices peut se produire complètement à l'extérieur des structures juridiques. Les gens ont trouvé beaucoup de façons créatrices de découvrir des abus et tenir des auteurs responsables de leurs actions.

Une Première dans la Justice internationale : l'Application de la loi internationale aux dictateurs voyageant à l'extérieur de leurs pays d'origine.

L'arrestation et l'extradition de l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet ont permis les cas juridiques les plus extraordinaires. Il a créé un précédent qui peut être utilisé dans l'avenir pour viser des anciens et actuels chefs d'Etat pour la justice internationale.

Les gouvernements espagnols et britanniques ont utilisé la loi tant internationale que nationale pour déterminer que le dictateur chilien Augusto Pinochet pourrait être jugé pour violations des droits de l'homme commises pendant son règne.

Dans les premières années de la 1973-1990 de dictature Pinochet, les activistes des droits de l'homme ont commencé à documenter des cas de détention illégale, transfert forcé, meurtre, torture et disparitions réalisées par les forces de Pinochet. A la réinstauration de la démocratie au Chili, une commission officielle de vérité a compilé des renseignements exposés en détail sur environ 3,000 cas de violations de droits de l'homme. Pinochet ne pouvait pas, pourtant, être amené devant la justice au Chili, parce qu'avant de quitter le pouvoir il s'est donné la protection constitutionnelle de l'accusation et à la plupart de ses complices.

Les avocats agissant au nom des gens dont les droits de l'homme ont été violés par le gouvernement de Pinochet et les plaintes criminelles en Espagne en utilisant un artifice de procédure appelé l'action des gens ou accion popular, dans laquelle on permet aux citoyens espagnols de porter de l'avant des procédures pénales privées .le dans certaines circonstances. Les cours de justice espagnoles ont permis au cas de suivre son cours, basé sur le principe de juridiction universelle, qui permet des cas qui impliquent la torture, le génocide et d'autres crimes contre l'humanité d'être jugé dans les tribunaux espagnols, peu importe où le crime a été commis et sans tenir compte de la nationalité des auteurs et de leurs victimes.

Un mandat espagnol a été alors délivré et Pinochet a été arrêté par les autorités britanniques à Londres, où il était en visite. Pinochet et ses avocats ont défié le mandat, soutenant qu'en sa qualité d'ancien chef d'Etat il a droit à une immunité d'arrestation et d'extradition. La Chambre des lords britannique, pourtant, a par deux fois rejeté cet argument, estimant que, bien qu'un ancien chef d'Etat jouit de l'immunité pour les actes commis dans ses fonctions comme le chef d'Etat, la torture et les crimes contre l'humanité n'étaient pas «des fonctions» d'un chef d'Etat; et d'autre part, dès que la Grande-Bretagne et le Chili avaient ratifié la Convention des Nations Unies en 1984 contre la Torture et Autres Traitements Cruels, Inhumains ou Dégradant ou les Punitons, Pinochet ne pouvait pas réclamer l'immunité des charges de torture.

Pinochet a été finalement renvoyé en au Chili pour les raisons de santé et n'a pas ainsi été jugé en Espagne. Plus tard, La Cour suprême chilienne l'a dépouillé de l'immunité parlementaire qu'elle avait elle-même accordée et avait déterminée qu'il devrait être jugé; elle a décrété ensuite, pourtant, qu'il était trop malade pour passer en jugement.

Le passage en procès des Seigneurs crée un précédent important, en montrant au monde qu'un chef d'Etat ne jouit d'aucune immunité à l'accusation des charges de torture, que de tels crimes peuvent être poursuivis n'importe où dans le monde sous le principe de juridiction universelle et que les cours de justice nationales peuvent être utilisées pour forcer des états à remplir leurs obligations conformément à la loi internationale.

L'attention internationale a aussi changé l'équation politique au Chili, qui ne pouvait plus se cramponner aux lois nationales qui avaient protégées des violeurs des droits de l'homme y compris Pinochet, d'être jugé pour leurs actions. De la manière la plus importante, la détention prolongée de Pinochet à Londres a diminué la peur qu'il a engendrée dans la population chilienne, qui a commencé à avancer selon de nouvelles méthodes.

Responsabilité des multinationales : Utilisation des lois nationales pour traduire en justice ceux qui commettent des crimes contre l'humanité dans d'autres pays.

Aux Etats-Unis on utilise un statut fédéral de longue date pour permettre aux victimes des abus des droits de l'homme dans d'autres pays de porter plainte contre les sociétés complices dans les abus.

Le Fonds international de Droits du Travail (ILRF) utilise la Loi sur la responsabilité délictuelle de l'étranger ((Alien Tort Claims Act (ATCA)) pour porter plainte contre les sociétés multinationales complices dans les abus des droits de l'homme. Datant de 1789 et créé pour aborder et prévenir le piratage, l'ATCA est un statut fédéral Américain permettant aux ressortissants étrangers de porter des actions civiles contre les citoyens et les sociétés américains pour violations de loi internationale. Pendant que la tactique juridique était longtemps utilisée pour fournir la réparation aux droits de l'homme, l'utilisation de lois nationales pour les abus survenant à l'extérieur d'un pays représente une nouvelle opportunité pour les victimes de violations de droits de l'homme. Cette approche est aussi unique dans son intérêt pour les abus commis par les sociétés multinationales.

Beaucoup de ressortissants étrangers n'ont pas d'option pour des cas dans leurs propres pays. Le premier le cas d'ILRF ATCA, par exemple, a été contre la compagnie d'énergie Unocal au nom des réfugiés birmanis pour l'utilisation de travail forcé sur un oléoduc en Birmanie. Si les réfugiés s'étaient plaints en Birmanie, ils couraient un risque d'emprisonnement, de torture ou de mort, puisqu'au vu de la loi, il est illégal de fournir des renseignements sur le gouvernement aux étrangers. L'ATCA, pourtant, a permis aux ressortissants étrangers de porter le cas aux Etats-Unis. Pour qu'il soit considéré, il doit y avoir l'évidence que la société a délibérément participé à la violation; l'ILRF travaille pour le prouver.

En plus du cas contre Unocal, l'ILRF a porté plainte contre le Coca-Cola, Exxon-Mobil, Drummond et Del Monte. Aucun de ces cas n'a encore été conclu. L'ATCA est actuellement reconsidéré par le bureau du Procureur Général Américain, qui cherche à limiter la portée du statut.

Les mécanismes actuels dans les lois internationales de droits de l'homme ne sont pas particulièrement efficaces contre les sociétés multinationales. Cette tactique utilise des lois nationales disponibles pour multiplier les opportunités de réparation pour les victimes des abus de droits de l'homme les plus sérieux. Elle envoie aussi un message aux sociétés multinationales qu'elles seront tenues responsable des violations des droits de l'homme facilités par leurs aventures commerciales, en faisant prendre conscience au grand public. L'ATCA ou les lois semblables pourraient être utilisés par les victimes dans d'autres pays où l'abus est en cours ou où il n'y a aucune opportunité pour le recours juridique.

L'ATCA lui-même, pourtant, est interprété strictement pour faire une demande seulement aux abus des droits de l'homme les plus sérieux - le génocide, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, l'esclavage, le meurtre extrajudiciaire, la torture et la détention illicite.

Quelles lois de juridiction universelles existent dans votre pays qui pourrait être utilisé pour tenir les entités responsables des violations ?

Rechercher les violations : des preuves contre la discrimination.

Quand les abus sont cachés, ou acceptés par les membres de société, cela peut être difficile pour les victimes de prouver qu'une violation de droits de l'homme est survenue. Un groupe en Hongrie utilise une méthode de démonstration pour fournir l'évidence de discrimination et porter plainte au nom des victimes.

En adaptant une méthode utilisée par les organisations Américaines sur la discrimination d'habitation, le Bureau de Défense Juridique pour les Minorités nationales et Ethniques (NEKI) utilise une méthode d'évaluation pour recueillir l'évidence quand il y a une allégation de discrimination. La cour de justice hongroise a d'abord reconnue l'essai comme une technique valide pour documenter la discrimination dans un cas en 2000.

Les Roma forment des groupes de minorité dans plusieurs pays en Europe. Ils ont été des cibles fréquentes de crimes de haine et sont souvent reprochés pour l'augmentation de crime et de chômage en Hongrie. Les formes de discrimination rencontrée par les Roma incluent aujourd'hui l'incapacité de trouver l'emploi, l'habitation et les services dans les logements publics. Comme la discrimination est souvent imperceptiblement réalisée, la preuve directe est rare.

La démonstration est l'utilisation de NEKI pour prouver la discrimination et obtenir cette preuve directe. Le groupe identifie et forme les gens qui sont envoyés pour démontrer et reproduire les actions de ceux qui prétendent avoir connu la discrimination. Chaque contrôleur doit être un observateur sûr et objectif et son profil doit correspondre à cette personne qui a connu la discrimination autant que possible. Dans le choix des contrôleurs, NEKI évalue aussi si chaque individu ferait un témoin crédible pendant les cas juridiques. Comme les litiges peuvent durer plusieurs années, les contrôleurs doivent aussi être disposés à rester en contact avec le programme pour une période prolongée.

Quand NEKI reçoit une plainte, les membres du personnel évaluent le cas et, s'ils décident de le poursuivre, envoient des contrôleurs à l'endroit allégué de la discrimination. Si l'allégation concerne l'emploi, par exemple, la démonstration sera d'envoyer un Roma et une personne non-Roma avec les caractéristiques semblables et qualifications, avec l'ethnie comme leur seule différence importante. Ils sont envoyés aux intervalles espacés le même jour pour demander un emploi et les contrôleurs prennent des mesures comparables pour faire comprendre les comparaisons.

Les contrôleurs enregistrent leurs expériences sur formes d'attribution immédiatement après que l'épreuve, expose en détail des questions a demander au cours de l'entretien, le traitement du candidat et de la manière dans laquelle l'emploi été décrit, par ex. salaires et bénéfices. L'avocat évalue alors si en effet le traitement différentiel est survenu. Ces renseignements sont souvent utilisés pour soutenir des victimes dans des procès.

Dès 2002, NEKI a utilisé la tactique de démonstration quinze fois. Dans trois cas, il n'était pas possible d'accomplir l'épreuve. Des douze épreuves accomplies cinq n'ont pas produit d'évidence de discrimination systématique. La conservation de sept épreuves, pourtant, indiquait des démonstrations de discrimination et suffisante pour justifier l'action judiciaire.

Pour plus d'informations, voir carnet de notes tactiques disponible à www.newtactics.org, sous outils pour Action.

Adapté du travail par les organisations américaines, la tactique est clairement souple et d'autres groupes dans la région se sont approchés de NEKI pour apprendre comment leurs méthodes pour les questions de droits de l'homme comme les droits d'infirmité. La démonstration pourrait aussi être utilisée pour étudier les pratiques d'octroi de prêts d'une gamme d'institutions, sans oublier départements de la police ou des entreprises.

Demande de compensation : Persuader le gouvernement de compenser les victimes des abus par la police, les militaires et le personnel de forces armées.

En Inde, la Commission nationale de Droits de l'homme enquête sur les plaintes contre les abus des droits de l'homme et recommande que les collectivités locales fournissent la compensation aux victimes.

La Commission nationale de Droits de l'homme en Inde répond aux plaintes vérifiées contre l'abus de la police en demandant que le gouvernement compense financièrement les victimes et inflige des peines appropriées aux auteurs des abus.

Créée comme une partie de Protection of Human Rights Act (1993), la Commission a le pouvoir d'enquêter et suggérer des réponses aux violations de droits de l'homme par les fonctionnaires – y compris la provocation ou la négligence de prévention des violations. La majorité des plaintes qu'elle reçoit sont contre la police, même si la Commission a aussi recommandé des dédommagements pour les victimes des abus par le personnel de forces armées et les militaires.

Les plaintes contre les abus proviennent des activistes et des sources des mass médias et même des victimes ou de leurs parents. Les plaintes simples comprennent les abus physiques, le harcèlement d'individus ou des familles, l'abandon des procédures concernant le traitement de femmes, la négligence pendant dans la détention, la détention illégale et la torture. La Commission reçoit aussi des plaintes rattachées au travail des enfants, le travail forcé et les violations des droits des membres vulnérables de société, comme les enfants, les femmes, des castes infirmes, et les tribus, les réfugiés, les minorités et autres.

Quand une plainte est reçue, la Commission demande un rapport d'enquête ou instruit sa division d'investigation à examiner le cas. S'il est vérifié, la Commission écrit un rapport contre le gouvernement de l'Etat où la violation s'est produite. Le rapport inclut des recommandations pour la compensation financière aux victimes et pour la sanction disciplinaire contre les auteurs. L'Etat impliqué est libre de récupérer le montant de la compensation du fonctionnaire qui a commis les violations.

La Commission publie des détails de cas importants dans sa circulaire mensuelle, Droits de l'homme et dans ses rapports annuels. Les mass médias couvrent aussi de grands cas.

Les paquets de compensation aident les victimes et leurs familles à reconstruire leurs vies seulement si les récompenses sont substantielles; en plus, il faut prendre des dispositions pour s'assurer que cette tactique ne détourne pas l'attention des autres réformes. En dépit de ces difficultés, pourtant, le travail de ces commissions a vraiment le bénéfice de conscientiser les responsables sur les conséquences de leurs actions et abus d'où la prévention des abus futurs.

La création d'une commission comme celle-ci exige le soutien substantiel des dirigeants et la communauté ou les campagnes publicitaires sont nécessaires pour s'assurer que les victimes et leurs familles savent qu'ils peuvent utiliser ce recours sans peur de châtement.

Comment pouvez-vous commencer à tenir pour responsables les agences gouvernementales et les persuader de soutenir votre cause ?

Mobilisation contre l'impunité : sensibilisation publique sur l'impunité par un référendum ou pétition organisée.

Quelquefois, les instruments légaux et gouvernementaux existent mais le public les ignore ou ne sait pas comment les rendre utiles. Un groupe en Uruguay a organisé un effort public remarquable pour que les auteurs des abus ne partent pas impunis.

En utilisant une disposition constitutionnelle qui n'avait jamais été invoquée, Comisión Nacional Pro-Referéndum (CNR) a organisé un référendum en Uruguay, pour que le public puisse voter sur la décision du Congrès d'accorder l'impunité aux auteurs des abus des droits de l'homme employé par les militaires. Pour adresser une pétition au gouvernement d'organiser un référendum populaire, CNR, a eu besoin, à moins d'un an de l'adoption de la loi d'impunité, de recueillir les signatures de 25 pour cent de citoyens qui qualifiés pour voter.

La réunion d'un quart des signatures de la population a exigé une organisation gigantesque et aussi le rôle étendu des volontaires, dont la plupart sont venus des mouvements féministes. Organiser les participants a posé un grand défi. Par exemple, pendant toute une journée lors de la campagne nationale, les organisateurs ont coordonné les efforts de 9,000 brigadistas, ou collectionneurs volontaires de signature.

Dans cette entreprise massive, ils ont utilisé des ordinateurs et des tableurs pour présenter sous forme de tableau les signatures. Après l'obtention et soumission des signatures au gouvernement, CNR a publiquement défendu leur validité devant le comité de révision électoral. Tout au long du processus de collecte et soumission des signatures, CNR s'est servi du peuple pour combattre la lourde opposition gouvernementale et des mass médias

Il a distribué leas, des bannières suspendues et des posters et a tenu des rassemblements, des festivals de musique et des courses de vélo. Bien que le référendum ait été perdu de justesse, le travail de CNR a créé un nouvel instrument avec lequel former la démocratie Uruguayenne. Un sur trois Uruguayens a été visité personnellement par les brigadistas pendant la campagne et huit référendums plus populaires ont depuis été essayés. Les brigadistas et les chefs à CNR ont continué à jouer un rôle dans la politique.

Le CNR n'a pas atteint son but ultime de renverser la loi accordant l'impunité, mais il a vraiment mobilisé la société civile en Uruguay d'une façon sans précédent et a fait de l'impunité un problème national. Les visites des brigadistas ont conscientisé à la base un nombre extraordinaire de gens et beaucoup d'autres furent informés par les médias.

Les dispositions juridiques comme le pouvoir de référendum peu utilisé en Uruguay ne sont pas disponibles dans chaque pays. Les signatures peuvent toujours être recueillies sur des pétitions, pourtant, comme canal de prise de conscience publique et d'une déclaration à l'endroit du gouvernement que le public est insatisfait avec les politiques gouvernementales.

Assumer les responsabilités pour le passé : Mobilisation des ressources publiques pour un groupe socialement marginalisé.

Identifier et, si possible, punir les auteurs des abus n'est qu'une partie de l'équation. Dans la recherche des réparations aux abus des droits de l'homme, certains groupes optent pour la compensation des victimes, souvent sous la forme de traitement financier, la compensation ou la restitution des biens confisqués.

Pour réussir les groupes doivent souvent forcer le gouvernement au pouvoir à admettre sa part dans l'abus et prendre la responsabilité pour compenser des victimes ou les aider à obtenir le traitement.

La Fondation ICAR en Roumanie a fait pression sur le gouvernement pour aider à fournir, d'abord, les lieux physiques pour les centres de traitement de torture et, deuxièmement, le droit de libérer la médecine et à la couverture assurance pour les soins spécialisés et les services exigés par les survivants de la torture.

La tactique d'ICAR fait partie d'une stratégie de persuader le gouvernement d'être responsable du passé de la nation afin de construire un meilleur avenir. Beaucoup de tortionnaires de l'ère communiste de la Roumanie ont échappé en toute impunité et certains occupent maintenant des positions d'influence dans la société. Les victimes font face à une société dans laquelle les forces substantielles préféreraient oublier le passé - et ses victimes - plutôt apprennent à partir de ce passé pour construire un engagement civil plus ancré à la démocratie et aux droits de l'homme.

ICAR a d'abord cherché à gagner la confiance des victimes, travaillant avec l'Association roumaine d'Anciens Prisonniers Politiques, alors identifiés les besoins non rencontrés du groupe, en incluant l'approche pour s'approprier des soins médicaux et financière et un soutien législatif. Rencontrer ces objectifs, ICAR a visé entre autres, les fonctionnaires, les professionnels médicaux et officiels, en ville, les agences municipales et publiques, comme le Ministère de la Santé, fournir des services professionnels. ICAR a aussi créé des alliances avec d'autres petites organisations de société civiles, les mass médias et le Conseil international de Réhabilitation pour les Victimes de Torture (IRCT) au Danemark.

Il a pris dix ans, mais ICAR a persuadé le gouvernement de la Roumanie d'admettre sa responsabilité à ceux qui avaient souffert entre les mains de l'ancien régime.

Pour plus d'informations voir carnet de notes tactiques disponible à www.newtactics.org, sous outils pour Action.

Le succès d'ICAR était remporté de haute lutte et a dépendu en la grande partie de la transition politique que la Roumanie subissait en ce temps-là. ICAR a reconnu et utilisé ses connexions pour profiter, cette ouverture politique. De nouvelles lois et la société nouvellement ouverte ont aussi permis aux victimes d'organiser sans peur de représailles. La tactique d'ICAR a servi le double but de compenser des victimes et mettre fin à l'impunité gouvernementale. EN LIGNE

Comment pourriez-vous commencer à retenir le gouvernement pour investir des ressources dans l'établissement des services aux victimes ?

Démasquer les auteurs des abus : dénigrer Publiquement les auteurs des abus par des manifestations orientées.

Quand on accorde de l'impunité aux auteurs des abus conformément à la loi ou de facto, ils peuvent continuer à mener des vies relativement anonymes - quelquefois dans les mêmes communautés que leurs victimes. Un groupe en Argentine a pris la décision suivante ; même si les auteurs ne peuvent pas être poursuivis devant les tribunaux, ils peuvent être dénoncés - ou «démâqués» - au grand public.

Hijos por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y el Silencio (Enfants pour l'Identité et la Justice Contre l'oubli et le Silence, ou H.I.J.O.S) organise des manifestations orientées devant les maisons des personnes qui ont été identifiées comme les auteurs des abus des droits de l'homme. Ces manifestations, appelées escraches ("unmaskings"), exposent publiquement l'auteur des abus et permettent aux communautés d'exprimer leur condamnation morale.

H.I.J.O.S., dont les membres sont surtout des enfants des disparus, commence par identifier quelqu'un individu qui a mené la répression sous le gouvernement militaire en Argentine (1976-1983). Alors commence le pre-escrache. Ils parlent aux unions locales, bibliothèques et autres organisations sociales qui travaillent dans le quartier où vit l'auteur. Ils distribuent des brochures et organisent des conférences informelles dans le quartier et dans les écoles. Le but du pre-escrache est d'impliquer la communauté, dont la participation est capitale au succès de la tactique. Le jour de l'escrache, les manifestants se rassemblent dans un lieu public près de la maison de la cible, lisent des discours condamnant l'individu et décrivant ses crimes. Ils postent des brochures sur les murs avec la photo de la personne, le nom, "adresse, le numéro de téléphone et la biographie. Diverses autres actions peuvent être prises quand c'est approprié. Une variante de l'escrache c'est l'escrache-movil, une manifestation mobile qui vise plus d'un auteur des abus, généralement dans un seul quartier.

H.I.J.O.S a la représentation légale qui intervient dans la résolution de tout problème qui pourrait les opposer à la police ou les anti manifestations, mais la clé à l'accomplissement de son objectif sans conflit c'est d'impliquer autant de personnes que possibles dans les manifestations.

A la fin de l'escrache, l'efficacité de la tactique demeure entre les mains des voisins de la cible. Quelquefois la réponse chancelle. Il y a des exemples de magasins ou de bars qui se ferment et se voient quand entre un auteur des abus. Quelques auteurs des abus qui ont été visés ont dû abandonner de leurs propres maisons à cause du rejet social.

Même si les lois d'amnistie ont rendu difficile la poursuite de certains auteurs, H.I.J.O.S déjoue les systèmes politiques et juridiques pour encourager une sorte d'ostracisme social, à travers l'humour, le théâtre et autres manifestations créatrices.

Cette tactique comporte quelques risques sérieux. Ceux qui utilisent cette tactique doivent être certains qu'ils ciblent les véritables coupables et que les manifestations ne sont pas utilisées à des fins politiques. Les organisateurs de grandes manifestations portant sur des sujets émotionnels doivent mettre en place des mécanismes pour empêcher les événements de tourner en violence. Dans certaines situations, les actions comme celles-ci pourraient tourner les gens dans la communauté contre les manifestants, dans la mesure où ils ne souhaiteraient pas vivre des troubles de cette nature dans leur quartier.

Comment pourriez-vous avoir recours au pouvoir d'une communauté entière pour condamner un abus ou un auteur des abus?

Reconstruction d'un quartier : porter sur une carte des histoires personnelles et unir les souvenirs en vue de la reconquête d'une place dans l'histoire et la récupération des terres perdues.

Les régimes dictatoriaux ont souvent contraint les populations à l'abandon de leurs maisons, délocalisé des communautés entières et confisqué des terres et des biens. Les puissances coloniales tout comme les nouvelles sociétés ont empiété sur des terres natales. Retourner ces biens à leurs anciens propriétaires peut être un défi et exige que leurs limites soient identifiées et délimitées de façon positive. District Six Musée en Afrique du Sud relève ce défi d'une façon innovatrice.

District Six Museum en Afrique du Sud a mené une revendication des terres où en fin de compte, les populations ont retrouvé aussi bien la propriété que la dignité qu'elles ont perdue sous l'apartheid. District Six Musée continue d'être un espace où les gens peuvent recueillir, disséminer et échanger des souvenirs du quartier et reste aussi activement impliqués dans la promotion du dialogue civique au sujet des villes humaines en Afrique du Sud.

En 1966, à la suite du Group Areas Act, District Six, le quartier où régnait l'intégration raciale à Cape Town a été rasé pour faire place au développement de nouvelles structures « réservé aux blancs », mais aucune construction ne s'en suivit. Les seuls bâtiments laissés étaient des maisons de vénération.

Comme partie d'une campagne pour défendre les terres et l'intégrité de communauté, un groupe d'anciens résidents a organisé une exposition avec une carte l'ancien quartier comme pièce principale. Ils ont revêtu le sol d'une église Méthodiste avec une carte détaillée de leur quartier détruit et ont invité leurs voisins à y placer leurs maisons, rues, magasins et espaces communautaires.

Ce projet de cartographie de souvenirs est devenu la base pour les revendications de récupération des terres. Le musée a organisé et a accueilli une des Cours de justice sur les terres, où les gens pouvaient déposer les plaintes officielles pour revendiquer leurs terres ou celles de leurs familles. D'anciens résidents se sont assis dans les chaises directement sur la carte de leur ancien quartier, comme le tribunal leur a redonné, selon les propos d'un résident, « nos terres, nos maisons, notre dignité. » Depuis, le musée a organisé des expositions sur les histoires de plus petites communautés voisines détruites sous le Group Areas Act, y compris Kirstenboch et Two Rivers, pour faire écho et soutenir leur revendication des terres encore non résolue.

District Six Museum cherche à fournir un processus durable de guérison personnelle et de réconciliation, aussi bien que promouvoir une culture démocratique et des droits de l'homme durable dans quartier. Ses programmes maintiennent vivants les souvenirs d'enlèvements et les transmettent aux nouvelles générations. La mémoire collective du passé renforce en retour les efforts de prévention de ségrégation, le déplacement et autres abus de démocratie dans l'avenir.

Dans les années à venir, d'anciens résidents de District Six commenceront à regagner le quartier pour réclamer leurs terres et reconstruire. La Coalition internationale des Sites Historiques de Conscience, dont District Six Museum est un membre, peut suggérer des façons créatrices d'utiliser l'histoire et les sites où cette histoire a été vécue pour aborder les problèmes et les défis actuels des droits de l'homme.

Vagues dans l'étang

Obtenir justice est possible longtemps après que les abus aient eu lieu. Des communautés indigènes aux États-Unis et d'autres pays ont travaillé pendant des décennies pour reprendre possession de leur terre natale par les tribunaux et le législatif. Le Projet White Earth Recovery dans l'État du Minnesota aux États-Unis a décidé de restituer les terres et l'héritage des peuples Anishinaabe en procédant autrement – le rachat. **Winona LaDuke** du Projet White Earth Recovery parle de réflexion stratégique, souplesse tactique et formation des alliances.

« Au début de la tentative de récupération de nos terres, nous avons usé de toutes les voix de recours possibles. Nous sommes allés devant les tribunaux mais nous n'avons pas eu gain de cause. Nous sommes allés au Congrès, mais nous n'avons pas conclu une belle affaire avec cette instance. J'ai témoigné à l'ONU. Nous avons essayé tous ces mécanismes et pour finir nous avons décidé trouver un meilleur plan pour récupérer nos terres.

Nous avons donc commencé un cartel domaniale. Nous achetons des terres aux vendeurs volontaires en même temps que des personnes nous faisaient des dons de terrain également. Actuellement, nous avons environ 1,700 ares. Nous cultivons quelques vieilles variétés de maïs, quelques framboises et fraises. Nous produisons aussi beaucoup de sirop d'érable.

Je pense à mon travail comme le fait d'organiser par l'exemple. Je m'occupe des organisations depuis 25 ans et j'ai appris que nous avons non seulement un combat contre ce qui est faux, mais que, nous devons montrer ce qui est juste. Les gens se sont habitués à ce qui est incorrecte. Même dans notre propre communauté indigène américaine, nous nous sommes habitués à être traités comme les citoyens inférieurs.

Et nous nous sommes habitués à penser que nous ne pouvons pas récupérer nos terres, nous ne pouvons pas contrôler notre économie. Donc nous sommes en train de changer progressivement cette attitude et de retourner sur nos terres. Disons que vous avez un cimetière d'indigènes américains quelque part où quelqu'un fait paître ses vaches dessus. Donc vous allez discuter avec ce fermier et vous trouvez le moyen par lequel faire sauter la clôture de ce cimetière. C'est une petite approche, pas une macro approche. Pensez-y comme de très petits cailloux qui font de grandes vagues dans l'étang.

En même temps que vous vous occupiez de très petits problèmes, vous devez avoir vos yeux ouverts sur des plus importants. Vous devez être très informés de ce qui se passe politiquement. Et, quelquefois, pour satisfaire les besoins de votre communauté il peut vous arriver de nouer des alliances avec des personnes dont vous n'avez jamais cru devoir travailler avec elles.

Nous qui travaillons sur les problèmes des droits indigènes aux États-Unis y sommes depuis longtemps. Nous avons beaucoup d'expérience en analyse de politique nationale et nous avons noué des alliances stratégiques non seulement avec d'autres peuples indigènes, mais aussi avec des pourvoyeurs de soins de santé et des environnementalistes. En ce moment nous essayons de former une alliance sur les aliments organiques. Nous sommes chanceux d'avoir l'expérience qui est la nôtre, mais cela ne signifie pas que nous sommes victorieux. Tout simplement que nous sommes au fait de notre situation. »

BATIR LES CULTURES ET INSTITUTIONS DES DROITS DE L'HOMME

Chaque société gère les droits de l'homme un peu différemment, par rapport à ses propres traditions, culture et réalités économiques. Mais chaque société, peu importe ses valeurs, a besoin d'un endroit commun où les individus, les agences gouvernementales, les institutions civiques, les gens et les groupes de toutes sortes peuvent se réunir pour partager la responsabilité du bien-être collectif et ériger des règles pour une conduite et des conditions acceptables.

Nous pouvons l'appeler société civile, nous pouvons l'appeler le domaine public. C'est l'endroit où nous avons l'opportunité de construire des cultures et des institutions qui respectent des droits de l'homme. Dans certains pays - essentiellement en Occident - cet espace commun est fort, mais n'est pas entièrement exemptée de l'abus. Dans d'autres parties du monde, il existe, mais ne fait pas encore partie intégrante des vies quotidiennes des gens. Dans certaines sociétés ou l'espace public est très faible; il est sur régulé par l'état, extrayant les individus qui se retirent alors et se cachent dans leurs propres vies privées, plutôt que d'être impliqués. Sans cette société civile, sans cet espace public, il n'y a aucune activité civique et les droits de l'homme deviennent une affaire arbitraire.

Mais comme vous le verrez dans ce chapitre, de plus en plus de personnes deviennent impliquées et travaillent pour faire avancer et protéger des droits de l'homme sur le plan local, à l'échelon national et dans le monde entier. Ils utilisent la nouvelle tactique pour renforcer cet espace public et construire de fortes cultures de droits de l'homme. Certains d'entre eux commencent tout petit - dans leurs propres écoles ou administrations du village ou se sont concentrés sur une question simple - mais quand les gens peuvent avec succès atteindre des buts modestes ils ont désormais l'esprit pour oser faire quelque chose de plus grand, quelque chose de mieux. Et c'est là où la nouvelle tactique peut jouer un rôle crucial, en donnant aux gens les instruments dont ils ont besoins pour franchir le pas supplémentaire.

- Murat Belge le Président de l'Assemblée de Citoyens d'Helsinki, Istanbul, Turquie

Il existe plusieurs catégories de défenseurs des droits de l'homme. Qu'ils travaillent à soulager la faim, à nettoyer l'environnement ou à assainir la vie politique; qu'ils mettent l'accent sur les enfants, les femmes ou les minorités, le dénominateur commun est que tous travaillent à construire un monde dans lequel tous les êtres humains vivent dans la dignité et la sécurité.

Les accords internationaux, les conventions et les traités signés durant ces dernières décennies constituent des étapes positives, et pourtant insuffisantes. Les individus et les communautés doivent comprendre les droits codifiés dans ces accords (par exemples, le droit à une égale protection devant la loi, la liberté de mouvement ou la liberté contre la torture) et comment les faire valoir.

Certaines tactiques décrites dans ce livre, mettent l'accent sur des abus imminents ou continus, également sur la réparation des dommages des abus passés. Les tactiques évoquées dans cette section sont, pour la plupart, des approches à long terme. Celles qui visent à renforcer la culture des droits humains et le respect des droits de l'homme. Ils accomplissent cela en encourageant de nouvelles personnes et des groupes de personnes à s'impliquer dans la défense des droits de l'homme, ce qui augmente non seulement ce que l'on est en mesure d'effectuer, mais accroît autant la légitimité du mouvement. Ils réalisent cela en trouvant les personnes clés et des groupes de gens qui, comme des alliés, peuvent faire plus que la somme de leur travail prise individuellement. Ils le font en donnant aux gens les compétences dont ils ont besoin pour faire leur travail. Finalement, ils le font en créant une large prise de conscience de l'existence de ces droits et de leurs violations, les convaincant de reconnaître les abus et de les définir comme inacceptable dans un monde civilisé.

Certaines tactiques ont pour but de résoudre un problème particulier ou de se concentrer sur un droit particulier. Cependant beaucoup ont un objectif plus vaste, comme par exemple : la mise en place d'une base, des institutions, des alliances, de la sensibilisation et des attitudes qui rendent possible la protection de tous les droits de l'homme.

Les tactiques dans ce chapitre sont divisées en quatre sections:

1. Tactiques de renforcement des circonscriptions impliquant de nouveaux groupes dans la défense des droits de l'homme.
2. Tactiques de collaboration stratégiques utilisées pour développer des partenariats nouveaux et efficaces pour le changement.
3. Tactiques de renforcement des capacités qui créent des institutions et des systèmes de formation pour promouvoir les droits de l'homme.
4. Tactiques pour éveiller les consciences et la compréhension pour éduquer sur les droits de l'homme.

BATIR DES CIRCONSCRIPTIONS

Les messages de droits de l'homme sont souvent destinés aux gens déjà familiers avec les questions, des gens qui en ont déjà exprimé l'intérêt et le soutien. Aider les nouveaux et les impliquer dans le travail des droits de l'homme renforce le potentiel pour une action plus efficace. Cela introduit une énergie fraîche, des idées fraîches, des ressources fraîches et des contacts frais. Plus le groupe des gens agissant comme avocats sur une question particulière est divers, plus il devra être capable de s'adapter aux changements et plus il est difficile aux abuseurs de défendre leurs actions. Une circonscription diverse et active crée beaucoup plus de mouvement de droits de l'homme élastique.

Les tactiques dans cette section renforcent toutes de nouvelles circonscriptions par rapport aux questions des droits de l'homme. Ils aident les individus et les groupes qui n'auraient jamais eu la chance d'être impliqués ces questions - les jeunes gens ou les législateurs locaux, par exemple - ou à ceux avec une autorité particulière dans une communauté, tel que les chefs religieux, qui ont un grand pouvoir d'influencer et d'amener les autres à s'engager.

Les jeunes contre le fascisme et le racisme : l'Utilisation de la culture populaire pour amener les jeunes gens à s'engager dans les reportages de droits de l'homme.

Des groupes de discussion, des forums et des ateliers sont tous des instruments communs pour susciter la conscience sur une question et impliquer des nouveaux gens, mais ces tactiques pourraient ne pas être suffisamment dynamiques pour attirer l'attention de certains groupes cibles - notamment, des jeunes gens. Une organisation en Pologne s'est focalisée sur deux façons efficaces d'atteindre des jeunes gens et tenir leur attention : la musique et les sports.

Nigdy Wiecej (Plus Jamais) utilise la culture pop pour construire un réseau de jeune antiraciste en Pologne. Aux concerts de rock et aux matches de football le groupe aide des grands nombres de jeunes gens et les rend conscients du problème. Il recrute alors certains pour rejoindre un réseau de correspondants qui surveillent et font un rapport sur les activités de groupes néo-fascistes et racistes dans leurs villes natales.

Dans le cadre de sa Musique de campagne de rock Contre le Racisme, Nigdy Wiecej organise des concerts et publie des CDs de compilation présentant des groupes pops polonais et étrangers célèbres. Aux concerts et à l'intérieur des pochettes des CDs, Nigdy Wiecej instruit l'audience sur le sérieux du problème de racisme en Pologne et demande à l'audience de devenir des agents actifs de changement social.

Les stades de football de la Pologne avaient été presque complètement dominés par une subculture xénophobe avant que Nigdy Wiecej commence avec sa campagne Boutons le Racisme hors des Stades. Dans le cadre de cette campagne, le groupe publie Stadion, un magazine antiraciste pour les fans de football, a sorti un CD, organise des tournois de football amateur et fournit des banderoles utilisées pendant les jeux pour signifier leur présence à d'autres groupes antiracistes locaux.

A travers ces campagnes centrées sur la jeunesse, Nigdy Wiecej a recruté un réseau de 150 correspondants volontaires qui sont tenus de faire mensuellement un rapport sur les activités racistes et xénophobes dans leurs communautés. Nigdy Wiecej recueille ces rapports, les publie dans sa propre revue mensuelle et les distribue à la presse polonaise et internationale. Le réseau et la publication permettent la sensibilisation sur le problème de racisme parmi une plus grande frange de la société polonaise, bien au-delà du jeune fan du football et du rock.

Lisez-en plus dans un bloc-notes tactique disponible à www.newtactics.org, sous les Instruments pour l'Action.

Nigdy Wiecej utilise la culture pop pour recevoir des jeunes gens - une circonscription sympathique, mais souvent non impliquée - impliqués dans le travail des droits de l'homme, mais il ne s'arrête pas aux concerts et aux sports. Dès que les gens ont exprimé l'intérêt et un engagement au volontariat, l'organisation s'assure qu'ils vont devenir plus impliqués.

Les adaptations de cette tactique pourraient être utilisées pour surmonter l'apathie étendue dans une variété de situations, mais la question lui-même est importante : ce doit être quelque chose dont les jeunes gens peuvent se sentir connectés, quelque chose qui pourrait potentiellement toucher leurs propres vies.

« La seule existence de problèmes sociaux comme le racisme et la xénophobie est souvent niée par les autorités et les mass médias principaux en Pologne, comme il en est dans d'autres pays de L'Europe Centrale et de l'Est. »

- *Rafal Pankowski, Nigdy Wiecej, Pologne*

Faire des Droits de l'homme une affaire Locale : Passer des traités internationaux au niveau local pour avoir un impact sur la politique publique et promouvoir les normes de Droits de l'homme.

Les législateurs locaux constituent une circonscription potentiellement puissante qui est rarement impliquée dans les batailles de droits de l'homme. Dans certains pays, les responsables locaux ne sont pas habitués à penser à leur travail du point de vue des droits de l'homme; leur travail quotidien est centré autour du zonage des décisions, des permis et des budgets. L'Institut Féministe pour leadership et le Développement (WILD for Human Rights) travaille avec la collectivité locale pour aider ses responsables à voir le rôle qu'elles pourraient jouer dans la formation des politiques qui protègent les droits de l'homme. Elles engagent aussi les communautés locales, les circonscriptions où ces législateurs sont responsables.

L'Institut Féministe pour le Développement du leadership pour les Droits de l'homme (WILD) a utilisé la Convention des Nations Unies pour Mettre fin à la Discrimination Contre les Femmes (CEDAW) pour plaider la cause des droits de l'homme au niveau local.

En 1996, WILD pour les Droits de l'homme a commencé à plaider pour que San Francisco devienne la première ville des Etats-Unis à passer une loi promouvant les principes de CEDAW, discuter des normes de droits de l'homme par rapport à la discrimination et mettre sur pied des résultats basés sur des communautés mesurables, WILD pour les Droits de l'homme travaille avec les responsables gouvernementaux, les citoyens publics et les groupes de revendication basée sur la violence dans la famille, la pauvreté et les questions de santé.

WILD pour les Droits de l'homme a organisé une conférence publique au cours de laquelle les membres des communautés ont été encouragés à enregistrer le témoignage personnel se rapportant aux droits de femmes et de filles et à leurs engagements à soutenir les principes de la Convention. A travers cette audition, le groupe a espéré donner aux responsables de la ville et aux membres de communauté un rôle de leadership dans le processus, en les aidants à se sentir personnellement engagés à voir les principes de la Convention soutenus partout dans la ville.

Le témoignage sur la pertinence de CEDAW dans les vies de femmes locales a été présenté aux hauts responsables gouvernementaux lors d'une conférence publique à la fin de 1997. En avril 1998 la ville a passé une ordonnance exigeant aux départements de la ville de revoir les budgets, les politiques d'emploi et la fourniture de services dans le contexte de genre et des droits de l'homme et allouant des fonds pour aider les directions à mettre l'ordonnance en pratique. L'ordonnance est entrée dans une nouvelle phase en 2003.

En réponse à l'ordonnance, le gouvernement local de la ville de San Francisco a examiné les Directions de Travaux Publics, du Service de probation Juvénile et Adulte et de l'Environnement, aussi bien que la Commission du Loyer (Rent Board) et de l'Arts. Et les directions de la ville ont fait un certain nombre de changements, créant par exemple, les emplois non traditionnels pour les femmes dans le gouvernement de la ville et ajoutant plus de lampadaires dans les quartiers dangereux.

WILD pour les Droits de l'homme étend maintenant sa portée et conseille des organisations dans les villes à travers les États-Unis sur la manière dont ces villes pourraient adopter les principes de CEDAW, aussi bien que ceux de la Convention sur l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination Raciale (CERD).

Les gens qui apportent des témoignages lors des réunions publiques pourraient ne jamais avoir perçu leurs expériences du point de vue des droits de l'homme, tout comme les responsables locaux à San Francisco pourraient ne jamais avoir considéré leur travail du point de vue des obligations de droits de l'homme. Mais WILD pour les Droits de l'homme les a aidé à placer leur travail et leur expérience dans ce cadre et les a entraîné dans le mouvement de droits de l'homme.

Cette tactique pourrait aider à changer une façon nationale de penser, petit à petit et entraîner finalement l'implémentation et le contrôle de normes de droits de l'homme. D'autres groupes travaillant sur une large variété de questions peuvent aussi décider que le renforcement des supporters et des circonscriptions sur le plan local peut les aider à faire plus de changements significatif tant sur le plan local que mondial.

Lutter contre les stigmates sociaux : Impliquer des chefs religieux dans le modelage de la conduite vers les populations stigmatisées.

Dans beaucoup de communautés les chefs religieux tiennent des positions de grand respect et d'influence; les gens comptent sur eux pour les signaux sur la manière de se comporter et les normes morales à soutenir. Ici, les moines Bouddhiste Tibétains et les religieuses luttent contre les stigmates du VIH/SIDA en modelant la conduite envers les malades qui pourraient autrement être entièrement exclus.

Le projet de Sangha Metta forme des moines Bouddhiste, des religieuses et des novices à fournir l'assistance pratique et spirituelle aux gens atteints du VIH/SIDA et à combattre les mythes, les conceptions erronées et les stigmates entourant la maladie. Le programme existe maintenant en Thaïlande, au Cambodge, au Laos, en Birmanie, au Bhutan, au Viêt Nam, en Chine et en Mongolie et reçoit l'aide du Fonds des Nations Unies pour l'Enfants (l'UNICEF), AusAID, l'Institut de Société Ouverte et le Projet de Birmanie.

Pendant que le VIH/SIDA est devenu épidémique dans la région de l'Asie Pacifique un manque de compréhension sur la transmission de la maladie persiste, tout comme la discrimination contre ceux qui sont infectés.

Centré sur les enseignements moraux et religieux de Bouddhisme, le projet de Sangha Metta a commencé en 1997 par les moines en Thaïlande et a été une source d'inspiration, de formation et d'assistance technique pour la mobilisation des Bouddhistes autour du SIDA. Sangha Metta organise des séminaires, des ateliers et des visites sur le SIDA aussi bien à l'intention des chefs Bouddhistes, que des chefs d'autres religions. Au cours de trois formations de tous les jours, les participants s'imprègnent de la prévention, la conscientisation, les instruments et l'aptitude à la gestion sociale pour encourager la tolérance et la compassion. Ensemble ils évaluent les problèmes de leurs communautés et les moyens possibles pour les combattre.

Les chefs Bouddhiste modèlent alors la conduite vis-à-vis des membres affectés de la communauté, mangeant, par exemple, les aliments préparés et offerts par les personnes vivant avec le VIH/SIDA. Cet acte simple, symbolique a un impact puissant sur les membres de communauté tout en affrontant leurs peurs de transmission. Les moines guident aussi la méditation pour les personnes vivant avec le VIH/SIDA, leur rendent visite dans leurs maisons, éduquent les jeunes gens sur la maladie et encadrent des enfants orphelins du VIH/SIDA.

Les moines et les religieuses travaillant avec Sangha Metta aident à persuader des membres de leurs communautés de promouvoir et respecter des droits de l'homme en modelant la conduite - l'acceptation et la tolérance pour un groupe de gens qui avaient traditionnellement été des exclus. Les temples en Asie sont le coeur spirituel des villages et les villageois voient en des moines et des religieuses des enseignants respectés, confiants et des exemples de la façon puriste de mener une vie de Bouddhiste. Les gens sont habitués à les voir comme des modèles en matière de conduite. Cela peut ne pas être explicite dans d'autres religions ou cultures, mais beaucoup de personnes comptent sur leurs chefs religieux pour les conseiller sur la manière d'agir. Ces chefs ont le pouvoir d'entraîner de nouvelles personnes dans la promotion des droits de l'homme.

Sangha Metta a maintenant traversé des barrières religieuses et conduites des ateliers et des formations à l'intention des chefs des fois chrétiennes, hindoues et Islamiques aussi.

Comment pouvez-vous mobiliser des chefs respectés dans votre communauté ?

« J'ai parlé aux moines à propos de ce que leur rôle pourrait être vis-à-vis du VIH/SIDA. J'ai demandé leurs idées et ai étudié des Saintes Écritures des Bouddhistes avec eux. Ils sont arrivés à une conclusion que le VIH/SIDA n'était pas simplement un problème de santé, mais aussi un problème socio-économique. Comme les chefs traditionnels et religieux dans leurs communautés, les moines ont un rôle le renforcement de leurs communautés et jouent aussi un rôle actif dans la lutte contre le VIH/SIDA. »

- *Laurie Maund, Sangha Metta, la Thaïlande*

Faire le porte à porte pour trouver des alliés : l'Utilisation d'une campagne de sélection pour identifier les nouveaux alliés potentiels en faveur des droits de l'homme.

La violence dans le foyer est une question qui affecte les vies d'hommes, de femmes et d'enfants, et pourtant il est souvent perçu uniquement comme un problème de femme. Un groupe en Afrique du Sud utilise une tactique unique pour faire impliquer des hommes dans la réduction de la violence dans la famille.

La Campagne de Héros Quotidienne du Projet 5 dans 6 en Afrique du Sud demande aux femmes d'identifier des hommes ayant une attitude positive envers les femmes et invite ensuite ces hommes à devenir de nouveaux avocats pour les droits féministes.

Le taux de violence contre les femmes en Afrique du Sud est le plus élevé du monde parmi tous les pays qui ne sont pas en guerre. La recherche montre qu'un homme sur six ici abuse des femmes dans sa vie. Le Projet 5 dans 6 vise les autres hommes, ceux qui n'abusent pas des femmes. Le projet a développé la campagne de Héros Quotidienne à l'intention de ces hommes et les implique dans la lutte. Les volontaires vont de maisons en maisons pour demander aux femmes des renseignements sur les hommes le bien, positifs qui vivent là. Avec les sélections envoyées aussi par courrier, plus de 50,000 réponses ont identifié «les meilleurs» pères, oncles, frères, grands pères et amis dans le pays. Les noms et les fiches de recommandation décorent des églises locales, étendent la sensibilisation de la campagne et augmentent sa popularité.

Les volontaires de cette liste de noms sont invités aux réunions traitant "des problèmes de la communauté," et impliquant des hommes d'âges, d'expériences, de classes sociales et de situations financières différents. Les réunions se concentrent sur le développement des solutions collaboratives, non violentes du problème de violence contre les femmes.

Les ateliers supplémentaires aident les hommes à comprendre les relations de pouvoir entre les genres, à construire l'amour propre et les façons positives de s'occuper des situations internes difficiles. Beaucoup de participants ont remarqué de grands changements dans leur niveau de conscience de la violence dans la famille dans leur capacité de retenir d'autres hommes par rapport à la question. Pour beaucoup, c'était la première fois qu'ils se prononçaient sur ces questions et le résultat a été puissant.

En reconnaissant et en honorant des modèles mâles locaux, le projet 5 dans 6 est capable de communiquer avec un échantillon de modèles mâles positifs dans la communauté, en les retenant pour discuter et identifier des solutions de la violence domestique et voir que c'est une partie sous-tendante des autres problèmes faits face dans leurs communautés.

Cette campagne de désignation aide à identifier "les alliés potentiels" - les gens qui se soucient d'une question particulière, mais n'y sont pas activement impliqués. Ils peuvent être non impliqués parce qu'ils ne le voient pas les affecter ou simplement parce qu'ils n'ont jamais eu l'opportunité de faire ainsi ou encore parce que la société les a traditionnellement distancés du problème.

Une fois que le Projet 5 dans 6 a identifié ces alliés passifs, il aide certains d'entre eux à devenir des alliés actifs et l'effet grandit: ces alliés actifs, à qui on donnerait les instruments et les renseignements nécessaires, parlent à d'autres hommes, créant ainsi plus d'alliés pour les droits féministes.

Qui sont vos alliés passifs ? Quelle tactique pouvez-vous utiliser pour gagner leur soutien et leur implication ?

Renforcer les réseaux à travers la messagerie texte: l'Utilisation de la messagerie texte pour renforcer les circonscriptions en faveur de l'action des droits de l'homme.

La technologie moderne peut être utilisée pour créer la sensibilisation sur les droits de l'homme et recruter un plus grand nombre de personnes, spécialement les jeunes, à être impliquées dans les campagnes de droits de l'homme.

Amnistie internationale - Pays-Bas utilise la technologie de la messagerie texte pour attirer de nouveaux membres - surtout les jeunes gens - à l'organisation, renforcer la sensibilisation de sa Campagne Contre la Torture et encourager les gens à répondre rapidement aux actions en appel urgentes. Plus de 500 nouveaux membres ont adhéré suite au recrutement de la messagerie texte et plus de 5,000 ont répondu aux actions en appel urgentes envoyées par la messagerie texte.

La tactique a été développée en 2001, dans le cadre de Campagne d'Amnistie internationale contre la torture. Lorsqu'on avait besoin d'une action immédiate pour protéger quelqu'un contre la torture, la section néerlandaise d'Amnistie internationale envoyait un message texte aux téléphones mobiles de milliers de participants. Ces participants, qui se sont engagés pour un abonnement volontaire et libre au réseau de la campagne SMS (la messagerie texte), ont répondu à l'appel et en quelques heures, Amnistie avait recueilli des milliers de «signatures» de protestation contre un cas ou une menace de torture. L'organisation a alors envoyé ces protestations par fax ou e-mail aux autorités.

Avec un Tunisien qui avait été à la fois sujet et bénéficiaire d'une Action Urgente, AINetherlands a présenté la technique au cours de l'émission de télévision la plus populaire de samedi soir, atteignant ainsi 2.5 millions de personnes. Les téléspectateurs ont appris qu'une Action Urgente est résumée dans juste 160 caractères dans le message texte. Pour répondre, les gens doivent juste envoyer 'Oui' par SMS au "4777." Une minute plus tard, les participants reçoivent un autre message texte qui les remercie et leur dit combien de gens ont déjà envoyés une protestation et un dernier message les informe du résultat de la campagne, comme la libération de la personne détenue.

Bien qu'Amnistie internationale réclame rarement la responsabilité directe dans l'amélioration de la situation des gens qui figurent dans les cas d'Action Urgents, environ un tiers des cas ont eu des résultats satisfaisants: les condamnations à mort ont été commuées, les personnes « disparues » ont reparu et le lieu de détention de certaines personnes a été révélé. Les chances de torture ont donc été réduites et la probabilité de prisonniers sérieusement malades et recevant des soins médicaux a augmenté.

En plus, la campagne a persuadé beaucoup - voire des milliers - de jeunes gens à rejoindre le Réseau d'actions urgentes d'Amnistie.

Toutes les campagnes d'Amnistie envoient une réponse directe quelque part dans le monde où quelqu'un a besoin d'aide, en utilisant des actions simples auxquelles de grands nombres de personnes peuvent participer et à travers lesquelles elles estiment qu'elles font une différence. Ces campagnes instruisent aussi le public et renforcent une sensibilisation globale sur les abus de droits de l'homme tels que la torture. La campagne par SMS a suscité une réponse plus rapide pour aider la victime, tout en développant en même temps l'impact éducatif d'Amnistie dans une nouvelle région.

La campagne de message texte a plus attiré de nouveaux membres jeunes dans Amnesty que les autres campagnes et activités. Les jeunes gens sont ceux qui utilisent fréquemment et couramment les téléphones cellulaires et c'est eux que Amnesty veut d'abord atteindre.

En utilisant cet instrument populaire de culture de jeune, Amnesty entraîne de nouveaux jeunes activistes qui renforceront pendant longtemps son pouvoir de campagne.

Transformation de la police : former les officiers de police sur leur rôle dans la défense des droits de l'homme.

Un groupe brésilien utilise une approche de formation complète pour persuader les officiers de police de transformer leurs rapports avec les communautés dans lesquelles ils travaillent.

Au Brésil, la CAPEC (Centre consultatif pour le programme de l'éducation à la citoyenneté) propose aux officiers de police une formation pour les aider à comprendre le rôle essentiel qu'ils peuvent jouer comme détenteurs des droits de l'homme. La formation, qui comprend une large variété de cours, met un accent sur les droits de l'homme de tous les citoyens, y compris ceux des droits des forces de l'ordre. Le rôle de police est transformé par ce processus, entraînant ainsi des rapports améliorés avec la communauté et un plus grand engagement civique.

La brutalité et la torture de la police sont très récurrentes au Brésil. Ce problème est accentué à cause de la faible rémunération des policiers, et la corruption rampante. Le but de CAPEC est de créer "une sécurité interactive," dans laquelle les efforts de sécurité publique sont planifiés et organisés avec les membres de la communauté et dans laquelle les responsabilités sont partagées, et le résultat est un maintien de l'ordre qui répond efficacement aux besoins des citoyens.

Les cours de cette formation sont repartis en trois modules de deux jours, pendant six mois. Afin que son message atteigne le plus de personnes possible, CAPEC demande aux services chargés de faire appliquer la loi de recommander des officiers qui, à la fin de leurs formations pourront partager leur expérience avec d'autres. Les membres de la communauté participent aux cours avec les officiers.

Les formations de CAPEC insistent sur l'application de la loi par les officiers ; combien leur rôle est important dans la société et comment leur travail affecte la vie des individus et des communautés. Les officiers examinent ce qu'ils croient et ressentent et ce par quoi ils se rapprochent des autres hommes. Ils s'instruisent aussi des divers avantages de sécurité interactive, y compris des conditions de maintien de l'ordre plus efficaces et plus sécurisantes pour les officiers.

Les formateurs se servent d'histoires, des métaphores et des exemples tirés des expériences des étudiants et visent à instruire plutôt qu'à juger leur comportement. Dans ce dialogue, les officiers se sentent valorisés tout en apprenant comment ils peuvent améliorer les droits de l'homme dans la communauté.

La formation de CAPEC a jusqu'ici été pratiquée dans 25 états au Brésil et avec plus de 30.000 participants, issus principalement de la police civile, des militaires, de la police fédérale, la police routière et des gardes municipaux. CAPEC a travaillé avec le gouvernement fédéral, les gouvernements d'Etat et l'administration urbaine.

La tactique de CAPEC est particulièrement intéressante parce qu'elle implique un groupe ayant commis ou autorisé des abus et qu'elle les converti en défenseurs des droits de l'Homme. Cette approche ne contribue pas seulement au renforcement de la culture des droits de l'homme au Brésil, elle réduit également de façon concrète les abus continus en créant un environnement favorable dans lequel la police et la communauté cherchent des solutions communes aux problèmes auxquels ils font face.

« Dans leurs rapports interactifs avec leurs communautés, les officiers peuvent jouer le rôle d'éducateurs, spécialement pour ces jeunes et ces enfants qui ont peu d'héros ou de modèles.

Un fait dans un quartier de Macapà est particulièrement poignant. Ce quartier était réputé dangereux à cause des gangs de jeunes qui terrorisaient la population locale. Lorsqu'une force interactive de maintien

de l'ordre fut créée dans ce quartier, un capitaine de l'armée a été affecté à la localité. Il a découvert qui était le chef du gang le plus influent et lui a adressé des messages l'invitant à le rencontrer. Finalement l'adolescent s'est présenté et l'officier a commencé à créer des liens, en adulte compréhensif et aussi en éducateur et modèle excellent.

Il est possible qu'auparavant ce garçon n'ait jamais connu de modèle semblable dans sa vie. Aujourd'hui cet adolescent est un allié de la police et sous son leadership, de nombreux jeunes aident aussi la police. Le quartier est devenu paisible et plus sûr. Cet officier a réalisé l'importance de son travail en tant qu'éducateur et promoteur de la paix et en se rapprochant un peu plus de la communauté où il a travaillé, il était capable d'avoir un impact. »

- *Rosa Almeida, CAPEC du Brésil*

36

DE LA COLLABORATION

De nouvelles alliances – particulièrement avec les partenaires inattendus – peuvent renforcer les efforts des défenseurs des droits de l’homme de manières inopinées. Rallier un ancien détracteur à sa cause n’est pas seulement gagné un allié, mais aussi perdre un adversaire. Ouvrez les voies de communication qui ont été fermées et vous réduisez les risques de conflit et d’abus. Etablissez des rapports avec les groupes étrangers à votre secteur d’activités et vous accordez de la crédibilité à votre cause et attirez de nouvelles audiences. Allez au delà des frontières internationales et vous créez une alliance plus forte, plus souple ayant une forte influence politique.

Une collaboration stratégique peut rendre les défenseurs plus préparés, plus puissants et plus représentatifs des communautés dont ils ont la charge. Elle peut leur apporter de la légitimité au sein du courant dominant, des médias et du gouvernement. Lorsque les défenseurs des droits de l’homme ont un puissant déploiement d’alliés et ne travaillent plus en association, leur travail devient plus difficile à gérer.

Construire un front uni : Former une coalition des organisations des droits de l'homme d'un pays dans le but de lutter tous contre les abus.

Lorsque les groupes de défense des droits de l'homme collaborent parfois ils s'impliquent un peu plus que les groupes individuels dans l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans un pays. Le Coordinateur national pour les Droits de l'homme au Pérou démontre que cela est possible même sur une très grande échelle.

La Coordination Nationale pour les Droits de l'homme (Coordinadora Nacional de Derechos Humanos) est une coalition de 63 des principaux groupes de défense des droits de l'homme du Pérou. L'association, fondée en 1985, a survécu grâce à sa capacité à unir des organisations membres et à s'adapter à un environnement politique en perpétuelle mutation. Composée de membres à la fois urbains et ruraux, l'association a renforcé la légitimité du groupe tant sur le plan national qu'international, tandis que l'engagement constructif des pouvoirs publics a contribué à son influence en tant que acteur politique.

Suite au régime militaire du général Francisco Morales Bermúdez et au lancement du Sendero Luminoso (le Sentier Brillant) la révolution armée, les groupes de défense des droits de l'homme ont été submergés par les atrocités croissantes. Entre 1983 et 1984, presque 6.000 péruviens ont perdu leurs vies à la suite de violences politiques. Il était indispensable de créer un espace propice à la collaboration des groupes qui soit religieusement et politiquement indépendant.

Le succès et la force de la coalition sont le résultat d'un certain nombre de facteurs, à savoir:

1. **Des principes clairs de fonctionnement interne** : lors de sa première réunion, la coalition s'est engagée à rejeter tous types de violences, à rester indépendant des partis politiques et du gouvernement, à être dévouée à une société démocratique, et à s'opposer à la peine de mort. Les organisations qui ne respectent pas ces principes ne sont pas autorisées à faire partie de la coalition.
2. **Prise de décision par consensus** : le processus de prise de décision crée un climat d'entente et de solidarité. Tous les groupes doivent être en accord. Bien qu'ils soient de taille différente et viennent de régions différentes du pays, tous les groupes de la coalition sont égaux en ce qui concerne la prise de décision et la formation du conseil national, élu par les membres en Assemblée Générale.
3. **Représenter le collectif** : le processus interne de sélection et d'approbation d'un représentant de l'organisation confère une légitimité interne et externe tant à la personne qu'à l'organisation. Par exemple, lorsqu'une personne est désignée par les organisations membres pour prendre part à une réunion internationale, cette personne n'y va pas en tant que représentant d'une organisation spécifique, mais comme représentant de la Coordinadora.
4. **Accord sur les priorités qui devront être réalisées ensemble** : tous les deux ans, les organisations membres se réunissent en Assemblée nationale et déterminent des thèmes prioritaires qu'ils vont soumettre en tant que coalition. Le développement de ces thèmes sera donc effectué de façon collective et nationale par le Secrétaire Exécutif, organe permanent chargé de l'application des décisions du Bureau national et de l'Assemblée Générale. Le secrétaire Exécutif est élu pour un mandat de deux ans et exerce les fonctions de porte-parole officiel de la coalition, en organisant et en facilitant les réunions et en mobilisant les membres. Le Coordinadora ne s'occupe que des activités qui sont distinctes de celles mises en oeuvre par les organisations individuelles de la coalition et liées aux domaines prioritaires.

En coordonnant ses efforts, le Coordinadora mobilise de manière effective et efficace des personnes à l'échelle nationale, lui permettant ainsi d'avoir plus d'impact que les organisations individuelles et les coalitions temporaires. Par exemple, lorsque l'ex Président péruvien Alberto Fujimori a menacé de retirer sa participation au Système judiciaire Interaméricain, en une semaine, la Coordinadora a mobilisé plusieurs personnes à travers la nation. Toutes ses organisations membres ont signé une déclaration et ont mené des actions contre la proposition du président, et plus de 400 organisations supplémentaires ont également décidé d'agir. Chaque organisation a dès lors entrepris d'encourager et d'inciter les gens dans leur communauté à se prononcer contre cette situation. Ceci n'a été possible que grâce à la position, la crédibilité et la structure de la Coordinadora. La Coordinadora a été créée dans une atmosphère de violence et d'extrêmes abus de droits de l'homme, démontrant ainsi qu'il est possible de mettre en oeuvre cette tactique de construction d'une coalition dans les situations hostiles. Pourtant le véritable succès de cette coalition est fondé sur beaucoup plus qu'un besoin de se réunir pendant un moment difficile. Des objectifs clairs, un cadre et des principes de collaboration solides et une position claire contre la violence sont à l'origine de la légitimité considérable de l'organisation. Ces principes ont également gagné le soutien de la communauté internationale et ont permis d'assurer le succès à long terme de la coalition.

Dialogue public avec les forces de police : Créer un forum public à long terme dans lequel la police et les citoyens ordinaires peuvent collaborer afin de résoudre les violations des droits de l'homme et d'autres maux qui minent les relations existant entre la police et la communauté.

Le point sensible dans bon nombre de sociétés est la relation qui existe entre les forces de police et les civils. L'absence de communication peut entraîner des abus ou compromettre la sécurité publique. Au Nigeria un groupe a trouvé un moyen novateur pour surmonter cet obstacle.

La Fondation CLEEN, officiellement connue sous l'appellation : Centre pour l'Éducation sur l'Application de la loi au Nigeria, organise des forum publics dans lesquels les citoyens et les forces de police peuvent débattre des préoccupations et des griefs concernant les crimes et le comportement des forces de police.

Les communautés et les forces de police peuvent vivre dans un climat de méfiance sans fin. Les membres de la communauté s'inquiètent de l'inconduite, de la brutalité et la corruption de la police. La police, à son tour, perçoit la communauté comme étant hostile et entravant leurs enquêtes.

Au Nigeria, la structure centralisée des forces de police a envenimé le problème : un ensemble de programmes et de politiques est appliqué dans tout le pays, creusant ainsi un fossé entre les priorités de la police sur l'application de la loi et les besoins des communautés locales.

CLEEN commence à combler ce fossé en adressant des lettres aux administrations locales, en proposant la création d'un forum public dans leurs communautés. Le groupe donne suite à cette invitation si seulement les administrations locales adhèrent et la coopération et l'engagement de la division de la police locale peuvent être assurés. CLEEN anime ensuite un atelier de partenariat, dans lequel la police et les membres de la communauté suivent des formations sur la résolution des conflits, débattent des solutions que la police apportent aux plaintes locales et sur la mise en oeuvre du programme de CLEEN dans la région. Ces ateliers permettent à chaque communauté de tailler le programme à la mesure de ses propres besoins. Deux membres de la communauté sont alors engagés à mi-temps pour coordonner les forums pendant deux ans. Au terme de ces deux années, la communauté doit trouver le moyen de gérer le programme tout seul.

La tactique de CLEEN offre aux membres de la communauté et aux officiers de police un environnement paisible dans lequel ils puissent partager leurs préoccupations, tout en surmontant les importantes barrières créées par la bureaucratie. Les deux parties dans un rapport potentiellement controversé ont chacun la possibilité de découvrir le côté humain de l'autre: un collaborateur plutôt qu'un détracteur. Au fil du temps, ce processus peut gêner le cycle désavantageux de la méfiance, en posant de nouvelles bases sur lesquelles la police s'engage au service des citoyens et les citoyens aident les forces de police dans leurs missions. Ceci peut réduire à la fois la violence de la police et les crimes civils. Le projet a été exécuté dans quatorze localités administratives choisies parmi six régions géographiques du Nigeria. Parce que la méfiance et l'incompréhension entraînent des tensions au sein de nombreux groupes, cette tactique pourrait être utilisée pour bâtir des relations solides entre les groupes en conflit, tels les groupes ethniques ou les propriétaires fonciers et les agriculteurs. Un éventuel écueil serait l'émotion et l'acrimonie qui peuvent entourer des questions délicates. Les intermédiaires doivent être préparés à faire face à cela et faire de même pendant une assez longue période. Une séance unique sera probablement bien moins efficace que l'approche à long terme de CLEEN.

Connaissance de vos alliés : Identifier des alliés pour tenir un dialogue constructif et maintenir des relations de coopérations.

Quelquefois la méfiance n'existe pas seulement entre les organisations de droits de l'homme et à l'extérieur des institutions, mais aussi parmi et dans les organisations des droits de l'homme elles-mêmes. Dans la Région des Grands Lacs de l'Afrique, un groupe travaille à travers les frontières internationales et les lignes en tranchées de suspicion pour surmonter ce problème pour contrôler en coopération la situation des droits de l'homme de la région et vite disséminer les informations.

La Ligue de Droits de l'homme de la Région des Grands Lacs, ou de LDGL travaille comme un groupe de coordination pour maintenir l'alliance parmi 27 organisations membres au Burundi, en République démocratique du Congo et au Rwanda - une région en conflit. La région des Grands Lacs souffrait longtemps de la violence provoquée par la méfiance idéologique et ethnique ou la haine. Quelques organisations dans la région, y compris même certains groupes des droits de l'homme, reflètent ces divisions, en posant des actes au nom des circonscriptions étroites fondées, sur le plan ethnique.

Le processus de dialogue prudent et systématique de la Ligue compte sur les principes *d'ubuntu* (humain) comme base pour s'approcher ses actions réciproques avec les gens de différents fonds et de cultures et pour une construction réussie du dialogue et partager des informations.

Quand les divisions dans le LDGL émergent, les chefs du groupe essaient de comprendre les problèmes ayant créé la dispute. Ils élaborent alors des alliés potentiels et identifient l'approche au dialogue qui a le plus de potentiel pour maintenir des rapports productifs.

Le LDGL choisit des individus pour participer au dialogue sur la base de leur capacité d'établir la confiance et la coopération. Dans tout ce qu'il il fait, le LDGL choisit la langue et les actions qui établissent sa crédibilité, en assurant ainsi les acteurs de l'alliance qu'ils sont respectés et que leurs inquiétudes seront apaisées.

Avant de choisir toute question à débattre par les organisations membres, surtout une pomme de discorde, la Ligue identifie le problème, les domaines possibles ou réelles d'assertion, le but désiré et les alliances nécessaires pour l'atteindre. La ligue identifie aussi les alliés passifs, potentiels et actifs pour engager le dialogue.

La friction est naturelle parmi les membres d'une alliance, surtout dans une région avec beaucoup de conflits. Plutôt que d'être la faute des «mauvaises gens,» cette friction indique le besoin de systèmes rigoureux, sensibles de dialogue. Une partie difficile du travail de la Ligue est de gagner la compréhension réciproque pour ses actions dans la région. Si aucun consensus n'est trouvé au cours d'une réunion, la Ligue envoie les délégués sûrs et fidèles des organisations membres aux membres réticents afin de gagner une meilleure compréhension des perspectives et renforcer le soutien.

Par ce processus en cours de renforcement et de maintien des rapports, la Ligue a réussi à créer un fort réseau d'organisations diverses partout dans la région et gagner leur confiance, pour contrôler des abus de droits de l'homme et vite disséminer des informations.

En créant des mécanismes pour soigneusement élaborer une stratégie vis-à-vis des alliés avant de convoquer des membres ou des groupes aux dialogues sur les questions litigieuses est important pour l'implémentation réussie de la tactique. Cette tactique pourrait être appliquée dans d'autres situations où les groupes de droits de l'homme sont divisés et se rivalisent par rapport aux ressources rares et à

l'attention. Les coalitions sont fragiles et exigent toujours un dialogue constant et la culture pour continuer à travailler efficacement et vivre ensemble.

Suivi intensif, à long terme : Passation de marché avec les sociétés multinationales pour surveiller les conditions de la main-d'œuvre dans leurs usines.

Coverco invite des sociétés multinationales à améliorer les droits de l'homme en comparant leurs codes de conduite d'entreprise avec la réalité sur place dans les usines d'outre-mer livrant leurs marchandises. Coverco recueille, examine et publie de façon indépendante des informations pour balayer toutes excuses que les entreprises peuvent avoir pour manquer de respecter les droits de l'homme.

La Commission pour la Vérification des Codes de conduite D'entreprise (Coverco) s'occupe du suivi à long terme, intensif, indépendant des conditions de la main-d'œuvre dans les usines de confection guatémaltèques et dans les industries agricoles d'exportation, en vérifiant la conformité avec les normes de la main-d'oeuvre acceptées dans le monde entier. Basé dans la Ville de Guatemala, Coverco est une organisation de contrôle indépendante créée en 1997 par les membres des groupes de la société civile; il ne travaille pas comme conseiller à l'administration, ni comme défenseur d'ouvrier. L'organisation établit dans un premier temps une relation avec une société (par exemple, Liz Claiborne Inc.) négocie par la suite un accord permettant un accès complète, inopiné à la facilité de production où la société s'engage à payer les frais de service. L'organisation publie de façon indépendante ses résultats sur son site Internet.

Plutôt qu'accomplir les visites à court terme et les rapports ponctuels, Coverco maintient une présence régulière aux usines qu'il contrôle pour une durée d'au moins six mois. Il essaie "de faire des films" des rapports de la main-d'oeuvre dans une facilité de production, au lieu de prendre un instantané. Des moniteurs formés visitent inopinément des usines plusieurs fois par mois. Les moniteurs revisitent des dossiers d'usine, demandent à l'administration d'expliquer la politique officielle sur des questions tel qu'elles surviennent, conduit "les inspections sensorielles" de l'équipement de production, rencontrent les ouvriers pendant et en dehors des heures d'ouverture normales et gardent ouverte une ligne téléphonique pour s'assurer que les employés leur ont entièrement accès à eux. Les entretiens sont réalisés en espagnol et les informations fournies restent strictement confidentielles. L'accès complet à la facilité de production, au personnel, à l'administration et aux ouvriers est garanti par la société multinationale.

Le contrôle commence par un «audit social» par lequel les moniteurs caractérisent les relations de la main-d'oeuvre à la facilité de production - contrôlant, par exemple, s'il y a une procédure de grief et si elle marche effectivement. Les conditions de travail sont tout à fait recensées, y compris la présence et la manipulation des produits chimiques industriels, la maintenance et l'accès aux salles de bains, la santé publique sur site et sa conformité avec d'autres critères de santé et de sécurité.

Les moniteurs entreprennent alors une révision consciencieuse des documents relatifs à la paie du personnel, le paiement des avantages sociaux et primes de production des employés et la conformité avec les règlements des heures supplémentaires. Ils enquêtent soigneusement sur les plaintes des ouvriers et s'assurent que les commentaires de l'administration sont pris en compte dans tous les rapports, en notant des situations où les revendications ne peuvent pas être vérifiées. Les activités de contrôle et de vérification de Coverco ont amené des sociétés à exiger aux fournisseurs de démontrer la conformité systémique avec le droit dans le domaine du travail. Par exemple, un mineur travaillant avec un fournisseur à Liz Claiborne s'est plaint de ce que son directeur a refusé de lui permettre de quitter le travail tôt pour se rendre à l'école comme l'exige tant la loi locale que le Code de conduite LCI. Quand Coverco a documenté cette violation, LCI est intervenu avec l'administration locale pour s'assurer que les directeurs respectent cette loi. Cela a amené Coverco à reconsidérer le sort de tous les mineurs travaillant à l'usine; le fournisseur a alors agi pour

s'assurer qu'ils avaient la permission parentale nécessaire à tous les mineurs travaillant et se conformer à la loi locale exigeant que les mineurs ne travaillent pas plus que 35 heures par semaine.

Coverco a signalé certains problèmes avec l'accès aux usines de fournisseur et à la réticence de certains fournisseurs d'exécuter les programmes de restauration qu'ils ont négociés avec les sociétés multinationales. Les directeurs d'une usine de Gap, par exemple, ont refusé pendant un temps de laisser Coverco surveiller la promenade non accompagnée par la facilité de production ou parler sans être observé avec les ouvriers.

Bien que le dossier ne soit jamais parfait, ne pas exécuter les programmes de restauration a amené quelques usines à réprimander ou écarter des directeurs. Les ouvriers illégalement écartés ont été réintégrés, les heures supplémentaires excessives ont été réduites et les cas de paiements incorrects des avantages ont été corrigés.

Différents types de contrôle sont entrepris dans le monde, y compris les approches confrontationnelles et ceux, comme Coverco, qui impliquent le travail en coopération avec les entreprises. Coverco préfère utiliser une relation de collaboration avec les entreprises internationales plutôt qu'une relation d'adversité. Il négocie avec elles pour financer ce programme de contrôle externe, indépendant et puis, de façon intéressante, pousse le contrôle un peu plus loin que d'ordinaire. Il fournit un environnement sûr où les ouvriers peuvent se plaindre sans peur de représailles, en les encourageant ainsi à prendre une part active dans l'amélioration de leurs propres conditions de travail. Il emploie aussi des moniteurs locaux qui peuvent, mieux que les étrangers comprendre les conditions locales et établir des connexions avec les ouvriers. Pour faire ce travail de tactique, il est essentiel d'avoir le soutien tant des ouvriers que de l'administration. Quand c'est réussi, tous les acteurs contribuent à la création d'une culture de conformité.

La gouvernance de soi qui traverse les frontières : Création d'un organe transnational pour défendre et promouvoir les droits des peuples autochtones.

Les alliés potentiels sont quelquefois évidents, mais les façons de les réunir ne le sont pas. Les peuples Saami indigènes, vivant dans quatre différents pays dans le Cercle polaire arctique, ont construit des organes délibérants qui se coordonnent à travers les frontières nationales pour recommander les politiques trans-nationales des droits d'une minorité - particulièrement pour s'écarter des droits qui ont directement un impact sur la leur vie quotidienne.

Le Conseil Saami, établi en 1956, a émergé du besoin de maintenir de fortes connexions à travers les frontières politiques qui divisent les peuples Saami de Scandinavie du Nord, promouvoir la coopération et préserver leurs droits en tant que peuple autochtone. Le Conseil défend les droits dans la région où les Saami ont vécu depuis plus de 10,000 ans, une région qui s'étend actuellement sur quatre pays - la Norvège, la Suède, la Finlande et la Péninsule Kola de la Russie.

Les membres de Conseil de Saami sont typiquement impliqués avec les organisations Saami nationales dans leurs pays d'origine. Les seize places du Conseil sont divisées proportionnellement sur la base de la population Saami – totalisant plus de 100,000 ames - dans chacun des quatre pays. Le Conseil a apporté un grand appui à la création de Parlements Saami dans les nations scandinaves, s'est installé en Finlande en 1973 et en Norvège et Suède en 1987 et 1993, respectivement. Chaque parlement est un organe politique indépendant, démocratiquement élu qui se consulte avec son parlement national respectif sur les sujets d'intérêt au Saami. Bien que les Parlements Saami ne puissent pas passer leur propre législation, ils sont capables de promouvoir des initiatives devant les parlements nationaux. Le succès du Conseil Saami peut être attribué à sa capacité d'organiser ses gens simultanément aux niveaux locaux, nationaux et internationaux. De cette manière les membres sont capables d'utiliser leur unité trans-frontalière pour construire des circonscriptions et leur force d'appui pour le changement de politique locale, entraînant en même temps des organisations plus petites, locales pour apporter le soutien en faveur de la coordination plus grande, transnationale sur les questions de Saami. Un effort qui est actuellement en cours concerne la rédaction de la Convention de Scandinave Saami. En 2002, les gouvernements et les Parlements de Saami de la Norvège, de la Suède et de la Finlande ont accepté de mettre sur pied un groupe spécialisé composé de Saami et de membres non-Saami pour réaliser un projet de la Convention d'ici à 2005.

La Convention s'occupera des questions fondamentales d'autodétermination et des droits fonciers, aussi bien que l'environnement, la coopération entre les états et les parlements de Saami et la préservation d'héritage culturel. Un domaine critique de considération concerne les droits de pâturage trans-frontaliers pour ceux qui élèvent les rennes – un moyen d'existence primaire des peuples Saami.

En plus, le Conseil de Saami a contribué à l'établissement du Forum Permanent sur les Questions Indigènes aux Nations Unies et a joué un rôle significatif dans la création de Rapporteur Spécial sur les Droits de l'homme pour le Peuple autochtone sous le Hautcommissaire de l'ONU pour les Droits de l'homme.

Comme toute minorité dans chacun de leurs pays d'origine, les organes politiques séparés des Saami auraient moins de pouvoir d'élaborer les politiques qui les affectent. Mais ensemble ils peuvent constituer des défenseurs beaucoup plus forts pour leurs propres droits - un exemple clair de la valeur de collaboration. Cela promet aussi des droits de l'homme au niveau local tout en influençant

simultanément les décisions d'institutions nationales, régionales et internationales. Les collaborations semblables pourraient être efficaces dans d'autres situations où les groupes d'intérêt ou des sujets de droit de l'homme traversent les frontières nationales, comme c'est de plus en plus souvent le cas.

« Nous essayons d'avoir une bonne relation de travail avec les gouvernements de famille, même si nous ne transigeons pas sur nos droits. Nous sommes dans le dialogue constant avec les gouvernements. Nous essayons toujours d'être plus informés et en savoir plus sur les questions que les gens du gouvernement avec qui nous allons négocier. »

- Mattias Åhrén, Chef de l'Unité des Droits de l'homme, Conseil de Saami

Education de la génération suivante : Collaborer avec le gouvernement pour introduire l'éducation sur les droits de l'homme dans les écoles publiques.

Les écoles publiques peuvent constituer des cadres importants pour construire une culture de droits de l'homme. En Albanie, un groupe a travaillé avec le gouvernement dans la préparation des citoyens à la démocratie dans une nation post-communiste.

Le Centre albanais pour les Droits de l'homme (ACHR) a collaboré avec le Ministère de l'Education albanais pour introduire l'éducation sur les droits de l'homme dans toutes les écoles publiques du le pays. Le groupe a profité de la période de transition postcommuniste, pour négocier avec les responsables du nouveau gouvernement démocratique et lancer un processus à long terme et ambitieux dans lequel ils prépareraient de jeunes citoyens albanais à la participation complètement à une démocratie.

En 1991, après 45 ans d'une dictature communiste oppressive et isolationniste, l'Albanie a fait face à un nouveau monde de possibilités démocratiques, avec des tas de problèmes politiques, économiques et sociaux hérités de l'ancien système et d'une infrastructure institutionnelle mal disposée à leur faire face. Pour tirer le meilleur parti de leur nouvelle démocratie, les Albanais ont eu besoin d'un système éducatif qui a préparé ses citoyens à l'esprit critique et a encouragé la participation politique.

ACHR a développé un plan ambitieux d'intégration de l'éducation des droits de l'homme dans les programmes officiel d'études de toutes les écoles publiques du pays. Le groupe a profité du moment politique unique fourni par la transition post-communiste pour obtenir un engagement écrit du Ministère de l'Education albanais pour exécuter des projets d'éducation de droits de l'homme dans les écoles publiques.

ACHR a alors commencé à établir des projets pilotes, réalisant de grandes sessions de formation pour un noyau d'enseignants, adaptant du matériel d'éducation de droits de l'homme international aux classes albanaises et créant des Cahiers d'activités pour chaque niveau scolaire. Ils ont aussi créé des écoles pilotes, où les enseignants et les administrateurs ont contribué à la formation de tous les autres enseignants dans le domaine des droits de l'homme et son histoire, les mécanismes internationaux et les méthodologies et les activités de droits de l'homme à l'intérieur et hors de la salle de classe.

Vers la fin de la décennie, ACHR avait développé le programme scolaire spécial dans beaucoup de sujets pour toutes les tranches d'âge, a formé des milliers d'enseignants à utiliser le matériel, créer 42 écoles pilotes à travers tout le pays et a lancé un programme d'études dans les collèges d'enseignants pour intégrer l'enseignement de droits de l'homme dans leur préparation.

ACHR avait une vision ambitieuse pour l'Albanie et a saisi une opportunité politique pour transformer cette vision en réalité. Le gouvernement était en transition et désireux de montrer à la communauté internationale son engagement vis-à-vis des droits de l'homme. (L'Albanie avait ratifié la Convention sur les Droits de l'Enfant en 1993.) ACHR a donné au gouvernement un moyen de démontrer que l'engagement et l'aide ont rempli ses obligations conformément à la convention et ont ainsi protégé sa coopération. Il a aussi soutenu l'impulsion en apportant le soutien international et les experts éducatifs.

RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ

Les ressources pour les praticiens des droits de l'homme sont toujours limitées. Nous essayons toujours de faire plus avec moins - avec moins de personnes et moins d'argent et moins de temps que nous estimons en avoir vraiment besoin. Mais il y a une ressource importante qui est vraiment renouvelable : nos compétences. Quand nous développons nos propres capacités et ceux de nos collègues et amenons même ces capacités dans la communauté pour les partager avec de nouveaux gens, nous pouvons effectivement faire un peu plus avec un peu moins et avec un peu moins de temps.

La tactique dans cette section renforce les capacités de deux façons essentielles : elles donnent aux praticiens de droits de l'homme les compétences dont ont besoin pour faire mieux et plus vite leur travail et elles donnent aux gens qui sont nominalement à l'extérieur du travail de droits de l'homme les compétences dont ils ont besoin pour avancer dans les droits de l'homme.

Promotion du professionnalisme, promotion des droits de l'homme : Création d'une organisation professionnelle qui procure le soutien et la formation pour créer le professionnalisme parmi le personnel chargé de l'application de la loi.

Au Liberia, les responsables chargés de l'application de la loi ont vu la nécessité d'améliorer le respect pour les droits de l'homme dans leurs propres rangs.

L'Association Nationale du Liberia chargée de l'Application de la loi (LINLEA) promeut le professionnalisme parmi le personnel d'application de la loi. LINLEA avance la perspective que les officiers chargés de l'application de la loi devraient être les principaux protecteurs des droits de l'homme et ses promoteurs, tel que prescrit par le code éthique d'application de la loi et la déontologie policière. Ces codes poussent les officiers à respecter les droits constitutionnels de tous les peuples à la liberté, l'égalité et la justice. Malheureusement, en raison du manque de formation, de l'indiscipline, d'un mauvais leadership ou d'une manipulation politique, le personnel d'application de la loi se livre souvent à une conduite contraire au code professionnel qui entraîne des abus de droits de l'homme. LINLEA a été créée pour satisfaire les besoins des officiers de police en formation, la plaidoirie et l'assistance, et le faire ainsi dans un contexte qui les rend disposés à adhérer et participer.

Pour créer LINLEA, les officiers chargés de l'application de la loi ont invité les chefs de départements et d'agences d'application de la loi publics et privés à participer et à mettre sur pied un comité d'organisation. Ce comité a rédigé les statuts constitutifs et a nommé un conseil d'administration. Le ministre de la Justice a participé au lancement, ajoutant ainsi de la légitimité à l'association. L'association a depuis établi une gamme variée de services pour ses membres, y compris une formation dans les procédures de la police d'investigation, les droits de l'homme et le leadership, aussi bien que les mécanismes pour améliorer la mise en vigueur de normes professionnelles telles que les procédures de grief. En plus, l'association va au-delà du réseau d'application de la loi, pour collaborer avec les communautés et les organisations pour améliorer les conditions de droits de l'homme au Liberia.

Les membres font un investissement personnel dans l'organisation en payant leur cotisation. LINLEA est maintenant devenu un réseau de plus de 500 personnels d'application de la loi, représentant presque 20 pour cent de la police aussi bien que beaucoup de membres d'autres institutions d'application de la loi. Le Centre de LINLEA pour la Recherche de Justice Criminelle et l'Éducation a offert au leadership et les droits de l'homme une formation pour 223 officiers supérieures d'application de la loi. Il a aussi accompli un atelier de formation pour formateurs et spécialistes de programme d'études d'agences d'application de la loi, tout comme un atelier sur la formulation politique et le développement pour les planificateurs d'application de la loi et les administrateurs.

L'association accueille des événements sociaux annuels qui renforcent les obligations parmi les membres et leurs familles et les forums publics pour construire des rapports entre l'application de la loi et les communautés. Et il fournit des services en cours dont bénéficie le personnel d'application de la loi, en incluant les attestations de participation à la formation en, qui peuvent les aider à recevoir des promotions; le soutien en faveur de leurs demandes de l'avancement dans les structures d'application de la loi; l'assistance avec et un peu de protection des problèmes professionnels comme les licenciements et les charges injustifiées; et un peu d'assistance en faisant face aux problèmes personnels et financiers, ce qui fait de la peine en raison d'une mort dans la famille.

Beaucoup d'organisations ont présenté des programmes de formation à l'intention des responsables d'application de la loi. L'approche de LINLEA, en tant qu'une organisation professionnelle, exige un investissement en temps, en argent et en effort des officiers de police eux-mêmes. Cela stimule la conduite professionnelle – un comportement qui montre du respect pour les droits de l'homme - qui vient de l'intérieur plutôt que de l'extérieur de la profession. Ces stimulants sont importants pour la construction de la force d'organisation nécessaire pour soutenir le personnel d'application de la loi qui veut améliorer sa propre conduite et fournir la force d'appui pour changer les comportements de ceux qui violent des normes professionnelles. Puisqu'ils sont eux-mêmes les responsables d'application de la loi, les organisateurs de LINLEA ont une compréhension particulièrement profonde des défis auxquels doit faire face le personnel d'application de la loi et le genre de soutien dont ils ont besoin.

Rendre le système juridique accessible dans les zones rurales : Former les chefs locaux pour en faire des médiateurs et des personnes ressources en matière des droits de l'homme.

Dans beaucoup de zones rurales ou provinciales, l'accès au système juridique et aux services de résolution des conflits est extrêmement limité. Un groupe en Ouganda travaille pour le changer en formant la population locale dans les exercices de médiation.

En Ouganda, la Fondation pour l'Initiative des Droits de l'homme (FHRI) forme des chefs locaux à aider des membres de la communauté avec les plaintes de manière à éviter les problèmes et les frustrations qu'il y a à utiliser le système judiciaire formel. FHRI enseigne à ces chefs comment éduquer leurs communautés à propos de leurs droits constitutionnels et de l'homme. Il leur donne aussi des compétences para juridiques, en leur permettant de mettre à la disposition des citoyens la médiation, le counseling et le conseil afin que les citoyens puissent obtenir réparation des abus et exercer entièrement leurs droits de l'homme.

Beaucoup de personnes dans l'Ouganda rural sont complètement ignorantes de leurs droits constitutionnels et de ce qui peut être fait quand ces droits sont violés. Ils perçoivent aussi le système juridique comme étant inaccessibles, puisqu'il se trouve en ville : ses coûts sont élevés et il utilise une langue et une conduite peu familières.

FHRI choisit des participants qui disposent des compétences dans le domaine du leadership et qui sont des personnages importants dans leurs communautés, tels que les enseignants, les chefs d'entreprises, les anciens de communauté ou les personnels médicaux. La formation est un programme d'études d'une semaine traitant des processus juridiques, des méthodes de discussion et des façons de créer des réseaux de communication. Il met aussi à la disposition des participants les compétences dont ils ont besoin pour contrôler, documenter et faire des rapports sur les abus de droits de l'homme.

Certains volontaires tels que les femmes, les enfants, les personnes âgées ou d'autres deviennent responsables des groupes spécifiques dans la communauté.

Quand ils ont fini leur formation, ces volontaires para juridiques forment des centres qui s'occupent des problèmes adaptés à leurs communautés. Cela encourage des solutions alternatives – tels que le counseling, l'assistance, la médiation, le référé aux organisations existantes et des conseils sur la paperasserie – permettant aux gens d'éviter les défis et les coûts liés au système judiciaire formel.

FHRI a maintenant formé plus de 1,000 volontaires para légaux et a publié *le Manuel de Référence Para juridique* (disponible au FHRI).

Cette tactique accroît l'accès à la justice. Et, quand trop souvent la demande des droits de l'homme vient de l'extérieur d'une communauté, elle crée aussi des défenseurs locaux de ces droits. (Le Thongbai Thongpao la Fondation en Thaïlande apporte aussi l'éducation juridique aux zones rurales, mais il se concentre plus sur l'éducation des membres de la communauté qui peuvent exiger des services juridiques que sur la formation des chefs locaux pour fournir ces services. Voir page 145.) L'approche de FHRI pourrait être utilisée dans d'autres situations où le recours juridique n'est pas une option pour les gens et où les chefs de communauté sont disposés et capables de jouer ce rôle.

Le succès de cette tactique repose sur l'assurance que les chefs, identifiés de l'extérieur, ont la vraie autorité morale dans leurs communautés et l'utiliseront avec leurs nouvelles compétences de médiation. Aussi, la formation à court terme peut devoir être complétée avec un suivi et le soutien à long terme.

Ce type de tactique est-il nécessaire dans votre communauté ? Qui sont les chefs locaux qui pourraient être formés à réaliser une telle tactique ?

Aider les défenseurs des droits de l'homme à être plus efficaces : Utiliser un spécialiste d'information et des systèmes pour aider les défenseurs de droits de l'homme à travailler plus efficacement.

Les praticiens des droits de l'homme peuvent souvent bénéficier des tactiques fortifiantes institutionnelles qui fournissent de nouvelles compétences, une nouvelle technologie ou de nouveaux systèmes d'organisation.

Le Centre de Droits de l'homme de l'Université de Sarajevo se concentre à améliorer l'approche aux informations pour les défenseurs de droits de l'homme. Les membres du personnel ont construit un fort système informatique et un rôle central pour un spécialiste d'information. L'utilisation de ce système et des compétences du spécialiste a permis à d'autres personnels de mieux se concentrer plus de façon profitable sur leurs missions programmatiques essentielles. La création d'une bibliothèque ou d'une unité de documentation dans les organisations de droits de l'homme peut aider le personnel à faciliter la circulation de l'information, diriger des documents confidentiels, écrire une chronique de l'histoire de l'organisation et améliorer des opérations quotidiennes. Les éléments clé de cette tactique incluent l'implication d'un bibliothécaire compétent ou d'un spécialiste en information, un espace physique organisé, une collection de matériel de base ainsi que des logiciels et d'autre technologie de l'information appropriée.

Les bibliothécaires de droits de l'homme ont des compétences particulières à mettre à la disposition d'une organisation de droits de l'homme, y compris la connaissance technologique et des informations et documentation sur les droits de l'homme. Le rôle du bibliothécaire est d'acquérir et évaluer le matériel par rapport à la mission de base de l'organisation, les l'arranger pour utilisation et dissémination efficaces dans l'organisation. Ce dernier rôle implique de travailler de près avec le personnel pour trier et prioriser les informations.

Il est important d'avoir laissez d'espace pour l'organisation du matériel et l'interaction du personnel. Au minimum, un centre de documentation comprend de l'espace pour les besoins du bureau du bibliothécaire, avec un ordinateur interconnecté et des étagères et rayons. La collection de base de livres et d'autres ressources dépend de la mission et de l'importance de l'organisation. En général, une organisation devrait essayer d'inclure les éléments essentiels de d'information à ses programmes présents et futurs.

Enfin, un centre de documentation efficace doit avoir un logiciel approprié (pour le catalogage, la classification, l'indexation, et cetera) et une connexion Internet pour permettre au bibliothécaire d'accéder librement aux informations d'approche.

Lisez-en plus dans un portable tactique disponible à www.newtactics.org, sous les Instruments pour l'Action.

Le travail des bibliothécaires au Centre de Droits de l'homme à Sarajevo se concentre sur les besoins d'information des défenseurs de droits de l'homme eux-mêmes, en leur permettant d'être plus efficace en se libérant et en épargnant de l'énergie. Le Centre est une assez grande organisation et est bien financé, mais presque tout le travail de droits de l'homme compte maintenant sur l'accès à une information complète et juste. Quand une organisation a les ressources nécessaires - même si c'est seulement un employé à mi-temps ou à un volontaire dévoué - un centre d'information pourrait aider à fournir cet accès. Cependant, les bibliothécaires et les spécialistes en information eux-mêmes, peuvent devoir employer la tactique de persuasion pour convaincre l'organisation et ses membres de l'importance du travail qui, de prime à bord semblent périphériques à la mission de base.

« J'ai ramené la tactique du Centre des Droits de l'homme et je savais déjà que ce serait utile. J'y ai passé plusieurs heures avec l'aide d'un personnel administrative. La bibliothèque était dans un chaos et elle a passé trois mois pour bien la range – mettre sur pied la bibliothèque. C'était un grand travail et la personne a travaillé tout l'été. Ca m'aide beaucoup. »

- *Bea Bodrogi, NEKI, la Hongrie*

Diffusion des droits de l'homme : Former les victimes des abus de droits de l'homme à utiliser la technologie vidéo pour exposer ces abus.

Les praticiens de droits de l'homme doivent souvent diffuser leur message à un plus large public. A l'ère de la technologie avancée, cela exige de plus en plus un accès à la vidéo et à la technologie de diffusion et les compétences à l'utiliser.

Basé en Hongrie et en Roumanie, la Black Box Foundation travaille pour améliorer des attitudes envers la minorité Roma en les formant dans la production des programmes de télévision pour les chaînes locales. La Fondation crée des équipes de production, les forme dans la production vidéo, protège le temps d'antenne et s'assure que les programmes sont échangés entre les équipes.

Depuis 1997, la Black Box Foundation a formé environ 150 Roma à douze endroits en Hongrie et en Roumanie à informer des téléspectateurs locaux des questions affectant leurs communautés. La Fondation sollicite des demandes et crée des équipes mixtes sur le plan ethnique. Les membres du personnel travaillent d'abord pour créer des rapports confiants avec et parmi les membres d'équipe, en discutant des points de vue individuels et en s'attaquant aux sujets sensibles qui seront abordés dans le programme. Les équipes apprennent alors les fondamentaux de production de télévision et s'entretiennent avec les experts sur les questions des minorités.

Pendant les trois derniers jours de formation, les équipes produisent leurs premiers films. La Fondation fournit des appareils photo, des lumières, des microphones et d'autres équipements nécessaires. Les équipes continuent à produire des programmes mensuels à leurs stations locales de télévision, en travaillant de façon indépendante et avec leurs propres ressources, pendant que la Fondation négocie pour protéger le temps d'antenne régulier pour les programmes. La Fondation supervise et contrôle des équipes depuis six mois à la suite de la formation et les équipes s'échangent les vidéos qu'ils ont produites.

Les résultats parmi les équipes de production ont varié. Un certain nombre d'équipes continuent à diffuser régulièrement sur la télévision locale, pendant que d'autres utilisent maintenant leurs compétences et équipements pour enregistrer les activités de leurs organisations.

En raison du succès de cette approche, la Fondation de Black Box a ouvert une école réussie d'un an pour les étudiants Roma qui veulent devenir des professionnels de télévision.

Le programme de Fondation Black Box a aidé à changer la façon dont les minorités sont perçues et traitées dans la région, en réduisant la discrimination et le préjugé. En Hongrie et en Roumanie les Roma sont souvent victimes de la ségrégation des populations majoritaires et leurs problèmes cachés. Ils n'ont pas d'accès aux mêmes ressources éducatives et aux autres ressources utilisées par la population générale. Le programme de formation de Black Box donne aux participants non seulement les compétences dont ils ont besoin pour raconter leurs propres histoires - comme Roma - elle aide aussi à diffuser ces histoires aux médias que les membres de la visionneront probablement. Cela aide à bâtir une culture dans laquelle la minorité et les populations majoritaires collaborent pour promouvoir des droits de l'homme pour tous.

Mettre au clair la torture : Création d'un réseau de professionnels pour mettre au clair la torture et soutenir les victimes.

Un groupe kényan met en ensemble des docteurs et des défenseurs afin d'exposer les violations des droits de l'homme commis par les autorités de police, et d'éveiller la conscience sur l'utilisation de torture.

La Cellule Médico-légale Indépendante (IMLU), une organisation non gouvernementale enregistrée, est un réseau de médecins et d'avocats qui fournissent des services aux victimes et à leurs familles. Ces services comprennent les autopsies indépendantes de morts suspectes entre les mains des autorités de police, la mise au clair de cas soupçonnés de torture et l'assistance judiciaire et médicale aux prisonniers et aux survivants de torture.

IMLU a d'abord organisé son réseau en faisant pression pour la formation de comités professionnels, notamment le Comité Permanent d'Association Médicale du Kenya sur les Droits de l'homme et d'un groupe d'avocats compatissants aux efforts pour mettre fin à la torture. Dès que les comités ont été créés, l'IMLU a développé des ateliers en cours pour renforcer la capacité d'ouvriers de santé et d'avocats traitant de la torture. Les ateliers ont lieu à travers tout le pays, traitant des thèmes tels que la définition des droits de l'homme, créant des relations avec la Direction des Prisons et éduquant les professionnels et responsables gouvernementaux sur les statuts des droits de l'homme et les violations.

Pour atteindre les victimes de torture et leurs familles, d'IMLU a créé un met en réseau les corps religieux différents, les avocats, les docteurs et de ONG à travers le Kenya. Les clients renvoyés sont capables de demander une autopsie sur les membres de famille, dont les résultats sont soigneusement mis au clair selon les directives médicales et juridiques.

IMLU encourage les clients à chercher la réparation juridique quand l'évidence de torture est découverte. Pour les clients qui ne peuvent pas se permettre l'assistance judiciaire, IMLU les renvoie à un réseau d'avocats et de ONG qui leur offre les services juridiques bénévoles. Son objectif est de poursuivre des cas d'intérêt publics qui établiront un précédent contre l'usage de la torture et enverront un message aux auteurs de la torture.

Grâce aux efforts continus d'IMLU de mettre à nu la torture au Kenya, plusieurs cas ont été portés au tribunal, ce qui a créé un plus grand souci pour le bien-être et le traitement des prisonniers. De plus, les autorités carcérales manifestent un intérêt de plus en plus croissant pour de meilleures conditions carcérales en réduisant l'utilisation de punition physique ou de torture et, depuis que le nouveau gouvernement a pris le pouvoir vers la fin de 2002, beaucoup plus de responsables gouvernementaux ont commencé à travailler avec IMLU pour améliorer leurs propres efforts de droits de l'homme.

En coordonnant un réseau professionnel et en formant des membres à mettre au clair la torture, IMLU a conscientisé sur la torture au Kenya, créant ainsi une pression croissante de prévention sur les autorités. Le réseau exploite aussi le désir de certains docteurs et avocats d'utiliser leurs compétences pour promouvoir les droits de l'homme, renforçant ainsi le soutien pour mettre fin à la torture dans le pays.

Ce travail, pourtant, n'a pas été sans défis. La demande pour les services d'IMLU excède souvent sa capacité financière pour soutenir les victimes dans le Kenya rural se confronte souvent à une réponse lente des avocats du réseau, dont la plupart résident à Nairobi.

IMLU a aussi connu l'interférence de la police et l'intimidation dans son effort à tirer au clair les autopsies. Dans de tels cas, le réseau s'entend avec les autres ONG pour faire connaître ces questions en

rendant public des déclarations de presse qui condamnent l'interférence et pour entreprendre une action judiciaire contre la police.

Les yeux et les oreilles des droits de l'homme : permettre aux ONG d'utiliser la vidéo dans le plaidoyer en faveur des droits de l'homme.

WITNESS permet aux organisations des droits de l'homme à travers le monde d'utiliser la vidéo comme un instrument de plaidoyer dans leur travail. Enraciner dans le pouvoir de témoignages personnels et dans le principe qu'une photo vaut mille mots, les vidéos de WITNESS et de ses partenaires ont été utilisées :

- comme évidence dans les poursuites judiciaires;
- pour corroborer les allégations de violations de droits de l'homme;
- pour compléter des rapports écrits aux organisations internationales et régionales qui fournissent un contrepoint aux versions officielles de la performance des droits de l'homme d'un pays;
- pour stimuler l'éducation populaire et la mobilisation;
- pour fournir des informations aux journaux télévisés;
- pour promouvoir les droits de l'homme via Internet; et
- pour produire des documentaires pour des émissions à la télé dans le monde entier.

Fondé en 1992 et basé à New York, WITNESS a créé des partenariats avec plus de 150 groupes dans 50 pays sur une variété de questions, allant du «nettoyage social» des enfants de la rue en Amérique Centrale, les abus sexuels de femmes et de filles pendant la guerre civile de Sierra Leone aux ateliers où on exploite le personnel aux États-Unis et à la sort personnes déplacées en Birmanie.

WITNESS choisit des partenaires qui cherchent à renforcer les capacités à long terme pour utiliser la vidéo efficacement et cherche aussi des opportunités de campagne spécifique où la vidéo peut incliner la balance entre le succès et l'échec. Dès qu'un partenariat est établi, WITNESS fournit au groupe l'équipement vidéo et la formation, il s'ensuit des ateliers à huis clos techniques, la formation intensive de la vidéo pour les travaux des droits de l'homme, l'évaluation systématique dans l'utilisation du métrage vidéo, l'assistance post production, et le feed-back constructif pour créer des documentaires puissants.

WITNESS et ses partenaires créent alors des campagnes de plaidoyer vidéo autour du métrage recueilli. Ces campagnes comprennent beaucoup de composantes, parmi lesquelles les plates-formes d'émission et de distribution, la collaboration avec d'autres organisations et réseaux, visionnements ciblés devant les audiences clé et possibilité pour les téléspectateurs de prendre des mesures. Ils peuvent être aussi ciblés que l'utilisation de la vidéo pour influencer un petit groupe de décideurs clé ou aussi larges qu'essayer de mobiliser les jeunes autour d'une question particulière. Le métrage est aussi gardé dans les Archives de WITNESS, où il est disponible pour la communauté mondiale en tant que ressource unique d'information sur les droits de l'homme.

WITNESS reconnaît que, selon le contexte local, un défenseur des droits de l'homme peut être protégé ou mis en danger en utilisant un appareil photo. WITNESS utilise l'expérience de son personnel et fait équipe pour aider d'autres à créer des politiques saines et appropriées pour leurs situations. Il insiste aussi sur l'importance de confiance entre la personne qui filme la personne qui est filmée et explique clairement les risques et les avantages de parler devant un appareil photo.

La preuve visuelle peut arrêter les violations

Les partenaires de WITNESS ont recueilli des témoignages et ont produit des vidéos puissantes qui ont été utilisées de plusieurs façons. Une utilisation stratégique et calée de plaidoyer vidéo est le travail de WITNESS avec les Droits d'Infirmitté Mentaux internationaux (Mental Disability Rights International (MDRI)) pour décrier les conditions déplorables dans un hôpital psychiatrique paraguayen.

« Julio et Jorge sont deux adolescents étant gardés à l'hôpital avec 458 autres personnes - nu, dans les cellules nues sans accès aux salles de bains. Les cellules puent les "urines et les excréments et les murs sont entachés de matières fécales. Les garçons ont passé environ quatre heures tous les autres jours dans un enclos en plein air, jonché d'ordures et de verres cassés.

En décembre de 2003, MDRI a conduit une pétition d'urgence devant la Commission interaméricaine sur les Droits de l'homme (IA-CHR) à l'Organisation des États américains (OAS), en demandant à l'IACHR d'intervenir en faveur des garçons, aussi bien que les autres à l'hôpital.

Avec un dossier juridique, MDRI a soumis un plan vidéo et a révisé avec WITNESS et a structuré selon les articles présentés dans plusieurs instruments de droits de l'homme internationaux auxquels le Paraguay est attaché. Il a été présenté dans ce cadre de droits de l'homme pour soutenir que les patients étaient juridiquement habilités aux protections de leurs droits de la vie et du traitement humain. En utilisant des images qui ont clairement démontré comment le Paraguay avait raté de remplir ses obligations, la vidéo met un visage humain sur le sujet.

Cela a amené l'IACHR, pour la première fois, à approuver des mesures urgentes pour protéger les vies et l'intégrité physique de ceux qui sont dans les institutions psychiatriques, un précédent qui peut maintenant être utilisé dans d'autres pays de la région. MDRI et WITNESS ont par la suite porté la question au grand public en affluant la vidéo sur leurs sites Internet et en collaborant avec CNN en Español sur une histoire consécutive. Le président du Paraguay et le ministre de la Santé ont visité l'hôpital, après quoi le directeur de l'hôpital était libéré et une commission a été formée pour enquêter sur la question.

En exposant la situation à un plus large public, MDRI et WITNESS ont attiré l'attention aux conditions épouvantables des infrastructures de santé mentale contrôlée par l'Etat et ont recueilli davantage le soutien en faveur du changement. La presse a aussi joué un rôle essentiel dans le déroulement des événements, en aidant à provoquer des changements de significatifs. Bien que le pavillon de Julio et de Jorge soient encore en rénovation au moment où ce livre est imprimé, ils ne sont plus enfermés dans une très petite cellule et ont maintenant accès aux douches et aux vêtements, aussi bien qu'aux infirmiers pendant 24 heures.

Le Ministère de la Santé paraguayen travaille avec l'Organisation Panaméricaine de Santé (PAHO) pour promouvoir l'intégration de la communauté pour les handicapés mentaux. La collaboration entre WITNESS et MDRI a produit des résultats de changement au système, mais les défis sont à venir, c'est à dire garantir que les défenseurs de droits de l'homme reprennent la lancée créée par la vidéo et suivent le cas pour s'assurer que les handicapés mentaux disposent du soutien et des services nécessaires pour leur intégration réussie dans la communauté.

Pendant que ce cas a compté sur de fortes preuves visuelles d'une violation, il est important de noter que les partenaires de WITNESS ont utilisé avec succès la vidéo sans compter sur de telles images

graphiques. Beaucoup, par exemple, ont créé des vidéos puissantes en recueillant des témoignages et en racontant les histoires de ceux qui sont le plus directement affectés, qui peut avoir un impact tout aussi puissant dans une campagne de droits de l'homme. »

Le Gouvernement tient-il ses promesses ? Créer un réseau de contrôleurs volontaires pour persuader des gouvernements locaux et nationaux de respecter des engagements de droits de l'homme internationaux.

En Slovaquie, un groupe contrôle l'adhérence gouvernementale à ses engagements de droits de l'homme internationaux et utilise ce qu'il trouve pour persuader le gouvernement de respecter ces promesses.

La Ligue des défenseurs de Droits de l'homme (LHRA) en Slovaquie a développé un réseau de moniteurs de droits de l'homme de volontaire au sein de la population minoritaire de Roma pour s'assurer que les traités de droits de l'homme internationaux sont mis en application au niveau local. Dans le cadre de son action pour devenir membre de l'Union Européenne, la Slovaquie a ratifié un certain nombre de traités se rapportant aux droits de l'homme et était vulnérable à la critique sur leur pratique des droits de l'homme. En plus, la constitution de la République Slovaque donne la priorité, sur les lois nationales, aux traités de droits de l'homme internationaux ratifiés et votés par son parlement.

L'approche de surveillance de le LHRA aide à combler un fossé entre le lieu géométrique d'abus et les politiques, lois et traités créés pour prévenir ou arrêter une violation. Souvent la seule discussion de ces abus et les lois ou politiques de les prévenir se produit dans des fora politiques et diplomatiques à un niveau élevé. Le LHRA recrute les gens parmi les personnes privées de leurs droits pour servir de moniteurs de droits de l'homme. Les moniteurs apprennent, souvent pour la première fois, leurs propres droits conformément à la loi nationale et internationale et travaillent ensuite avec le LHRA pour faire respecter ces droits - qui ont vu le jour dans les capitales lointaines - dans leurs propres mairies, postes de police, écoles et communautés. Les informations des moniteurs locaux sont utilisées pour présenter l'impact vrai, sur place des lois nationales et internationales dans le pays.

Les moniteurs de Roma sont recrutés de bouche-à-oreille. Le LHRA les instruit sur les instruments de droits de l'homme pertinents et des autorités gouvernementales responsables de leur implémentation, arrange ensuite des réunions introductives avec la police, les maires, les chefs de communauté et d'autres, ajoutant ainsi la légitimité et l'autorité au travail des moniteurs. Le réseau est divisé en huit régions; les coordinateurs régionaux travaillent avec le siège social LHRA pour recruter et former des moniteurs (à peu près 48 en tout). Quand les moniteurs sont préparés pour leur travail, on leur donne une carte d'identité LHRA et des lettres d'introduction pour présenter aux autorités locales.

Quand un abus allégué se produit, ils vont dans la communauté compiler des informations des victimes et des autorités impliquées. La surveillance se concentre sur un certain nombre de questions, y compris l'emploi, les conditions de vie, l'éducation, la santé publique, la participation politique, la violence racialement motivée et l'accès aux infrastructures publiques et aux services.

Le bureau national de LHRA synthétise le travail de tous les moniteurs en des rapports nationaux réguliers et publie son propre périodique. À la suite de cette tactique de contrôle une gamme d'abus de droits de l'homme se produisant au niveau local a été exposée et beaucoup plus de victimes d'abus ont commencé à monter au filet avec un plus grand nombre de plaintes. Le gouvernement, au cours du temps, a exécuté des politiques pour s'attaquer à la discrimination dans l'éducation, l'habitation et l'emploi.

Lisez-en plus dans un article tactique disponible à www.newtactics.org, sous Instruments pour l'Action.

La tactique de LHRA est une combinaison unique de pression et de promotion. Les moniteurs de Roma apprennent leurs droits, en les stimulant à prendre des mesures. Et le désir du gouvernement de rejoindre l'Union Européenne l'a rendu plus sensible aux rapports d'abus, donnant ainsi une opportunité d'augmenter l'impact du travail des moniteurs. La tactique est aussi une application unique de loi internationale à la réalité quotidienne des gens. Il a augmenté le pouvoir d'affecter les abus de droits de l'homme dans les pays qui ont signé des traités de droits de l'homme internationaux et cela a un intérêt sur la manière leur pratique des droits de l'homme est perçue par la communauté internationale.

« Notre tactique rend le gouvernement Slovaque inconfortable et quelquefois nous avons connu la persécution par les agents publics. Mais notre but - garantir le respect des droits fondamentaux des citoyens - a progressivement été résolu. Et l'état s'est révélé être notre ami et quelquefois notre partenaire ».

- *Columbus Igboanusi, la Ligue des défenseurs des Droits de l'homme, Slovaquie*

Les enfants comme défenseurs de leurs Propres Droits : stimuler les enfants avec les informations, les compétences et le soutien pour défendre leurs propres droits.

Avec compétences et l'accès aux informations appropriées, les enfants peuvent défendre et plaider la cause de leurs propres droits.

En Inde, le groupe <Se faire du souci pour les Enfants Travailleurs (CWC)> permet aux enfants de créer des structures formelles comme les unions et les organes gouvernementaux pour plaider la cause de leurs propres droits. Par ce travail, CWC renforce la participation des enfants, surtout ceux qui travaillent ou qui sont autrement marginalisés, dans la prise de décision et le gouvernement sur toutes les questions qui les concernent. CWC a été activement impliqué dans cette cause depuis 1980 et travaille. Actuellement dans cinq districts de Karnataka.

Les efforts de CWC visant à stimuler les enfants travailleurs ont mené au départ à la création de Bhima Sangha - une union de, par et pour les enfants qui travaillent. Bhima Sangha a un effectif de 13,000 enfants au Karnataka et est un partenaire important dans le travail de CWC pour permettre aux enfants de jouer un rôle proactif dans la prise de décision et la gouvernance. Depuis sa création en 1990, Bhima Sangha a été un défenseur puissant des droits d'enfants qui travaillent et est tout aussi concerné par l'amélioration de la qualité de la vie de leurs parents et communautés. Au niveau national et régional, Bhima Sangha aide d'autres enfants qui travaillent à former leurs propres unions; il a contribué aussi à la formation des Mouvements nationaux et internationaux d'Enfants Travailleurs.

Pour qu'ils puissent influencer les programmes et les politiques qui les affectent, les enfants ont aussi demandé un rôle formel dans la gouvernance. Cela a entraîné la création de ce que l'on a appelé plus tard le Makkala Panchayat, ou le Gouvernement d'Enfants, élu par les enfants dans la communauté. Les enfants ont conçu sa structure et ont déterminé son but et type de leadership. Puisque les enfants voulaient qu'il ait un statut formel avec la collectivité locale, ou Panchayat, CWC a conçu un mécanisme pour officiellement intégrer le Makkala Panchayat avec l'administration du village par une force opérationnelle, qui est présidée par le ministre de district. La force opérationnelle est composée tant d'adultes que d'enfants. Les élections au Makkala Panchayat sont organisées par l'administration gouvernementale formelle et le secrétaire des actes d'adulte Panchayat comme secrétaire de Panchayat des enfants.

CWC enseigne aux enfants les compétences telles que la recherche, la documentation, la communication, la négociation et le plaidoyer. Les enfants utilisent le théâtre, les marionnettes, les chansons, les publications, les magazines muraux et les instruments audio et vidéo pour soutenir leurs positions et principes. Ils expliquent leurs priorités clairement, justifient leurs revendications et sollicitent le changement. Pour maintenir de bonnes relations avec la collectivité locale, les enfants évitent les affiliations politiques ou autres, mais sont activement impliqués dans les discussions politiques.

Par leur participation organisée dans politica l les structures et la gouvernance locale, les enfants deviennent de plus en plus conscients et ils rendent l'Etat responsable. Leur participation à l'espace politique permet aussi à d'autres groupes marginalisés comme les femmes et les groupes ethniques de changer leur situation immédiate et renforcer la démocratie.

Des milliers d'enfants participent maintenant à la gouvernance de leurs villages et les adultes qui étaient traditionnellement féodaux et patriarcaux sont devenus des défenseurs des droits de l'enfant. Ils trouvent en la participation active et égale d'enfants une valeur puisqu'ils ont vu qu'il a traduit dans les avantages généraux de toute la communauté.

Les organisations des enfants ont été puissantes dans la résolution d'une large gamme de sujets au niveau local, y compris l'eau et les problèmes de carburant, une habitation, les pensions pour les personnes âgées et infirmes, exploitant le travail des enfants, abus d'alcool ou d'autres drogues ainsi que le mariage d'enfant. Ils ont aussi contribué considérablement aux politiques des enfants au niveau étatique, nationaux et internationaux.

La fondation du travail de CWC est l'empouvoirement d'enfants qui travaillent afin qu'ils puissent être leur propre première ligne de défense et participer d'une manière informée à toutes les décisions les concernant. CWC a montré que les conditions de vie troublantes et les défis auxquels font face les enfants peuvent être atténués par l'éducation, l'empouvoirement et les partenariats avec les adultes. CWC travaille de concert avec les collectivités locales, les communautés et les enfants travailleurs eux-mêmes pour exécuter des solutions réalisables, complètes, durables et appropriées. Le résultat est une qualité de la vie améliorée pour tous les membres de la communauté, rendu possible par la contribution d'enfants eux-mêmes.

BATIR LA CONSCIENCE

Amener le peuple – tout le peuple – d'une communauté à être conscient des droits de l'homme est la première étape du développement d'une communauté qui chérit ces droits. Lorsque les gens ne connaissent pas leurs droits, les actions abusives du gouvernement, de la classe dirigeante ou autre puissance pourraient être acceptées, tolérées, ou simplement ignorées. Les tactiques à ce niveau consistent à conscientiser sur le grand concept des droits de l'homme, et comment ces droits s'appliquent aux individus et aux communautés.

Néanmoins, le défi est d'amener les gens à voir l'intérêt des droits de l'homme dans leurs vies. Les peuples des communautés isolées pourraient ne pas savoir qu'ils ont des droits. Ils pourraient ignorer tout des conventions internationales ou des lois nationales, ou pourraient ne pas savoir en quoi ces actes les concernent. Inversement, les gens des nations développées pourraient penser que l'expression 'droits de l'homme' et les concepts qui s'y attachent concernent seulement les nations pauvres.

L'éducation légale dans les régions rurales : Enseigner leurs droits aux peuples des régions rurales et les mettre en contact avec des avocats pour défendre ces droits.

Dans les communautés isolées géographiquement par la culture ou la tradition, le manque de connaissance pourrait être le principal obstacle qui empêche les gens de jouir pleinement de leurs droits. En Thaïlande, un groupe relie l'éducation de la communauté – à travers les sketches et les séminaires- à l'accès au système juridique, pour s'assurer que les individus ne sont pas seulement conscients de leurs droits, mais qu'ils peuvent également les revendiquer.

La Fondation Thongbal Thongpao (FTT) à Thaïlande apporte une assistance juridique gratuite aux populations rurales, en plus d'une formation sur les droits de l'homme et lois fondamentaux qui affectent leurs vies au quotidien. Au cours des années 90, lorsque la Thaïlande connaissait une croissance économique accélérée, l'amélioration des conditions de vie a été plus effective dans les régions métropolitaines. Les populations rurales étaient moins avancées sur le plan économique, et étaient très peu au courant des droits garantis par la loi moderne Thai. De ce fait, elles étaient exposées à l'exploitation des administrateurs et des prêteurs corrompus.

La loi FTT de l'instruction des villages cible les enseignants, les élèves, les leaders de la communauté, les pauvres paysans et les femmes. Le personnel de la FTT et une équipe d'avocats bénévoles organisent des week-ends d'ateliers dans les villages, souvent à la demande des villageois qui ont des problèmes avec les membres du gouvernement.

Pendant deux journées entières d'enseignement, les participants s'informent sur le droit constitutionnel, les droits de l'homme, le mariage, les emprunts et les hypothèques, le droit du travail et autres problèmes juridiques qui les concernent. La mise en scène des cas de tribunaux complète les lectures et la discussion.

A la fin de l'enseignement, les participants reçoivent les cartes d'identités avec photo, le nom et la signature de leur avocat personnel. Le dos de la carte porte la liste de des droits des suspects : le droit au silence, à l'assistance juridique, de connaître les charges retenues contre eux et de fixer une caution. Après le programme, un comité para légal de cinq ou sept personnes est mis sur pied dans le village, pour s'assurer que les normes des droits de l'homme sont respectées, et pour aider dans l'organisation des cours.

Au lieu des concepts vagues et abstraits, la FTT diffuse les informations et les connaissances qui pourront servir aux villageois qui veulent revendiquer leurs droits. La puissance de la carte d'affaires qui a été remise à chaque personne ne doit pas être sous estimée, car savoir qu'on a quelqu'un sur qui on peut compter en cas d'abus n'est pas seulement un soulagement psychologique, cela pourra également freiner une personne qui essaierait de violer vos droits.

Cette tactique pourra être précieuse dans les régions rurales et isolées, où les gens ne sont pas conscients de leurs droits, où ne s'estiment pas assez puissants pour recourir au système juridique. En cas d'abus, elle offre aussi une action juridique comme recours possible pour les victimes. En Ouganda, une tactique similaire consiste à éduquer les gens des zones isolées sur leurs droits, et créer des possibilités de conciliation (voir page ____).

Quels autres 'marques de puissance' (comme la carte d'affaires dans cet exemple) pourraient aider les personnes qui sont privées d'exercer leurs droits.

Le théâtre brise le silence : Utiliser le théâtre pour briser le silence autour des questions sensibles des droits de l'homme et éduquer sur les droits légaux.

Au Sénégal, un groupe diffuse les informations sur les droits légaux à un secteur de la société qui n'est pas isolé par la géographie, mais plutôt par les normes culturelles.

Le Réseau Africain pour le Développement Intégré, ou RADI, éduque les femmes sur la violence conjugale et les ressources de protection légales disponibles pour elles, ceci à travers les sketches et les discussions dirigées informelles et para juridiques. A travers le théâtre, RADI veut briser le silence autour de la violence conjugale au Sénégal.

Au Sénégal, la violence conjugale, spécialement de nature sexuelle, est un sujet tabou qui est rarement dénoncée aux autorités. Dans un pays où quatre vingt dix-neuf pour cent de la population est musulmane, et où plusieurs croient que la loi religieuse autorise certaines formes de violence conjugale, RADI devait trouver un moyen efficace pour conscientiser en se basant sur la loi nouvellement promulguée. Etant donné que la grande partie de la population est illettrée, et que le théâtre a connue une résurgence remarquable, RADI a choisi le théâtre comme moyen pour renforcer sa capacité à atteindre son audience, éveiller les consciences sur les problèmes de violence conjugale et informer les gens sur les ressources disponibles.

RADI fait intervenir des acteurs connus qui invitent certaines femmes du public à les rejoindre pour 10 min de sketches improvisés qui mettent en exergue les scènes de violence conjugale. Les actions spontanées de ces femmes et du public révèlent leur familiarité avec ces genres de situation. Les sketches sont inachevés pour permettre aux parajuridiques de faciliter les discussions sur les réparations possibles et les options qui peuvent être prises pour gérer une situation de violence conjugale. Le technicien en droit prend également soin de présenter les ressources légales disponibles, et les peines civiles et pénales contre la violence. Dans sa tactique, RADI utilise deux ressources culturelles importantes. La première est le théâtre qui est déjà une méthode d'enseignement très étendue et acceptée au Sénégal.

Deuxièmement, les programmes sont organisés vers *mbottayes*, rassemblements traditionnels et informels des femmes qui assurent généralement une très grande participation des femmes aux discussions de groupes. RADI a fait un rapport stipulant que la majorité des participants au théâtre et aux sessions de discussion n'ont pas seulement beaucoup appris sur leurs droits, mais ils ont également passé l'information aux autres membres de la famille et aux amis.

Plusieurs groupes se sont servis du théâtre et des performances pour promouvoir les droits de l'homme, mais RADI a combiné de façon unique le droit et le théâtre. L'une des raisons pour lesquelles RADI a réussi à atteindre son public est qu'il s'est servi des structures sociales existantes du *mbottayes*. L'aspect théâtral donne plus envie de participer- c'est divertissant –et il offre aux participants une couche de protection qui facilite la conversation sans leurs demander d'étaler leurs vies personnelles.

Quelles sont les traditions culturelles dans ta communauté qui créées des barrières contre une discussion ouverte sur les questions des droits de l'homme ? Quelles traditions culturelles peuvent être impliquées pour briser les barrières et le silence ?

Récupérer la tradition : se servir des arts pour connecter les droits de l'homme à la culture et tradition locales.

Les droits de l'homme peuvent être perçus comme quelque chose qui a été imposé de l'extérieur ou d'ailleurs. Une institution régionale des droits de l'homme qui oeuvre dans le monde Arabe renforce les droits de l'homme en démontrant qu'ils font déjà partis des cultures de la région.

En Egypte, l'Institut d'Etudes des Droits de l'Homme au Caire utilise les arts et la littérature pour démontrer que les droits de l'homme sont, et ont longtemps été célébrés dans les cultures arabes. En dépit du fait que plusieurs Etats arabes ont supporté la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH), de façon générale, plusieurs ont toujours considéré la DUDH et la protection des droits de l'homme comme un concept de l'ouest.

CIHRS utilise une variété d'approches pour illustrer les racines des droits de l'homme dans les sociétés islamiques arabes – dans leur folklore, littérature et film. Les artistes sont par exemple invités aux projections cinématographiques mensuelles au cours desquelles les intervenants commentent le film dans le contexte des droits de l'homme.

Le directeur du film ou les critiques est toujours présent lors des projections. Ce Club de Cinéma pour les droits de l'homme est l'une des premières expériences de cette envergure dans le monde arabe.

En plus, CIHRS publie une série de livrets intitulés les droits de l'homme dans l'art et la littérature, qui mettent en exergue le rôle de l'art et de la littérature dans la diffusion des concepts des droits humains ; ils ont déjà publié dix livrets. Les artistes sont toujours encouragés à présenter, de façon engagée, leurs expériences personnelles relatives aux valeurs positives des droits de l'homme.

A travers le Club Cinéma et les livrets, la CIHRS a construit un réseau d'artistes désireux de promouvoir les droits de l'homme, les encourageant à créer des projets qui font la promotion des droits de l'homme dans la société contemporaine. Parfois, la CIHRS choisit un thème ou problème spécifique, en cherchant comment les approches artistiques peuvent intervenir, ensuite, aller vers les membres du réseau qui peuvent présenter avec succès ce thème à travers une variété de media artistique.

A travers toutes ces approches, la CIHRS a contribué au grand réveil des consciences de l'intérêt culturel des droits de l'homme en Egypte et dans le monde arabe.

CIHRS utilise le film, l'art et la littérature pour aider les gens à travers la région à réclamer leur appartenance aux principes des droits de l'homme, réfutant ainsi les prétentions selon lesquelles les droits de l'homme sont un concept étranger et permettant de construire une base de soutien élargi pour un mouvement des droits de l'homme.

Cette approche à long terme n'est pas susceptible de causer des changements rapides dans une communauté, et elle peut facilement en appeler aux gens qui sont déjà dans l'art. Mais si des exemples fortement ancrés dans la culture sont choisis -ceux auxquels la plupart des populations se sentent directement connectés-, tels que les épopées nationales et les contes d'enfants,- elle pourrait atteindre une plus grande partie de la population.

Les traditions culturelles locales, les mythes et les textes peuvent également être utilisés comme instruments de l'éducation, en tant que des exemples très facilement compréhensibles des principes des droits. Le Sisterhood's Global Institute (SIGI), actuellement basé au Canada utilise un model informel

d'éducation qui aide les femmes musulmanes à plus facilement identifier les concepts des droits de l'homme universel dans des termes culturels locaux. SIGI a mis sur pied une série de manuels qui peuvent être utilisés partout où les femmes sont rassemblées, tant en public qu'en privé. Les manuels encouragent les discussions sur le concept des droits de l'homme en termes qui sont pertinents dans la vie quotidienne de la femme.

« Chaque culture célèbre les valeurs de la justice, de la dignité, de la liberté, de l'égalité. L'art et la littérature aident à créer une culture des droits de l'homme. Nous touchons au cœur des individus, et pas seulement à leur esprit pour les rendre conscients des droits de l'homme. »

-Bahey El Din Hassan, Institut Des Etudes Des Droits De L'Homme au Caire, Egypte

Une nouvelle façon de comprendre la justice sociale : Amener les organisations à cadrer leur œuvre de justice sociale dans le contexte des droits de l'homme, en fournissant des défenseurs avec de nouvelles séries d'atouts, et en intégrant les nouvelles alliances.

Etant donné que plusieurs personnes dans les pays développés considèrent le terme 'droits de l'homme' seulement en relation avec le monde développé, les concepts et les idéaux des droits de l'homme peuvent sembler tellement lointains et étrangers. Cette attitude peut susciter un manque d'assurance, ce contre quoi un groupe aux Etats-Unis est en train de combattre.

Le Centre National pour l'Education des Droits de l'Homme (CNEDH) amène les organisations aux Etats-Unis à jumeler les problèmes de justice sociale aux problèmes des droits de l'homme. Bien que plusieurs organisations aux Etats-Unis travaillent sur les problèmes sociaux, peu parlent de leur travail en terme de droits de l'homme. En 1997, un sondage effectué par CNEDH révèle que plus de 90 pour cent des américains n'avaient pas conscience de l'existence de la Déclaration Universelle des droits de l'homme. Pour faire face à ce manque de compréhension des droits de l'homme aux Etats-Unis, le CNEDH a créé un curriculum d'éducation des droits de l'homme pour les organisations populaires de la justice sociale.

Le CNEDH tient également des conférences, des réunions et des manifestations communautaires, il a également distribué environ un demi million de copies de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Pendant ses sessions de formation, le CNEDH met plus d'accent sur la nature universelle des droits de l'homme, en démontrant que tout le monde peut être un auteur ou une victime d'abus. Le CNEDH enseigne également les moyens de protection des droits de l'homme, précisément à travers une éducation sur les aspects juridiques et techniques des droits de l'homme. Ensuite, les apprenants travaillent avec les participants en vue de développer des plans d'action qui devront être appliqués dans leurs communautés respectives.

Les participants de ces sessions de formation rentrent dans leurs organisations forts d'idées et d'atouts reçus au cours des ateliers, ce qui augmente considérablement la portée de l'oeuvre du CNEDH. Depuis sa création le CNEDH a formé plus de 16000 défenseurs de la justice sociale en droits de l'homme. Une partie des groupes formés par le CNEDH ont utilisé un cadre des droits de l'homme pour opérer des changements positifs dans leurs communautés. Par exemple, la Coalition des Citoyens de Georgie pour la faim s'est servie des arguments des droits de l'homme pour convaincre le corps législatif de l'Etat de passer l'augmentation du premier salaire de base après plus de 30 ans.

Le NCHRE a réagi à l'attitude envahissante du gouvernement et de la société qui pensent que les principes des droits de l'homme sont inutiles aux Etats-Unis, et que les problèmes des droits de l'homme n'existent pas là bas. Le NCHRE a trouvé une nouvelle tactique pour les groupes qui font déjà face aux problèmes tels que la famine, la pauvreté et le manque de logement. Lorsque ces groupes changeront de façon de travailler, ils pourraient se faire de nouveaux alliés et pourraient être à mesure d'impliquer de nouvelles personnes dans leur cause.

« Il existe des problèmes permanents (aux Etats-Unis) tels que le manque de soins médicaux, de la réforme du bien-être, le racisme. Dans ces régions la constitution n'offre pas beaucoup de protection aux citoyens. Notre seule option est de nous tourner vers le cadre mondial des droits de l'homme qui accorde vraiment de l'intérêt à ces problèmes, et change la nature du discours et des politiques dans ce pays. »

*-Loretta Ross,
Centre National Pour L'Education des Droits De L'Homme*

Convaincre grâce à la cartographie : se servir de la cartographie pour sensibiliser le public et faire pression pour un changement de stratégie.

Les représentations visuelles du problème que vous soulevez peuvent être un atout très puissant, ce peu importe le type de public que vous cherchez à atteindre. Greenpeace du Liban utilise efficacement la cartographie pour illustrer les risques de l'environnement tout au long de la cote de Du Liban.

L'Office de Greenpeace du Liban a illustré les violations de l'environnement tout au long de la cote du pays dans le but de sensibiliser la population sur le problème des déchets industriels toxiques, et de faire pression sur le gouvernement pour que ce dernier trouve des stratégies pour faire face à ce problème.

Le group a suscité un grand intérêt du public pour la condition environnementale du littoral de du Liban en voyageant chaque semaine sur un bateau pneumatique pour une nouvelle localité, oeuvrant plus dans les régions du littoral les plus peuplées et les plus utilisées. Il a mis en exergue les problèmes les plus flagrants de l'environnement dans chaque site en utilisant le logiciel du Système d'Information Géographique (SIG) pour produire une carte des résultats des analyses. Le public a suivi l'évolution du bateau de Greenpeace à la télé, dans les journaux, sur le site web du groupe ou aussi devant la plage où des cartes ont été collées pendant l'analyse. L'évolution par semaine du bateau a suscité un grand intérêt et même du suspense : les gens se demandaient : qu'est ce qu'ils vont trouver au prochain site ? A la fin de la campagne, la carte en elle-même était une illustration graphique des sites toxiques et de l'étendu des problèmes de l'environnement tout au long de la cote.

Greenpeace s'est servi de plusieurs autres tactiques en plus du projet de cartographie. Les membres ont fait pression sur les politiciens, les agences du gouvernement, sur les habitants et les hommes d'affaires le long de la cote. Un membre du personnel avait pour tache d'informer les médias et de susciter leur intérêt, tout en s'assurant que la couverture était programmée pour maintenir l'intérêt du public. Le groupe a également attiré l'attention à travers les spots radio, des fiches de renseignement, de grands posters mobiles, et un spot télé animé qui illustre les effets à long terme des polluants.

La prise de conscience du public suscitée par la campagne a permis de faire passer la loi 444, un code environnemental qui inclut le droit à l'information.

Greenpeace du Liban a transformé une information vide et technique en une image fascinante- permettant au public de mieux comprendre les faits tout en attirant et en maintenant son intérêt sur son oeuvre, et en poussant le public à agir pour remédier à ce problème. Le problème de violations de l'environnement a été largement voilé de telle sorte que les personnes affectées n'étaient même pas au courant de l'abus. En le révélant, Greenpeace a créé un nouveau groupe intéressé qui travaillera contre ce problème. La clé de ce succès – la conscientisation et la nouvelle loi – était une portée puissante et une couverture médiatique pour faire ressortir l'effort de la cartographie et la pression du groupe pour un changement spécifique de stratégies.

La cartographie du SIG est utilisée pour illustrer et combattre les autres problèmes des droits de l'homme tel que le trafic de sexe. Elle pourrait également servir à montrer les incidents de torture dans les quartiers de la police, à illustrer la pauvreté étendue en décrivant les revenus moyens d'un ménage de la région, ou dépeindre l'accès (ou le manque d'accès) aux services vitaux en montrant les sites des puits, des hôpitaux ou d'écoles pour illustrer l'accès. Quand nous pouvons voir l'étendu d'un problème, nous sommes plus équipés pour y faire face.

'Une image vaut mieux que mille mots'. Comment pouvez-vous utiliser les images pour promouvoir votre cause ?

Comprendre comment nous en sommes arrivés là et où nous allons : se servir de la puissance émotionnelle d'un site historique et des histoires personnelles pour éveiller les consciences sur les questions actuelles des droits de l'homme.

Les histoires peuvent aider à ramener à la vie des problèmes des droits de l'homme apparemment secs et distants. Le Musée Ancien de New York City utilise les histoires du passé pour susciter une discussion et la prise de conscience des problèmes actuels des droits du travail.

Recréant un appartement de 1897 et un atelier de couture, le musée de logement locatif situé au coté Est a rassemblé les représentants des secteurs en conflit de l'industrie du vêtement pour discuter de ce qui doit être fait – et par qui – pour faire face aujourd'hui au problème d'ateliers qui exploitent le personnel.

Le musée de logement locatif restaure les appartements du 97 Orchard Street, où plus de 7000 immigrés de 20 nations différentes ont vécu entre 1863 et 1935, et ce musée raconte les histoires de leurs luttes en Amérique. En 1897, Harris et Jennie Levine, des immigrés de Plonsk (maintenant en Pologne) géraient un atelier de couture dans leur appartement, représentant le lieu même où l'expression 'atelier d'exploitation du personnel' a été inventé pour décrire. Aux Etats-Unis aujourd'hui, il existe plus de 400 ateliers de couture qui emploient environ 1500 ouvriers immigrés. Le Ministère du travail de ce pays classe environ les trois-quarts de ces ateliers dans 'les ateliers de pression', mais le débat fait rage encore sur la définition réelle d'un atelier de pression, et sur ce qui doit être fait pour faire face aux abus de travail, et sur qui en est responsable.

Le musée a transformé la maison des Levine en un centre où les acteurs de l'industrie d'habillement peuvent s'échanger des idées en vue de la recherche des solutions pour ces problèmes. Pour sa première réunion en 2002, ce musée a invité un melting pot inhabituel de participants comprenant les représentants du Human Right Watch, de UNITEI (l'union des employés du textile), de Levi's et Eileen Fisher (les marques de l'habillement), de the King's County Manufacturers Association, et autres. Regroupés en cercle fermé, ces dirigeants des secteurs opposés de l'industrie de vêtement écoutent l'histoire relatant la façon dont cette famille d'immigrés dormait, mangeait, prenait soin de la famille et confectionnait des centaines de vêtements dans un espace de 325 mètres. Conjointement avec cette réunion, le groupe a tenu un sommet d'une journée entière portant sur les nouvelles perspectives qui se présenteront en considérant le passé de l'industrie du vêtement et les nouvelles idées qu'il suscite pour la prévention dans le futur des conditions des ateliers de pression. Depuis la première réunion en 2002, le musée a abrité des dialogues similaires avec des douzaines de groupes de l'industrie du vêtement.

Pour en savoir plus, lisez le carnet de tactiques disponible sur www.newtactics.org.

Il est important d'avoir un puissant facilitateur et de construire prudemment le dialogue afin que les gens passent des réactions personnelles aux problèmes civiques plus larges, qu'ils apprécient et écoutent les points de vue opposés, et qu'ils aient l'opportunité d'échanger des idées aussi bien au sein des petits groupes que dans les grands forums.

« Ce sont des personnes qui ont refusé de se réunir dans d'autres cadres, mais ont accepté de se rencontrer et de discuter au musée. Nous devons insister que notre interprétation du passé sera à partir des perspectives diverses, suscitant des questions à débattre au lieu de raconter une seule histoire.

En général, les participants nous ont confié qu'ils se sentaient plus à l'aise dans un musée historique plutôt que dans d'autres lieux. « L'environnement ici met tout le monde en confiance, on se sent ouvert à

la discussion, elle pourvoit une grande occasion de considérer ensemble tous ces problèmes », a déclaré un participant. »

*Liz Sevcenko,
Lower East Side Tenement Museum, USA*

OUTILS ET RESSOURCES

Les personnes et les organisations décrites dans ce livre ont choisi des tactiques à partir de leur propre et unique situation, en connaissance de leurs forces et des risques dans leurs contextes ; et ils ont utilisé ces tactiques dans le cadre de stratégies larges en vue d'atteindre des objectifs bien définis. Au moment où certaines tactiques – ou du moins certains de leurs aspects - peuvent être utiles pour vous, il est important que vous, avant toute chose, analysiez votre propre situation: votre contexte, vos objectifs, vos ressources et alliés.

Cette section du Manuel donne des outils qui, nous l'espérons, pourront vous aider dans cette tâche.

Développer des stratégies et tactiques créatives

Utilisez cette section pour identifier vos objectifs et cibles et pour énumérer les stratégies et tactiques possibles. Utilisez-la pour structurer la discussion avec les membres de votre organisation ou pour organiser vos propres pensées.

Partager votre Tactique: un exemple de présentation d'une tactique

Utilisez ce modèle de présentation pour former les autres à l'usage de tactiques qui ont bien marché pour vous. Une partie vitale du projet "Nouvelles Tactiques en Droits Humains" est la création de réseaux de professionnels qui partagent leurs tactiques les uns avec les autres. Nous espérons que ce Manuel va vous inspirer à le faire.

Adapter les Tactiques

Utilisez les questions incluses dans cette section pour décider si une tactique particulière, ou un aspect d'une tactique, pourra faire avancer vos objectifs. Rappelez-vous que toutes les tactiques ne sont pas bonnes pour toute situation.

Prendre soin de soi: Protéger la ressource la plus chère

Pendant que vous examinez vos moyens et responsabilités, il est important que vous gardiez à l'esprit les ressources les plus chères: votre propre personne et vos collègues. Utilisez un morceau de papier pour identifier, ou avec vos collègues, les moyens de prendre soin de vous-même et les uns des autres.

DEVELOPPER DES STRATEGIES ET TACTIQUES CRÉATIVES

“Une stratégie sans tactiques est la voie la plus lente vers la victoire. Des tactiques sans stratégie sont le bruit qui précède la défaite”. Sun Tzu.

Cette déclaration de Sun Tzu, faite il y a plus de 2000 ans, nous dit que la planification sans action est futile, et que l’action sans planification est fatale. De nos jours, nous pouvons beaucoup apprendre des trois domaines d’analyse que Sun Tzu a identifiés il y a longtemps pour établir les bases de notre succès.

Connaissez-vous vous-même

Ne croyez pas votre propre propagande! Vous devez avoir une perception réaliste de vos propres forces, faiblesses, moyens/ressources, capacités et soutiens. Au même titre, il est important de bien comprendre les capacités et les limites de vos alliés.

Connaissez votre adversaire¹

Ne croyez pas non plus la propagande de votre adversaire! C’est aussi important de comprendre les forces, les faiblesses, les moyens et capacités de votre adversaire. En vue de saisir l’élan et les initiatives qui peuvent être opportunes et même décisives pour faire avancer votre stratégie, Sun Tzu conseille d’adresser une attention particulière pour comprendre –et faire désintégrer- la stratégie de votre adversaire.

Connaissez le terrain

Le terrain peut être, littéralement, la place où vous allez rencontrer votre adversaire. Mais le terrain inclut aussi le temps ou l’espace, les conditions légales, sociales et culturelles, ou l’environnement dans lequel vous opérez.

Aussi tôt que vous aurez fini de rassembler les informations dont vous avez besoin pour analyser ces domaines, vous serez prêt à développer votre stratégie. La stratégie est l’assemblage de plusieurs décisions pour atteindre un but. Ceci inclut:

- objectifs clés et cibles appropriées
- public qui vous supporte et moyens/ressources
- quelles tactiques à utiliser et quand.

Une tactique est une action spécifique ou concrète qui est entreprise en vue d’influencer une situation donnée. Il est important que vos tactiques fassent partie de, et servent, une stratégie plus large.

DÉMARRAGE

Voici des choses importantes à avoir en tête quand vous démarrez:

Travailler avec les autres:

Dans la mesure du possible, essayez de mettre ensemble un groupe de personnes avec des idées, des perspectives, des passés et expériences différents. Ceci va non seulement enrichir la gamme d’idées

¹ Ici, le terme ‘adversaire’ doit être entendu comme toute personne ou groupe de personnes qui ne supporterait pas votre action tactique pour des raisons diverses. Il ne doit pas être entendu dans le sens politique donné à l’opposant, ni dans le sens militaire donné à l’ennemi.

générées par le groupe mais aussi permettra à plus de personnes et groupes de partager les idées et ainsi apprendre les uns des autres.

Mettez-vous d'accord, avant de commencer, sur les normes qui vont guider votre discussion. Celles-ci peuvent comprendre ce qui suit:

- Chacun/e est respecté/e.
- Seule la personne qui a la parole parle ; ne pas parler tous à la fois.
- Si deux personnes veulent parler, la personne qui n'a pas encore parlé doit être la Première à être accordée cette occasion.
- Toutes les idées sont les bienvenues.
- Des commentaires manquant de respect ne sont pas acceptables; ils doivent être Répliqués de façon respectueuse mais ferme.
- Quand vous évaluez les idées, faites-le de manière positive et constructive.
- Vous devrez aussi vous mettre d'accord sur la bonne façon de réagir quand quelqu'un/e du groupe commence à monopoliser la discussion.

Faites le brainstorming des idées

Faites sortir le plus d'idées possibles. Encouragez chacun/e à donner son idée et ne rejetez aucune comme quoi elle est très difficile à exécuter, ou très simple ou étrange. Mais au contraire, toutes les idées doivent, sans exception, être non violentes. La non-violence est la pierre angulaire de la légitimité et la crédibilité.

Faites la liste de toutes les idées au fur et à mesure qu'elles jaillissent. Certaines d'entre elles seront retenues pour la discussion future, d'autres ne le seront pas. Mais, n'en écarterez aucune d'elles. Une idée qui paraît étrange ou outrageante à première vue peut bien, à la deuxième vue, avoir l'élément de surprise qu'il fallait. Par la suite, vous aurez à faire une analyse en profondeur mais pour la première fois, l'objectif est de produire le plus d'idées possible.

Suivre le processus

Ecrivez vos idées sur de larges feuilles de papier ou sur un tableau de façon que tout le groupe puisse bien suivre comment le processus se déroule. Suivre le processus crée une mémoire collective de l'expérience et donne l'occasion de revenir sur ces idées à une occasion postérieure ou les partager avec les autres. Pourtant, tenez bien à évaluer le risque de garder des traces écrites de votre processus.

Etape 1: Identifier le problème

Quel est le problème à résoudre?

Pour vous aider à examiner le problème dans ses détails, faites la liste de ses éléments clés. Vous voudrez probablement commencer par examiner ces éléments un à un, et ainsi résoudre le grand problème étape par étape.

Est-ce que le problème relève d'un comportement particulier, d'une institution, d'une politique, d'une loi ou d'un individu particuliers?

Enoncez le problème en une seule phrase concise.

Etape 2: Identifier votre/vos cible/s²

Votre cible est la personne, la place ou la chose que vous voulez changer/affecter/influencer.

Quel est l'agent responsable (personne ou chose) du problème que vous avez identifié?

² Nous utilisons le terme 'cible' pour désigner 'ce' que vous voulez affecter par votre action. Nous avons à l'esprit que vous projetez votre action en vue de changer quelque chose. Votre cible peut bien être une/des personne/s, institution/s, politique/s ou un/des comportement donné/s que vous voulez changer. Nous n'utilisons pas le terme 'bénéficiaire' qui paraît des fois limité à celui/celle qui bénéficie littéralement de votre action, alors que votre cible peut aussi bien être votre adversaire que vous voulez influencer.

Qui sont les acteurs clés qui contribuent à la création ou la perpétuation du problème?
Y a-t-il des politiques, des lois ou des pratiques qui font perdurer le problème?
Y a-t-il des institutions qui sont chargées de s'occuper de ce problème? Si oui, pourquoi sont-elles incapables de le faire?
Identifiez un ou deux acteurs clés ou cibles que votre groupe voudra influencer.

Etape 3: Identifier votre but

Quel impact voulez-vous produire sur le problème?
Décrivez brièvement le résultat attendu de votre effort. Considérez ceci: Si vous aviez le pouvoir de bien faire marcher les choses, que serait-ce? Ne vous en voulez pas d'être ambitieux - cela profite au processus du groupe. Habituellement, il y a des optimistes, des pessimistes et des réalistes pour balancer les uns les autres.

Note: Ce but doit probablement être différent de la mission de l'organisation, mais il est toujours utile de garder cette mission en tête pour assurer que les stratégies et les tactiques que vous choisissez soient compatibles avec elle.

Etape 4: Identifier vos alliés et vos adversaires

Gardez à l'esprit votre but et vos cibles.
Qui sont vos alliés et vos alliés potentiels – individus, organisations, institutions – dans votre pays ou au niveau international? Pourquoi ont-ils ou pourraient-ils avoir un intérêt à soutenir votre effort?
Qui sont vos adversaires et vos adversaires potentiels? Pourquoi s'opposent-ils à vos efforts ou pourquoi pourraient-ils percevoir vos efforts comme contraires à leurs intérêts?
Qui sont actuellement vos alliés et adversaires passifs? La plupart des gens tomberont dans ces deux dernières catégories.
Au moment de choisir vos tactiques, une grande attention doit être dirigée à trouver les voies pour influencer ces groupes de gens.

Etape 5: Identifier vos moyens/ressources

Le moyen/ressource est n'importe quelle chose qui est disponible et vous aide à atteindre votre but.
Quels moyens/ressources concrets/avez-vous déjà à votre disposition? Pensez aux personnes, aux organisations, aux réseaux, aux moyens financiers et aux conditions sociales, politiques et légales.
Quelles connexions avez-vous ou ont vos alliés avec les acteurs clés qui sont chargés du problème, conformément à ce que vous avez identifié auparavant? Ces connexions sont aussi des moyens/ressources.
Pensez bien à comment vous faites ou vous allez faire pour prendre soin de vous-même/s (voir: Prendre soin de soi-même: Protéger la ressource la plus chère. p.164)

Etape 6: Identifier votre stratégie

Définir votre stratégie implique prendre un nombre important de décisions. En remplissant les étapes ci-dessus, vous avez accumulé des informations importantes vous permettant de prendre vos décisions stratégiques.
En considérant les étapes précédentes, quels sont les domaines dans lesquels votre groupe a le plus de potentialités de produire un impact?
Faites une brève liste des domaines tout en gardant votre but à l'esprit.
Quelles sont les étapes qui sont nécessaires pour maximiser votre impact sur votre cible?
Y a-t-il un cheminement spécifique dans lequel ces étapes pourraient être exécutées? Doivent-elles avoir lieu en même temps ou en coordination avec d'autres efforts? Disposez-vous des moyens nécessaires?
Discutez le cheminement de votre action et comment cette action va vous aider à avancer vers votre but.
Gardez à l'esprit que votre stratégie vous amènera probablement à un autre niveau d'action/s au lieu de

vous amener directement à votre but lui-même. Assurez-vous que votre série d'action/s concourt à atteindre votre but au lieu de vous amener dans une direction totalement différente.

Etape 7: Identifier vos tactiques

Maintenant, il est temps de décider quelles tactiques vous allez utiliser pour traduire en action la stratégie que vous avez identifiée. En faisant le choix des tactiques, considérez en même temps vos capacités et vos priorités. Prenez le temps de revoir qui sont les acteurs clés, l'audience, les alliés et les adversaires.

Revoyez aussi bien vos forces, faiblesses et moyens/ressources, ainsi que ceux de vos adversaires.

Inventoriez les tactiques que vous connaissez ou celles auxquelles vous avez accès.

Quelles tactiques pourraient stimuler les alliés passifs à devenir des alliés actifs?

Quelles tactiques peuvent aider à assurer que vos adversaires passifs restent passifs ou, mieux, les encouragent à devenir des alliés?

Quelles tactiques peuvent arrêter ou adoucir l'opposition à vos actions?

Votre groupe peut-il mener ces actions seul ou devez-vous collaborer avec d'autres groupes?

Prenez une tactique une à une et discutez sur comment elle concourt à vos stratégie et but.

Très probablement, chaque tactique exigera une discussion en profondeur, une série d'étapes et même des tactiques complémentaires pour sa mise en exécution effective.

Etape 8: Evaluer chaque tactique

Discutez pourquoi vous choisissez cette tactique. Étant donné votre situation actuelle, comment cette tactique dispose-t-elle de plus de potentialités de vous faire avancer vers votre but?

Comment peut-elle être adaptée pour produire le plus d'impact sur votre situation?

Cette tactique assure-t-elle une meilleure utilisation de vos moyens/ressources?

Comment pouvez-vous trouver des moyens/ressources supplémentaires? Avec qui d'autre pouvez-vous collaborer? Quelles tactiques aurez-vous à utiliser pour convaincre les autres à travailler avec vous ou à contribuer aux moyens/ressources?

Quelles autres tactiques aurez-vous besoin d'utiliser pour vous aider à bien exécuter la tactique que vous avez choisie? Y a-t-il une cible initiale que vous devez atteindre avant de pouvoir atteindre votre cible finale (par ex.: gagner des alliés à l'intérieur d'une institution avant que le Directeur pourrait être approché à propos d'une affaire de changement d'une politique donnée) ?

Avez-vous besoin d'avoir le soutien d'autres organisations avant de commencer à appliquer votre tactique?

Esquissez le plus d'étapes possibles dans le sens de la mise en application effective de la tactique.

Continuez à évaluer les ressources à votre disposition.

Etape 9: Adapter les tactiques du Manuel³

Référez-vous à la section "Adapter les Tactiques" (Adapting Tactics) pour avoir plus de conseils sur la façon de faire l'adaptation des tactiques.

Choisissez quelques cas de tactiques que vous voulez explorer.

Quelles sont les ressemblances entre le cas de la tactique du Manuel et celui de la situation que vous voulez changer? Quelles sont les différences? Quelles leçons pouvez-vous tirer de l'expérience d'autres organisations?

Quelles ressources/moyens avez-vous et que l'exemple du Manuel n'avait pas? Comment pouvez-vous utiliser ces ressources/moyens de façon à rendre la tactique beaucoup plus efficace?

Quels sont les obstacles supplémentaires auxquels vous faites face?

Comment devez-vous adapter la tactique pour qu'elle corresponde à votre situation?

Quelles informations supplémentaires sont nécessaires et qui doit les recueillir?

³ Le Manuel est intitulé "Nouvelles Tactiques en Droits Humains. Guide pour les Professionnels ». La section « Adapter les Tactiques » est à la page 161.

Ce processus peut servir comme un moyen de générer de nouvelles idées vous permettant d'atteindre votre but et, comme un bon terrain d'entraînement pour votre organisation, vous permettant d'affiner les capacités d'analyse qui vous aideront à planifier de manière réaliste et évaluer votre stratégie et tactiques.

FAIRE L'ADAPTATION DES TACTIQUES

Les tactiques décrites dans ce Manuel sont destinées à vous amener à penser à de nouvelles façons de faire votre travail. Nous espérons aussi que vous trouverez des tactiques qui sont bien transférables à votre situation.

Quand nous disons que les tactiques sont transférables, nous voulons dire qu'elles peuvent être adaptées pour être utilisées dans des contextes et pays autres que ceux dans lesquels elles étaient originellement appliquées. Normalement, ceci ne veut pas dire que vous pouvez ou devez essayer d'utiliser une tactique – tirée de ce Manuel ou d'ailleurs- exactement de la même façon qu'elle a été utilisée à l'origine. Vous devez analyser votre propre situation et vos moyens/ressources, et évaluer les risques que vous pouvez encourir. Vous voudrez bien combiner une tactique avec une autre; ou bien, vous pouvez bien trouver qu'un quelconque élément ou aspect d'une tactique est applicable à votre situation au moment où toute la tactique dans son entièreté ne l'est pas.

Les questions ci-dessous vont vous aider à analyser et adapter de nouvelles tactiques à votre situation:

- Cette tactique est-elle bien indiquée pour mon problème et situation?
- Avec qui d'autre puis-je discuter de ceci?
- A quels autres groupes puis-je parler de ceci?
- Ai-je jamais vu ou utilisé une tactique comme celle-ci auparavant?
- A-t-elle réussi?
- Pourquoi ou pourquoi pas?
- Comment cela peut-il m'aider à atteindre mes buts?
- Va-t-il produire l'effet voulu sur ma cible?
- Cette tactique a-t-elle déjà été utilisée sur ma cible?
- De quels moyens/ressources aurai-je besoin?
- Quels moyens/ressources ai-je déjà à ma disposition?
- Comment puis-je avoir ces ressources/moyens que je n'ai pas encore?
- A qui puis-je parler pour avoir plus d'information à propos de cette tactique?
- Quelles alliances dois-je faire pour pouvoir utiliser cette tactique?
- Comment puis-je faire ces alliances?
- Comment pourraient réagir face cette tactique ceux qui s'opposent au problème que je soulève?
- A quel degré cette tactique serait risquée pour moi ou mon organisation?
- Suis-je bien préparé à supporter le niveau de risques liés à cette tactique?
- Comment puis-je réduire les risques qui pourraient venir de l'application de cette tactique?
- Puis-je utiliser une partie de cette tactique ?
- Puis-je combiner cette tactique avec d'autres tactiques ?
- Quel est mon plan alternatif si les choses ne marchent pas?
- Que pourrais-je faire si cette tactique ne marche pas comme j'aurai prévu ?

PARTAGER VOTRE TACTIQUE AVEC LES AUTRES : UN EXEMPLE DE PRESENTATION D'UNE TACTIQUE

Le Projet des Nouvelles Tactiques combine les deux aspects : apprendre et enseigner les nouvelles tactiques. Nous ne voulons pas seulement que vous pensiez à votre travail seulement en terme de tactiques et de tirer des tactiques de ce Manuel, mais également, vous partagez vos tactiques avec les autres. Partager les innovations tactiques bénéficie à ceux qui ont développé les tactiques (en développant leur qualité de leader et de présentation) ainsi qu'à ceux à qui elles sont enseignées.

Ci-dessous est proposé le schéma d'une présentation de votre tactique pour une durée de 40 minutes. Utilisez ce schéma pour vous aider à choisir les informations qui pourront le mieux aider votre auditoire à comprendre et appliquer votre tactique.

1 minute

Étalez votre tactique

Commencez votre formation par une brève description de votre tactique. Rappelez-vous de diriger votre attention en premier lieu à votre tactique et non sur le problème ou le contexte (il y aura du temps pour expliquer tout cela). Revoyez la définition d'une tactique (à la p.21 et lisez "Nécessité de Nouvelles Tactiques" (p.12) pour être sûr de bien vous faire comprendre.

Pensez aussi à la façon intéressante de dire à votre auditoire que votre tactique est originale, importante et qu'elle réussit. Racontez une histoire rapide. Posez une question qui va captiver l'attention de votre auditoire.

5 minutes

Décrivez le contexte

Vous voulez que votre auditoire comprenne pourquoi votre tactique particulière a été utilisée dans cette situation. Aidez-la à y arriver par la voie suivante:

Dérivez les problèmes actuels ou passés de la société qui exigeaient un remède, particulièrement ceux qui vont aider les autres à comprendre votre tactique.

Décrivez le processus selon lequel vous avez organisé votre voie vers cette solution ?

Faites le schéma des résultats que vous attendiez en utilisant cette tactique (ex.: vos but et objectifs)

Expliquez brièvement la stratégie que vous avez utilisée et comment votre tactique s'insère bien en elle?

Vous n'avez pas besoin de passer beaucoup de temps à chaque catégorie de questions, mais assurez-vous de toucher à chacune brièvement.

20 minutes

Expliquez comment la tactique opère

Ceci est la partie principale de votre présentation. Ici, vous donnez à votre auditoire les informations clés qu'il aura à utiliser pour appliquer ta tactique dans sa situation.

Donnez une description, étape par étape, de comment vous avez mené votre tactique à bonne fin. Nous recommandons que vous utilisiez un seul cas spécifique comme exemple. Pensez à des collègues dans d'autres pays qui vont essayer d'appliquer votre tactique. Que doivent-ils savoir? Par où doivent-ils commencer? Combien de personnes sont-elles impliquées? De quel soutien ont-ils besoin? De quels moyens/ressources ont-ils besoin?

7 minutes

Faites revivre le développement de la tactique

Parlez des cibles: quels comportement, institution, politique ou individu/s votre tactique veut-elle influencer? Gardez à l'esprit qu'il peut bien y avoir des cibles initiales aussi bien que des cibles à long terme ou finales.

Expliquez les résultats réels: comment les gens impliqués décrivent-t-ils les résultats et l'impact? Utilisez des citations et commentaires des gens qui ont pris part à la tactique.

7 minutes

Parlez des leçons apprises de votre tactique et de comment elle peut être utilisée dans d'autres contextes

Expliquez ce que vous avez appris en appliquant cette tactique: qu'est-ce qui a bien marché? Qu'est-ce qui n'a pas bien marché et que vous pourriez faire autrement? Quelles recommandations avez-vous à faire aux autres?

De par votre expérience, quels sont les facteurs qui doivent être pris en compte avant d'appliquer la tactique? Quelles sont ses limites?

Si vous connaissez d'autres cas d'application de cette tactique, parlez brièvement de comment elle a été appliquée différemment et pourquoi.

PRENDRE SOIN DE SOI-MEME: PROTEGER LA RESSOURCE LA PLUS PRÉCIEUSE

En faisant le difficile travail de promotion et protection des droits de l'homme, vous pouvez travailler de longues heures dans des situations dangereuses. Vous pouvez être exposés à des scènes, des sons ou des histoires très difficiles à supporter. Ce que vous faites peut être traumatisant ou stressant pour vous, que vous le viviez vous-même ou au travers les autres.

Les gens ménagent le stress de plusieurs façons. Certains s'adonnent à travailler durement au détriment de leur famille et amis, ou décident qu'ils en ont assez et changent fréquemment d'emploi ou de poste de volontaire. D'autres pourraient fumer des cigarettes ou boire plus souvent ou beaucoup plus. D'autres encore pourraient perdre le sens des choses positives et penser que les gens ne devraient pas s'amuser au moment où les autres souffrent!

En vue de maintenir votre force, votre engagement et votre joie à faire ce travail, vous devez venir à bout du stress nuisible. (Tous les stress ne sont pas mauvais! En effet, certains stress nous poussent à faire du bon travail !)

L'Abécédaire pour prendre soin de soi-même

La notion de base pour prendre soin de soi-même est la Prise de Conscience, l'Equilibre et la Connexion (Saakvitne & Pearlman, 1996).

Prise de Conscience

Vous devez d'abord être capable d'identifier les signes et symptômes du stress nuisible et les effets du traumatisme (découlant de l'expérience directe ou indirecte). Ceci requiert de votre conscience.

Prenez soin de votre propre corps : est-ce que vous remarquez que vous tombez malade plus fréquemment ? Vous sentez-vous tendus ? Devenez-vous irrités ou frustrés plus rapidement?

Prenez conscience de vos relations avec les autres : Est-ce vous réservez du temps à ceux que vous aimez et laissez ces gens prendre leur temps pour s'occuper de vous?

Prenez conscience de comment vous avez changé: Est-ce que vous ne pratiquez plus vos activités de passe-temps qui vous aidaient à vous détendre? Ou aviez-vous d'autres façons de communiquer et passer le temps avec votre famille et les amis que vous avez abandonné? Est-ce que vos convictions ont changé, en ce qui concerne votre propre conviction et à l'égard des autres personnes? Est-ce que voyez le monde différemment?

Equilibre

Chercher le bon équilibre entre une gamme de différentes activités, dont le travail, votre vie personnelle et familiale, le repos et loisirs.

Vous serez plus productif/ve quand vous aurez eu des occasions de vous reposer et vous détendre. Ce qui vous aide à vous reposer et vous détendre peut être très différent de ce que font votre famille et amis pour le même effet. Il est très important que vos façons de vous détendre ne nuisent pas à votre santé et bien-être, ni aux relations qui vous sont chères. Prendre conscience du moment où vous êtes en train de perdre un bon équilibre de vie vous donne la chance de rectifier.

Connexion

Bâtissez des connexions et des relations d'entraide mutuelle avec des collègues de travail, des amis, la famille et la communauté.

Tout le travail que vous faites pour bâtir une société meilleure n'aura pas de sens si vous ne jouissez pas de connexions positives et viables tout au long de ce cheminement vers cette meilleure destination. Encore une fois, savoir quand vous êtes en train de perdre la connexion avec les gens qui vous sont chers, vous donne l'occasion de réfléchir et passer à l'action qui ramènera plus d'équilibre dans votre vie.

Discuter de l'autoprotection

Il est très utile pour votre organisation de prendre le temps de discuter des façons par lesquelles vous ménagez –individuellement et collectivement- le stress de faire le travail des droits de l'homme.

Utilisez n'importe laquelle des questions suivantes pour ouvrir la discussion en groupes de deux, en d'autres petits groupes ou pour toute l'organisation.

Partagez ce que vous aimez du travail des droits de l'homme. Pourquoi continuez-vous à mettre dans ce travail votre temps si précieux, votre énergie et ressources/moyens?

Partagez quelque chose que vous aimez mais qui n'a rien à faire avec votre travail. Est-ce que vous prenez le temps de faire cela?

Partagez une expérience qui vous a fait changer la façon dont vous vous voyiez, votre famille, votre communauté, votre pays ou quelque chose d'autre.

Partagez ce que vous remarquez sur votre propre personne quand vous êtes débordé, fatigué, décontenancé ou irrité. Comment ménagez-vous à venir à bout de ces sentiments et situations. Avez-vous recours aux autres ? Est-ce que ce que vous faites améliore la situation ? Ou l'envenime?

Partagez ce que vous remarquez sur le groupe quand le niveau du stress monte. Que faites-vous comme groupe pour venir à bout du stress?

Partagez un moment où vous vous êtes senti/e soutenu/e ou pas soutenu/e par votre famille dans le travail que vous faites. Qu'est-ce qu'ils ont fait pour vous aider ou rendre votre situation plus difficile?

Partagez un moment quand vous vous êtes senti/e soutenu/e ou pas soutenu/e par un/e de vos collègues dans le travail que vous faites. Qu'est-ce qu'ils ont fait pour vous aider ou rendre votre situation plus difficile?

Partagez les voies par lesquelles vous, en tant que collègues ou en tant qu'organisation, pouvez vous entraider à porter le fardeau de travailler avec des gens qui ont eu l'expérience de violations des droits de l'homme ou d'être vous-mêmes témoins des violations?

Finalement, partagez une chose que vous vous engagez à changer dès aujourd'hui que vous avez exploré les notions de manier le stress.

Maintenant, vous êtes prêt à faire un pas pour maintenir votre conscience et activités pour votre propre protection. Vous connaissez ce que vos collègues font pour s'aider eux-mêmes. Prenez le temps pour renforcer ces pas et activités positifs. Revenez-y régulièrement pour maintenir la discussion sur l'importance de sauvegarder nos ressources de la plus haute valeur : nous-mêmes!